

RAPPORT ANNUEL 2016

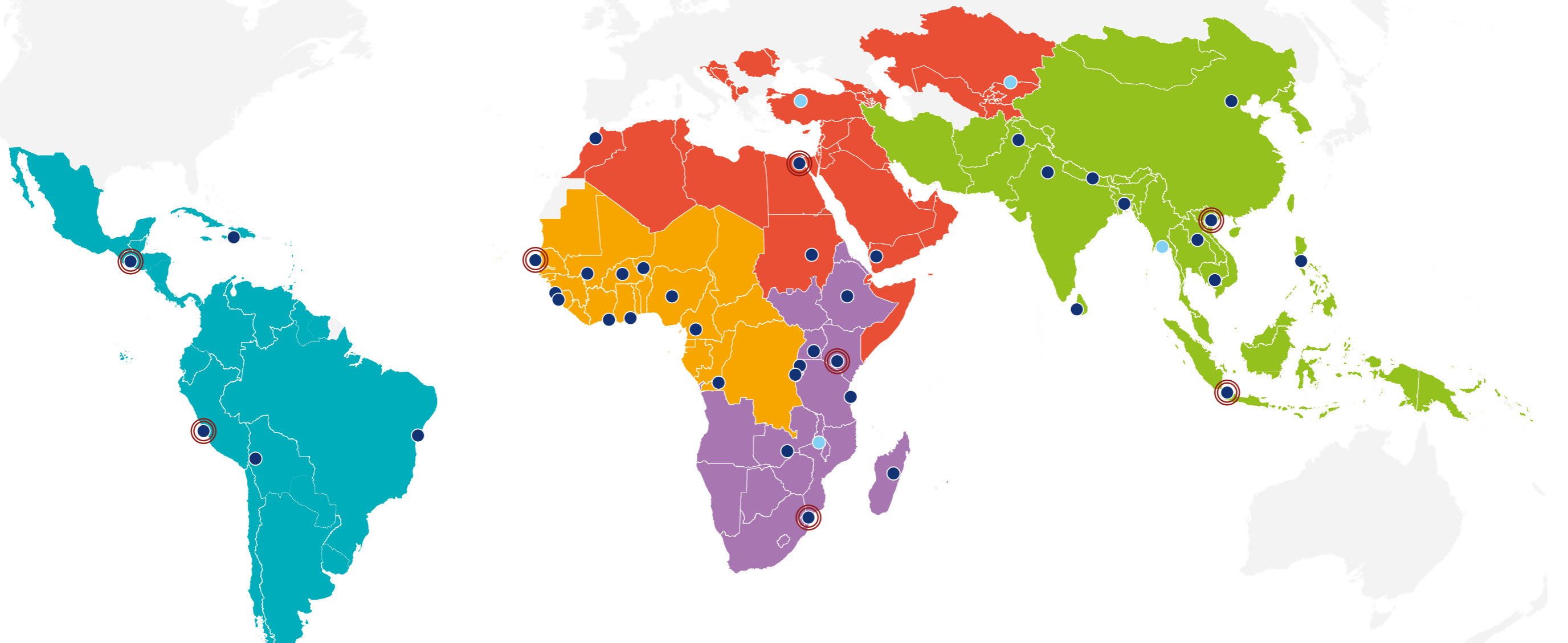


Investir dans les populations rurales

Le FIDA investit dans les populations rurales, en les autonomisant afin de réduire la pauvreté, d'accroître la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de renforcer leur résilience. Depuis 1978, nous avons octroyé 18.5 milliards d'USD sous la forme de prêts à faible taux d'intérêt et de dons en faveur de projets qui ont touché quelque 464 millions de personnes*. Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies dont le siège est à Rome – le centre névralgique des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

* À la date de publication, juin 2017

**Programmes et projets en cours appuyés par le FIDA à la fin 2016
et bureaux de pays du FIDA**



Amérique latine et Caraïbes
31 programmes et projets

- Argentine 1
- Bolivie (État plurinational de) 2
- Brésil 6
- Colombie 1
- Cuba 1
- El Salvador 1
- Équateur 2
- Grenade 1
- Guatemala 2
- Haïti 1
- Honduras 3
- Mexique 2
- Nicaragua 2
- Paraguay 1
- Pérou 2
- République dominicaine 1
- Uruguay 1
- Venezuela (République bolivarienne du) 1

Afrique de l'Ouest et du Centre
41 programmes et projets

- Bénin 2
- Burkina Faso 1
- Cabo Verde 1
- Cameroun 2
- Congo 2
- Côte d'Ivoire 2
- Gabon 1
- Gambie 1
- Ghana 2
- Guinée 2
- Guinée-Bissau 1
- Libéria 2
- Mali 3
- Mauritanie 1
- Niger 3
- Nigéria 3
- République centrafricaine 1
- République démocratique du Congo 3
- Sao Tomé-et-Principe 1
- Sénégal 2
- Sierra Leone 3
- Tchad 1
- Togo 1

Afrique orientale et australe
44 programmes et projets

- Angola 1
- Botswana 1
- Burundi 4
- Érythrée 2
- Éthiopie 3
- Kenya 4
- Lesotho 2
- Madagascar 4
- Malawi 3
- Mozambique 4
- Ouganda 4
- République-Unie de Tanzanie 2
- Rwanda 3
- Seychelles 1
- Swaziland 1
- Zambie 4
- Zimbabwe 1

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
34 programmes et projets

- Arménie 1
- Azerbaïdjan 1
- Bosnie-Herzégovine 1
- Djibouti 1
- Égypte 4
- Géorgie 1
- Jordanie 1
- Kirghizistan 2
- Liban 1
- Maroc 3
- Ouzbékistan 1
- République arabe syrienne 1
- République de Moldova 1
- Soudan 4
- Tadjikistan 2
- Tunisie 2
- Turquie 3
- Yémen 4

Asie et Pacifique
61 programmes et projets

- Afghanistan 2
- Bangladesh 6
- Bhoutan 1
- Cambodge 3
- Chine 6
- Fidji 1
- Îles Salomon 1
- Inde 8
- Indonésie 3
- Kiribati 1
- Maldives 2
- Mongolie 1
- Myanmar 1
- Népal 5
- Pakistan 4
- Papouasie-Nouvelle-Guinée 1
- Philippines 4
- République démocratique populaire lao 3
- Sri Lanka 3
- Tonga 1
- Viet Nam 4

Bureaux de pays du FIDA (au 31 décembre 2016)

- Opérationnels
- Prévus
- Plateforme sous-régionale proposée

Table des matières

Avant-propos du Président	2
Programme de travail en 2016	6
Principales initiatives et nouveaux programmes	30
Mesurer et améliorer les résultats	39
Données relatives au financement et mobilisation des ressources	47
Récompenses	62
Résumé des programmes, projets et dons approuvés en 2016.	64
Organisation, États membres et représentation	92
Publications en 2016.	109
États financiers consolidés.	117

Avant-propos du Président



2016 était la dernière année complète de mes huit ans de mandat à la tête du FIDA. C'était aussi la première année de la période couverte par la Dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10) (2016-2018), au cours de laquelle le programme d'action de l'organisation aura pour moteurs la décentralisation, la réforme et l'innovation.

À travers le monde, l'année 2016 a été marquée par les conflits, les migrations de masse, la croissance des inégalités, un incontestable changement climatique et des bouleversements politiques. À l'aube de 2017, la menace de la famine planait sur quatre pays. En février, l'état de famine était officiellement déclaré au Soudan du Sud – mettant en péril 40% de la population du plus jeune État du monde. Comme nous le savons trop bien, une déclaration officielle de famine signifie que des enfants, des femmes et des hommes meurent déjà de faim.

L'ampleur des défis auxquels est confronté le monde – et en particulier les plus pauvres et les plus vulnérables de ses habitants – nous contraint à l'humilité. Il est inacceptable que la famine et la sous-alimentation soient encore des fléaux pour l'humanité. Le FIDA a été créé à la suite de la Conférence de Rome dont la réunion, en 1974, répondait à des préoccupations mondiales suscitées par des famines dévastatrices. Et pendant de nombreuses années, nous avons été presque seuls à plaider la cause de l'agriculture familiale et du développement rural.

Aujourd'hui, le tableau est différent et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 exprime une forte appréciation du rôle des petits agriculteurs et d'autres ruraux. Et pourtant, les trois quarts des personnes qui, dans le monde,

souffrent de la pauvreté et de la faim vivent dans les zones rurales. Nous savons qu'appliquer à plus grande échelle notre appui au développement agricole et à une transformation durable et inclusive du monde rural constitue le meilleur moyen de renforcer la résilience et la sécurité alimentaire des femmes et des hommes du monde rural, et d'éliminer l'extrême pauvreté et la faim.

Une période de changement pour le FIDA

J'ai été à la barre tout au long de ces huit années de changement et de réforme qui ont été capitales pour le FIDA, et l'organisation en est sortie plus solide, plus souple et plus centrée sur ses missions. Sous ma direction:

- le modèle opérationnel du FIDA a été décentralisé pour nous rapprocher des personnes que nous desservons – aujourd'hui, plus de 100 membres de notre personnel sont déployés dans 40 bureaux de pays et bureaux sous-régionaux (voir la carte à l'intérieur de la couverture) couvrant près de 80% du portefeuille du FIDA et desservant 77 pays;
- l'architecture financière de l'organisation a été réorganisée, avec un élargissement de notre base de ressources grâce à l'inclusion de l'emprunt souverain comme instrument de mobilisation de ressources, et un renforcement de notre capacité à réagir face à un contexte budgétaire imprévisible;
- le FIDA a été transformé en une institution fondée sur le savoir, adoptant une culture d'évaluation scientifique et rigoureuse de son impact et de diffusion du savoir. De ce fait, nous constituons une solide base de données

factuelles pour nos décisions opérationnelles et pour nos activités de concertation sur les politiques et de plaidoyer à l'appui des populations rurales pauvres;

- la gestion des ressources humaines et les processus internes ont été réorganisés pour faire en sorte que le FIDA soit véritablement une organisation du 21^e siècle – souple et répondant au principe d'adaptation à l'objectif visé.

Actions de plaidoyer et partage des savoirs

Le présent rapport traite de nos réalisations et de notre impact en 2016, première année de mise en œuvre de l'ambitieux Programme 2030 des Nations Unies. Durant l'année, nous avons intensifié notre plaidoyer et notre partage des savoirs dans les domaines de l'agriculture familiale et des questions rurales, assumant un rôle de premier plan dans les processus internationaux d'élaboration des politiques, et notamment les négociations sur le changement climatique, le tout premier Sommet mondial sur l'action humanitaire, le processus des Ministres de l'agriculture du G20 et la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (voir page 30).

Nous avons publié au mois de septembre le premier *Rapport sur le développement rural*, qui analyse les processus de réduction de la pauvreté, et ceux de la transformation structurelle et de la transformation du monde rural dans 60 pays répartis dans toutes les régions du monde. Ce rapport démontre qu'une transformation inclusive du monde rural réduisant la pauvreté pour tous les groupes sociaux n'est pas une résultante automatique de la croissance économique; il faut en catalyser la concrétisation par le biais d'investissements et de politiques ciblés et favorables aux pauvres mis en œuvre par les gouvernements et d'autres partenaires. (Lire le *Rapport sur le développement rural*.)

Focalisation sur les résultats

Le nouveau Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, entré en vigueur cette année, décrit comment le Fonds prévoit de contribuer au Programme 2030. Le Cadre établit trois objectifs stratégiques: accroître les capacités productives des populations rurales pauvres; accroître les avantages qu'elles tirent de leur intégration au marché; et renforcer la viabilité environnementale et la résilience au changement climatique de leurs activités économiques. (Lire le Cadre stratégique.)

Nous avons également achevé, dans le courant de l'année, le travail historique que constitue l'Initiative d'évaluation de l'impact pour FIDA9 (IAI). L'IAI est la première tentative, de la part d'une institution de développement, d'évaluer de façon scientifique l'impact non plus seulement des différents projets,

mais de l'institution dans son ensemble (voir page 31). Les résultats montrent que, pour l'ensemble des projets en cours et clôturés pendant la période 2010-2015, 139 millions de personnes sont touchées et en constatent les avantages sous la forme d'un accroissement des revenus, d'une augmentation du volume de leur cheptel, et d'une sortie de la pauvreté. Les approches et l'information produites par l'IAI constitueront un bien public mondial dont bénéficieront toutes les parties prenantes œuvrant à l'élimination de la pauvreté rurale.

Sur la base des connaissances acquises dans le cadre de l'IAI, le FIDA a créé un Cadre relatif à l'efficacité en matière de développement pour faciliter l'utilisation des données concrètes dans la conception et l'exécution des projets. Au titre de ce cadre, nous avons entrepris de renforcer les outils d'autoévaluation, avec la création d'une unité spécialisée chargée d'élargir l'apprentissage, et le renforcement des capacités du personnel en matière de gestion des projets sur la base de données factuelles. Un ensemble de projets appuyés par le FIDA sera sélectionné pour les évaluations d'impact.

Intégration de l'égalité entre les sexes, de la nutrition et du changement climatique

Nous sommes résolus, pour les trois années de la période de FIDA10 (2016-2018), à intégrer l'égalité entre les sexes, la nutrition et le changement climatique dans les opérations que nous appuyons. Le FIDA est reconnu pour le rôle de premier plan qu'il joue en matière d'autonomisation des femmes rurales, et nous sommes en bonne voie pour atteindre, dès 2017, tous les objectifs du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, une performance sensiblement supérieure à la moyenne du système des Nations Unies. Pour la première fois, les résultats rapportés en 2016 montrent que les femmes représentent 50% des participants à nos projets. Afin de combattre les normes profondément enracinées qui perpétuent l'inégalité entre les sexes dans de nombreuses régions du monde, le FIDA a collaboré avec des partenaires, en faisant œuvre de pionnier, pour promouvoir les méthodologies axées sur les ménages – un ensemble d'approches innovantes qui entraînent le changement depuis l'intérieur de la famille (voir page 33).

En Afrique, les estimations donnent à penser que la sous-alimentation a induit des pertes économiques pouvant atteindre 16,5% du PIB. Toutes les données factuelles confirment que la sécurité alimentaire et la sécurité nutritionnelle sont essentielles à une réduction durable de la pauvreté. Trop souvent, la malnutrition se transmet de la mère à l'enfant, empêchant les enfants de concrétiser leur potentiel et maintenant des générations prisonnières de la

pauvreté. Intégrer les aspects nutritionnels signifie veiller à ce que les projets que nous appuyons ne mettent pas uniquement l'accent sur l'augmentation des revenus des agriculteurs ou sur les cultures végétales destinées à l'exportation – mais cela signifie également qu'il faut inscrire parmi les priorités la production et la disponibilité de produits alimentaires nutritifs. L'éducation joue un rôle central dans l'amélioration de l'état nutritionnel. Lisez le récit recueilli sur le terrain au Laos, à propos du feuilleton télévisé conçu pour sensibiliser les spectateurs à l'importance d'une bonne nutrition pour les enfants (voir page 18).

Au sein du système des Nations Unies, le FIDA est aussi le chef de file en matière d'intégration des questions climatiques. Notre Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) est le plus important fonds mondial ayant pour but d'aider les petits agriculteurs à s'adapter à l'évolution des conditions. À la fin de 2016, plus de 300 millions d'USD avaient été engagés dans les zones rurales par l'intermédiaire de l'ASAP.

Je voudrais, pour conclure, vous inviter à lire d'autres sections du Rapport annuel 2016 du FIDA. Vous y trouverez les données financières essentielles sur nos investissements, et des sections détaillées sur le portefeuille par région. Il présente un résumé des principales initiatives lancées durant l'année. Mais il donne aussi la parole aux personnes avec lesquelles nous travaillons, dans une série de récits recueillis sur le terrain – parce qu'en fin de compte le FIDA investit dans les personnes. Au Nigéria, par exemple, nous intervenons en partenariat avec le secteur privé pour appuyer de jeunes agriculteurs comme Peter Okonkwo, qui est en train de doubler sa production de riz et son revenu. À Madagascar, nous avons donné aux personnes les moyens d'obtenir l'enregistrement foncier de leurs exploitations – leur apportant sécurité et actifs. Au Brésil, notre financement a aidé une coopérative dirigée par des femmes déterminées à bâtir une entreprise rentable fondée

sur les fruits sauvages et locaux. Et en Cisjordanie, des producteurs familiaux pratiquent des cultures à haute valeur marchande, comme celles des amandes et des abricots, sur des terres jadis stériles. Comme en témoignent tous ces récits, lorsqu'elles reçoivent l'appui approprié, les populations rurales peuvent transformer non seulement leurs propres vies, mais aussi celles de leurs communautés.

Un nouveau Président est nommé

Au début de 2017, les États membres ont désigné Gilbert F. Houngbo, du Togo, comme sixième Président du FIDA, et il a pris ses fonctions le 1^{er} avril. Tout comme moi, le nouveau Président est pleinement engagé aux côtés des personnes dans lesquelles le FIDA a toujours investi – les femmes et les hommes dont le labeur est à l'origine de la nourriture que placent sur leur table les familles du monde en développement. Je suis heureux de lui passer le relais et je lui souhaite courage et détermination dans ses nouvelles fonctions. Je suis convaincu que, sous la direction de M. Houngbo, le FIDA continuera à croître et à jouer un rôle de premier plan dans la transformation du monde rural, sans que personne soit laissé pour compte.



KANAYO F. NWANZE
Président du FIDA

Regina Seula, qui a été formée en tant qu'assistante aux soins de santé des animaux, prépare une dose de vaccin qu'elle injectera à un veau. >

Malawi: Programme de pays du FIDA

©FIDA/Marco Salustro



Programme de travail en 2016

Afrique de l'Ouest et du Centre

24 pays: Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo

Vue d'ensemble

La croissance économique de l'Afrique de l'Ouest et du Centre a été lente au cours des dernières années. La croissance moyenne du PIB a été de seulement 1,6% pour les 24 pays de la région en 2015. La situation économique est compliquée par le recul des taux de change et la chute des prix du pétrole, qui effectivement s'annulent réciproquement pour ce qui concerne leurs effets sur les consommateurs. On ne s'attend pas, dans un avenir prévisible, à une remontée des cours du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont été particulièrement affectés – le Nigéria, la plus grande économie de la région, est entré en récession en août 2016.

Les investissements étrangers directs ont régulièrement diminué, en pourcentage, au cours des cinq dernières années. Il y a deux ans, le Fonds monétaire international avait recommandé aux pays

exportateurs de revoir leurs politiques commerciales et leurs budgets, recommandation restée jusqu'ici sans suite.

Dix des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre figurent sur la liste, établie par la Banque mondiale, des pays en situation de fragilité. Cinq autres pays ont connu une situation de conflit violent au cours de l'année écoulée. Outre les pertes en vies humaines et les souffrances qu'elles ont provoquées, ces rébellions entravent les échanges régionaux, ce qui affecte également les petits agriculteurs et les acteurs des filières que l'action du FIDA vise à autonomiser.

Au cours de la période 2014-2016, l'épidémie de la maladie à virus Ebola a provoqué la mort de plus de 11 000 personnes dans cinq pays, et l'arrêt effectif des marchés et du commerce en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone. Pendant deux années entières, l'activité économique a été étouffée dans les zones rurales comme dans les zones urbaines.

L'un des plus grands défis auxquels est confrontée l'Afrique de l'Ouest et du Centre est de trouver les moyens de donner aux millions de jeunes la possibilité de créer pour eux-mêmes une vie et des moyens d'existence dignes de ce nom. Les trois quarts des habitants de la région ont moins de 35 ans et, dans les zones rurales, les jeunes sont pour l'essentiel sans terre, employés de façon marginale et souffrent d'exploitation et de mauvaises conditions de travail. À ce jour, les économies de la région ont été incapables d'absorber le capital exceptionnel que constituent ces travailleurs énergiques et créatifs. En conséquence, les jeunes abandonnent de plus en plus l'agriculture et les zones rurales à la recherche d'une vie meilleure dans les villes ou à l'étranger.

Avec tous ces problèmes, il a été plus difficile pour la région de chercher à résoudre les questions vitales comme celle de la simplification de l'accès aux marchés locaux, régionaux et internationaux, et de faire face à l'impact croissant du changement climatique. Au cours de l'année 2016, deux nouveaux dons d'un montant de 10 millions d'USD ont été approuvés au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) du FIDA, portant à 83,8 millions d'USD, à la fin de l'année, la valeur totale du financement de l'ASAP dans la région. Trois dons ont également été approuvés au titre

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 41 programmes et projets en cours, en partenariat avec 23 gouvernements bénéficiaires dans la région à la fin de 2016;
- 1 244,4 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 76,5 millions d'USD approuvé en 2016 pour un nouveau projet en Mauritanie et pour un financement additionnel accordé à des programmes et projets en cours à Cabo Verde, au Niger et à Sao Tomé-et-Principe;
- 1 nouveau programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) pour le Nigéria.

du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), d'un montant de 22,1 millions d'USD, portant à 59,4 millions d'USD la valeur totale du financement du FEM dans la région. Le FIDA est le chef de file du programme pilote intégré du FEM qui vise à renforcer la durabilité et la résilience afin d'assurer la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne, approuvé par le Conseil du FEM en juin 2016. Cette approche est axée sur les ressources naturelles qui sous-tendent la sécurité alimentaire et nutritionnelle – terre, eau, sols, arbres et ressources génétiques.

Travaux et résultats en 2016

En 2016, notre programme de travail dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre a été principalement axé sur les secteurs suivants:

- filières inclusives;
- finance rurale;
- gestion des ressources naturelles et changement climatique;
- autonomisation des jeunes.

Filières inclusives

Mettant les producteurs en relation avec les marchés, les filières incluent des activités comme le stockage, le transport et la transformation. De nombreux projets appuyés par le FIDA dans la région s'efforcent d'assurer l'inclusivité des filières et de donner aux petits exploitants et aux habitants des zones

rurales les moyens d'accroître leur production et leur efficacité. Ils permettent aussi aux producteurs pauvres d'améliorer leur position dans la chaîne de valeur et de participer aux stades où le rendement monétaire est plus élevé.

Au Nigéria, un projet financé par le FIDA œuvre à l'amélioration des moyens d'existence des producteurs de riz et de manioc. Le renforcement des filières d'approvisionnement et l'amélioration de l'accès aux marchés donnent aux petits agriculteurs la possibilité d'accroître leur productivité et de s'extraire de la pauvreté. Quelque 3 000 agriculteurs ont déjà signé un partenariat qui leur garantira un avenir agricole productif.

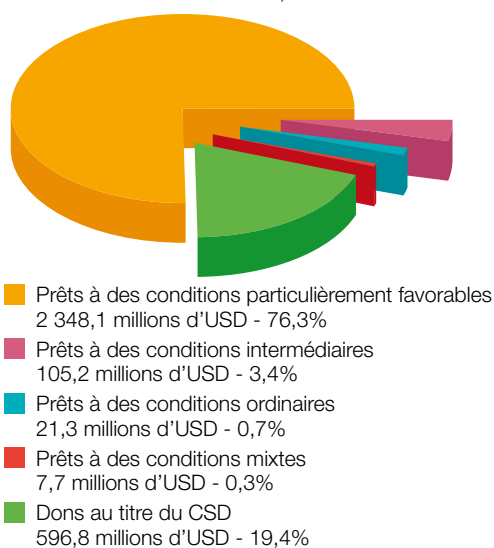
Également au Nigéria, le Programme de développement des filières appuyé par le FIDA a établi des liens entre plus de 20 000 agriculteurs et des acheteurs qui fournissent une avance de trésorerie en échange d'une part de la récolte. (Voir, pour plus de détails, le récit recueilli sur le terrain, page 9.)

À Sao Tomé-et-Principe, le FIDA contribue, avec des partenaires, à l'établissement et au renforcement des filières du cacao, du café et du poivre – trois produits clés d'exportation. Le programme contribue au renforcement des coopératives de petits paysans et à l'établissement de liaisons avec les marchés européens, grâce à quoi 1 100 tonnes de cacao, 300 tonnes de café et 14 tonnes de poivre séché ont

AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

GRAPHIQUE 1a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2016^a

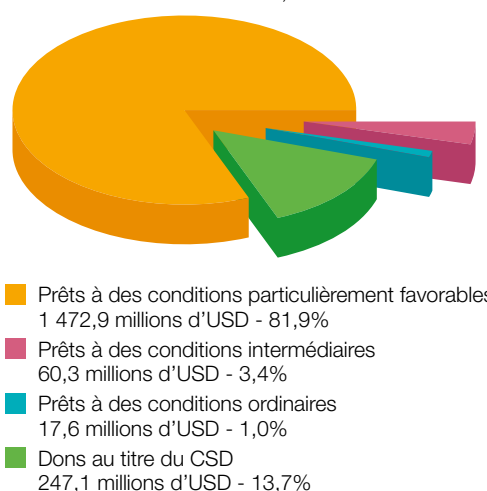
Sur un montant total de 3 079,1 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 1b
Décaissements de prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2016^a

Sur un montant total de 1 797,9 millions d'USD



^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

été produites et exportées par quatre coopératives en 2016.

En Gambie, un projet appuyé par le FIDA œuvre à la transformation du secteur agricole du pays par le biais d'une augmentation de la demande de produits locaux adressée aux petits exploitants. Le projet investit également dans l'infrastructure publique et s'attache à établir des liaisons efficaces entre tous les opérateurs des filières et à faciliter, dans des conditions rentables, la production et le mouvement des produits de l'exploitation jusqu'au consommateur. Les résultats sont prometteurs: 27 plans d'entreprises agroalimentaires ont été approuvés, créant des emplois pour les jeunes et les femmes.

Finance rurale

Les zones rurales de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sont très mal desservies par les institutions financières, ce qui constitue un handicap considérable pour les populations rurales. Le FIDA appuie des actions dont le but est de faire en sorte que des options de microfinancement et de crédit en monnaie scripturale soient davantage disponibles pour les petits exploitants, afin qu'ils puissent investir dans leurs entreprises et accroître leur capacité productive.

Au Ghana, le Programme de promotion de la croissance rurale dans le Nord, appuyé par le FIDA, développe des filières inclusives de denrées de base et de produits alimentaires afin de générer un excédent de production à commercialiser sur les marchés du sud du pays et à l'étranger. Afin d'aider les agriculteurs à obtenir les intrants dont ils ont besoin, le programme a introduit un modèle de crédit en monnaie scripturale qui permet aux exploitants répondant aux conditions requises de recevoir des engrais, des semences et des services fournis par des vendeurs et des prestataires de services. On compte, à ce jour, 26 banques communautaires rurales participant à ce système de crédit en monnaie scripturale. Les petits exploitants membres de plus de 560 organisations paysannes ont accès à ce financement.

Au Nigéria, le FIDA intervient dans 12 États pour renforcer les institutions de microfinancement et les relier à des institutions financières formelles. Le programme, qui vise à améliorer l'accès des populations rurales au crédit à faible coût, met l'accent sur les femmes, les jeunes et les porteurs de handicaps physiques. Plus de 12 000 groupes d'épargne ont été accompagnés dans le cadre du programme, qui a donné naissance à une forte culture de l'épargne et à un esprit communautaire. Plus de 400 opérateurs, formés au développement de plans d'entreprises rurales, ont touché environ 200 000 clients répartis dans 14 000 villages. Des prêts ont été accordés à plus de 16 000 emprunteurs en moins de six mois.

Gestion des ressources naturelles et changement climatique

Les effets du changement climatique – imprévisibilité des saisons, manque de pluie et salinité croissante du sol – font que de nombreux agriculteurs se retrouvent, en Afrique de l'Ouest et du Centre, avec une faible production et peu d'argent pour faire face à la hausse des prix alimentaires. Dans certaines zones, la faiblesse des précipitations et la dégradation du sol ont conduit les agriculteurs à envisager d'abandonner leur terre. Les petits exploitants pauvres ont un urgent besoin d'optimiser leurs ressources naturelles et de mettre en œuvre des pratiques agricoles qui leur permettront de s'adapter au changement climatique.

Au Mali, le FIDA appuie un programme qui fournit des biodigesteurs à des agriculteurs dans les régions de Sikasso et de Kayes. Les digesteurs transforment les déchets organiques en biogaz, un combustible pouvant être utilisé pour alimenter des appareils ménagers comme les fourneaux de cuisine, ce qui réduit considérablement la charge de travail domestique, spécialement pour les mères et les enfants. Les biodigesteurs produisent aussi de l'engrais organique utilisé sur les exploitations et constituant une importante pratique agricole durable.

Au Sénégal, le FIDA finance un projet qui crée des unités pastorales spéciales pour permettre aux pasteurs de mieux gérer des ressources naturelles peu abondantes comme l'eau et les pâturages. À ce jour, le projet a appuyé ou créé 22 unités couvrant chacune des villages situés dans un rayon de 25 kilomètres. Il a ainsi réduit les litiges à propos des points d'eau et amélioré considérablement les conditions de vie des pasteurs en leur fournissant les ressources dont ils ont besoin, principalement l'eau destinée à la consommation humaine et au bétail. Il a aussi mis à disposition des vaccins pour prévenir les maladies animales. Compte tenu du succès du projet, le Ministère de l'élevage prévoit de le mettre en œuvre dans d'autres régions.

En Mauritanie, les petits agriculteurs sont aux prises avec des conditions environnementales extrêmement hostiles, notamment une pluviométrie réduite et des sols pauvres. Le FIDA appuie, dans le sud du pays, un projet qui permet à 4 700 femmes de développer leur production de volaille. Les participantes produisent 500 tonnes de viande blanche par an, améliorant ainsi la nutrition et les revenus de la famille. Le projet inclut la construction de poulaillers adaptés au climat qui protègent la volaille de la chaleur extrême, et des cours de formation pour enseigner aux femmes comment prendre correctement soin de leurs poules.

Autonomisation des jeunes

Au cours des deux dernières années, tous les nouveaux investissements du FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre ont ciblé les jeunes. En réponse

Récit recueilli sur le terrain

La réduction des importations de riz aide les petits exploitants agricoles au Nigéria

Au Nigéria, un programme appuyé par le FIDA contribue à réduire la dépendance à l'égard du riz importé et à renforcer l'accès des petits agriculteurs aux marchés locaux.

Chaque année, l'Afrique consacre environ 35 milliards d'USD aux importations de produits alimentaires, compromettant la durabilité de son propre secteur de l'agriculture. Cette dépendance excessive à l'égard des importations de produits alimentaires est due en partie à la qualité inférieure d'une grande partie des produits locaux. Au Nigéria, Popular Farms & Mills Ltd, une filiale du Stallion Group Nigeria, et Olam International, un acteur de premier plan dans le secteur du riz, reçoivent habituellement des producteurs locaux du paddy contenant plus de 30% d'impuretés, ce qui peut augmenter les coûts de transformation, avec pour conséquence une baisse du prix payé aux agriculteurs.

Dans le cadre du Programme de développement des filières dans les États de Taraba et de Benue, au Nigéria, le Fonds a contribué à nouer des alliances entre les acteurs essentiels, et notamment le gouvernement, les grandes sociétés, les banques, les fournisseurs, les petits exploitants agricoles et les acheteurs comme Olam et Popular Farms & Mills Ltd, entre autres – des investisseurs qui avancent des fonds en échange d'une part de la récolte.

Le programme a eu un impact positif le long de la filière – depuis l'augmentation de la participation du secteur privé à l'agriculture jusqu'à l'amélioration de l'accès des petits exploitants aux services et à

la résolution des différends entre les agriculteurs et les acheteurs grâce à l'introduction de poids et mesures normalisés.

Par l'intermédiaire de l'alliance, les acheteurs passent leurs commandes de riz sur la base de la capacité des agriculteurs, des préférences des consommateurs, de la logistique de la collecte et de la qualité du paddy. De leur côté, les agriculteurs déterminent leurs besoins en engrais et en produits agrochimiques, le mode de livraison préféré et les quantités qu'ils prévoient de vendre. De concert, les parties définissent leurs obligations mutuelles, y compris un prix fixé pour le riz.

Dans le cadre de l'accord, Popular Farms & Mills Ltd et Olam ont mis en place des centres de collecte à une distance ne dépassant pas 25 kilomètres des parcelles paysannes, ce qui a réduit les coûts de transport à la charge des agriculteurs. Olam a recruté des vulgarisateurs pour aider les agriculteurs à accroître leur productivité, et des conseillers pour les guider dans la prise de décisions judicieuses concernant les ventes de paddy.

En novembre 2016, le programme avait établi des liens entre des acheteurs et plus de 20 000 paysans, parmi lesquels Peter Okonkwo, un jeune agriculteur de l'État d'Anambra. Quatre mois après une formation aux meilleures pratiques, il a doublé son rendement. "J'ai même commencé, grâce à l'enseignement que j'ai reçu, à effectuer deux semis par an, dit-il. Cela signifie que je doublerai mon revenu d'ici à la fin de 2016."



Peter Okonkwo a multiplié par deux le rendement de ses rizières et a commencé à pratiquer deux récoltes par an. Nigéria: Programme de développement des filières

aux immenses défis auxquels sont confrontés les jeunes, femmes et hommes, vivant dans les zones rurales de la région, le FIDA appuie de nombreuses initiatives qui proposent des formations, appuient l'entrepreneuriat et stimulent la création d'emplois décents sur les exploitations et en dehors. Nous œuvrons pour intégrer les jeunes dans les projets que nous finançons en les associant à la conception, la supervision et l'évaluation des projets; en renforçant leurs capacités et leurs compétences; en améliorant l'accès aux actifs, intrants, services et financements; en encourageant les jeunes à devenir des modèles pour que l'agriculture soit plus attrayante; et en facilitant la création de réseaux parmi les jeunes.

Au Cameroun, où les jeunes constituent 78% de la population, une initiative d'entrepreneuriat qui s'adresse à la jeunesse aide des jeunes, femmes et hommes, à accroître leurs revenus et à améliorer leur sécurité alimentaire par le biais de petites entreprises dans le secteur agropastoral, notamment le maraîchage et l'élevage de bétail. Dans l'ensemble, le programme vise à toucher 50 000 participants et à appuyer plus de 5 000 entreprises dirigées par des jeunes.

Au Mali, nous encourageons la formation professionnelle et l'entrepreneuriat pour 100 000 jeunes. Après six mois de travail aux côtés de facilitateurs, les plus jeunes participants peuvent choisir de poursuivre leurs études, tandis que les étudiants plus âgés peuvent solliciter un microcrédit et une formation professionnelle. Les premiers résultats ayant été positifs, il est prévu d'exécuter le programme dans tout le reste du pays, en trois étapes.

Au Congo, le FIDA collabore avec des partenaires pour stimuler la production de poisson et accroître l'emploi des jeunes en créant des mares pour l'élevage de tilapias et de silures. Au cours de la phase pilote, le projet a fourni des alevins aux éleveurs de poisson et les a formés à la pisciculture et à la maintenance des mares. Les résultats ont montré que cette activité, axée sur le marché, est très rentable; elle sera reproduite à plus grande échelle en 2017.

Afrique orientale et australe

22 pays: Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Comores, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Seychelles, Soudan du Sud, Swaziland, Zambie et Zimbabwe

Vue d'ensemble

Dans l'ensemble, la croissance en Afrique orientale et australe a été positive, avec une performance plus forte et plus stable en Afrique orientale qu'en Afrique australe. En Afrique orientale, les projections placent la croissance annuelle du PIB à 6,4% en 2016, chiffre légèrement supérieur à celui de 6,3% affiché en 2015. Grâce à de grands investissements dans des réformes et des politiques positives, les meilleures performances ont été celles de l'Éthiopie, du Kenya, de l'Ouganda, du Rwanda et de la Tanzanie.

Avec une croissance moyenne du PIB de 1,9% en 2016, l'Afrique australe est à l'heure actuelle la sous-région du continent où la croissance est la plus faible. Cette situation est la conséquence d'importants chocs structurels découlant dans une large mesure d'une production énergétique insuffisante et de conditions météorologiques défavorables. Le ralentissement a aussi été observé au Mozambique, alors que son économie était, l'année dernière, celle qui connaissait la croissance la plus rapide de la sous-région. Le taux de croissance du pays est tombé de 7,2% en 2014 à 6,3% en 2015.

Comme dans d'autres régions, la croissance économique en Afrique orientale et australe ne produit pas une réduction automatique de la pauvreté. Cela est dû en partie à l'énorme proportion – la plus haute du monde – de jeunes dans la population africaine, dont nombreux sont sans emploi.

La faiblesse persistante des fondamentaux du secteur de l'agriculture, dans les domaines de l'accès garanti à la terre, au crédit et aux marchés, notamment pour les femmes et les jeunes, a aussi fait obstacle à une réduction généralisée des inégalités et de la pauvreté rurale, de nombreux petits exploitants agricoles demeurant pris au piège de la pauvreté. Les conditions météorologiques en rapport avec El Niño continuent de paralyser la production de l'agriculture pluviale, qui est la source des moyens d'existence de la plupart des habitants des zones rurales d'Afrique australe. Les conflits en cours dans plusieurs pays constituent aussi des obstacles au progrès dans la région.

Dans ce contexte, la performance de la région en termes de développement socioéconomique a été mitigée. Les niveaux d'extrême pauvreté rurale ont légèrement diminué, passant de 59% en 1990 à 52,8% en 2010 – de sorte que plus de la moitié

de la population rurale vit encore avec moins de 1,25 USD par jour. L'Afrique subsaharienne souffre encore sérieusement de la faim, comme le démontre la note moyenne de 30,1 – la plus élevée au monde – attribuée par l'indice de la faim dans le monde. La faim a été réduite dans plusieurs pays, notamment l'Angola, l'Éthiopie, le Kenya, le Malawi et le Rwanda. La Zambie continue de souffrir de taux alarmants de malnutrition, avec 40% des enfants souffrant d'un retard de croissance.

Travaux et résultats en 2016

En 2016, notre programme de travail dans la région Afrique orientale et australe a été principalement axé sur les secteurs suivants:

- intégration des aspects nutritionnels;
- autonomisation des femmes et des jeunes;
- développement des entreprises agroalimentaires;
- renforcement de la résilience.

Intégration des aspects nutritionnels

La sécurité alimentaire et nutritionnelle est à la fois un indicateur et un moteur d'une croissance économique inclusive et d'un développement durable. Si elles n'ont pas accès à une alimentation adéquate, abordable et nutritive, les générations demeurent prises au piège de la pauvreté et incapables, sur le plan de l'éducation et de l'emploi, de tirer parti des possibilités de réalisation de leur potentiel. En Afrique, les estimations donnent à penser que la sous-alimentation a induit des pertes économiques variant entre 1,9 et 16,5% du PIB. Nous sommes résolus à intégrer les aspects nutritionnels dans nos projets et dans notre action de plaidoyer.

En Afrique orientale et australe, nous sommes sur la bonne voie pour faire en sorte que tous les

nouveaux programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) prennent en compte la nutrition, conformément à l'engagement pris au cours de la Consultation sur la Dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10). Nous avons entrepris une activité de cartographie de la nutrition sur la base de 37 projets de la région pour mieux comprendre la gamme des actions prenant en compte les enjeux nutritionnels et pour recenser les lacunes et les possibilités d'une intégration efficace des aspects nutritionnels dans la région. Nous avons aussi établi des liaisons avec les initiatives "Renforcer la nutrition" (SUN); les actions prenant en compte les enjeux nutritionnels incluent, par exemple, la biofortification, les cuisines de démonstration, la formation des dirigeants communautaires à l'importance d'un régime alimentaire sain et équilibré, et l'éducation nutritionnelle par l'intermédiaire de la radio communautaire.

Nous avons renforcé les capacités du personnel dans le domaine de la nutrition grâce à une formation et à une éducation nutritionnelle, et mené une action de sensibilisation pour le personnel des projets en Érythrée, à Madagascar, au Malawi, au Mozambique et en Zambie. Un programme financé par un don régional d'un montant de 2 millions d'USD, intitulé "Renforcement des capacités des acteurs locaux pour des filières agroalimentaires sensibles aux enjeux nutritionnels en Zambie et au Malawi", a été lancé en juin. Il encouragera les filières agroalimentaires sensibles aux enjeux nutritionnels et établira des liens avec les programmes de prêt.

Les agents de vulgarisation jouent aussi un rôle clé dans l'intégration des aspects nutritionnels dans la production agricole. Au Mozambique, au cours de l'année 2016, les agents de vulgarisation ont reçu une formation dans divers domaines: agriculture sensible aux enjeux nutritionnels, compétences en matière de communication pour la diffusion de messages concernant la nutrition, et technologies de transformation et de stockage des aliments.

Autonomisation des femmes et des jeunes

Alors que de nombreuses lois écrites ne font plus de distinctions entre les hommes et les femmes, les traditions et les normes patriarcales perpétuent une inégalité entre les sexes qui restreint les droits des femmes, leurs mouvements, leur autonomie et leurs opportunités, spécialement dans les zones rurales. Dans les communautés qui dépendent dans une large mesure de l'agriculture pour leur nourriture et leur revenu, l'inégalité entre les sexes se traduit par un grand écart en termes de productivité agricole, qui coûte cher aux pays. Les estimations donnent à penser que, rien qu'en Tanzanie, le montant serait de 105 millions d'USD par an.

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 44 programmes et projets en cours, en partenariat avec 17 gouvernements bénéficiaires dans la région à la fin de 2016;
- 1 471,0 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 232,9 millions d'USD approuvé en 2016 pour 5 nouveaux programmes et projets en Érythrée, en Éthiopie, au Rwanda, en Zambie et au Zimbabwe, et pour un financement additionnel accordé à un projet en cours à Madagascar;
- 4 nouveaux programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats (COSOP-AR) pour le Burundi, l'Éthiopie, le Malawi et la Tanzanie.

Les méthodologies axées sur les ménages consistent en une série d'approches – dont le FIDA et ses partenaires ont été les pionniers – dont les résultats commencent à apparaître dans le sens d'un changement, à partir du bas, et en particulier au sein des familles et des communautés agricoles, de ce schéma d'inégalité obstinément ancré. Les participants découvrent le rapport qui peut exister entre la pauvreté et l'égalité entre les sexes au sein du ménage tout en développant une vision commune du développement de la famille. Les méthodologies axées sur les ménages, aujourd'hui appliquées dans 12 pays de la région, donnent aux ménages des outils pour analyser leur situation actuelle et élaborer des plans partagés pour l'avenir.

En Ouganda, un projet réussi de méthodologies axées sur les ménages a été intégré au système des autorités locales, et la supervision de son exécution a été confiée au département du développement communautaire. Au Rwanda, 6 000 familles ont suivi une formation du même type en rapport avec la problématique hommes-femmes, dans le cadre de la volonté affichée par le gouvernement de parvenir à l'égalité entre les sexes.

L'Afrique est la seule région du monde où le pourcentage de jeunes continue à augmenter. Environ 65% de la population du continent a moins de 35 ans, et 10 millions de jeunes – l'équivalent de la population d'une très grande ville – arrivent chaque année sur le marché du travail. Ces jeunes

représentent à la fois un potentiel et un défi. Ils sont trop souvent marginalisés et exclus des emplois décents et des décisions capitales affectant leurs vies. Les projets financés par le FIDA dans la région mettent un accent particulier sur les jeunes. Nous œuvrons pour élargir leurs possibilités de s'assurer des moyens d'existence et pour renforcer leur rôle dans la prise de décisions et la planification.

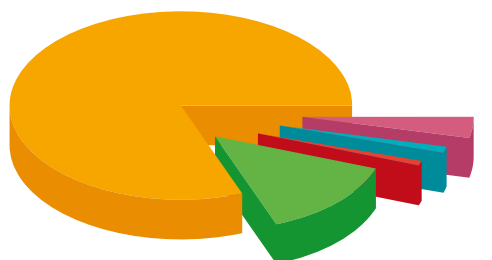
Ainsi, dans le haut bassin du fleuve Tana, au Kenya, 23 groupes de jeunes participent à une initiative appuyée par le FIDA et visant à accroître la production durable de nourriture et à améliorer la gestion des ressources naturelles. En Ouganda, un projet visant à l'inclusion financière dans les zones rurales a pour cible une participation de 15% de jeunes au titre de la composante "coopératives d'épargne et de crédit" (SACCO), et au sein des groupes communautaires d'épargne et de crédit.

Développement des entreprises agroalimentaires

La faiblesse des investissements consacrés au secteur de l'agriculture au cours des 30 dernières années a contraint de nombreux pays d'Afrique à importer des produits alimentaires qu'ils auraient pu produire eux-mêmes s'ils avaient disposé du capital financier et du savoir-faire requis. Les partenariats public-privé constituent un moyen important de stimuler l'investissement, et le FIDA s'attache à inclure les producteurs dans ces partenariats. Il

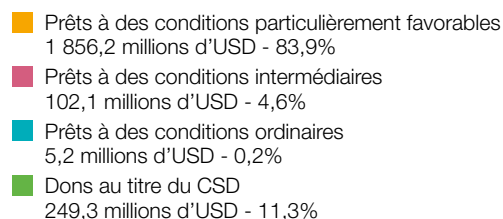
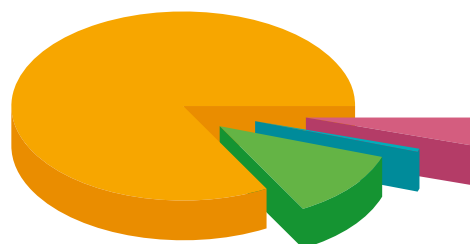
AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE

GRAPHIQUE 2a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2016^a
Sur un montant total de 3 549,6 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 2b
Décaissements de prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2016^a
Sur un montant total de 2 212,8 millions d'USD



^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Récit recueilli sur le terrain

À Madagascar, les ruraux pauvres utilisent le régime foncier pour renforcer leur résilience

Dans la partie occidentale de Madagascar, les projets appuyés par le FIDA ont aidé les habitants des zones rurales à obtenir des droits reconnus par la loi sur leur terre, tactique clé dans la lutte contre la pauvreté.

Lorsque les petits exploitants agricoles sont propriétaires de leur terre, ils peuvent l'utiliser comme garantie pour obtenir du crédit. La propriété de la terre les incite aussi davantage à investir dans de meilleures techniques agricoles et à gérer leur terre de manière durable. Ces approches peuvent renforcer la résilience dans un pays où 78% de la population vit avec moins de 1,90 USD par jour.

En 2005, le Gouvernement malgache a introduit un programme national pour aider les citoyens à formaliser la propriété de leur terre. Toutefois, pour pouvoir demander l'attribution d'un titre foncier, les requérants doivent apporter la preuve de leur identité juridique, ce qui dissuade de nombreux ruraux. Depuis 2006, le FIDA appuie les communes rurales et les aide à établir des bureaux fonciers locaux pour faire en sorte que les services soient accessibles et d'un coût abordable, en particulier pour les ruraux pauvres et les femmes.

Avec l'appui du FIDA, les communes rurales ont délivré près de 16 000 copies d'actes de naissance et plus de 10 000 cartes d'identité, permettant aux populations rurales d'avoir accès aux services administratifs et financiers.

Et les paysans ne sont pas les seuls à en tirer des avantages.

Justin, un enseignant retraité, est l'un des nombreux ruraux pouvant désormais voir reconnus facilement et à un coût abordable leurs droits sur leur terre.

“L'ouverture ici du bureau d'administration foncière est vraiment une bonne chose, dit-il. Dans cette région, il y a beaucoup de problèmes fonciers. Certaines personnes ont même tué ou été tuées. L'attribution des titres fonciers a contribué à mettre un terme à cette situation.”

Justin n'avait jamais pensé, auparavant, à devenir le propriétaire légal de sa terre. Mais, en vieillissant, l'idée a pris une importance accrue pour lui et pour sa famille. Puisque ses enfants pourront désormais hériter de la terre, ils disposeront d'une base solide pour accroître leur prospérité.

Outre l'appui qu'ils apportent dans le domaine des régimes fonciers, les projets appuyés par le FIDA ont introduit des méthodes agricoles plus soignées de l'environnement, une meilleure irrigation et des variétés de semences améliorées. En conséquence, les récoltes des petits exploitants agricoles ont sensiblement augmenté. Les rendements moyens d'une grande partie des principales productions agricoles et des aliments de base ont plus que doublé – les plus fortes augmentations étant enregistrées pour le riz irrigué, le riz pluvial et les haricots.



Femmes au travail dans une rizière.
Madagascar: Projet d'appui au développement de Menabe et Melaky

est essentiel, dans ce processus, de permettre aux producteurs d'organiser leurs activités dans le cadre de coopératives ou d'associations, donnant ainsi aux agriculteurs un pouvoir de négociation accru et rationalisant les arrangements avec le secteur privé.

Au Rwanda, notre partenariat avec le gouvernement dans le Projet d'amélioration des revenus ruraux grâce aux exportations (PRICE) a renforcé les coopératives de producteurs en tant que partenaires économiques à part entière du secteur privé dans les secteurs du café, du thé, de la sériciculture et de l'horticulture. À ce jour, le projet a facilité la fourniture d'un appui, sous forme de formation et de conseil, à plus de 115 000 petits producteurs de café, dont 30% de femmes. Environ 150 coopératives ont été constituées, 180 agriculteurs ont été formés aux exigences de la certification "commerce équitable" et plus de 56 000 paysans ont adopté de nouvelles technologies.

Au Kenya, un projet de commercialisation des produits laitiers appuyé par le FIDA, démarré en 2005, a bénéficié en 2016 d'un financement additionnel de 17 millions d'USD pour poursuivre une activité couronnée de succès. Le projet a assuré une formation en matière de commercialisation pour plus de 500 groupements de producteurs laitiers, et en matière de traitement du lait et d'ajout de valeur pour plus de 400 groupements. Vingt-neuf organisations faitières ont été créées, parmi lesquelles 13 en liaison avec d'importants transformateurs. Les activités du projet ont eu pour résultat direct une augmentation des ventes de produits laitiers à valeur ajoutée, passées de 27 millions de litres en 2007 à 121 millions de litres en 2015. Le nombre des emplois dans les petites et moyennes entreprises laitières est passé de 128 en 2011 à plus de 680 en 2015.

Avec pour but final de stimuler une transformation inclusive du monde rural, le FIDA collabore avec ses partenaires clés pour approfondir ses compétences en matière d'apport de capitaux privés et de services de développement des entreprises, en mettant spécifiquement l'accent sur les entreprises privées du secteur agroalimentaire et sur les petites et moyennes entreprises rurales. Grâce à des fonds supplémentaires provenant de l'Union européenne, nous avons créé et nous gérons actuellement le Mécanisme d'assistance technique pour le Fonds d'investissement pour l'agriculture en Afrique, un fonds de participation privé de 250 millions d'USD financé par des sources publiques et privées. Nous gérons également les 30 millions d'USD du Fonds de développement des petites et moyennes entreprises agroalimentaires.

Renforcement de la résilience

Le renforcement de la résilience des petits exploitants agricoles face au changement climatique a été l'un des grands axes de notre activité en 2016. De nombreux projets appuyés par le FEM ou le programme ASAP du FIDA sont déjà en cours dans plus d'une douzaine de pays de la région. Les questions climatiques et environnementales ont été intégrées dans 11 nouveaux projets de prêt appuyés par le FIDA et dans deux COSOP – pour l'Éthiopie et le Malawi. Des évaluations de la vulnérabilité climatique ont été entreprises en Angola, aux Comores et au Mozambique.

Deux programmes de don du FIDA axés sur le renforcement de la résilience face au changement climatique sont en cours d'exécution. Le premier vise à accroître la résilience du système agricole en Ouganda et en Tanzanie en promouvant l'adoption de pratiques agricoles intelligentes face au climat comme l'agroforesterie, la rotation des cultures, la lutte contre les maladies et la préservation des terres humides. Le second a entrepris de reproduire à plus grande échelle les travaux de restauration des terres dégradées en Afrique orientale et dans le Sahel. Des travaux ont aussi débuté en vue de l'élaboration de concepts pour le Fonds vert pour le climat, qui encourage une évolution vers l'adoption, dans les pays en développement, d'approches de développement à faibles émissions. Le FIDA a été accrédité auprès de ce fonds en 2016, ce qui lui donne accès à un financement additionnel pour aider les pays à atteindre les nouvelles cibles en matière de changement climatique.

Le FIDA est également le chef de file de l'approche intégrée du FEM pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne, qui est axée sur les ressources naturelles qui sous-tendent la sécurité alimentaire et nutritionnelle – terre, eau, sols, arbres et ressources génétiques.

En 2016, un don d'un montant de 11 millions d'USD a été approuvé dans le cadre du programme ASAP du FIDA, portant à 77,7 millions d'USD la valeur totale, en fin d'année, du financement de l'ASAP dans la région. Deux dons, d'un montant de 14,4 millions d'USD, ont également été approuvés au titre du FEM, portant à 52,6 millions d'USD la valeur totale du financement du FEM dans la région.

Asie et Pacifique

36 pays: Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Kiribati, Malaisie, Maldives, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Myanmar, Nauru, Népal, Nioué, Pakistan, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Sri Lanka, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu, Vanuatu et Viet Nam

Vue d'ensemble

La région Asie et Pacifique du FIDA inclut les pays à la croissance la plus rapide et les plus dynamiques de la planète, et constitue un moteur capital de la croissance de l'économie mondiale. Une transformation structurelle profonde et rapide, la présence de vastes marchés émergents, un important volume d'envois de fonds et une forte demande d'exportations se sont conjugués pour produire des taux de croissance économique se situant, en 2016, entre 6 et 7%.

Il est important de noter que cette forte croissance s'est traduite par un recul rapide de la pauvreté et que les populations rurales en ont aussi retiré des avantages, un nombre accru de personnes obtenant maintenant des revenus supérieurs par le biais de la production de produits à forte valeur marchande comme les légumes, le bétail et le poisson. L'extrême pauvreté a reculé plus rapidement dans la zone Pacifique de l'Asie de l'Est que dans toutes les autres sous-régions. En Asie du Sud, le recul a aussi été spectaculaire.

Manifester une extrême satisfaction ne serait toutefois pas de mise. La région Asie et Pacifique est

encore celle où vivent les deux tiers des pauvres du monde. Les disparités persistent dans l'ensemble de la région, et la pauvreté encore présente devient un phénomène de plus en plus rural qui s'aggrave du fait des inégalités croissantes, entre autres en termes de revenus. Dans tous les pays de la région, des personnes continuent de souffrir de formes extrêmes d'exclusion sociale.

La vulnérabilité au changement climatique, les catastrophes naturelles qui lui sont associées et une dégradation progressive de la base de ressources productives sont des problèmes croissants. Dans certains cas, le changement climatique constitue déjà une menace existentielle, un certain nombre d'États insulaires du Pacifique se trouvant gravement menacés par l'élévation du niveau de la mer.

La misère sociale et les taux élevés de malnutrition et de retard de croissance réduisent les capacités physiques et mentales des groupes vulnérables dans l'ensemble de la région, avec des coûts humains et économiques énormes. Donnée choquante, 30% des enfants de moins de 5 ans dans l'ensemble de la région manifestent un retard de croissance symptomatique d'une malnutrition chronique.

Il manque aussi, dans une grande partie de la région, l'infrastructure de base fondamentale pour assurer l'intégration dans l'économie mondiale par le biais de liaisons commerciales efficaces. Cette intégration sera essentielle pour permettre un approfondissement des échanges interrégionaux et intrarégionaux dans le cadre des marchés communs émergents comme l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Tous ces défis sont immenses et la région doit les surmonter pour demeurer un puissant moteur de croissance et de prospérité à l'échelle mondiale. Le FIDA continue de mettre l'accent sur l'agriculture familiale comme point d'entrée idéal pour aborder ces défis urgents en matière de développement, et il considère les producteurs ruraux comme les premiers catalyseurs du processus de transformation inclusive et équitable du monde rural.

Travaux et résultats en 2016

En 2016, notre programme de travail dans la région Asie et Pacifique a été principalement axé sur les secteurs suivants:

- développement des filières et de l'accès aux marchés;
- autonomisation des femmes et des groupes marginalisés;
- concertation sur les politiques et participation à leur élaboration;
- renforcement de l'adaptation au changement climatique;
- établissement d'alliances stratégiques avec l'ASEAN.

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 61 programmes et projets en cours, en partenariat avec 21 gouvernements bénéficiaires dans la région à la fin de 2016;
- 2 052,5 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 184,2 millions d'USD approuvé en 2016 pour 5 nouveaux programmes et projets au Cambodge, en Inde, en République démocratique populaire lao (2 projets) et au Viet Nam, et pour un financement additionnel accordé à des projets en cours en Mongolie et aux Philippines;
- 3 nouveaux programmes d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) pour la Chine, l'Indonésie et le Pakistan.

Développement des filières et de l'accès aux marchés

Au cours des dernières années, le FIDA a fortement accru l'attention qu'il porte à l'amélioration de l'accès des petits exploitants aux marchés et à l'inclusivité des filières. En 2016, un tiers du financement approuvé pour de nouveaux projets dans la région Asie et Pacifique a été investi dans le renforcement des filières et de l'accès aux marchés.

Au Viet Nam, nous intervenons dans la province de Dak Nong pour améliorer les moyens d'existence de minorités ethniques, autochtones et migrantes, et spécialement les femmes. Plus de 6 200 personnes, dont deux tiers appartenant à des minorités ethniques, ont participé à des fermes-écoles. Le projet a créé plus de 40 fermes modèles, sur lesquelles sont élevés des porcs et des poules, et où sont pratiquées des cultures intercalaires associant les avocats et le café – deux cultures de rente lucratives. Il a aussi fourni des services de microfinance à 2 700 familles. Grâce à cette initiative, entre autres, le taux de pauvreté des communes participantes a diminué de près de 6%.

Au Népal, le FIDA intervient aux côtés de communautés montagnardes éloignées pour renforcer les petites entreprises, accroître les échanges et renforcer les capacités institutionnelles. L'accent est mis sur les cultures à haute valeur marchande, comme les pommes, le gingembre, le curcuma et la viande de chèvre. L'initiative a aidé les petits exploitants à construire des celliers pour l'entreposage de leurs produits et leur a donné les moyens d'accéder aux informations sur le marché. En stockant les pommes jusqu'en février-mai, les prix obtenus par les paysans sont quatre fois plus élevés que s'ils avaient vendu leur récolte en août-septembre.

Après des retards au démarrage dus en partie à des perturbations politiques et deux tremblements de terre, de bons progrès ont été réalisés au cours de l'année 2016. Le projet a touché plus de 12 000 ménages, soit 89% de sa cible, et les revenus ont augmenté pour atteindre 63% de la cible. Une nouvelle route facilite l'accès au marché. Le projet cible les personnes vulnérables comme les Dalits, les groupes autochtones et les femmes.

Autonomisation des femmes et des groupes marginalisés

Les projets appuyés par le FIDA interviennent souvent dans des zones habitées par des communautés ethniques marginalisées et d'autres groupes défavorisés, où l'autonomisation de la communauté est une condition préalable au succès du développement socioéconomique. La mobilisation sociale est l'un des thèmes centraux de ces projets.

Au Pakistan, dans la région pauvre du sud du Pendjab, le FIDA intervient dans quatre districts pour réduire la pauvreté parmi les ménages dirigés

uniquement par des femmes, les travailleurs occasionnels sans terre ou les petits agriculteurs. Le projet fournit aux participants des chèvres, des petites parcelles et une formation. En 2016, il avait distribué plus de 26 000 animaux (la cible était de 30 000) et 1 236 parcelles de terre (la cible était de 1 300). Le projet a fourni à plus de 10 000 participants, parmi lesquels plus de 6 000 femmes, une formation professionnelle ou une formation à l'entreprise.

Dans la Région administrative de la Cordillera, aux Philippines, un projet appuyé par le FIDA cible les groupes autochtones pour augmenter les revenus des ménages. Le projet respecte les systèmes agricoles autochtones, qui sont écologiquement viables. Il a touché environ 70 000 ménages, et plus de 5 000 paysans ont obtenu un diplôme dans une ferme-école. Le projet a encouragé la création de plus de 1 000 organisations populaires et groupements axés sur les moyens d'existence comptant 38 500 membres et gérant les fonds d'aide aux moyens d'existence, les projets de reboisement et d'agroforesterie, et les réseaux d'irrigation et d'approvisionnement en eau.

Dans la province chinoise du Hunan, le FIDA contribue à l'amélioration de l'infrastructure rurale et appuie le développement et la commercialisation agricoles durables. À la mi-2016, le projet avait procédé au revêtement de près de 600 kilomètres de canaux et construit près de 350 étangs d'irrigation. Il a constitué des groupes fonctionnels villageois pour gérer les installations, et assuré la formation de près de 15 000 agriculteurs, dont plus d'une moitié de femmes. Le projet a aussi construit 95 systèmes d'approvisionnement en eau potable, soit 90% de la cible. La construction de 584 kilomètres de routes était prévue, et la plus grande partie du programme a été réalisée.

La diversification et la stimulation de la production constituent un autre aspect de l'initiative, parallèlement à l'établissement de liaisons entre les petits exploitants et les marchés, et aident les agriculteurs à pratiquer des cultures de rapport, et notamment le thé, les légumes, les fruits et les herbes médicinales. Plus de 10 000 paysans ont bénéficié d'une formation technique par l'intermédiaire des coopératives.

Concertation sur les politiques et participation à leur élaboration

Exercer une influence sur les politiques rurales figure rarement parmi les objectifs explicites des projets, étant donné que ce processus long et complexe exige des efforts soutenus, et que c'est dans les pays où il existe une forte présence du FIDA qu'il est plus facilement réalisable.

Au Viet Nam, le gouvernement œuvre à l'amélioration de l'économie rurale. Il a lancé, en 2010,

le Programme national indicatif pour un nouveau développement rural, mais avec des résultats mitigés. À la fin de 2015, le FIDA s'est associé avec la Banque mondiale pour évaluer le programme. Nous avons relevé des succès et des problèmes et recommandé, pour la prochaine phase, des ajustements qui ont été soumis au gouvernement en mars 2016 et généralement entérinés. Le FIDA collabore avec le Ministère de l'agriculture et du développement rural pour la mise en œuvre des nouvelles approches.

En Afghanistan, le Projet d'élevage et d'agriculture communautaires, appuyé par le FIDA, a apporté un appui à un élément clé du Cadre national pour la paix et le développement en Afghanistan (2017-2021) – le Cadre global de développement agricole. Outre cette importante activité de macropolitique, le projet intervient aussi au niveau micro, en attirant l'attention du gouvernement sur les niveaux élevés de taxation des coopératives laitières, qui limitent leur capacité de concurrencer le lait UHT importé en contrebande d'Iran et du Pakistan.

Renforcement de l'adaptation au changement climatique

Face aux défis émergents dans la région, le FIDA maintient la protection de l'environnement au rang des priorités et veille à ce que les questions climatiques soient abordées de façon plus systématique dans l'ensemble de son portefeuille.

Dans le delta du Mékong, au Viet Nam, un projet appuyé par le FIDA collabore avec les communautés agricoles pour les aider à accroître leurs capacités

face aux effets du changement climatique. Le projet, dont les activités ont débuté en 2013, vise à toucher 15 000 ménages dans les provinces de Ben Tre et Tra Vinh, où la sécheresse et les intrusions salines constituent d'importantes préoccupations. Durant l'année, il a élaboré des mécanismes d'établissement des plans de développement socioéconomique (PDSE) tenant compte des aspects climatiques, mis en application dans plus de 90 communes. Il a également recensé et évalué 150 modèles d'adaptation au changement climatique. Dans la province de Ben Tre, les 10 premiers ouvrages financés par les fonds d'investissement communaux ont été achevés, et 20 autres sont sur le point d'être exécutés.

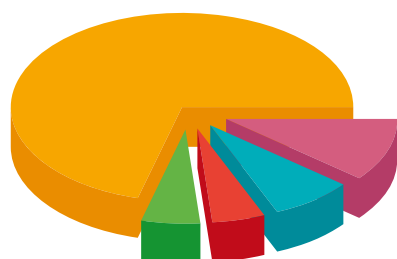
Le projet a organisé des ateliers de partenariat public-privé pour encourager la participation du secteur privé. Cinquante entreprises ont adressé des lettres d'intérêt dans le courant de l'année; 20 d'entre elles ont franchi le cap des procédures de présélection, et neuf ont bénéficié d'une assistance technique pour le développement de leurs propositions. Dans la province de Tra Vinh, le Fonds d'appui aux femmes a créé plus de 380 nouveaux groupes d'épargne et de crédit, avec près de 2 500 membres, dont plus de 40% appartenant à la minorité ethnique khmère. Des prêts ont été accordés à plus de 2 300 membres.

Durant l'année 2016, deux dons d'un montant total de 9,3 millions d'USD ont été approuvés au titre du FEM, portant à 31,7 millions d'USD la valeur totale du financement du FEM dans la région. Le financement au titre de l'ASAP dans la région a atteint, à la fin de l'année, un montant de 67 millions d'USD.

ASIE ET PACIFIQUE

GRAPHIQUE 3a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2016^a

Sur un montant total de 5 602,6 millions d'USD

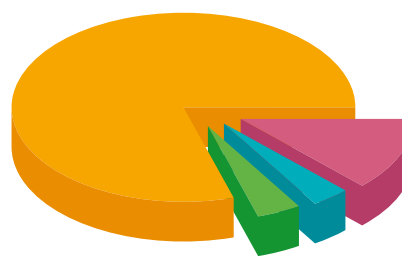


- Prêts à des conditions particulièrement favorables
3 970,9 millions d'USD - 70,9%
- Prêts à des conditions intermédiaires
607,5 millions d'USD - 10,8%
- Prêts à des conditions ordinaires
450,2 millions d'USD - 8,0%
- Prêts à des conditions mixtes
277,4 millions d'USD - 5,0%
- Dons au titre du CSD
296,7 millions d'USD - 5,3%

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 3b
Décaissement des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2016^a

Sur un montant total de 3 833,2 millions d'USD



- Prêts à des conditions particulièrement favorables
3 058,2 millions d'USD - 79,8%
- Prêts à des conditions intermédiaires
479,8 millions d'USD - 12,5%
- Prêts à des conditions ordinaires
143,1 millions d'USD - 3,7%
- Dons au titre du CSD
152,1 millions d'USD - 4,0%

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Récit recueilli sur le terrain

Au Laos, un feuilleton télévisé pour populariser la nutrition

Dans les communautés rurales du nord du Laos, un programme appuyé par le FIDA utilise une série télévisée pour contribuer à la lutte contre l'extrême pauvreté et la malnutrition.

En même temps qu'ils suivent les péripéties des aventures de leurs personnages préférés dans le feuilleton "Ma famille heureuse", les villageois apprennent comment choisir des ingrédients sains cultivés localement pour concevoir des repas savoureux et nutritifs pour les enfants et les adultes de leurs ménages.

Traditionnellement, les mères nourrissent souvent leurs enfants en bas âge avec le riz gluant présent sur la table familiale. Mais cette nourriture "adulte" est difficile à assimiler pour le système digestif d'un enfant. Qui plus est, elle ne contient pas les nutriments indispensables pour aider un enfant à grandir et peut se traduire par un retard de croissance – effet et indicateur d'une malnutrition chronique.

"Un enfant sur deux au Laos souffre d'un retard de croissance, déclare Jutta Krahn, consultante en matière de nutrition pour "Ma famille heureuse". Cela signifie que ces enfants sont petits pour leur âge, mais aussi que leur développement mental est perturbé."

À mesure que les enfants grandissent, des difficultés d'apprentissage peuvent affecter leur capacité d'aller jusqu'au bout de leur scolarité et de trouver du travail, ce qui les maintient dans le piège de la pauvreté.

Le feuilleton télévisé donne aux jeunes mères comme Boun Phonyahak de nouvelles recettes créatives pour contribuer à briser le cycle de la malnutrition et de la pauvreté.

"Avant, je ne savais pas quoi cuisiner pour les enfants, dit-elle. Après avoir vu la vidéo, nous en savons davantage, et comment cuisiner des plats différents pour les parents et les enfants. J'ai appris des choses à propos des fougères, de l'épinard asiatique et du chou chinois, et comment préparer une soupe saine avec ces légumes."

De bonnes pratiques d'hygiène ont aussi été intégrées au récit, et quelques épisodes se sont attachés à dissiper les mythes alimentaires qui privent les femmes enceintes de nutriments essentiels.

"Ma famille heureuse" fait partie d'un programme de plus grande ampleur appuyé par le FIDA, dont les activités ont débuté en 2011 et qui devrait s'achever en 2017. Dans 225 villages cibles des provinces d'Oudomxay et de Sayabouly, les participants apprennent à cultiver des potagers pour améliorer les régimes alimentaires de la famille, et à élever et soigner le bétail. En outre, le programme œuvre au renforcement des liens entre les petits exploitants et les marchés, et à l'amélioration de la gestion de l'eau. À ce jour, il a touché environ 79 000 personnes appartenant à huit groupes ethniques et réparties entre 15 000 ménages.



Dans la série télévisée "Ma famille heureuse", adultes et enfants partagent leur repas.
Laos: Programme communautaire de promotion de la sécurité alimentaire et des possibilités économiques – Soum Son Seun Jai

Établissement d'alliances stratégiques avec l'ASEAN

Le FIDA a été un partenaire de l'ASEAN, et lui apporte son soutien, depuis 2008. Nous appuyons, par le biais de dons et d'une concertation sur les politiques, l'action menée par l'ASEAN pour établir un marché commun régional et harmoniser les efforts nationaux visant à améliorer la sécurité alimentaire ainsi qu'à autonomiser les petits exploitants et à promouvoir un développement agricole durable dans les zones écologiquement fragiles.

La phase II du Programme de coopération à moyen terme de l'ASEAN avec les organisations paysannes de la région Asie et Pacifique renforce les capacités des organisations locales, nationales et internationales représentant les producteurs pauvres. Le programme est géré, au niveau régional, par un consortium auquel participent La Via Campesina et l'Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable, avec l'appui d'un don du FIDA.

Cette collaboration inclut 20 organisations paysannes nationales et 100 organisations infranationales représentant plus de 13 millions de paysans. Le FIDA coopère également avec l'ASEAN pour associer les petits exploitants au rapide mouvement de commercialisation de l'agriculture dans l'ensemble de l'Asie du Sud-Est, impliquant des études sur les politiques, des consultations avec les parties prenantes et des forums sur les politiques appuyant l'accès des petits exploitants aux filières à forte valeur.

L'expansion des plantations en Asie du Sud-Est présente une importante dimension environnementale transfrontalière, en particulier en raison de la brume, provoquée par la déforestation et la combustion des tourbières, qui touche 50 millions de personnes dans le Brunéi Darussalam, en Indonésie, en Malaisie et à Singapour. Nous appuyons par conséquent les initiatives qui feront progresser le programme de l'ASEAN pour éliminer cette brume, avec notamment un renforcement des capacités dans la perspective de politiques et d'institutions pour la gestion durable des tourbières.

Le FIDA a participé, en octobre 2016, à la réunion des Ministres de l'ASEAN chargés de l'agriculture et des forêts, et y a présenté son expérience dans le domaine de l'appui à la transformation durable du monde rural. Les ministres ont demandé au FIDA de continuer à concevoir des initiatives régionales en rapport avec les filières transfrontalières, l'agriculture intégrée et écologiquement viable et les investissements dans la participation des jeunes à l'agriculture.

Amérique latine et Caraïbes

33 pays: Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du)

Vue d'ensemble

Alors que le chiffre attendu pour la croissance mondiale en 2016 est d'environ 3,1%, c'est une croissance négative qui est prévue pour la région Amérique latine et Caraïbes, pour la seconde année consécutive: un recul de 0,6% en 2016 faisant suite à une baisse de 0,03% en 2015. Le tableau est toutefois mitigé: les économies de l'Argentine, du Brésil, de l'Équateur et du Venezuela sont en phase de contraction, tandis que celles de la plupart des autres pays connaissent une croissance modérée.

Des facteurs tant externes qu'internes expliquent cette situation. On relève, parmi les facteurs externes, le ralentissement de l'activité manufacturière en Chine, qui a eu pour résultat une contraction de la demande de produits primaires, et la chute des prix des produits de base affectant les exportateurs nets que sont les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes. Sur le plan interne, les rigidités et les déséquilibres du marché ont eu pour conséquence une baisse de la demande, amplifiant les effets des chocs externes. Les niveaux élevés de la dette, la baisse de la croissance économique et la diminution des recettes internes ont pesé sur la politique budgétaire.

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 31 programmes et projets en cours, en partenariat avec 18 gouvernements bénéficiaires dans la région à la fin de 2016;
- 511,2 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 142,1 millions d'USD approuvé en 2016 pour 8 nouveaux programmes et projets en Argentine, au Brésil, à Cuba, en Équateur, en El Salvador, au Guyana, au Nicaragua et au Pérou;
- 3 nouveaux programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats (COSOP-AR) pour le Brésil, l'Argentine et la Colombie.

Un peu plus de 20% des 633 millions d'habitants de la région vivent dans les zones rurales. Les données de 2014, établies sur la base des seuils nationaux de pauvreté, indiquent que 28,2% de ces habitants vivent en situation de pauvreté, et 11,8% en situation d'extrême pauvreté. Comme dans d'autres régions, la pauvreté est concentrée dans les zones rurales, où le taux de pauvreté atteint 46,2%.

Entre 1990 et 2014, la pauvreté a été réduite de 20,2 points de pourcentage. Depuis lors, toutefois, le processus de réduction de la pauvreté s'est ralenti et même arrêté, et on prévoit pour 2015 une augmentation des taux de pauvreté et d'extrême pauvreté en raison de l'impact du ralentissement de la croissance économique sur l'emploi, et des pressions inflationnistes, principalement sur les produits alimentaires, sur les ménages les plus pauvres.

À l'exception d'Haïti, les pays de la région sont des pays à revenu intermédiaire, avec un revenu annuel moyen par habitant pour l'ensemble de la région de 8 939 USD. Cette moyenne dissimule toutefois la pression qui s'exerce sur les groupes les plus vulnérables, résultant du niveau élevé des inégalités.

L'agriculture familiale demeure la source principale de l'emploi rural. Il est par conséquent essentiel, pour promouvoir une transformation inclusive du monde rural, d'accroître la productivité, de renforcer l'économie rurale non agricole et de développer la résilience face au changement climatique. Les pays d'Amérique latine doivent poursuivre le renforcement des cadres d'action des pouvoirs publics, sur le

plan macroéconomique, social et productif, tout en stimulant la productivité du travail et en veillant à la solidité des systèmes de protection sociale.

À la fin de l'année, la valeur totale des financements de l'ASAP dans la région était de 32 millions d'USD; la valeur totale des financements du FEM était de 21,4 millions d'USD.

Travaux et résultats en 2016

En 2016, notre programme de travail dans la région Amérique latine et Caraïbes a été principalement axé sur les domaines suivants:

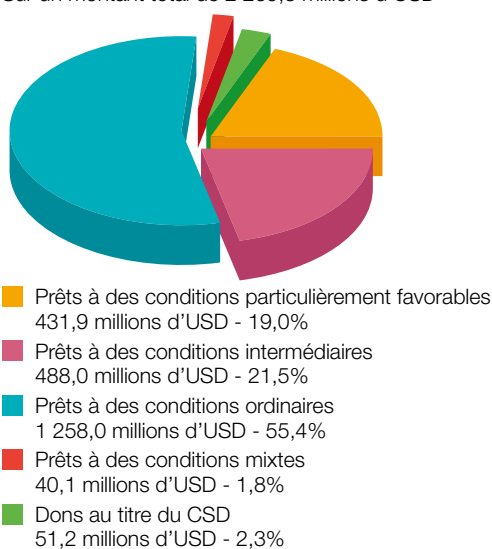
- autonomiser les jeunes;
- intervenir aux côtés des peuples autochtones;
- favoriser l'accès des petits agriculteurs aux filières et aux marchés;
- établir des partenariats stratégiques et plaider en faveur des petits agriculteurs.

Autonomiser les jeunes

Dans cette région, comme dans de nombreuses autres, les jeunes – femmes et hommes – demeurent invisibles dans la plupart des processus d'action des pouvoirs publics. Il y a là un problème particulier pour les jeunes ruraux, qui sont nombreux à quitter leur foyer à la recherche de meilleures conditions d'éducation et de travail, et pour échapper à la violence et à la criminalité. Depuis 2013, le FIDA encourage la concertation sur les moyens d'améliorer les possibilités offertes à ces jeunes.

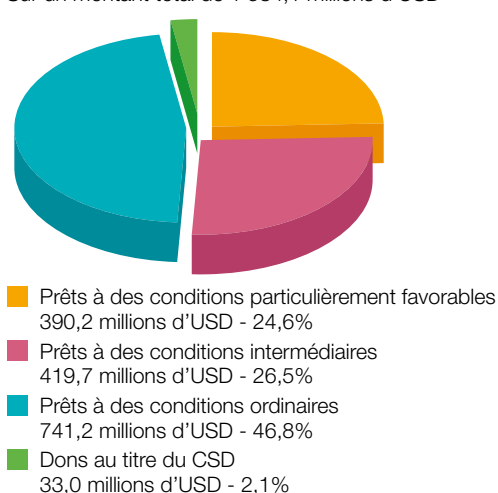
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

GRAPHIQUE 4a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2016^a
Sur un montant total de 2 269,3 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 4b
Décaissements de prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2016^a
Sur un montant total de 1 584,1 millions d'USD



^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Nous avons appuyé le lancement de plans nationaux pour les jeunes ruraux dans cinq pays de la région. Le premier de ces plans a été lancé en El Salvador, avec une allocation d'environ 1 million d'USD pour les trois régions du pays. En collaboration avec le Ministère de l'agriculture, le FIDA a appuyé la constitution de réseaux de jeunes ruraux pour aborder les questions de la participation démocratique et des débouchés économiques. En 2015, plus de 100 jeunes, parmi lesquels de nombreux membres de communautés autochtones, ont participé à la première Réunion nationale de la jeunesse rurale. Désormais désignée par son acronyme AREJURES, l'association est juridiquement enregistrée, et ses 3 000 membres participent aux activités du FIDA en matière de formation et d'entrepreneuriat, et à la concertation avec les décideurs au niveau local et national.

El Salvador a accueilli en 2016 deux itinéraires d'apprentissage internationaux pour des jeunes ruraux, avec 30 participants venus de Bolivie, du Brésil, de Colombie, de l'Équateur, du Guatemala, du Nigéria et du Népal. Le FIDA a organisé deux ateliers dans le pays pour des échanges sur les méthodologies de l'action aux côtés des jeunes. Quatorze organisations nationales ont participé à ces ateliers.

Dans la province du Chaco, en Argentine, un projet appuyé par le FIDA intègre des jeunes ruraux – femmes et hommes – issus de familles pauvres à des coopératives d'apiculture. Les participants débutent par un stage de formation d'une année, à temps partiel, à l'école secondaire. Les diplômés reçoivent une assistance technique et un kit de démarrage, à crédit, pour assembler et peupler leurs ruches. En 2015 et 2016, plus de 100 jeunes apiculteurs ont adhéré à six coopératives.

Intervenir aux côtés des peuples autochtones

Dans le droit fil de l'idée maîtresse du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, qui vise particulièrement à ce que personne ne soit laissé pour compte, le nouveau Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 réaffirme l'engagement du Fonds en faveur du développement autonome des peuples autochtones.

Les COSOP approuvés pour la Bolivie, El Salvador et le Paraguay au cours de la période biennale 2015-2016 intègrent spécifiquement les questions concernant les peuples autochtones. Le nouveau COSOP pour la Bolivie cible 74 000 familles aymaras et quechuas. Il affirme que le principe du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause pour les décisions concernant les peuples autochtones, et celui du respect de leur diversité culturelle, de leur identité, de leur langue et de leurs formes d'organisation seront essentiels pour l'innovation et la reproduction à plus grande échelle. La nouvelle stratégie du FIDA au Paraguay prévoit d'intervenir directement aux côtés

de 3 300 familles autochtones, tout en atteignant indirectement 55 000 ménages.

Le Bureau du FIDA chargé des questions autochtones et tribales a apporté son appui à la préparation de nouveaux COSOP pour l'Argentine, la Colombie et le Guatemala. Au Brésil, les questions relatives aux peuples autochtones sont au cœur d'un projet prévu, et un consultant a travaillé avec quatre communautés autochtones pour faire en sorte qu'elles participent à sa conception.

Dans le courant de l'année, le FIDA a financé la manifestation Terra Madre organisée par le mouvement Slow Food à Turin, et y a participé. Nous avons noué un partenariat avec Slow Food depuis 2009, en nous attachant à renforcer sa focalisation sur les peuples autochtones et sur les principes de l'agriculture durable. Quarante délégués de projets appuyés par le FIDA ont participé à la manifestation de cette année pour souligner l'importance de l'autonomisation des petits exploitants agricoles, des peuples autochtones et des jeunes. À la suggestion du FIDA, Dalí Nolasco Cruz, représentant de la communauté autochtone nahua du Mexique, a pris la parole à la cérémonie d'ouverture.

Favoriser l'accès des petits agriculteurs aux filières et aux marchés

Un quart du portefeuille du FIDA dans la région est consacré au renforcement des filières et à l'appui aux petites entreprises et aux microentreprises. Le Projet d'intégration de l'agriculture familiale dans les chaînes de valeur, au Paraguay, établit des liaisons entre les groupements paysans et des sociétés privées dans une démarche visant à garantir des ventes fiables et à mettre en contact les producteurs et les marchés. L'examen à mi-parcours du projet, réalisé en 2016, a relevé que 18 sociétés ont conclu des contrats avec 39 groupements paysans et leur apportent également une assistance technique. Au vu des bons résultats du projet, le gouvernement a demandé au FIDA d'envisager de mettre à disposition un financement additionnel, et un additif au projet est actuellement en cours de conception.

Grâce à un don du FIDA, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes a élaboré une méthodologie relative aux filières, applicable au niveau des politiques et de la production. Le programme – dont les travaux ont débuté en 2014 – a fourni une assistance technique pour renforcer, dans cinq pays, huit filières, dont celles de la production de chips de fruits frites sous vide au Costa Rica, des produits laitiers en République dominicaine et des produits porcins traités en salaison au Mexique. Des organismes publics d'Amérique centrale ont adopté cette méthodologie. En El Salvador, le Ministère de l'économie l'a officiellement intégrée à son Plan opérationnel de transformation productive, en vigueur jusqu'en 2019. On pourra trouver des précisions supplémentaires et une boîte à

outils résumant la méthodologie à l'adresse suivante: <http://repositorio.cepal.org/handle/11362/40911>.

Au Nicaragua, un projet de filière appuyé par le FIDA et exécuté par le Ministère de l'économie rurale et de l'agriculture familiale a touché plus de 24 000 familles rurales, dont plus de 11 000 dirigées uniquement par une femme – un groupe de population particulièrement vulnérable. Les activités de ce projet ont eu pour résultat la création de 49 coopératives pour promouvoir la production de céréales, de viande, de volaille, de riz, de produits laitiers, de cacao, de légumes, de miel, de manioc et de fruits, et la création d'emplois pour plus de 12 000 personnes. Le projet a aussi construit ou réparé plus de 1 000 kilomètres de routes rurales reliant plus de 270 000 familles aux marchés, aux services de santé et aux écoles. L'accès à l'eau potable et à l'électricité a également été amélioré.

Établir des partenariats stratégiques et plaider en faveur des petits agriculteurs

Les partenariats sont un élément fondamental dans les efforts que nous déployons, en Amérique latine et dans les Caraïbes, pour poursuivre l'extension de politiques visant à égaliser les chances pour les petits agriculteurs, grâce à la concertation sur les politiques et à la coopération Sud-Sud.

Parmi les initiatives que nous appuyons, l'une des plus efficaces est celle du Marché des innovations agricoles (MKTPlace), dont le chef de file est l'Institut national de recherche agronomique brésilien (EMBRAPA). Le MKTPlace est une plateforme ayant pour objectif la promotion de la recherche agricole appliquée aussi bien en Amérique latine et dans les Caraïbes qu'en Afrique. L'idée est simple: tirer parti des innovations technologiques mises au point par l'EMBRAPA au Brésil et les adapter à d'autres pays en développement. Depuis le début de son activité avec l'appui du FIDA, en 2010, le MKTPlace a financé 82 projets de recherche, dont 64 en Afrique et 18 en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Par le biais de dons au Centre latino-américain pour le développement rural (RIMISP), le FIDA a contribué à l'établissement de groupes ruraux de concertation en Colombie, en Équateur, en El Salvador et au Mexique. Les groupes font entrer les priorités rurales dans les programmes nationaux de développement et encouragent une transformation inclusive du monde rural (voir, pour plus de détails, le récit recueilli sur le terrain à la page 23).

Le FIDA finance aussi une recherche universitaire qui fournit des données pouvant être présentées aux gouvernements pour appuyer une évolution des politiques en faveur des populations rurales pauvres. Avec un don du FIDA, l'Institut centraméricain des études fiscales a étudié les dépenses des gouvernements d'Amérique centrale pour évaluer le pourcentage de ressources publiques affectées au développement rural. Le projet de recherche a aussi proposé des moyens d'augmenter les efforts budgétaires que consentent déjà les gouvernements centraméricains.

Un autre travail universitaire financé par le FIDA, conduit par la branche colombienne de l'Université des Andes, a étudié les synergies possibles entre les programmes d'aide sociale – et spécifiquement les programmes de transferts monétaires soumis à conditions – et les programmes de développement rural. La conclusion provisoire de cette recherche est que les deux types de programmes pourraient se renforcer mutuellement s'il était possible d'établir entre eux des mécanismes de coordination.

Au cours de l'année 2016, le FIDA a prêté une attention particulière au processus de paix en Colombie, l'un des faits politiques nouveaux les plus importants des dernières décennies. Par l'intermédiaire du Groupe colombien de concertation sur les questions rurales, ainsi que de dons octroyés au Haut-Commissaire pour la paix colombien et à une ONG (Corporación PBA), le FIDA a apporté un appui actif à la consolidation de la paix dans les zones rurales. Nous avons également fourni une assistance technique et des conseils sur l'application des accords de paix – avec des résultats tangibles comme les modèles de planification territoriale qui doivent garantir que les efforts de développement rural et de reconstruction bénéficieront aux groupes les plus pauvres et les plus défavorisés.

Récit recueilli sur le terrain

Les fruits indigènes stimulent le développement rural au Brésil

Les fruits sauvages et locaux, comme l'*umbu* (*Spondias tuberosa*), le fruit de la passion et la goyave, stimulent la croissance d'une coopérative prospère dirigée par des femmes dans une zone éloignée du nord-est du Brésil.

Il y a plus de dix ans, des producteurs familiaux vivant au cœur de la région semi-aride du Sertão s'étaient réunis pour constituer la Coopérative d'agriculture familiale de Canudos, Uauá et Curaçá (COOPERCUC). Cette initiative a d'abord été accueillie avec scepticisme: les terres arides du Sertão semblaient un choix peu probable pour assurer la rentabilité d'une coopérative, spécialement si elle avait pour objet la transformation de l'*umbu*. Malgré sa chair juteuse, ce petit fruit vert ou jaune était considéré comme uniquement propre à la consommation animale parce qu'il poussait si spontanément à l'état sauvage.

Aujourd'hui, la coopérative compte environ 280 membres répartis entre 18 communautés. Le montant annuel de leurs ventes s'élève à plus de 280 000 USD. Ils ont obtenu les certifications "culture biologique" et "commerce équitable" et, grâce à des partenariats avec des organisations et des sociétés comme Slow Food et L'Occitane en Provence, leurs produits sont vendus partout dans le monde.

En 2015, le Projet de développement rural durable dans la région semi-aride de Bahia, financé par le FIDA, a cofinancé une nouvelle usine de transformation. Avec l'apport de 18 mini-installations de prétransformation implantées près des communautés des membres, elle

a la capacité requise pour traiter 500 kilogrammes de fruits par jour – extraction de jus, extraction de la pulpe, mise en bouteille et mise en conserve – et pour préparer les livraisons.

L'usine a aussi de nouvelles productions comme des crèmes glacées ou des glaces à l'eau avec un bâtonnet (popsicles, ou picolé en portugais), très demandées dans les villes côtières chaudes du nord-est du Brésil. Grâce à la capacité supplémentaire de transformation créée par l'usine, on s'attend à ce que 700 nouveaux agriculteurs adhèrent à la coopérative.

La COOPERCUC est aujourd'hui présidée par Denise dos Santos, une diplômée de 26 ans dont les parents figuraient parmi les fondateurs de la coopérative. Après avoir obtenu son diplôme de gestion d'entreprise, dos Santos est revenue à Uauá parce qu'elle voulait apporter quelque chose à sa communauté.

"On nous avait traités de fous lorsque nous avons commencé à utiliser l'*umbu* et les autres plantes, déclare dos Santos. Voyez où cette folie nous a conduits! Nous sommes une société prospère maintenant. Mais la COOPERCUC n'est pas une histoire de profit. [...] Il s'agit de montrer qu'il est possible de gagner sa vie dans le Sertão. Et nous le démontrons sans aucun doute."



Au travail dans la nouvelle installation de la COOPERCUC, capable de traiter jusqu'à 500 kilogrammes de fruits par jour. Brésil: Projet de développement rural durable dans la région semi-aride de Bahia

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

23 pays et Gaza et Cisjordanie: Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Djibouti, Égypte, Géorgie, Iraq, Jordanie, Kirghizistan, Liban, Maroc, Monténégro, Ouzbékistan, République arabe syrienne, République de Moldova, Somalie, Soudan, Tadjikistan, Tunisie, Turquie et Yémen

Vue d'ensemble

Les situations de fragilité freinent le développement dans un grand nombre de pays couverts par la Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe (NEN) du FIDA. En Iraq, en Somalie, en Syrie et au Yémen, les conflits et les turbulences politiques prolongés perturbent les vies et les moyens d'existence, et entraînent des déplacements massifs de population et une insécurité alimentaire. Aujourd'hui, le nombre total de personnes déplacées dans le monde, soit 65 millions, est plus élevé qu'il ne l'était au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et environ 22,4 millions d'entre elles se trouvent dans la sous-région Proche-Orient et Afrique du Nord (NENA). La crise en Syrie, en particulier, provoque une migration à grande échelle: les réfugiés syriens constituent maintenant jusqu'à 25% de la population du Liban et 20% de la population de la Jordanie.

Le nombre de personnes sous-alimentées au Proche-Orient et en Afrique du Nord a doublé au cours des 25 dernières années, passant de 16,5 à 33 millions. C'est là le résultat des situations de conflit, de la hausse des prix alimentaires, de la baisse des revenus et du taux élevé de chômage, spécialement parmi les femmes et les jeunes. Au Yémen, l'insécurité alimentaire touche plus de 14 millions de personnes. La production alimentaire

a diminué de 40% en Syrie depuis le début du conflit et, à la mi-2016, quelque 9,4 millions de personnes avaient besoin d'aide.

La pénurie d'eau et le changement climatique constituent aussi des questions pressantes dans la sous-région NENA, où la part d'eau douce disponible est la plus faible au monde. Selon les estimations, les ressources en eau renouvelables par habitant sont en moyenne de 430 mètres cubes, bien inférieures au seuil de pauvreté en eau établi sur le plan international, qui est de 1 000 mètres cubes. On prévoit, au cours des prochaines décennies, une diminution significative de la disponibilité en eau qui nuira à la productivité agricole et à la croissance économique du monde rural.

Les pays d'Europe centrale et orientale et les Nouveaux États indépendants sont aux prises avec une croissance atone et des tensions géopolitiques. Le ralentissement de l'activité économique de la Fédération de Russie continue d'avoir des répercussions dans l'ensemble de la région, spécialement sous la forme de pertes de recettes dues à la contraction des exportations de produits alimentaires. En outre, la chute des prix du pétrole a fait que de nombreux pays sont vulnérables à la dévaluation de leur monnaie. Les monnaies de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan ont perdu environ un tiers de leur valeur par rapport au dollar des États-Unis, et les envois de fonds vers le Tadjikistan – provenant en grande partie de la Fédération de Russie – ont diminué de 65%.

Travaux et résultats en 2016

En 2016, notre programme de travail dans la région a été principalement axé sur les domaines suivants:

- gestion des ressources naturelles et changement climatique;
- productivité agricole et sécurité alimentaire;
- finance rurale et appui aux entrepreneurs;
- accès au marché et développement des filières;
- les jeunes et l'égalité entre les sexes.

Gestion des ressources naturelles et changement climatique

Comme beaucoup d'autres pays dans le monde, la Géorgie a été confrontée au cours des dernières années à des précipitations irrégulières et à des régimes météorologiques imprévisibles. Après la dissolution du bloc soviétique au début des années 1990, la plus grande partie des systèmes d'irrigation du pays s'est délabrée. Un projet financé par le FIDA a contribué à remettre en état des périmètres irrigués et à réparer des ponts afin que les agriculteurs puissent transporter leurs produits agricoles et leur bétail. Les investissements consacrés à l'irrigation ont bénéficié

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 34 programmes et projets en cours, en partenariat avec 18 gouvernements bénéficiaires dans la région à la fin de 2016;
- 754,2 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 139,1 millions d'USD approuvé en 2016 pour 5 nouveaux programmes et projets à Djibouti, au Kirghizistan, au Maroc, en République de Moldova et en Tunisie, et pour un financement additionnel accordé à un projet en cours au Soudan;
- 1 nouveau programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) pour la Turquie.

à plus de 14 000 ménages et ont permis d'irriguer plus de 11 000 hectares de terres agricoles. Le projet a également réparé un système d'approvisionnement en eau potable raccordé au réseau d'approvisionnement en eau à usage domestique dans une zone de hauts plateaux, pour une meilleure utilisation des eaux de source.

Dans l'État du Sennar, dans le sud-est du Soudan, la sévère dégradation des terres menace les moyens d'existence des petits agriculteurs. Le FIDA appuie des efforts de réduction de la pression sur les ressources naturelles en introduisant des techniques d'agriculture de conservation et des semences résistantes à la sécheresse. Environ 20% des agriculteurs inclus dans l'échantillon ont pleinement adopté la rotation des cultures, et à peine moins de la moitié l'ont adoptée partiellement. Cette approche a accru l'humidité du sol et la productivité des cultures, et les rendements moyens du sorgho et du sésame ont plus que doublé.

Les marges bénéficiaires des paysans adoptant les technologies améliorées sont supérieures d'environ 140% à celles précédemment obtenues pour le sorgho, et de près de 200% pour le sésame. Cette intervention relativement peu coûteuse et à impact élevé a réduit la pauvreté dans les bandes de cultures pluviales du Soudan, où le pourcentage de personnes considérées comme très pauvres est tombé de 33% en

2012 à 5% en 2016. Par l'intermédiaire des comités villageois de développement, les participants au projet sont aussi formés à l'utilisation en toute sécurité et à l'entretien des fourneaux à gaz, réduisant ainsi la consommation de bois de feu.

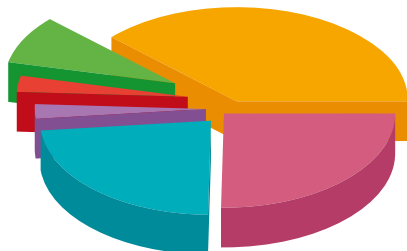
Le projet a touché plus de 90 villages, avec près de 25 000 ménages de petits exploitants, parmi lesquels 2 240 ménages de pasteurs sédentarisés et 1 990 ménages dirigés par des femmes rapatriées. L'un des résultats du projet est que près d'un tiers des jeunes membres des ménages inclus dans l'échantillon ont commencé à travailler. Beaucoup de femmes, par exemple, participent aux activités de transformation, récoltant et faisant sécher les gombos pour les vendre, produisant des boissons et des confitures, ou fabriquant des objets artisanaux. Un certain nombre de jeunes sont aussi employés comme agents de vulgarisation dans le domaine de la lutte intégrée contre les ravageurs.

Outre les ressources de base investies dans la région en 2016, deux nouveaux dons d'une valeur de 8 millions d'USD au titre de l'ASAP ont été approuvés, portant à 42,9 millions d'USD le montant total du financement de l'ASAP dans la région à la fin de l'année. Ajoutés au financement du FEM, ces dons portent à un tout petit peu plus de 100 millions d'USD le financement pour l'environnement et le climat.

PROCHE-ORIENT, AFRIQUE DU NORD ET EUROPE

GRAPHIQUE 5a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2016^a

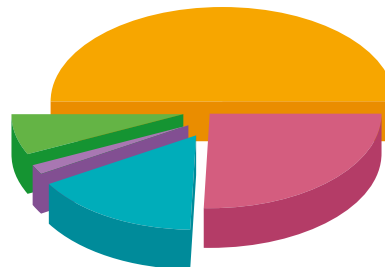
Sur un montant total de 2 605,7 millions d'USD



- Prêts à des conditions particulièrement favorables
991,7 millions d'USD - 38,1%
- Prêts à des conditions intermédiaires
665,0 millions d'USD - 25,5%
- Prêts à des conditions ordinaires
600,6 millions d'USD - 23,0%
- Prêts à des conditions durcies
59,1 millions d'USD - 2,3%
- Prêts à des conditions mixtes
72,2 millions d'USD - 2,8%
- Dons au titre du CSD
217,1 millions d'USD - 8,3%

GRAPHIQUE 5b
Décaissements de prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2016^a

Sur un montant total de 1 806,2 millions d'USD



- Prêts à des conditions particulièrement favorables
906,6 millions d'USD - 50,2%
- Prêts à des conditions intermédiaires
462,5 millions d'USD - 25,6%
- Prêts à des conditions ordinaires
282,1 millions d'USD - 15,6%
- Prêts à des conditions durcies
30,7 millions d'USD - 1,7%
- Dons au titre du CSD
124,3 millions d'USD - 6,9%

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Il est essentiel, pour pouvoir prendre des décisions et gérer le programme de pays de manière efficace, de disposer en temps opportun d'informations fiables sur les ressources naturelles et l'impact du changement climatique. Le FIDA conduit par conséquent des évaluations de la vulnérabilité climatique de son portefeuille dans la région et introduit le géoréférencement du projet pour chaque nouvel investissement afin d'améliorer le ciblage et la gestion du cycle du projet.

Productivité agricole et sécurité alimentaire

À Djibouti, pays exposé à la sécheresse, le FIDA a appuyé des activités visant à améliorer les conditions de vie de plus de 8 300 familles pastorales. Afin d'accroître l'accès à l'eau pour les humains et le bétail, le projet a construit ou réparé une cinquantaine de citernes communautaires, créant ainsi une capacité de stockage d'eau de plus de 630 000 mètres cubes. Il a aussi remis en état des pâturages dégradés et planté plus de 8 600 arbres. Environ 30 000 têtes de bétail ont été vaccinées ou traitées, et 40 tonnes de produits d'affouragement ont été distribuées, en même temps que 500 pierres à lécher, pour améliorer la productivité et la santé animale.

En Cisjordanie, un programme financé par le FIDA a contribué à aménager près de 1 000 hectares de terres en friche ou dégradées en vue de les mettre en culture: près de 600 hectares ont été bonifiés et quelque 400 hectares régénérés; 50 kilomètres de routes rurales ont été construits. (Voir, pour plus de détails, le récit recueilli sur le terrain, page 27.)

Finance rurale et appui aux entrepreneurs

Des services financiers accessibles jouent un rôle clé dans la transformation inclusive du monde rural. En République de Moldova, le FIDA intervient pour que les entrepreneurs ruraux puissent avoir facilement accès à des prêts. Le Projet de développement des services financiers ruraux et des entreprises agroalimentaires, appuyé par le FIDA et clôturé en 2015, a facilité les prêts par l'intermédiaire de six banques commerciales à plus de 1 800 emprunteurs, parmi lesquels plus de 670 femmes. Il a aussi formé des jeunes au développement des entreprises agricoles, à la gestion financière et à la comptabilité afin de les aider à démarrer ou à agrandir leurs propres entreprises, comme la production de raisin de table, la production laitière et l'apiculture. Cet appui a contribué à presque tripler le nombre d'emplois créés dans la zone du projet.

En Égypte, un projet appuyé par le FIDA est axé sur l'amélioration de l'accès aux services financiers pour les petits producteurs, les jeunes chômeurs, les femmes, les travailleurs sans terre et les entrepreneurs ruraux. Plus de 1 200 prêts, d'un montant total supérieur à 13 millions d'USD, ont été accordés à des petites entreprises par l'intermédiaire du Fonds social de développement, via la Banque nationale d'Égypte, permettant la création de plus de 2 600 emplois. De même, des prêts d'un montant total de 1,25 million d'USD ont été octroyés à des entreprises agricoles par l'intermédiaire du programme national de développement agricole. L'un des bénéficiaires a été une société qui achète, trie, calibre et conditionne des fruits produits par les agriculteurs locaux et destinés au marché intérieur et à l'exportation. Un autre bénéficiaire modernise un système d'irrigation et apporte un appui aux agriculteurs sur le plan technique, de la préparation du sol et de la commercialisation.

Accès au marché et développement des filières

En Tunisie, un projet financé par le FIDA a pour objet d'améliorer les revenus des éleveurs de bétail vulnérables en renforçant la résilience des filières et des systèmes de production agropastoraux, en particulier les viandes cameline, ovine et caprine, et leurs sous-produits. Il s'agit d'accroître la production de produits de haute qualité pouvant trouver de bons débouchés, et d'améliorer les capacités et l'infrastructure de commercialisation. Le projet vise à créer une nouvelle richesse parmi les éleveurs de bétail pauvres, en développant des produits locaux uniques, comme le lait de chamelle, en créant une marque distinctive et en mettant en valeur ces produits. Des jeunes et des femmes, en particulier, reçoivent un appui pour démarrer des initiatives génératrices de revenus. Le projet cible, au total, 75 200 personnes.

Dans les provinces pauvres et éloignées d'Ardahan, d'Artvin et de Kars, dans l'est de l'Anatolie, en Turquie, le FIDA intervient pour accroître les actifs et les revenus des petits producteurs et entrepreneurs ruraux. Les cultivateurs ont reçu des semences, des matériaux de construction pour les serres et les vergers, et du matériel agricole et du matériel destiné à l'irrigation au goutte à goutte. Ils ont aussi suivi une formation aux pratiques horticoles, à la transformation de produits agricoles et à l'amélioration du stockage. Les 280 producteurs qui ont bénéficié des serres sont maintenant en mesure d'effectuer quatre récoltes par an, et leurs revenus ont augmenté de façon significative.

Récit recueilli sur le terrain

Amandiers et abricotiers fleurissent sur une terre jadis stérile

En Cisjordanie, des producteurs familiaux pratiquent des cultures à haute valeur marchande, comme celles des amandes et des abricots, sur des versants collinaires jadis stériles, et voient leurs revenus augmenter de 80% voire davantage. Environ 36 000 personnes ont participé à un programme de gestion des ressources naturelles financé par le FIDA et qui a procédé en priorité à l'aménagement de terrasses, la mise en place de clôtures, l'irrigation, l'épierrage et d'autres techniques pour remettre en état et régénérer la terre. Il a aussi amélioré l'accès des ruraux – femmes et hommes – aux services financiers, leur permettant d'avoir recours au crédit pour investir dans leurs exploitations et leurs entreprises.

Sur les 15 dernières années, le programme a investi près de 14 millions d'USD dans des zones offrant peu d'autres possibilités économiques, touchant indirectement près de 100 000 ruraux. La remise en état et la régénération de la terre ont accru d'au moins 70% les revenus liés aux exploitations, cependant que les revenus mensuels nets des utilisateurs des services de crédit du programme augmentaient de près de 50%.

En 2005, Reyad Assad a reçu des fonds pour régénérer un hectare de terre qu'il possède dans le village de Sanur. Le programme a aidé Assad et ses frères à niveler leur terre, à aménager des terrasses et à mettre en place des clôtures. Les frères ont ensuite construit trois citernes pour la récolte de l'eau et planté plus de 1 000 jeunes plants – oliviers, amandiers et

abricotiers. Depuis lors, Assad a aussi commencé à pratiquer des cultures intercalaires d'hiver, cultivant des légumes et des herbes. Bien qu'il soit le seul soutien de sa famille, dans son ménage qui compte neuf personnes, il parvient maintenant à assurer les besoins alimentaires de la famille et son revenu agricole a doublé.

Raja'i et Bushra Fayyad, qui sont mari et femme, sont des producteurs de fraises. Bushra a demandé un prêt financé par le programme pour développer leur entreprise de production sous serre. Ils ont investi les fonds obtenus dans un nouveau système d'irrigation, et modernisé leur production de fraises pour utiliser des conteneurs suspendus. Ils ont ainsi accru l'espace disponible pour leurs cultures, doublant ainsi le nombre de plants et obtenant une récolte précoce.

“L'investissement a fait une grande différence pour nos vies, a déclaré Bushra. Pour la toute première fois, nous avons pu avoir une production précoce et obtenir les prix les plus élevés sur le marché.”

Le Programme de gestion participative des ressources naturelles appuyé par le FIDA s'est achevé en 2015, mais son approche continue d'apporter des avantages à la population rurale de la Cisjordanie. En raison de son succès, son modèle d'aménagement de la terre a été intégré à la stratégie gouvernementale pour le secteur de l'agriculture et sera reproduit à plus grande échelle dans l'ensemble du territoire.



Raja'i et Bushra Fayyad, un couple de producteurs de fraises, dans leur serre.
Cisjordanie: Programme de gestion participative des ressources naturelles

Dans la province d'Artvin, un projet pilote intervient aux côtés de groupes locaux de femmes pour leur apprendre à améliorer la qualité du célèbre jus de raisin produit localement et qu'elles préparent traditionnellement à la maison. Le projet a organisé un atelier pour 20 groupes de femmes, afin de leur enseigner comment produire le jus avec de meilleures normes de production et ajouter davantage de valeur à leur produit brut.

Les jeunes et l'égalité entre les sexes

Le FIDA intervient pour réduire la migration des jeunes en créant des possibilités d'emploi pour les jeunes dans les zones rurales. Dans les zones montagneuses de la province d'Al Haouz, l'une des plus pauvres du Maroc, un projet financé par le FIDA forme et emploie des jeunes et des femmes comme prestataires de services agricoles. Le projet a créé 12 équipes chargées d'apporter aux producteurs locaux de pommes et d'olives des conseils techniques dans plusieurs domaines: santé et fertilisation des plantes, méthodes d'irrigation améliorées, et techniques de plantation et d'éclaircissage.

En Bosnie-Herzégovine, une initiative financée par le FIDA a accru le nombre de femmes et de jeunes engagés dans la culture des framboises, un produit d'exportation lucratif. Le projet pilote – conduit dans une zone durement touchée par le chômage, la pauvreté et les catastrophes naturelles – a renforcé les organisations et les coopératives paysannes pour améliorer la production, la transformation

et la commercialisation. Il a aussi introduit une nouvelle variété de framboise à plus longue durée de conservation. Les revenus mensuels moyens des participants sont passés de 460 USD en 2012 à 630 USD en 2016.

Le FIDA et l'Organisation internationale du Travail collaborent au renforcement du suivi-évaluation de l'égalité entre les sexes dans l'emploi rural dans la sous-région NENA. Ils ont assuré une formation en matière de mesure des résultats à l'intention de membres de la communauté de pratiques taqem, qui regroupe 14 organisations intervenant dans le domaine de l'emploi rural pour les femmes et les jeunes de la région. Les conclusions de sept projets de recherche orientée vers l'impact, y compris des évaluations d'interventions sur l'emploi urbain et rural en Égypte, au Liban et en Tunisie, fourniront des éléments concrets sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas pour éclairer davantage les politiques et les investissements en matière d'emploi.



LABORATORIO



Principales initiatives et nouveaux programmes

Principales initiatives

En 2016, première année de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations Unies, le FIDA a accru ses activités de plaidoyer et de partage des savoirs dans les domaines de l'agriculture familiale et des questions rurales, essentiels pour la réalisation du programme. Il a également pris d'importantes dispositions en vue d'améliorer l'efficacité et l'efficacité opérationnelles de ses propres activités, afin d'élargir son impact et sa contribution à la réalisation des objectifs. En tant qu'institution financière internationale (IFI) et qu'institution des Nations Unies, le FIDA a profité de son rôle de catalyseur, à la fois en diffusant des savoirs et des données relatives au développement rural, et en produisant des projets d'investissement qui changent la vie des populations rurales et aident les pays à parvenir à la sécurité alimentaire, à améliorer la nutrition et à réduire la pauvreté.

La vision mondiale

Programme 2030 et COP22. Le programme mondial de développement durable est fondé sur un ensemble de trois accords historiques conclus en 2015: le Programme 2030, le Programme d'action d'Addis-Abeba et l'Accord de Paris sur le changement climatique. En 2016, le FIDA est intervenu activement dans les débats mondiaux en plaidant en faveur de meilleures politiques pour l'autonomisation économique des petits exploitants agricoles et des populations rurales pauvres, et de l'instauration d'un cadre d'action mondial pour le financement de l'agriculture familiale et du secteur rural. Le Fonds a participé de façon constructive à toute une série de réunions mondiales: le tout premier Sommet mondial sur l'action humanitaire, la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les déplacements forcés et les migrations de grande ampleur, la Conférence des Parties (COP22) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Dans la logique de sa focalisation accrue sur la nutrition, le FIDA préside, depuis janvier 2016, le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies. De concert avec nos partenaires que sont les deux autres

institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome, nous avons publié dans le courant de l'année un document conjoint sur la collaboration entre nos organismes, confirmant une fois encore que le FIDA, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) s'engagent à renforcer leur action commune dans le contexte du Programme 2030.

G20. Le rôle de chef de file du FIDA a été reconnu dans plusieurs instances. Dans le cadre du processus des Ministres de l'agriculture du G20, le FIDA a été invité à présenter son expérience d'investisseur de premier plan dans l'agriculture familiale à l'occasion du tout premier Forum des entrepreneurs agricoles du G20, qui s'est déroulé sous la présidence de la Chine. Plus tard dans le courant de l'année, le FIDA a été invité par la présidence allemande entrante du G20 à copiloter les travaux préparatoires d'une initiative spéciale sur l'emploi des jeunes ruraux et l'innovation agricole.

Habitat III. Le FIDA est également parvenu à promouvoir une compréhension plus nuancée de l'importance de la transformation des zones rurales, pas uniquement pour elles-mêmes, mais aussi pour le monde dans son ensemble. Nous avons contribué à la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), dont le document final – le Nouvel Agenda urbain – reflète les contributions apportées par le FIDA tout au long du processus préparatoire et pendant la conférence elle-même, et notamment la reconnaissance du rôle décisif que doivent jouer le développement rural et l'agriculture familiale pour qu'un avenir mondial durable puisse devenir une réalité.

Le savoir comme clé de l'impact

Rapport sur le développement rural. Si le FIDA met en œuvre un programme actif de recherche, c'est parce que la recherche contribue, en leur apportant des éléments concrets, au plaidoyer et aux recommandations sur les politiques à suivre. En septembre, nous avons lancé le *Rapport sur le développement rural*, fruit du travail d'une équipe d'experts, internes et externes, et fondé principalement

sur l'étude d'expériences observées dans plus de 60 pays. Le rapport analyse l'impact, en termes de réduction de la pauvreté, de la transformation structurelle d'ensemble des économies (réallocation de l'activité économique au-delà de l'agriculture pour inclure l'activité manufacturière et les services), et de la transformation économique du monde rural (diversification, hausse de la productivité).

L'étude a constaté qu'une transformation inclusive du monde rural réduisant la pauvreté n'est pas une résultante automatique de la croissance économique. Il faut en catalyser la concrétisation par le biais d'investissements et de politiques favorables aux pauvres, mis en œuvre en particulier par les pouvoirs publics, avec l'appui d'autres partenaires, y compris les institutions de développement et le secteur privé. Après son lancement initial à Rome, on a poursuivi la diffusion du rapport à l'occasion de manifestations organisées dans toutes les régions où intervient le FIDA, ainsi que dans les capitales des pays donateurs. Il continuera à fournir des éclairages et des données concrètes sur lesquels fonder des politiques judicieuses et bien ciblées de réduction de la pauvreté.

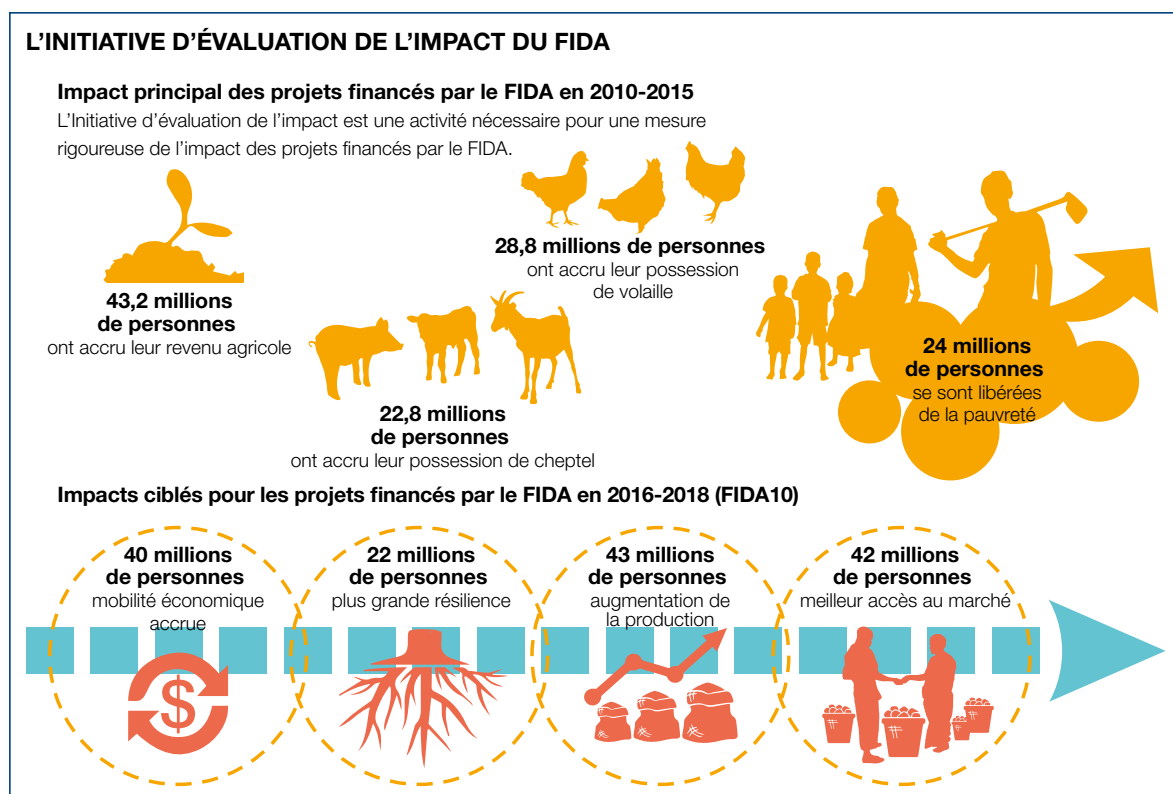
Série de recherches du FIDA. Nous avons lancé en 2016 une nouvelle série de documents de recherche, afin de donner une plus grande diffusion aux idées et aux recherches de pointe dans l'ensemble du domaine du développement, et de poursuivre la constitution de la base de savoirs mondiaux sur l'agriculture et le

développement rural. Ces documents, examinés par les pairs, couvrent une série de thèmes englobant les politiques, les sciences sociales et certains domaines spécifiques de spécialisation technique.

Évaluation d'impact

L'Initiative d'évaluation de l'impact pour FIDA9 (IAI) a été achevée en 2016. Pour la première fois, une institution de développement s'est attachée à évaluer de façon scientifique l'impact non plus seulement des différents projets, mais de l'institution dans son ensemble. L'IAI a utilisé des approches quasi-expérimentales pour évaluer directement l'impact, rendant possible une attribution de l'impact à l'investissement du FIDA. Une telle approche est sans précédent parmi les IFI, dont les cadres de mesure des résultats visent plutôt le suivi des contributions que l'attribution de l'impact. Une approche systématique, sur l'ensemble du portefeuille, et agrégeant les résultats dans une mesure institutionnelle, n'avait jamais été entreprise auparavant.

Les résultats montrent que, pour l'ensemble des projets clôturés et en cours pendant la période 2010-2015, 139 millions de personnes et 24 millions de familles ont été touchées. L'IAI a démontré que les investissements du FIDA dans les populations rurales étaient une source de bénéfices dans un certain nombre d'autres domaines essentiels, avec notamment les estimations selon lesquelles 43,2 millions de bénéficiaires ont vu augmenter leur revenu agricole, avec des gains significatifs liés à la



possession de volailles (pour 28,8 millions) et de cheptel (pour 22,8 millions) – en plus des 24 millions de personnes libérées de la pauvreté. Les savoirs et les enseignements produits par l’IAI ne seront pas seulement utiles au FIDA, mais constitueront aussi un bien public dont pourront se servir toutes les IFI et les parties prenantes œuvrant à l’élimination de la pauvreté rurale.

Partage des savoirs, renforcement des capacités et plateformes

Le FIDA partage de diverses façons ses données concrètes, son savoir-faire et ses approches réussies, et a poursuivi et élargi ces activités en 2016. Un plan d’action institutionnel conçu pour aborder les priorités principales en matière de gestion des savoirs au cours de la période 2016-2018 a été entériné par la direction en octobre 2016. Il concerne quatre domaines principaux d’action: création, utilisation et diffusion des savoirs; renforcement du rôle du FIDA en tant qu’organisation en apprentissage permanent; amélioration des plateformes informatiques pour promouvoir un meilleur accès aux savoirs et à l’information et leur partage; et suivi et information sur la performance en matière de gestion des savoirs.

Coopération Sud-Sud et triangulaire. Durant l’année 2016, la direction du FIDA a préparé une version actualisée de son approche en matière de promotion de la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) et l’a soumise au Conseil d’administration. Cette approche définit la coopération technique et la promotion des investissements comme les deux piliers sous-tendant les activités du Fonds dans le domaine de la CSST. Élément clé de cette nouvelle approche, la proposition de création d’un catalogue numérique des solutions de développement rural pour promouvoir la CSST a également été approuvée en 2016. Au niveau des pays et des régions, le FIDA a conçu de nouvelles initiatives de CSST, et notamment des échanges entre pairs financés et organisés par les projets appuyés par le FIDA dans toutes les régions, et des conceptions de dons nationaux, régionaux et mondiaux comportant des éléments de CSST pour améliorer la documentation des approches et des technologies couronnées de succès et faciliter leur adoption.

Plateforme pour la gestion des risques agricoles.

En 2016, la Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM), hébergée par le FIDA, en était à sa deuxième année d’activité. La PARM a pour but de faire de la gestion des risques une partie intégrante de la planification et de la mise en œuvre des politiques dans le secteur agricole. Cette initiative du G20 est actuellement opérationnelle dans huit

pays d’Afrique. Au cours de l’année, des ateliers de validation des études d’évaluation des risques se sont déroulés à Cabo Verde, au Cameroun, en Éthiopie, au Niger, en Ouganda et au Sénégal. En réponse à la demande de son gouvernement, la Zambie a rejoint la PARM au mois de juin. Entre-temps, quatre pays (Éthiopie, Niger, Ouganda et Sénégal) sont passés à la troisième phase de la PARM, concernant les outils pour l’évaluation de la gestion des risques. Dans ces pays, la PARM s’attache maintenant à concevoir des outils pour l’amélioration de la gestion des risques agricoles. En Ouganda, la gestion des risques agricoles a été intégrée dans le plan national d’investissement agricole ainsi que dans la stratégie relative aux services de vulgarisation.

Grâce à sa collaboration avec le Nouveau Partenariat pour le développement de l’Afrique (NEPAD), la PARM a joué en 2016 un rôle actif dans les initiatives africaines en rapport avec les politiques, et elle a été particulièrement présente lors de la réunion, tenue à Accra au mois d’avril, de la plateforme de partenariat du Programme détaillé pour le développement de l’agriculture africaine (PDDAA). Du fait de l’importance accordée par le Programme 2030 à la gestion des risques agricoles, la PARM a été distinguée dans le communiqué de la réunion des Ministres de l’agriculture du G20 (Xi’an, juin 2016) parmi les initiatives contribuant à la sécurité alimentaire et à la stabilité mondiale, et donnant une visibilité au FIDA sur la scène mondiale du développement. En 2016, la banque de développement allemande KfW a décidé de financer la PARM par l’intermédiaire du NEPAD et a rejoint le comité de pilotage de la PARM.

Mécanisme de gestion des risques météorologiques.

Partenariat entre le FIDA et le PAM, le Mécanisme de gestion des risques météorologiques (WRMF) a pour objectif de réduire la vulnérabilité des petits exploitants agricoles face aux risques météorologiques ou autres; plusieurs moyens sont utilisés à cet effet: assistance technique, renforcement des capacités, concertation sur les politiques et solutions innovantes de gestion des risques, et en particulier les assurances agricoles indexées. En 2016, le WRMF a intensifié son appui à l’ouverture à plus grande échelle de l’accès aux assurances indexées pour les organisations paysannes du Sénégal, et il a également poursuivi ses activités de pionnier dans la recherche et le développement de technologies satellitaires pour surmonter les contraintes en matière de données agricoles et météorologiques. Financé par l’Agence française de développement (AFD), le Mécanisme réunit toute une gamme de compétences, publiques et privées,

dans les domaines de la télédétection, l'assurance et la réassurance, l'aide et le développement, et la recherche agricole. Le WRMF a été invité à participer, avec la communauté des utilisateurs clés, à des consultations sur un nouveau projet belgo-chinois de surveillance agricole par satellite; il a aussi organisé le tout premier atelier technique sur les données satellitaires pour les assurances indexées pour l'ensemble du secteur au Sénégal. Il a par ailleurs contribué au Réseau d'action mondiale pour la promotion de l'assurance indicielle, une initiative du G8, et il a été invité à devenir membre du conseil d'administration du Réseau de la microassurance. Le WRMF travaille actuellement avec ses partenaires à la mise en place d'une plateforme gouvernementale d'apprentissage entre pairs sur l'assurance agricole.

Méthodologies axées sur les ménages. Nous avons également poursuivi, au cours de l'année 2016, nos travaux sur les méthodologies axées sur les ménages, une approche innovante faisant participer tous les membres d'un ménage à un examen des normes solidement ancrées qui définissent les responsabilités, les possibilités économiques et les rôles respectifs des femmes et des hommes, et promouvant l'égalité entre les sexes (voir page 12).

Les méthodologies axées sur les ménages ont été incluses dans la conception de plus de 43 opérations financées par le FIDA. La reproduction à plus grande échelle de cette approche a constitué le thème du Forum sur l'autonomisation par le biais de méthodologies axées sur les ménages, qui s'est réuni en juin au siège du FIDA. Organisé conjointement avec deux ONG, Oxfam et Hivos, il avait pour but de consolider les partenariats, de partager des expériences et de renforcer les compétences développées, spécialement en Afrique subsaharienne.

Coalition internationale pour l'accès à la terre

La Coalition internationale pour l'accès à la terre est un réseau mondial regroupant plus de 200 organisations de la société civile et organisations intergouvernementales réparties dans 64 pays. Sa mission est de placer les personnes au centre des questions de gouvernance foncière, en garantissant les droits fonciers de ceux qui vivent sur et de la terre, et en particulier les petits agriculteurs, les peuples autochtones, les pasteurs et les femmes. Hébergée par le FIDA depuis sa création il y a 22 ans, la Coalition continue de traiter l'accès à la terre et aux ressources naturelles comme un facteur fondamental dans les efforts que déploie le FIDA pour réduire la pauvreté, accroître la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et renforcer la résilience dans les zones rurales.

Au cours de la première année de mise en œuvre de sa stratégie 2016-2021, les efforts menés en collaboration par les membres de la Coalition ont eu pour résultat un renforcement juridique de la sécurité foncière pour plus de 32 600 personnes, plus de 37 000 ménages et 95 villages, et ils ont abouti à une gestion durable des ressources naturelles sur une superficie de plus de 20 000 hectares.

En 2016, la Coalition a continué à promouvoir une concertation multi-acteurs sur la gouvernance foncière au niveau des pays, par l'intermédiaire de ses 20 plateformes nationales, qui ont ciblé au total 69 politiques et processus législatifs en matière foncière. Dans cinq pays, les plateformes ont réussi à influencer la formulation et la révision des lois. Les directives volontaires sur le régime foncier, entérinées en mai 2012 par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, ont été appliquées dans 12 pays (Cambodge, Cameroun, Colombie, Équateur, Guatemala, Inde, Madagascar, Malawi, Népal, Pérou, Philippines et Togo) comme outil de formation pour nouer des alliances, examiner les propositions d'action des pouvoirs publics et rédiger des projets de loi.

Avec ses partenaires, la Coalition a organisé la campagne Land Rights Now (les droits fonciers maintenant) (www.landrightsnow.org). L'Appel mondial à l'action lancé par la Coalition et repris par plus de 550 organisations et 3 600 personnes a pour objectif de doubler, à l'horizon 2020, les superficies de terres reconnues comme appartenant ou étant contrôlées par les peuples autochtones et les communautés locales. L'Appel à l'action a été lancé au siège du FIDA, à Rome, et a mobilisé des participants dans 29 pays de diverses régions du monde.

La Coalition et ses membres ont aussi joué un rôle pilote dans l'Initiative du Kilimandjaro, qui a réuni des femmes rurales venues de toute l'Afrique pour une escalade du plus haut sommet du continent, le mont Kilimandjaro. Leur cahier de revendications, qui met l'accent sur l'accès des femmes à la terre et sur leur contrôle de leur terre, sera examiné par la Commission de l'Union africaine en 2017. Pour plus d'informations, voir: <http://www.landcoalition.org>.

Finance et politiques

Le FIDA n'a pas seulement pour objectif de diffuser les connaissances sur les approches en matière de développement qui permettent d'obtenir des résultats – et d'accroître la capacité de les mettre en œuvre; il vise aussi à élargir ses sources de financement et à contribuer à créer un contexte d'action des pouvoirs publics dans lequel ces approches peuvent réussir.

Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds.

Depuis 10 ans, le Mécanisme multidonateurs de financement pour l'envoi de fonds (MFEF) créé par le FIDA a été parmi les premiers à imaginer des instruments innovants pour offrir aux migrants, à leurs familles et à leurs pays de meilleures possibilités de développement économique et social. Le MFEF, doté de 42 millions d'USD, conduit 56 initiatives dans 45 pays; il est reconnu comme un acteur de premier plan dans le domaine de la migration et du développement, mais également comme défenseur mondial de meilleures politiques en matière d'envois de fonds. Avec près de 250 millions de migrants envoyant près de 500 milliards d'USD à leurs familles dans les pays en développement, rien qu'en 2016 (dont 40% vers les zones rurales), les envois de fonds représentent une énorme source de financement qui pourrait être mobilisée pour le développement.

En 2016, le MFEF a lancé son cinquième appel mondial à la soumission de propositions de modèles innovants pour mobiliser l'impact des envois de fonds et des investissements de la diaspora au profit du développement rural. Six propositions ont été retenues, dont trois émanant du secteur privé et trois du secteur public et des ONG. En outre, l'Initiative relative aux services financiers postaux en Afrique a atteint sa quatrième année de mise en œuvre réussie. La Journée internationale des envois de fonds familiaux, proclamée par le Conseil des gouverneurs du FIDA en 2015, a été célébrée pour la deuxième fois le 16 juin, attirant davantage l'attention sur la question des envois de fonds et du développement.

La participation à l'élaboration des politiques au niveau national constitue un aspect de plus en plus important de l'action du FIDA, et nous avons étudié, au cours de l'année, différentes pistes pour l'amélioration de ce type de participation. Nous avons en premier lieu aidé les équipes de pays du FIDA à améliorer les orientations de leurs programmes de pays, notamment en participant à des missions de conception de COSOP et de projets. Le but était de faire en sorte que les COSOP comprennent des stratégies réalistes de participation à l'élaboration des politiques contribuant à la réalisation des objectifs stratégiques. Ces interventions visaient aussi à garantir que les conceptions de projets intégreraient les réalisations, les produits et les activités en rapport avec les politiques, que ces éléments seraient liés au programme de gestion des savoirs du projet et que seraient clairement définies les responsabilités en matière d'exécution.

Le développement des capacités, et notamment l'élaboration d'une boîte à outils pour orienter le personnel opérationnel dans la conception et

l'exécution d'activités en rapport avec les politiques, a constitué un autre domaine d'activité. Une formation a également été dispensée pour la réalisation de stratégies d'action dans le cadre d'une "académie des opérations du FIDA" qui commence à émerger. Nous avons aussi appuyé des activités de recherche pertinentes et préparé des études, au niveau des pays, traitant de thèmes comme les consultations des populations dans l'élaboration des politiques, l'organisation d'un groupe de réflexion portant sur le secteur rural et agricole, l'élaboration d'une politique concernant les services de vulgarisation agricole fondée sur des données concrètes, et le cadre général d'action pour le développement agricole et rural dans les pays qui se remettent d'un conflit.

Nous avons en outre entamé un travail d'analyse de l'impact des activités du FIDA en matière de politiques dans un certain nombre de pays de la région Asie et Pacifique. Cette étude examine les initiatives existantes et contribue aussi à l'élaboration d'une méthodologie pour l'évaluation, à l'avenir, de l'impact dans le domaine des politiques.

Peuples autochtones. Également en 2016, le FIDA a appuyé la concertation sur les politiques entre les peuples autochtones, les gouvernements et les équipes de pays des Nations Unies en El Salvador, au Myanmar, au Népal, au Paraguay, en République démocratique du Congo et en Tanzanie. L'objectif était d'élaborer des plans d'action nationaux pour mettre en œuvre le document final de la Conférence mondiale de 2014 sur les peuples autochtones et la Déclaration de 2007 sur les droits des peuples autochtones. Nous avons organisé durant l'année des ateliers régionaux en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans le Pacifique pour préparer la troisième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au siège du FIDA, en février 2017. Le thème principal sera celui de l'autonomisation économique des peuples autochtones, et spécialement les femmes et les jeunes.

Gestion axée sur les résultats

Le nouveau Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 énonce la manière dont le FIDA fonctionnera au cours de la prochaine décennie et met le Fonds en mesure de jouer un rôle décisif dans la transformation inclusive et durable des zones rurales. Il précise la contribution du FIDA au Programme 2030, et notamment le rôle accru que devra jouer le FIDA afin d'aider les pays à respecter les priorités établies dans le cadre du Programme 2030.

Le Cadre stratégique décrit comment le Fonds entend agir encore plus, encore mieux et de manière encore plus avisée: encore plus, en mobilisant un

volume beaucoup plus important de ressources destinées à être investies en milieu rural; encore mieux, en améliorant la qualité des programmes de développement rural des pays; et de manière encore plus avisée, en augmentant encore son efficacité et en obtenant des résultats d'une manière aussi économe que possible. Il établit trois objectifs stratégiques: accroître les capacités productives des populations rurales pauvres; accroître les avantages qu'elles tirent de leur intégration au marché; et renforcer la viabilité environnementale et accroître la résilience au changement climatique de leurs activités économiques. (Le texte intégral du Cadre stratégique peut être consulté à l'adresse <https://www.FIDA.org/documents/10180/edb9b9d4-664e-42dc-a31e-db096e6a71b5>.)

Pour ce qui concerne ses propres politiques et le renforcement de son propre cadre opérationnel, la direction du FIDA a présenté, à la fin 2016, cinq importants documents de politique générale au Conseil d'administration, qui les a approuvés. Ces documents contenaient: une stratégie concernant l'engagement du FIDA dans les pays en situation de fragilité; l'actualisation de l'approche à suivre vis-à-vis des pays à revenu intermédiaire; un examen du Système d'allocation fondé sur la performance; une approche de la CSST; et le plan de décentralisation institutionnelle.

La décentralisation est un thème dominant qui sera à l'origine d'un grand nombre de nos principales initiatives au cours des cinq prochaines années. Nous développons notre présence sur le terrain depuis 2003, en soulignant l'importance de la participation du personnel des bureaux de pays à la conception, la supervision et l'exécution des projets. Notre évolution nous conduit maintenant de la présence sur le terrain à la décentralisation institutionnelle. Nous avons recensé trois avantages importants de la décentralisation qui mettent l'accent sur les activités hors prêts: la concertation sur les politiques, le développement des partenariats et la gestion des savoirs. Après des expériences pilotes de différents types de présence sur le terrain, nous regroupons notre décentralisation autour d'un petit nombre de modèles, tout en conservant une certaine souplesse pour nous adapter à des circonstances particulières. Les bureaux de pays existants et proposés prendront l'une des trois formes suivantes: plateformes sous-régionales, groupes de programmes de pays, et bureaux couvrant un seul pays sur la base de critères spécifiques. (La carte sur la page intérieure de la couverture indique la localisation des bureaux de pays opérationnels et prévus, ainsi que les plateformes sous-régionales proposées.)

Cadre relatif à l'efficacité en matière de développement. Dans le courant de l'année, et sur la base des connaissances acquises dans le cadre de l'IAI (voir ci-dessus), le FIDA a élaboré un Cadre relatif à l'efficacité en matière de développement pour mettre en place des structures qui facilitent l'utilisation des données concrètes dans la conception et l'exécution des projets. Ce cadre constitue la prochaine étape logique dans l'évolution du FIDA en tant qu'organisation axée sur les résultats, et il fait fond sur l'approche instituée il y a plus d'une décennie avec le Système de gestion des résultats et de l'impact. Il s'agit d'une initiative qui se développe sur plusieurs axes et qui comprend le renforcement des outils d'autoévaluation; la création d'une unité spécialisée et responsable pour veiller à l'élargissement de l'apprentissage et au respect des exigences institutionnelles; le choix d'un sous-ensemble de projets financés par le FIDA (15%) pour les évaluations d'impact, suivant des approches expérimentales et quasi-expérimentales pour l'attribution de l'impact et des résultats; et le renforcement de la capacité du personnel en matière de gestion des projets sur la base de données factuelles, par le biais d'une "académie des opérations du FIDA". Le Cadre relatif à l'efficacité en matière de développement constitue une étape importante sur la voie d'une focalisation accrue du FIDA sur la réalisation d'un impact dans ses investissements et une utilisation optimale de ses ressources.

Nouveaux programmes et projets Afrique de l'Ouest et du Centre Renforcement des filières pour la sécurité alimentaire en Mauritanie

Le nouveau Projet de développement de filières inclusives, en Mauritanie, fera fond sur les résultats d'un projet antérieur, clôturé en 2015, qui avait amélioré la sécurité alimentaire en renforçant les filières et l'accès des producteurs pauvres aux marchés. La faim et la malnutrition constituent de sérieuses préoccupations en Mauritanie, où environ 24% des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire, en particulier dans le Sud. L'insécurité alimentaire permanente explique les forts taux de malnutrition chronique notés chez les enfants de moins de 5 ans, qui sont supérieurs à 20%. Le pays est également très vulnérable aux effets du changement climatique.

Le nouveau projet fera participer les populations rurales pauvres, notamment les femmes et les jeunes, à des filières rentables et résilientes comme celles du maraîchage, de l'élevage de volaille, de la production de lait de chèvre et des produits forestiers non ligneux. Une opération pilote sur la pêche continentale sera conduite autour du lac de Foum Gleita.

Le projet facilitera les partenariats allant de simples arrangements contractuels jusqu'à des partenariats public-privé-producteurs. Il fournira une formation et des services de conseil, comprenant notamment l'éducation nutritionnelle et des conseils agricoles. Il œuvrera aussi pour donner aux participants un accès aux services financiers et pour les intégrer au système bancaire.

Un don du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) facilitera l'utilisation de l'énergie solaire tout au long des filières, depuis la production jusqu'au stockage et à la transformation. Il assurera aussi la promotion des techniques de gestion durable pour les ressources naturelles telles que l'eau, les pâturages et les végétaux, qui sont d'une importance particulière pour la filière des produits forestiers non ligneux.

Afrique orientale et australe La production laitière offre un chemin de sortie de la pauvreté au Rwanda

L'agriculture contribue à hauteur de 33% au PIB du Rwanda, tout en fournissant un emploi à plus de 80% de la population active et en répondant à 90% des besoins alimentaires du pays. Le secteur laitier est essentiel pour le développement rural, offrant un chemin de sortie de la pauvreté aux nombreux ménages qui élèvent du bétail et à tous les autres qui fournissent des services le long de la filière. Au cours

de la décennie écoulée, le gouvernement a réalisé d'importants investissements dans le secteur, mais sa performance pourrait encore être améliorée, et il subsiste de nombreux problèmes à aborder.

Le nouveau Projet de développement de la production laitière au Rwanda, appuyé par le FIDA, tirera parti des possibilités ouvertes par les investissements antérieurs dans le secteur. Il a pour objectif d'augmenter la productivité des petites exploitations laitières et d'accroître l'offre de lait de qualité, ce qui contribuera à répondre à la totalité de la demande intérieure et à accroître les exportations.

Le projet, dont l'exécution s'étendra de 2016 à 2024, s'adressera à 100 000 ménages ruraux dans quatre provinces. Les femmes constitueront au moins 45% des participants. Il contribuera aussi à accroître la capacité organisationnelle et les compétences entrepreneuriales des petits producteurs laitiers et de leurs coopératives, et à améliorer l'infrastructure de transformation et de commercialisation des produits laitiers. Il a également pour objectif de consolider, pour le secteur laitier rwandais, un cadre inclusif d'action des pouvoirs publics et une structure institutionnelle reposant sur des données factuelles.

Asie et Pacifique

Mettre les filières au service des petits agriculteurs au Cambodge

Entre 2004 et 2011, le taux de pauvreté du Cambodge est tombé de 32,8% à 10,1%. Plus de 60% de cette réduction a été attribuée au secteur de l'agriculture, et elle est intervenue pour l'essentiel dans les zones rurales. Toutefois, la croissance agricole a connu une perte de vitesse au cours des trois dernières années et une stimulation est nécessaire. Heureusement, un certain nombre d'éléments importants sont en place pour la soutenir: les communautés rurales sont de moins en moins isolées grâce à la fois aux routes et aux télécommunications; le secteur de la finance rurale s'améliore rapidement; et les agriculteurs sont de plus en plus intéressés par les débouchés commerciaux qu'offre l'activité agricole considérée comme une entreprise.

Le nouveau Projet de promotion de marchés inclusifs en faveur des petits agriculteurs, appuyé par le FIDA, a pour but d'augmenter, moyennant des investissements publics efficaces, les rendements que les petits agriculteurs, en particulier les jeunes, tirent de l'activité agricole. Il s'attachera à développer cinq filières de produits à forte valeur marchande: riz de qualité garantie, légumes, volaille de basse-cour, manioc et soie brute. Il augmentera aussi les investissements du secteur privé.

Prenant pour base le modèle de partenariat public-privé-producteurs du FIDA, le projet développera et favorisera l'instauration de liens entre les acheteurs, les producteurs et les prestataires de services. Il privilégiera les innovations au sein des filières locales, en faisant notamment appel au fonds d'innovation pour les filières, qui apportera un appui financier direct pour stimuler l'investissement privé. Le projet sera exécuté dans toutes les régions du pays, et on prévoit qu'environ 75 000 familles y participeront.

Amérique latine et Caraïbes **Améliorer les moyens d'existence des populations autochtones dans l'hinterland du Guyana**

La pauvreté persistante, le changement climatique et un empiètement croissant des activités d'exploitation minière et forestière mettent à rude épreuve la résilience et la cohésion sociale dans l'hinterland du Guyana. Majoritairement autochtone, la population dépend de plus en plus des envois de fonds, et on observe une incidence croissante de maladies chroniques, résultant en partie d'un changement des régimes alimentaires. Les petits agriculteurs sont confrontés à divers défis, parmi lesquels la faible fertilité du sol, les sévères inondations et les épisodes prolongés de sécheresse, et l'absence de technologies appropriées de gestion de l'eau.

Les peuples autochtones représentent entre les deux tiers et les trois quarts de la population de l'hinterland du pays, et le gouvernement intervient dans ces zones pour aider les communautés à déterminer de nouvelles possibilités de revenus et à diversifier les moyens d'existence ruraux. Le nouveau Projet de développement écologiquement durable de l'agriculture dans l'hinterland, appuyé par le FIDA, vise à renforcer la résilience des moyens d'existence, à accroître l'accès aux actifs ainsi qu'à améliorer la nutrition et l'adaptation au changement climatique.

Le projet aidera les conseils communautaires et les tables rondes de filières à planifier et à déterminer les priorités des investissements dans des filières locales, notamment celles du gingembre et du curcuma, présentant un potentiel d'exportation. Il établira un fonds d'investissement pour le financement de biens et de services, en accordant la priorité aux investissements réduisant les risques climatiques et d'investissement; il assurera une formation et des activités de sensibilisation; et il apportera une assistance technique à l'appui de la diffusion de savoirs et de technologies. Le projet touchera quelque 6 000 ménages, soit environ 30 000 personnes. Au moins 75% des personnes seront des autochtones et au moins 50% seront des femmes.

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

FARMS: le nouveau mécanisme pour les réfugiés, les migrants et la stabilité rurale

Le FIDA a lancé son Mécanisme pour les réfugiés, les migrants, les déplacements forcés et la stabilité rurale (FARMS) en 2016, lors du Sommet des Nations Unies pour les réfugiés et les migrants. Disposant d'une enveloppe globale de 100 millions d'USD, le FARMS sera axé sur le développement rural durable et l'appui aux moyens d'existence des réfugiés, des personnes déplacées et des communautés rurales d'accueil. Il créera des possibilités économiques dans les régions d'origine pour encourager les personnes à revenir, tout en donnant à celles qui restent dans les pays d'accueil une occasion de reconstruire leurs moyens d'existence. Mettant initialement l'accent sur le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, où la crise actuelle est la plus aiguë, on prévoit que le FARMS atteindra 1 million de personnes.

Le Mécanisme créera 20 000 emplois, spécialement pour des femmes et des jeunes, et au moins 1 million de journées de travail temporaire, principalement dans le secteur agroalimentaire. Plus de 500 projets d'infrastructure communautaire amélioreront les routes, les réseaux d'irrigation et l'accès aux marchés, tandis que l'accent mis sur une meilleure gouvernance des ressources naturelles contribuera à réduire les conflits et à promouvoir un accès équitable.

Lors du lancement du Mécanisme, M. Imad Najib Fakhoury, Ministre jordanien de la planification et de la coopération internationale, a déclaré que le FARMS constituait "une initiative de grande portée qui aborde l'un des problèmes cruciaux des migrations forcées: la sécurité alimentaire. Il témoigne d'une vision tournée vers l'avenir, axée sur la résilience et reconnaissant la réalité du fait que même des crises à court terme exigent des solutions à long terme."



Mesurer et améliorer les résultats

Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement

Le Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) est le principal document institutionnel rendant compte de l'efficacité institutionnelle et en matière de développement. Le RIDE 2016 constitue le rapport d'ensemble pour la période couverte par la Neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9) (2013-2015). Pour la première fois, il rend compte des indicateurs du niveau d'impact, évalués dans le cadre de l'Initiative pionnière d'évaluation de l'impact pour FIDA9 (IAI).

Le nombre total des personnes touchées par les projets en cours d'exécution en 2015 s'est élevé à près de 113 millions de personnes, soit un peu moins que l'année précédente (114 millions), mais beaucoup plus que la cible fixée pour 2015 (90 millions). Le ratio hommes/femmes des participants est en progrès, puisqu'il s'établit à 50/50, soit une proportion importante et croissante de femmes participantes.

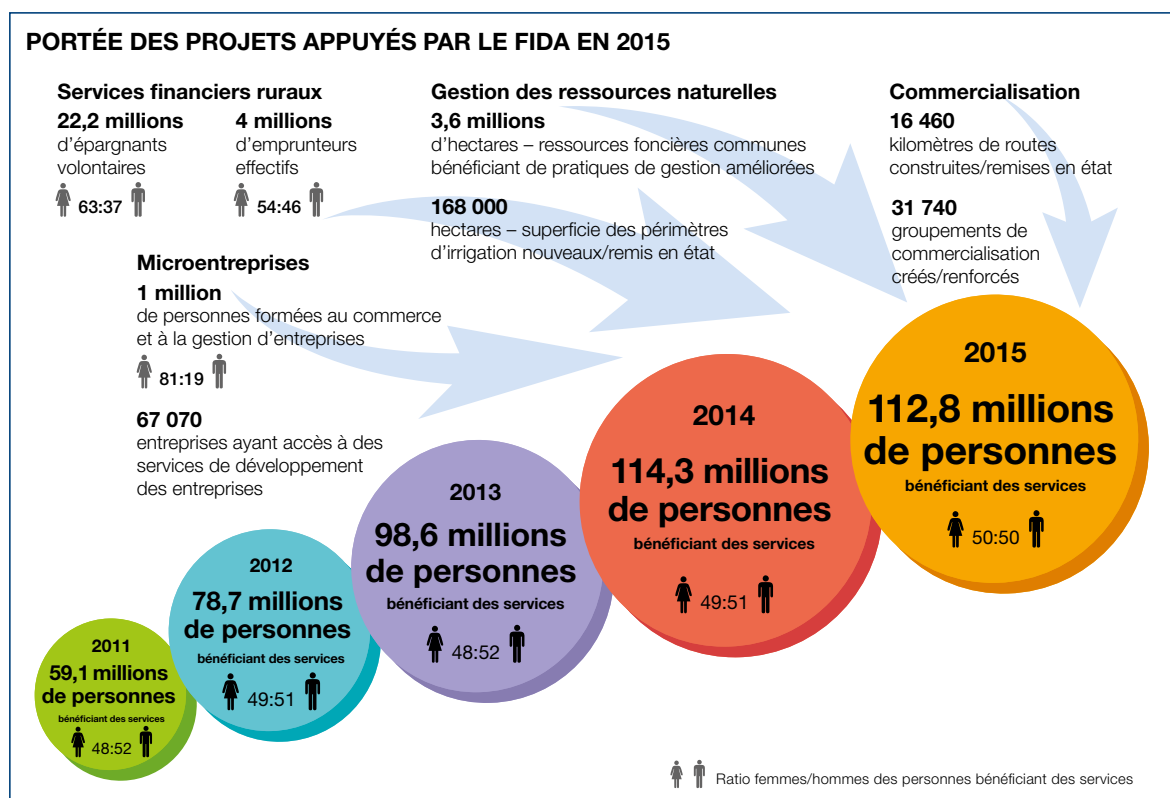
Les augmentations les plus sensibles concernent les indicateurs relatifs à la prestation de services de finance rurale, à la commercialisation et aux services offerts aux microentreprises.

Soutien de la qualité pour la conception des programmes

Au cours de la conception, le FIDA utilise un processus en deux étapes pour optimiser la qualité des programmes et projets: amélioration de la qualité et assurance qualité.

En 2016, 39 programmes et projets ont été soumis au processus d'amélioration de la qualité. Ce processus comprend la mobilisation précoce des compétences techniques du FIDA au sein des équipes de gestion des programmes de pays afin d'accroître notre efficacité opérationnelle.

Le texte intégral du RIDE est disponible à l'adresse: <https://webapps.ifad.org/members/eb/118/docs/french/EB-2016-118-R-8.pdf>



< Utilisant le four à gaz obtenu par l'intermédiaire du projet, Zinat Abd Alwabab fait cuire du pain traditionnel qu'elle vendra au marché du village d'El Shohada. Égypte: Projet de développement rural dans la région de Noubaria ouest

Les modifications récentes apportées au processus d'amélioration de la qualité ont aussi accru de façon significative l'appui aux équipes de gestion des programmes de pays au-delà du stade de la conception, puisque des spécialistes techniques ont participé au cours de l'année à 55 missions sur le terrain pour appuyer des projets en cours.

En 2016, nous avons amélioré le processus même d'examen de l'amélioration de la qualité, en passant d'un processus d'examen fondé sur des courriels à une plateforme d'amélioration de la qualité dans le système d'archivage des données relatives à l'assurance qualité (QUASAR). Le QUASAR constitue un lien entre les diverses phases de l'examen d'un projet d'investissement. Il inclut aussi les plans d'organisation des tâches relatives à l'assurance qualité et à l'amélioration de la qualité pour plusieurs processus: conception d'un projet, financement additionnel, programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats (COSOP-AR), notes conceptuelles et étude de la note conceptuelle relative à un don.

Durant l'année, le processus d'assurance qualité a été appliqué, au total, à 34 documents de conception de projets d'investissement – dont huit concernaient un financement additionnel pour des projets en cours – et à 47 notes conceptuelles de projet avant

leur entrée dans la réserve, ainsi qu'à 13 COSOP-AR. Cinq projets d'investissement, dans cinq pays, ont bénéficié de l'option "assurance qualité au stade de l'amélioration de la qualité", qui permet aux équipes de pays de recevoir un examen d'assurance qualité au stade de l'amélioration de la qualité pour bénéficier des suggestions et des recommandations supplémentaires avant les derniers stades de la conception d'un projet.

Conformément à la Politique du FIDA en matière de dons approuvée en 2015, 57 notes conceptuelles relatives à des dons ont été examinées avant leur entrée dans la réserve, et neuf réunions d'assurance qualité ont été tenues pour examiner 41 dons.

Pour les 34 projets d'investissement examinés, la valeur totale du financement du FIDA était d'environ 850 millions d'USD; ils visaient à toucher des ménages ruraux pauvres dans 32 pays, dont 8 classés dans la catégorie des États fragiles.

Le tableau 1 présente les notes attribuées à la qualité initiale en 2015 et 2016 par rapport à l'année de référence. Les cibles ont été dépassées pour pratiquement tous les indicateurs. Sur les 26 nouveaux projets dont la soumission au Conseil d'administration a été approuvée, il a été estimé que 88% d'entre eux atteindraient probablement tous leurs objectifs.

TABLEAU 1
Notes attribuées à la qualité initiale des projets et pourcentage de projets jugés plutôt satisfaisants ou mieux^a
(en pourcentage)

Indicateur	Valeur de référence (année)	Valeur de référence	Résultats 2015	Résultats 2016	Résultats 2015-2016	Cible 2017
4.3 Pourcentage de projets obtenant une note supérieure ou égale à 4 pour leur qualité initiale/note moyenne						
4.3.1 Qualité globale de la conception	2010/11	79	94	96	95	85
4.3.2 Qualité globale de la conception pour les projets à réaliser dans les États fragiles uniquement ^b	2010/11	n. d.	94	100	97	80
4.3.3 Problématique hommes-femmes	2010/11	86	94	100	97	90
4.3.4 Suivi-évaluation	2010/11	70	88	92	90	80
4.3.5 Projets obtenant des notes positives sur le plan de la reproduction à plus grande échelle ^c	2010/11	72	100	89	94,5	80

Source: Sur la base des notes attribuées à 26 nouveaux projets validés en vue de leur présentation au Conseil d'administration en 2016. Les projets ne sont notés qu'une fois cette validation obtenue.

^a Les notes évaluant la qualité initiale des projets sont attribuées en fonction d'un barème de 1 à 6, la note 1 correspondant à "très insuffisant" et la note 6 à "très satisfaisant". Le pourcentage indiqué correspond à la proportion de projets obtenant une note supérieure ou égale à 4 (autrement dit plutôt satisfaisant ou mieux) par rapport au nombre total de projets.

^b En 2016, les six projets validés en vue de leur présentation au Conseil d'administration étaient situés dans six États fragiles. Ces chiffres correspondent exclusivement aux projets réalisés dans ces pays.

^c Les notes pour 2016 portant sur la reproduction à plus grande échelle correspondent à 19 projets qui sont qualifiés d'activités de reproduction à plus grande échelle.

Évaluation indépendante

Vue d'ensemble du 14^e Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA et de son thème d'apprentissage: gestion des savoirs

Le Rapport annuel 2016 sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) s'appuie sur les évaluations indépendantes des opérations financées par le FIDA en 2015. Le rapport montre qu'au cours de la période couverte par la Neuvième reconstitution des ressources du FIDA (2013-2015), 80% des programmes et projets financés par le FIDA ont obtenu la note "plutôt satisfaisant" ou mieux pour la plupart des critères d'évaluation.

Le FIDA a apporté une bonne contribution à la réduction de la pauvreté rurale, puisque 92,3% des projets achevés en 2012-2014 ont obtenu la note "plutôt satisfaisant" ou mieux. C'est là le résultat de l'attention portée par le Fonds à l'amélioration des revenus et des actifs, du capital humain et social et de l'autonomisation, de l'innovation et de la reproduction à plus grande échelle, et de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes. La performance du FIDA et des gouvernements en tant que partenaires s'est améliorée. Cet aspect est important non seulement pour assurer une bonne performance des projets, mais aussi pour améliorer les partenariats et la concertation au-delà des projets.

Ces résultats placent le Fonds en bonne position pour faire face aux défis lancés par le nouveau programme mondial pour le développement durable. La question fondamentale à laquelle le RARI 2016 cherche à répondre est la suivante: comment le FIDA peut-il placer la barre de la performance plus haut, en passant du niveau plutôt satisfaisant au niveau satisfaisant, voire très satisfaisant? Le RARI 2016 recense les domaines de performance opérationnelle qui devront être améliorés à l'avenir.

Premièrement, les activités des projets sont souvent mal adaptées pour répondre aux besoins de tous les bénéficiaires prévus. Il sera donc important que les futures opérations adaptent leurs approches et leurs activités à la complexité des contextes et des groupes cibles. Deuxièmement, nonobstant l'impact positif des opérations appuyées par le FIDA sur la sécurité alimentaire et la productivité agricole, il conviendra de porter une attention accrue à l'intégration des aspects nutritionnels. Troisièmement, les contraintes liées à la gestion financière et aux responsabilités fiduciaires (passation des marchés, audits) constituent des obstacles à l'amélioration de l'efficacité des projets financés par le FIDA et de la performance des gouvernements en tant que partenaires.

Quatrièmement, il existe une marge d'expansion des partenariats au niveau du pays dans le contexte des COSOP-AR, ce qui contribuera à améliorer les

résultats du FIDA et à appuyer son programme de reproduction à plus grande échelle. Enfin, le FIDA doit agir de manière plus proactive et investir des ressources, du temps et des efforts pour systématiser la gestion des savoirs à tous les niveaux. Le Fonds doit aussi aligner sa stratégie de gestion des savoirs, ses systèmes, ses ressources financières et humaines, et sa structure d'incitations de façon à faciliter le recueil, la diffusion et l'utilisation des savoirs.

Réponse de la direction du FIDA au RARI

La direction a accueilli avec satisfaction le RARI et est consciente de l'importance du RARI en tant que rapport instructif et indépendant contribuant à promouvoir la responsabilisation du FIDA. La direction s'est félicitée de constater que la performance des projets présentée dans le RARI 2016 a confirmé la tendance à l'amélioration observée ces dernières années, et les conclusions du RARI étaient cohérentes avec le Rapport 2016 sur l'efficacité du FIDA en matière de développement. La direction a noté, en particulier, l'amélioration progressive sur le plan de la réduction de la pauvreté rurale, traduisant des améliorations significatives dans la plupart des domaines d'impact.

La direction a accueilli avec intérêt les recommandations du RARI sur le ciblage, la nutrition, les partenariats et la gestion des savoirs, tout en notant qu'elles ne semblent pas être entièrement corroborées par l'analyse générale. La direction reconnaît que les opérations appuyées par le FIDA pourraient cibler plus efficacement les groupes les plus vulnérables, et elle est résolue à prêter davantage attention au profilage des bénéficiaires potentiels et à l'adaptation des activités des projets pour améliorer le ciblage. La direction est également d'accord avec le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) quant à l'importance de la nutrition pour le développement rural. En fait, la recommandation du RARI fait écho aux activités déjà entreprises au titre du programme Intégration d'une agriculture sensible aux enjeux nutritionnels au FIDA – plan d'action pour 2016-2018. La direction accorde une grande importance au renforcement des partenariats pour améliorer l'impact des investissements du FIDA, notamment au niveau national.

Tout en reconnaissant qu'il existe une marge d'amélioration dans le système de gestion des savoirs du FIDA, la direction note qu'un certain nombre de processus sont déjà en place: un plan d'action pour la gestion des savoirs est en cours d'élaboration; les exigences relatives à la gestion des savoirs et à l'apprentissage ont été intégrées aux principaux processus opérationnels, et notamment les COSOP, les conceptions de projets et la gestion de

la performance; et des mesures visant à améliorer le système d'autoévaluation du FIDA ont été prises dans le contexte du Cadre relatif à l'efficacité en matière de développement.

Autres activités d'évaluation en 2016

Deux évaluations au niveau de l'institution ont été publiées en 2016. La première, relative au Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) appliqué par le FIDA, a conclu que le SAFP a amélioré la crédibilité, la transparence et la prévisibilité des allocations de ressources financières du FIDA à ses États membres. L'évaluation a considéré comme plutôt satisfaisante l'efficacité du système. Elle a conclu que le FIDA doit affiner la conception du SAFP en donnant une netteté accrue à ses objectifs et en mettant davantage l'accent sur la pauvreté rurale. Il doit aussi améliorer la gestion et la gouvernance en adoptant une approche plus institutionnelle du système, ce qui pourrait comporter l'établissement d'un comité interdépartemental permanent du SAFP. Par ailleurs, dans une optique de renforcement de la transparence du système, les rapports de situation devraient être plus détaillés et devraient fournir des informations sur les réaffectations, le plafonnement et les questions de nature stratégique et systémique nécessitant la formulation de directives de la part du Conseil d'administration.

La seconde évaluation au niveau de l'institution, concernant l'expérience du FIDA en matière de décentralisation, a constaté que l'ouverture des bureaux de pays avait stimulé l'appui à l'exécution des projets et contribué à améliorer les résultats en matière de développement. Toutefois, bien que les bureaux de pays aient contribué à renforcer les partenariats avec les acteurs nationaux, les ressources limitées dont ils disposent constituent un frein à leur engagement dans les activités de gestion des savoirs et de concertation sur les politiques. Le FIDA doit renforcer sa présence dans les pays en concentrant des ressources dans les plateformes sous-régionales. Il devrait aussi revoir son organisation et ses effectifs au siège pour optimiser l'appui aux programmes de pays.

Des évaluations de programme de pays ont été réalisées pour l'Éthiopie, la Gambie, l'Inde, le Nigéria, les Philippines et la Turquie.

Dans l'ensemble, la performance du portefeuille en Éthiopie est satisfaisante, avec des résultats positifs dans le domaine du capital humain et social, et un bon alignement sur la politique de décentralisation du pays. La durabilité, la reproduction à plus grande échelle et l'égalité entre les sexes sont également satisfaisantes. Des améliorations sont nécessaires dans les domaines de la concertation sur les politiques et de l'impact sur les institutions et les politiques.

L'évaluation relative à l'Inde a constaté que les projets appuyés par le FIDA ciblent régulièrement les zones très pauvres et les groupes défavorisés et, au sein de ces groupes, les femmes. L'évaluation a souligné qu'il est important de prêter attention aux liaisons commerciales et à l'établissement de partenariats avec les centres locaux de vulgarisation agricole. Bien que la bonne performance des projets demeure importante, les homologues nationaux souhaiteraient que le FIDA les appuie davantage en termes de partage des savoirs et des bonnes pratiques pour éclairer les politiques et les programmes des pouvoirs publics.

Pour le Nigéria, l'évaluation a conclu que le programme de pays a contribué à réduire la pauvreté, en particulier dans la partie plus pauvre du Nord. La création d'organisations à assise communautaire dans cette région a permis aux autorités locales d'acheminer des fonds vers des communautés autrement difficiles à atteindre. Dans d'autres régions, les impacts sont moins évidents, en partie en raison de la lenteur de la mise à disposition du financement des autorités locales. L'évolution vers de plus vastes programmes a réduit l'efficacité et l'efficience du programme, rendant encore plus difficile la résolution des questions de gouvernance locale, de fragilité et de diversité culturelle.

L'évaluation relative à la Gambie a relevé que les objectifs et les conceptions du programme sont pertinents et répondent aux besoins et aux priorités des groupes cibles et du gouvernement. Toutefois, les objectifs du programme n'ont été atteints que dans une mesure limitée, en raison d'une rotation importante et imprévisible du personnel, et de la faiblesse des partenariats avec d'autres parties prenantes, y compris les ONG et les organismes de développement.

L'évaluation concernant la Turquie a mis en lumière le fait que le pays demande au FIDA de jouer un rôle plus actif dans le partage de ses compétences techniques et de son savoir international. Les projets financés par le FIDA ont contribué à améliorer les revenus et la qualité de vie des populations rurales pauvres. Toutefois, la marge de durabilité des interventions est limitée par la faiblesse des modalités de fonctionnement et de maintenance de l'infrastructure, et par une collaboration insuffisante avec le secteur financier rural.

IOE a mené à terme, dans le courant de l'année, trois synthèses d'évaluations – exercice consistant à réunir, à partir de diverses sources, les savoirs issus d'évaluations. La première, sur la gestion des ressources naturelles et de l'environnement (GRNE), expose dans leurs grandes lignes les mesures prises par le Fonds pour intégrer davantage les questions de GRNE dans les opérations qu'il appuie:

création de la Division environnement et climat; modernisation de la protection environnementale et sociale; et lancement du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne. Néanmoins, dans les stratégies de pays du FIDA, le degré d'alignement sur les politiques de GRNE est inégal.

La conclusion de la deuxième synthèse, concernant les activités hors prêts dans le cadre de la coopération Sud-Sud, a été que l'appui du FIDA à la coopération Sud-Sud entre 2009 et 2015 intervenait sur une base ad hoc et principalement sous la forme d'un partage des savoirs. Des initiatives à caractère plus programmatique ont souvent été financées par des dons. L'un des avantages du FIDA découle à la fois de sa focalisation sur la réduction de la pauvreté grâce à des investissements dans les populations rurales et de son expérience sur le terrain. Toutefois, les activités ne sont pas fortement axées sur les résultats, et c'est souvent sur les produits (plutôt que les effets directs) que se concentrent la planification et l'information sur les activités.

La troisième synthèse, sur l'accès des petits exploitants aux marchés, note une amélioration sensible dans l'approche du FIDA, qui est à la fois fondée sur une solide analyse du marché et axée sur le marché, et dans les interventions financées par le FIDA, en termes de détermination de la séquence chronologique adéquate des activités et d'autonomisation des petits exploitants pour une participation accrue au marché. Le FIDA pourrait s'intéresser davantage au risque que pourraient rencontrer les petits exploitants agricoles lorsqu'ils cherchent à donner à leurs systèmes de production un caractère plus axé sur le marché.

L'évaluation de l'impact du Projet de pêche artisanale dans la zone du banc de Sofala, au Mozambique, a conclu que le projet a eu un impact positif sur les revenus et a constitué une étape importante dans le développement du secteur de la pêche artisanale grâce à son approche intégrée. On aurait toutefois pu faire davantage pour renforcer l'impact sur l'accès à la microfinance formelle, la participation du secteur privé et la prise en compte des questions relatives à l'égalité des sexes.

Cinq manifestations ont été organisées conjointement, dans les pays, avec les Gouvernements de l'Inde, du Nigéria, des Philippines, de la République démocratique du Congo et de la Turquie. Les principaux résultats des évaluations des programmes respectifs de pays ont été examinés en même temps que les questions relatives aux prochains COSOP axés sur les résultats.

En savoir plus: <http://www.ifad.org/evaluation/index.htm>.

La déontologie

Le Bureau de la déontologie du FIDA a pour mandat de veiller au maintien des normes déontologiques les plus exigeantes à tous les niveaux de l'institution et de protéger notre image et notre réputation. Reconnaissant que notre personnel est notre atout le plus précieux, nous sommes résolus à maintenir un environnement de travail qui garantisse son bien-être et le respect de l'équilibre entre le travail et la vie personnelle. Notre but est aussi de favoriser une culture organisationnelle dans laquelle chacun exerce ses responsabilités tout en respectant la dignité de ses collègues. Il est essentiel, pour remplir cet engagement, de traiter rapidement et de façon confidentielle les cas de harcèlement, et de fournir des orientations sur la manière de prévenir ou de gérer les conflits d'intérêts et les comportements contraires à l'éthique sur le lieu de travail.

Durant l'année, le Bureau de la déontologie a porté une attention particulière à la prévention et à l'intervention rapide en cas de harcèlement, qui provoque un stress émotionnel, interfère avec l'exécution des tâches et peut être préjudiciable à l'organisation.

Des membres du personnel ont sollicité des orientations à propos du Code de conduite du FIDA, des conflits d'intérêts, des abus de pouvoir, du harcèlement et d'autres questions. Le Bureau de la déontologie a traité de conflits courants entre superviseur et supervisé, le plus fréquemment en rapport avec les relations d'évaluation. On citera aussi, parmi les conflits fréquents, ceux liés à des relations interpersonnelles et à des divergences entre pairs et collègues, en rapport avec le respect et le traitement, le manque de communication ouverte, et la communication irrespectueuse, souvent par courriel.

Comme déjà en 2015, le nombre de plaintes reçues par le Bureau de la déontologie pour des allégations de harcèlement ou d'abus de pouvoir a légèrement diminué, passant de 25 en 2015 à 24 en 2016. Ces consultations ont abouti, dans la majorité des cas, à une solution informelle ou n'ont pas donné lieu à une suite au-delà de la demande initiale de conseil. Dans le courant de l'année, le Bureau de la déontologie a saisi le Bureau de l'audit et de la surveillance, pour enquête plus approfondie, en deux occasions – une plainte pour harcèlement et une plainte en rapport avec le Code de conduite.

Surveillance interne et lutte contre la corruption

Le FIDA est résolu à lutter contre la fraude et la corruption, qui détournent des ressources de nos programmes et projets, et en limitent l'efficacité. Nous avons adopté une politique de tolérance zéro à l'égard de la fraude et de la corruption et nous élaborons actuellement un cours en ligne sur la lutte contre la corruption à l'intention des personnes participant aux activités financées par le FIDA. Nous avons récemment publié une version révisée du Bulletin du Président sur les procédures d'enquête et de sanction pour qu'elles soient conformes aux normes professionnelles les plus rigoureuses et aux meilleures pratiques des organismes de développement et des institutions financières internationales.

Les cas présumés de fraude et de corruption peuvent être signalés au FIDA par téléphone, télécopie, courriel ou en personne. Il est également possible de formuler une plainte anonyme. On trouvera des précisions sur ces procédures à l'adresse suivante: https://www.ifad.org/who/internal_structure/anticorruption.

Durant l'année 2016, le niveau des dépôts de plaintes a été semblable à celui des années précédentes. L'arriéré de cas soumis à enquête et reportés de l'année 2015 a été sensiblement réduit, et le Bureau de l'audit et de la surveillance a commencé à appuyer de façon plus proactive la prévention des pratiques irrégulières dans les activités financées par le FIDA, par le biais d'actions de sensibilisation et de renforcement des capacités.

Le cas échéant, les résultats des enquêtes ont abouti à des sanctions et à des mesures prises par la direction pour atténuer les risques recensés.

Le Rapport annuel 2015 sur les activités d'enquête et de lutte contre la corruption peut être consulté à l'adresse suivante: www.ifad.org/anticorruption. Le rapport 2016 a été publié en avril 2016.

Le plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance est fondé sur notre évaluation des risques institutionnels. En 2016, le Bureau a traité de domaines essentiels pour l'intégrité financière du Fonds, son efficacité et son efficacité administratives, et l'évolution de son modèle décentralisé. Les audits réalisés ont appuyé les activités d'atténuation des risques dans des domaines tels que l'organisation, les responsabilités, et les structures d'appui des bureaux de pays du FIDA, la gouvernance des projets facilités par les technologies de l'information, et la sécurité de l'information.

Presque toutes les recommandations prioritaires de l'audit devant être mises en application en 2016 l'ont été dans le courant de l'année. Cette réalisation met en évidence la ferme résolution du FIDA à gérer activement les risques institutionnels.

Gestion des ressources humaines

En 2016, le FIDA a poursuivi et consolidé les améliorations apportées aux processus des ressources humaines, du point de vue des politiques, des procédures et des techniques, en faisant fond sur les réalisations de l'année précédente en matière de gestion des ressources humaines. Les activités se sont concentrées sur un certain nombre de domaines stratégiques, et notamment le renforcement de la gestion des carrières, avec une attention particulière à l'évolution des carrières et à la mobilité, et une focalisation significative sur la décentralisation.

Répondant à de nombreuses demandes émanant du personnel, nous avons présenté un cadre d'évolution des carrières et un guide de l'évolution des carrières à l'occasion de la réunion mondiale du personnel, en février 2016, et nous avons poursuivi la diffusion de ces documents par le biais d'ateliers au siège et dans les bureaux de pays du FIDA. Le cadre aide les membres du personnel à planifier, gérer et développer leur carrière, tout en aidant le FIDA à accroître la souplesse et la mobilité de son personnel.

Le FIDA a déployé des efforts particuliers dans le domaine de la mobilité, avec un projet pilote contribuant à donner forme à un processus fonctionnel de mobilité géographique. Cette activité concorde avec notre plan de décentralisation, et elle aidera le Fonds à répondre à l'évolution de ses besoins à mesure que nous progresserons vers un accroissement de notre présence dans les pays.

Dans l'ensemble, le cadre général de la politique du FIDA en matière de ressources humaines nous permet de nous adapter en permanence à l'évolution du contexte. Le FIDA a apporté une importante contribution à l'enquête conduite par la Commission de la fonction publique internationale à propos de l'ensemble des prestations dont bénéficient les agents du cadre organique et de la catégorie supérieure, et il a entamé le processus d'application des changements introduits par l'Assemblée générale dans une résolution adoptée en décembre 2015. Nous avons veillé, en déployant des activités de communication à l'échelle de l'ensemble du FIDA, à ce que le personnel soit pleinement informé de ces changements. Entre-temps, nous avons commencé à réviser les Procédures d'application en matière de ressources humaines, en pleine consultation avec les parties prenantes concernées, et à intégrer les procédures révisées dans un fichier interactif sur notre site web accessible à tous les membres du personnel.

L'application de la résolution de l'Assemblée générale exigeait un profond changement des systèmes informatiques relatifs aux ressources humaines, et nous en avons profité pour procéder à un réexamen approfondi de nos pratiques dans ce domaine. Le but est de renforcer les technologies actuelles et de mettre au point de nouvelles applications de pointe et des fonctionnalités en libre service qui aident les responsables à choisir et à gérer leur personnel, et le personnel du siège et des bureaux de pays dans l'administration de leurs indemnités. Cette évolution technique de grande ampleur a produit de nombreux gains d'efficacité, garantissant une application cohérente de la politique en matière de ressources humaines, offrant un système sans support papier moins sujet aux erreurs, et créant un fichier central, accessible et vérifiable, d'informations et de documents.

Le FIDA a réalisé des progrès considérables dans la délégation à ses bureaux de pays de responsabilités et de capacités en matière de ressources humaines. Le Plan de décentralisation institutionnelle du FIDA soumis au Conseil d'administration en décembre 2016 inclut un rééquilibrage structuré des effectifs entre le siège et les bureaux de pays. Ce rééquilibrage comporte une expansion de la présence sur le terrain, dotée de plus grands pouvoirs, réalisée par le biais d'une évolution parallèle et de gains d'efficacité au siège, et se poursuivra jusqu'à la fin de FIDA10. Nous prévoyons également une augmentation des fonctions liées aux programmes de pays et à l'administration dans les bureaux de pays existants, et le détachement sur le terrain d'un certain nombre d'agents techniques et spécialisés.

Au 31 décembre 2016, 28 membres du cadre organique recrutés sur le plan international, 5 cadres auxiliaires, 43 fonctionnaires recrutés sur le plan national et 24 membres de la catégorie des services généraux étaient en poste dans les bureaux de pays du FIDA à travers le monde.

En 2016, la Division des ressources humaines a conduit des processus de recrutement en vue de pourvoir 86 postes du cadre organique et de la catégorie supérieure; le délai moyen de recrutement a été de 78 jours.

Au 31 décembre 2016, les statistiques relatives au personnel étaient les suivantes:

- le personnel comptait au total 611 membres, y compris les cadres auxiliaires;
- sur ce total, 336 appartenaient au personnel du cadre organique et de rang supérieur, 43 à la catégorie des fonctionnaires recrutés sur le plan national, 24 à celle des employés des services généraux recrutés sur le plan national et 208 à celle des services généraux;
- les fonctionnaires recrutés sur le plan national, le personnel du cadre organique et de rang supérieur comprenaient des ressortissants de 94 États membres;
- les femmes représentaient 33% des vice-présidents adjoints, 45% du personnel du cadre organique et de la catégorie supérieure, 26% de la catégorie des fonctionnaires nationaux, et 82% de la catégorie des services généraux;
- le pourcentage total de femmes fonctionnaires du FIDA était de 57%.



Données relatives au financement et mobilisation des ressources

Ressources en 2016

Le financement de base des opérations du FIDA provient de plusieurs sources. Il s'agit principalement des contributions des États membres et d'autres donateurs, du produit des placements et des remboursements des prêts. Les contributions des États membres nous parviennent dans le cadre des reconstitutions périodiques des ressources du FIDA, qui ont lieu tous les trois ans. Des États membres demandent également au FIDA d'administrer les contributions qu'ils apportent à des tierces parties sous la forme d'apports de fonds supplémentaires. Dans le cadre des efforts qu'elle a entrepris pour tirer parti de nouvelles sources de financement et continuer à développer la base de ressources du FIDA, l'organisation a également transformé son modèle financier pour y inclure l'emprunt souverain comme instrument de mobilisation de ressources.

Dixième reconstitution des ressources du FIDA (2016-2018)

2016 était la première année de la période couverte par la Dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10). Durant l'année, l'évolution du Fonds – entamée au cours de FIDA9 (2013-2015) et exposée dans le Cadre stratégique 2016-2025 – s'est poursuivie vers un modèle opérationnel affiné prenant acte de la nécessité d'approches nouvelles et innovantes, ainsi que de ressources accrues pour atteindre les objectifs ambitieux que constituent les ODD.

Dans l'ensemble, de solides résultats ont été atteints en 2016 au regard des engagements de FIDA10. Le FIDA a poursuivi l'accroissement de sa présence dans les pays, avec 40 bureaux opérationnels à l'heure actuelle (voir la carte à l'intérieur de la couverture). Le Fonds a aussi continué à aborder les problèmes spécifiques au contexte, et a rempli son engagement concernant l'intégration, dans toutes les activités qu'il appuie, de questions clés comme le changement climatique, les enjeux nutritionnels et l'égalité entre les sexes.

Nous avons élaboré des approches différenciées pour répondre à la diversité des besoins au niveau des pays. Des stratégies concernant spécifiquement l'engagement auprès des pays à revenu intermédiaire et des pays présentant des situations de fragilité ont été approuvées par le Conseil d'administration en 2016, en même temps qu'une révision du Système d'allocation du FIDA fondé sur la performance. Dans le même temps, le FIDA est pleinement conscient du fait que, pour que les États membres atteignent les cibles des ODD, nous devons poursuivre notre évolution et notre transformation pour jouer, à l'échelle mondiale, un rôle mobilisateur dans l'élimination de la pauvreté rurale.

Le FIDA doit impérativement disposer de moyens financiers pour élargir son programme de prêts et dons et amplifier son programme de travail, qui inclut un cofinancement de la part de partenaires et des gouvernements. La période de FIDA9 a été marquée par un progrès du Fonds vers un programme de prêts et dons de plus grande ampleur. Suivant le fort engagement de ses États membres et l'opérationnalisation de nouveaux mécanismes de cofinancement, le Fonds a pour objectif de réaliser un programme de travail de 7,3 milliards d'USD au cours de la période de FIDA10.

Outre l'augmentation de la taille de son portefeuille, le Fonds a mis en place de nouvelles approches pour transformer et améliorer l'impact de son programme de travail, notamment grâce à l'innovation, l'apprentissage et la reproduction à plus grande échelle. Cela signifie que chaque dollar dépensé aura un plus fort impact: expansion, adaptation et soutien des projets, programmes et politiques couronnés de succès par le biais de partenariats, de changements institutionnels et organisationnels, et d'une meilleure gestion des résultats.

La réalisation d'un programme de travail plus vaste et avec un impact renforcé s'est accompagnée d'améliorations sensibles dans la gestion des activités du FIDA. Ainsi, le FIDA a fait de son plan de décentralisation un élément essentiel du

TABLEAU 2
Tableau synoptique, 1978-2016^{a, b}

		2012	2013	2014	2015	2016	1978-2016
Activités opérationnelles^{c, d}							
Prêts et dons CSD approuvés							
Nombre de programmes et projets		33	25	26	39	24	1 037
Montant	Millions d'USD	960,7	731,1	625,8	1 227,6	737,3	17 106,3
Dons approuvés							
Nombre		90	63	64	70	53	2 738
Montant	Millions d'USD	71,5	50,0	50,6	73,6	56,9	1 100,6
Fonds fiduciaire de l'ASAP							
Nombre		1	10	10	15	5	41
Montant	Millions d'USD	4,9	103,0	83,0	94,1	29,0	314,0
Total des opérations de prêt et de don du FIDA	Millions d'USD	1 037,1	884,1	759,4	1 395,3	823,2	18 520,9
Cofinancement	Millions d'USD	420,3	329,8	238,4	1 063,6	164,1	11 328,9
Multilatéral		153,3	207,1	128,0	861,7	103,2	8 622,8
Bilatéral		183,0	87,8	4,5	21,2	34,1	1 783,4
ONG		3,5	-	0,9	-	4,0	56,0
Autres ^e		80,5	34,9	104,9	180,7	22,9	866,7
Contributions des pays	Millions d'USD	599,5	552,7	601,0	925,5	411,8	14 731,9
Coût total des programmes et projets^f	Millions d'USD	2 003,0	1 720,2	1 552,9	3 319,7	1 350,8	43 602,8
Programmes et projets							
Nombre de programmes et projets en cours d'exécution		256	241	224	231	211	-
Nombre de programmes et projets achevés		21	43	45	29	36	795
Nombre de programmes et projets approuvés dus à l'initiative du FIDA		32	24	26	36	23	869
Nombre de pays ou territoires bénéficiaires (portefeuille en cours)		99	98	99	98	97	-
Décaissement de prêts	Millions d'USD	534,5	482,6	484,7	486,6	539,3	10 428,4
Décaissements de dons au titre du CSD	Millions d'USD	118,6	142,6	157,4	125,6	123,9	805,9
Remboursements de prêts^g	Millions d'USD	267,5	261,1	271,3	320,8	299,3	5 688,8
États membres et administration							
États membres – en fin de période		167	169	172	173	176	-
Cadre organique – en fin de période ^{h, i}		312	321	344	364	379	-

Sources: Système de projets d'investissement et de dons, états financiers du FIDA pour les exercices 1978 à 2016, et système comptable du FIDA.

^a Les prêts du FIDA et les dons consentis par le FIDA au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) en faveur de programmes et projets d'investissement sont libellés en droits de tirage spéciaux (DTS). Pour faciliter la lecture, les montants indiqués dans les tableaux et graphiques sont exprimés en équivalents USD, tels qu'ils figurent dans le rapport du Président approuvé par le Conseil d'administration pour chaque programme ou projet. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Les chiffres relatifs aux exercices 1986 à 1995 comprennent le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

^c Les programmes et projets intégralement annulés et ceux financés au titre du Mécanisme de financement du développement des programmes ne sont pas pris en compte.

^d Le Programme d'appui à la commercialisation de la production paysanne (Sierra Leone) approuvé en 2011 est supervisé par le FIDA et entièrement financé par un don du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire; il est compté dans les programmes et projets, mais ne bénéficie d'aucun financement de la part du FIDA.

^e Ce montant comprend les "paniers de financement" et autres dispositifs de financement analogues, les fonds provenant du secteur privé et des financements restant à confirmer à la date de l'approbation du Conseil d'administration.

^f Ce montant comprend les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Les dons ne se rapportant pas à des projets ne sont pas pris en compte.

^g Les remboursements de prêts concernent les remboursements au titre du principal et incluent les remboursements au nom des pays bénéficiant de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE).

^h Postes approuvés (les postes de Président et de Vice-Président ne sont pas compris).

ⁱ Comprend les administrateurs recrutés sur le plan national dans les bureaux de pays.

renforcement de son efficacité institutionnelle, avec pour compléments des améliorations dans la gestion des ressources humaines et des gains d'efficacité dans les systèmes des TIC et dans l'information et la gestion financières.

Au 31 décembre 2016, 100 pays avaient annoncé des contributions au titre de FIDA10 pour un montant total de 1,127 milliard d'USD. Les instruments de contribution déposés (y compris les versements non assortis du dépôt d'un instrument de contribution) s'élevaient à 906 millions d'USD, soit 80% du montant total des annonces de contribution. À la même date, les parts de compensation reçues au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) s'élevaient à 2,9 millions d'USD, tandis que la compensation globale au titre du CSD s'élevait approximativement à 3,4 millions d'USD, laissant un déficit d'environ 0,5 million d'USD.

Mobilisation de ressources additionnelles

L'Initiative de mobilisation de ressources additionnelles lancée par le FIDA offre une orientation stratégique pour l'exploration de nouvelles possibilités de financement. Le Cadre d'emprunt souverain établi en 2015 a orienté les négociations sur les emprunts souverains entreprises par le FIDA en 2016 pour atteindre l'objectif de 3,2 milliards d'USD fixé pour le programme de prêts et dons de FIDA10.

Sur la base de l'accord-cadre signé en 2015 avec la banque allemande de développement KfW, le FIDA a obtenu une ligne de crédit pouvant aller jusqu'à 400 millions d'EUR pour financer le programme de prêts et dons. En décembre 2016, le troisième accord de prêt individuel, d'un montant de 100 millions d'EUR, a été signé avec la KfW. Également en 2016, nous avons entamé une négociation avec l'Agence française de développement (AFD) pour un prêt de 200 millions d'EUR.

Nouveaux partenariats

Durant l'année, le FIDA a conclu un nouveau mémorandum d'accord avec la Banque européenne d'investissement, signé une déclaration d'intention avec le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ), et renouvelé ses accords de partenariat avec l'Italie et la Suisse. Le Fonds a également lancé le processus de revitalisation des partenariats avec la Banque africaine de développement et la Banque islamique de développement, dans le cadre de tables rondes organisées au siège du FIDA, en septembre et novembre 2016, respectivement.

Durant l'année 2016, le FIDA a travaillé à l'identification et à l'établissement de nouveaux mécanismes stratégiques pour une meilleure participation des fondations philanthropiques en tant que partenaires. Trois nouveaux mécanismes – conçus pour renforcer les capacités du personnel local, stimuler davantage d'innovation et accroître l'engagement aux côtés du secteur privé rural – ont été élaborés et présentés au Conseil d'administration.

Le FIDA a aussi examiné et actualisé sa stratégie de partenariat pour la période de FIDA10 pour faire en sorte que l'accent soit mis sur les partenariats stratégiques nécessaires afin d'atteindre nos buts et objectifs pour la période de FIDA10, et avec une vision axée sur le long terme et le Programme 2030. Comme on a pu le lire dans le RIDE, la performance des partenariats du FIDA s'est considérablement améliorée au cours des dernières années, et l'enquête 2016 auprès des clients a montré que 97% des programmes de pays étaient jugés plutôt satisfaisants ou mieux en matière d'établissement de partenariats.

Fonds supplémentaires

Les fonds supplémentaires sont des ressources apportées sous forme de dons et administrées par le FIDA à la demande de donateurs et au bénéfice des États membres en développement. Ils sont essentiellement affectés au cofinancement d'initiatives de projets spécifiques, d'études ou d'initiatives d'assistance technique, et pour appuyer le programme d'administrateurs auxiliaires du FIDA, conformément aux indications contenues dans l'accord correspondant conclu entre le FIDA et le donateur concerné.

En 2016, le FIDA a signé des accords relatifs à des fonds supplémentaires avec le Danemark, l'Estonie, l'Union européenne, la FAO, le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP), le FEM, l'Allemagne, l'Irlande, le Japon, la République de Corée et les Pays-Bas. On peut citer, parmi les interventions appuyées par ces accords, le cofinancement par le Danemark du Projet du FIDA sur la modernisation de l'agriculture, l'accès aux marchés et la résilience en Géorgie, où l'accent est mis en particulier sur les interventions concernant l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes ruraux; l'appui apporté par le Japon pour combler le fossé entre l'aide humanitaire et les actions de développement et contribuer au redressement de la production agricole dans les zones du Libéria touchées par l'épidémie d'Ebola, et pour améliorer les moyens d'existence des personnes déplacées à l'intérieur du pays dans le nord-est du Nigéria, en lien avec les projets d'investissement du FIDA dans ces régions et

en partenariat avec la FAO et Oxfam; et les accords portant sur la fourniture de fonds à l'appui de la mise en œuvre de la stratégie 2016-2020 de la Coalition internationale pour l'accès à la terre, signés avec l'Union européenne, l'Allemagne, l'Irlande et les Pays-Bas au nom de la Coalition.

La plus grande partie de ces nouveaux fonds supplémentaires se rapporte à sept nouveaux dons du FEM entièrement approuvés en 2016, appuyant les activités d'intégration du climat et de l'environnement dans les programmes d'investissement du FIDA; et aux fonds reçus du GAFSP pour financer des interventions en rapport avec la nutrition en République démocratique populaire lao, et pour entreprendre la conception d'initiatives relatives au chaînon manquant pour le Mali et l'Afrique orientale.

Le FIDA a mobilisé au total 93,3 millions d'USD de fonds supplémentaires durant l'année, et a reçu

101,1 millions d'USD au titre de ces accords et d'autres accords en vigueur, constituant une contribution significative à ses objectifs de cofinancement, et appuyant les activités hors prêts du FIDA et sa contribution à l'élaboration des politiques à l'échelle mondiale. Le tableau 3 présente les fonds supplémentaires reçus au cours de l'année 2016.

Portefeuille en cours

La valeur des investissements du FIDA dans son portefeuille de programmes et projets en cours dans les zones rurales était en 2016 de 6,0 milliards d'USD (tableau 4). À la fin de l'année, on comptait dans les diverses régions du monde 211 programmes et projets en cours, financés par le FIDA en partenariat avec 97 gouvernements bénéficiaires (voir la carte et le graphique à l'intérieur de la couverture). Les cofinancements externes et les fonds provenant de

TABLEAU 3
Tableau récapitulatif des fonds supplémentaires reçus en 2016
Montants en millions d'USD^a

Donateur	Programme d'administrateurs auxiliaires	Cofinancement (hors cofinancements parallèles)	Études thématiques et assistance technique	Total
Union européenne	-	12,4	34,9	47,3
FAO	-	0,4	0,2	0,6
Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires (RWEE) – Norvège, Suède	-	-	0,3	0,3
Groupe des Nations Unies pour l'évaluation	-	-	0,02	0,02
GAFSP	-	9,1	-	9,1
FEM	-	15,1	-	15,1
Canada	-	3,6	-	3,6
Danemark	-	6,2	-	6,2
Estonie	-	-	0,05	0,05
Finlande	0,2	-	-	0,2
France	-	-	1,1	1,1
Allemagne	0,3	-	0,7	1,0
Gouvernement de la Flandre	-	1,1	-	1,1
Irlande	-	-	1,1	1,1
Italie	0,2	3,7	-	3,9
Japon	-	2,1	-	2,1
Luxembourg	-	-	0,5	0,5
Pays-Bas	0,8	1,4	3,0	5,2
République de Corée	-	1,2	0,8	2,0
Suisse	0,5	-	0,3	0,8
Total^b	1,9	56,3	42,9	101,1

Source: Systèmes financiers du FIDA.

^a Les montants reçus dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis sont convertis au taux de change en vigueur au 31 décembre 2016.

^b Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GAFSP = Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire; FEM = Fonds pour l'environnement mondial; RWEE = Autonomisation économique des femmes rurales.

sources nationales pour le portefeuille en cours se sont élevés à 7,3 milliards d'USD, portant à 13,4 milliards d'USD la valeur totale de ces programmes et projets.

Le portefeuille en cours d'opérations financées par des dons s'élevait, à la fin 2016, à 196,3 millions d'USD, avec 177 dons en cours d'exécution dans 134 pays. Les dons autonomes du FIDA appuient la recherche, l'innovation, le changement institutionnel et les technologies utiles aux pauvres. Ils sont étroitement liés à nos programmes de pays et apportent souvent un appui à l'établissement de liaisons entre différentes initiatives conduites dans un même pays. Les bénéficiaires des dons sont notamment des organismes de recherche, des centres d'excellence actifs dans le domaine de la réduction de la pauvreté rurale, des ONG, des gouvernements et des organisations du secteur privé et de la société civile. (Vous trouverez à la page 77 davantage d'informations sur le programme de dons du FIDA, ainsi que des récits recueillis sur le terrain sur la clé USB.)

Cofinancement des programmes et projets appuyés par le FIDA

Le cofinancement de nos partenaires a un effet multiplicateur sur la valeur des interventions de développement que nous appuyons. Il comprend les ressources apportées par les donateurs bilatéraux et multilatéraux, et les contributions nationales provenant des gouvernements bénéficiaires ainsi que des femmes et des hommes qui participent aux projets.

De nombreux facteurs externes influent sur les niveaux de cofinancement, qui peuvent varier considérablement d'une année à l'autre. En 2016, les contributions nationales ont représenté 71,5% du cofinancement approuvé pour des nouveaux programmes et projets, et ont atteint au total 411,8 millions d'USD (tableau 2 et graphique 7).

Le graphique 8 présente la liste des 15 principaux cofinanceurs multilatéraux contribuant, à ce jour, aux programmes et projets dus à l'initiative du FIDA. Le Fonds de l'OPEP pour le développement international, la Banque africaine de développement, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (du groupe de la Banque mondiale) et le Fonds arabe de développement économique et social occupent les premières places

de ce classement et représentent, ensemble, plus de 50% des 3,1 milliards d'USD du montant total du cofinancement multilatéral.

Le graphique 9 présente un classement des donateurs bilatéraux contribuant aux programmes et projets dus à l'initiative du FIDA; l'Espagne, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique y occupent les premières places. Ensemble, ces pays ont fourni plus de 70% du cofinancement bilatéral total aux projets dus à l'initiative du FIDA, soit 1,1 milliard d'USD depuis le début de nos activités en 1978.

Financement en faveur de pays et régions prioritaires

Le FIDA continue de privilégier l'aide aux pays les moins avancés et à ceux dont la sécurité alimentaire n'est pas assurée. Sur le total des financements accordés à des programmes et projets en 2016, 54% étaient destinés à des pays classés par la FAO dans la catégorie des pays à faible revenu et à déficit vivrier, et 39% à des pays placés par l'Organisation des Nations Unies dans la catégorie des pays les moins avancés. Pour ce qui concerne la répartition régionale, les pays d'Afrique subsaharienne ont reçu plus de 42% des nouveaux financements pour les programmes et projets en 2016. Le tableau 6 présente le financement par région du FIDA depuis 1978.

Financement par secteur

Le graphique 11 montre la répartition par secteur du financement de notre portefeuille actuel. Un tiers environ des fonds du portefeuille va à l'appui de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles, donnant aux petits agriculteurs les moyens d'accroître leur productivité et de gérer les ressources naturelles essentielles de manière plus durable et plus efficiente. Environ 16% des fonds investis dans le portefeuille en cours appuient les activités de renforcement des marchés et de l'infrastructure connexe, facteurs essentiels pour que les agriculteurs pauvres puissent être intégrés aux marchés et obtenir un revenu décent de leur production. La finance rurale représente 12% des fonds investis et permet aux femmes et aux hommes des zones rurales d'utiliser des services financiers tels que le crédit, l'épargne et l'assurance afin de renforcer leurs entreprises et de gérer les risques.

TABLEAU 4
Portefeuille de programmes et projets en cours par région^a
 À la fin décembre 2016

Région	Nombre de programmes et projets	Financement du FIDA ^b (millions d'USD)
Afrique de l'Ouest et du Centre	41	1 244,4
Afrique orientale et australe	44	1 471,0
Asie et Pacifique	61	2 052,5
Amérique latine et Caraïbes	31	511,2
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	34	754,2
Total^c	211	6 033,3

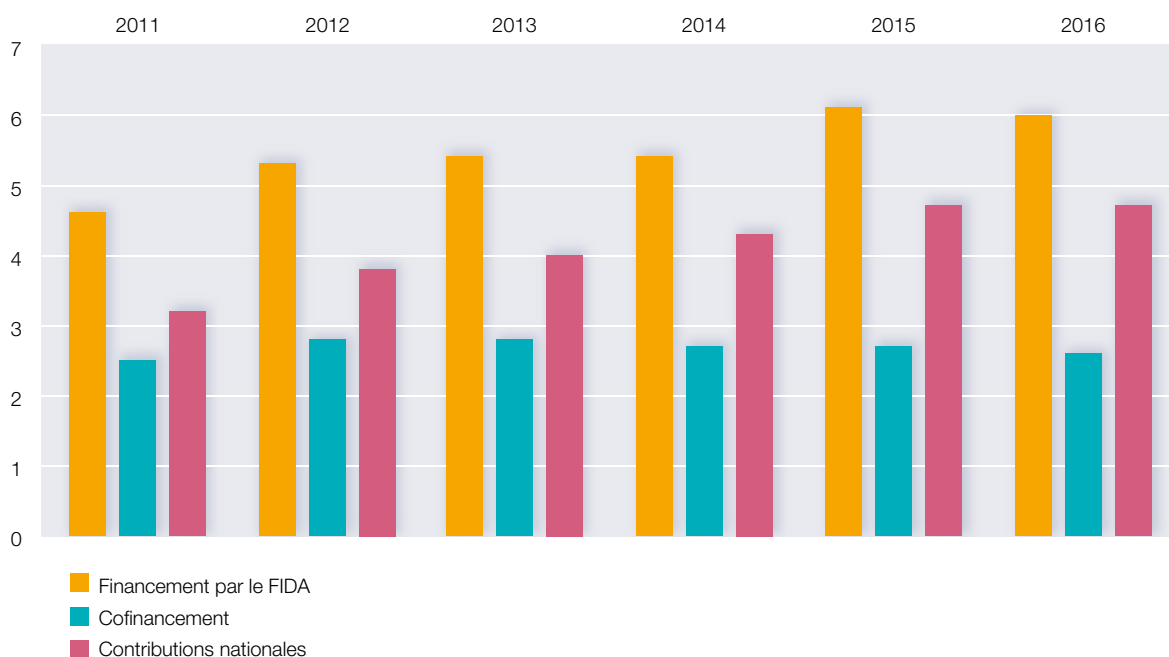
Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Dans le portefeuille en cours figurent les programmes et projets approuvés, entrés en vigueur, et pas encore achevés.

^b Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts, les dons au titre du CSD et les dons spécifiques à un pays pour des projets d'investissement. Les dons sans rapport avec les programmes et projets ne sont pas inclus.

^c Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 6
Portefeuille en cours du FIDA, 2011-2016
 Montants en milliards d'USD



Répartition du financement des programmes et projets en fonction des instruments et des conditions de prêt

Les prêts assortis de conditions particulièrement favorables continuent de représenter la plus grande partie des financements destinés aux programmes et projets d'investissement (tableau 7). Environ 40% des nouveaux financements approuvés au cours de l'année ont été accordés sous forme de prêts assortis de conditions particulièrement favorables – pour un montant total de 291,9 millions d'USD. Les prêts à des conditions ordinaires représentent 24,5% du total; viennent ensuite les prêts à des conditions mixtes, avec 21,6%, et les dons au titre du CSD, avec 14,3% (graphique 12).

En proportion de la valeur cumulée du portefeuille de financements du FIDA depuis 1978, les prêts assortis de conditions particulièrement favorables et

les dons au titre du CSD représentent environ 72% du total, soit une part largement supérieure à l'objectif de deux tiers fixé dans les Principes et critères du FIDA en matière de prêts. Le tableau 8 indique la répartition des investissements en fonction des conditions de financement et par région.

Décaissements

Les décaissements au titre des prêts du FIDA et des dons au titre du CSD ont atteint en 2016 663,2 millions d'USD (tableaux 9 et 10). Au cours de la période 1979-2016, les décaissements au titre des prêts relevant du programme ordinaire se sont élevés en valeur cumulée à 10 428,4 millions d'USD, soit 74% des engagements effectifs à la fin de 2016 (tableau 11). À la fin de 2015, les décaissements s'élevaient à 9 889,1 millions d'USD, soit également 74% des engagements effectifs.

TABLEAU 5
Financement des programmes et projets appuyés par le FIDA, 1978-2016
Montants en millions d'USD

	1978-2006	2007-2009	2010-2012	2013-2015	2016	1978-2016
FIDA ^a	9 431,9	1 735,9	2 717,5	2 881,8	774,9	17 542,0
Cofinancement ^b	7 061,7	1 027,3	1 437,0	1 638,8	164,1	11 328,9
Contributions nationales	8 985,2	918,8	2 336,8	2 079,2	411,8	14 731,9
Total^{c, d}	25 478,8	3 682,1	6 491,3	6 599,8	1 350,8	43 602,8
Nombre de programmes et projets ^e	730	94	99	90	24	1 037

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts, les dons au titre du CSD, et les dons spécifiques à un pays.

^b Ces chiffres prennent en compte les cofinancements restant à confirmer à la date d'approbation de l'opération par le Conseil d'administration.

^c Le montant total peut inclure un financement additionnel pour des programmes et projets précédemment approuvés.

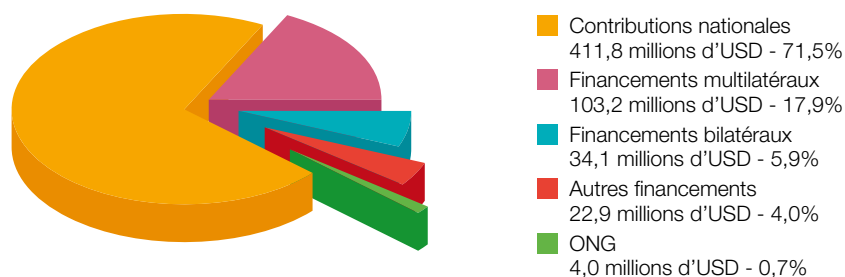
^d Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^e Les programmes et projets intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

¹ Les prêts accordés par le FIDA peuvent être assortis de cinq types de conditions: conditions particulièrement favorables (pas d'intérêt, mais une commission de service de 0,75% et une durée de remboursement de 40 ans); conditions durcies (pas d'intérêt, mais une commission de service de 0,75% et une durée de remboursement de 20 ans); conditions intermédiaires (taux d'intérêt variable équivalant à 50% du taux de référence et durée de remboursement de 20 ans); conditions ordinaires (taux d'intérêt variable égal au taux de référence et durée de remboursement de 15 à 18 ans); et conditions mixtes (pas d'intérêt mais une commission de service de 0,75% l'an plus une marge et une durée de remboursement supérieure à 20 ans).

GRAPHIQUE 7**Cofinancement des programmes et projets appuyés par le FIDA, 2016**

Sur un montant total de 576,0 millions d'USD



Source: Système de projets d'investissement et de dons.

TABLEAU 6**Financement du FIDA pour les programmes et projets par région, 1978-2016^{a, b}**

Montants en millions d'USD

	1978-2006	2007-2009	2010-2012	2013-2015	2016	1978-2016
Afrique de l'Ouest et du Centre						
Montant total	1 660,8	265,4	592,3	587,1	76,5	3 182,1
Nombre de projets et programmes	162	20	21	18	1	222
Afrique orientale et australe						
Montant total	1 683,6	447,5	619,9	669,0	232,9	3 653,0
Nombre de projets et programmes	135	20	17	16	5	193
Asie et Pacifique						
Montant total	3 031,8	573,6	859,3	1 048,9	184,2	5 697,7
Nombre de projets et programmes	182	22	26	28	5	263
Amérique latine et Caraïbes						
Montant total	1 476,2	193,7	272,2	227,7	142,1	2 312,0
Nombre de projets et programmes	124	15	17	13	8	177
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe						
Montant total	1 579,5	255,8	373,8	349,2	139,1	2 697,3
Nombre de projets et programmes	127	17	18	15	5	182
Montant total du financement du FIDA^c	9 431,9	1 735,9	2 717,5	2 881,8	774,9	17 542,0
Nombre total de programmes et projets^d	730	94	99	90	24	1 037

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Le financement pour les programmes et projets comprend les prêts, les dons au titre du CSD et les dons spécifiques à un pays pour des projets d'investissement.

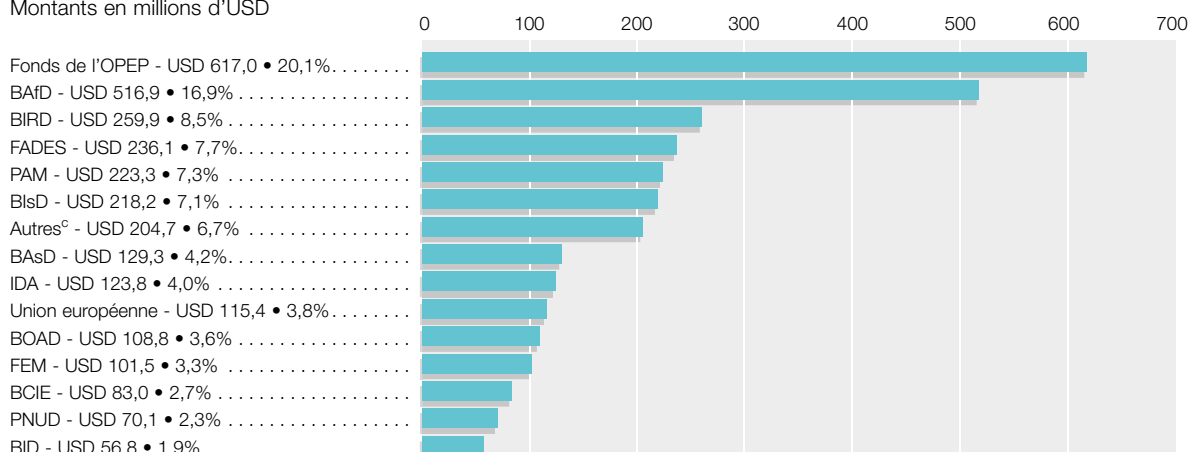
^b Le montant total peut inclure un financement additionnel pour des programmes et projets précédemment approuvés.

^c Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^d Les programmes et projets intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

GRAPHIQUE 8
Cofinancement par des donateurs multilatéraux des programmes et projets dus à l'initiative du FIDA, 1978-2016^{a, b}

Montants en millions d'USD



Source: Système de projets d'investissement et de dons.

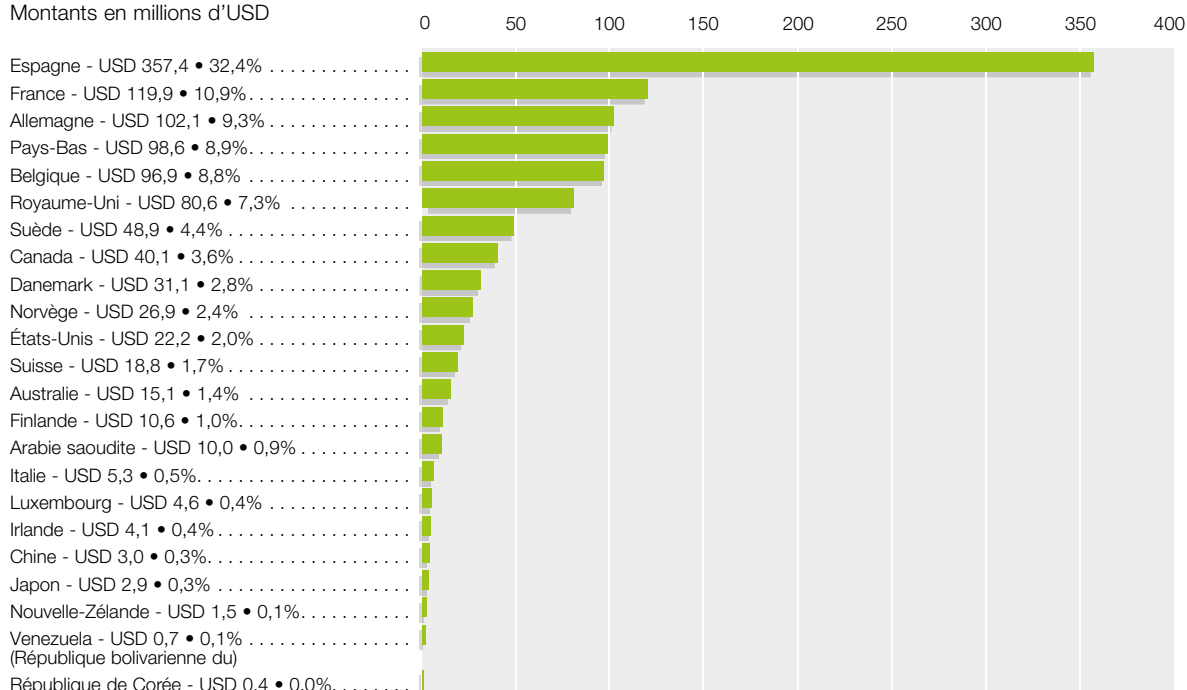
^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet soumis au Conseil d'administration. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Les montants et les pourcentages indiqués ici représentent la part de chaque donateur multilatéral dans le total du cofinancement multilatéral de 3 064,5 millions d'USD. Les chiffres ne prennent pas en compte les participations multilatérales à des financements utilisant un mécanisme de mise en commun de fonds ou autre mécanisme du même ordre.

^b Fonds de l'OPEP = Fonds de l'OPEP pour le développement international; BAfD = Banque africaine de développement; BIRD = Banque internationale pour la reconstruction et le développement; FADES = Fonds arabe de développement économique et social; PAM = Programme alimentaire mondial; BIsD = Banque islamique de développement; BAsD = Banque asiatique de développement; IDA = Association internationale de développement; BOAD = Banque ouest-africaine de développement; FEM = Fonds pour l'environnement mondial; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement; BCIE = Banque centraméricaine d'intégration économique; BID = Banque interaméricaine de développement.

^c On compte parmi les autres cofinanceurs les institutions suivantes: Société andine de développement; Office arabe pour les investissements et le développement agricoles; Fonds AFRICA; Banque arabe pour le développement économique en Afrique; Banque de développement des Caraïbes; Banque d'investissement et de développement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO); Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire; Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture; Société financière internationale; Organisation internationale du Travail; Fonds stratégique pour le climat; Fonds d'équipement des Nations Unies; Fonds des Nations Unies pour l'enfance; Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM, devenu l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes [ONU-Femmes]); Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues; Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues; et Fonds des Nations Unies pour la population.

GRAPHIQUE 9
Cofinancement par des États membres donateurs (bilatéraux) des programmes et projets dus à l'initiative du FIDA, 1978-2016^a

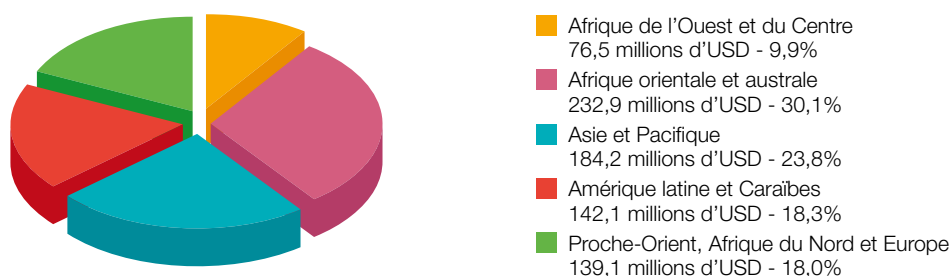
Montants en millions d'USD



Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet soumis au Conseil d'administration. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Les montants et les pourcentages indiqués ici représentent la part de chaque donateur bilatéral dans le total du cofinancement bilatéral de 1 101,7 millions d'USD. Les chiffres ne prennent pas en compte les participations bilatérales à des financements utilisant un mécanisme de mise en commun de fonds ou autre mécanisme du même ordre.

GRAPHIQUE 10
Répartition régionale du financement des programmes et projets du FIDA approuvés en 2016^a
 Sur un montant total de 774,9 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 11
Financement du portefeuille actuel du FIDA par secteur (fin 2016)

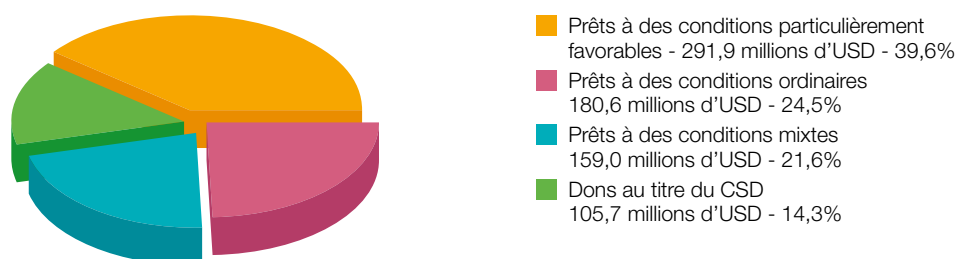


Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Le secteur de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles comprend l'irrigation, les parcours, la pêche, la recherche, la vulgarisation et la formation.

^b Les autres secteurs comprennent la communication, la culture et le patrimoine, l'atténuation des effets des catastrophes, la production d'énergie, le suivi-évaluation, la gestion et la coordination, et la gestion des situations d'après-crise.

GRAPHIQUE 12
Prêts du FIDA par conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 2016^a
 Sur un montant total de 737,3 millions d'USD



Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils incluent les prêts au titre du programme ordinaire ainsi que les prêts au titre du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD.

Gestion des liquidités, des flux de trésorerie et des politiques financières du FIDA

Le FIDA gère des liquidités et des investissements d'une valeur totale de 1,8 milliard d'USD: 1,3 milliard d'USD au titre du programme ordinaire et 0,5 milliard d'USD pour les programmes supplémentaires et les fonds d'affectation spéciale. En 2016, les investissements gérés en interne ont augmenté, passant de 0,9 milliard d'USD à 1,0 milliard d'USD, représentant 53% du total des fonds gérés. Ce montant inclut tous les fonds supplémentaires et les fonds empruntés ainsi qu'une partie des ressources ordinaires.

En 2016, le volume des mouvements de trésorerie s'est élevé à 6,0 milliards d'USD. On a observé une augmentation notable des mouvements de trésorerie

relatifs au programme ordinaire du FIDA, qui ont atteint 4,7 milliards d'USD (3,8 milliards d'USD en 2015), tandis que les transactions ne relevant pas du programme ordinaire diminuaient considérablement, passant de 3,0 milliards d'USD en 2015 à 1,3 milliard d'USD en 2016. Cette augmentation des mouvements de trésorerie relevant du programme ordinaire résulte d'une gestion interne plus active des placements.

Le FIDA a renforcé sa gestion du risque opérationnel en améliorant la sécurité du processus de paiement et en modernisant deux importants systèmes financiers utilisés pour la planification des ressources de l'organisation. On a veillé tout particulièrement à ce que l'exécution des transactions du FIDA soit conforme aux réglementations internes et externes. La gestion de la trésorerie a également été

TABLEAU 7
Récapitulatif des prêts du FIDA par conditions de prêt, et des dons au titre du CSD, 1978-2016^a
Montants en millions d'USD

	1978-2006	2007-2009	2010-2012	2013-2015	2016	1978-2016
Dons au titre du CSD						
Montant	-	401,5	680,7	457,0	105,7	1 644,9
Nombre de dons	-	43	50	33	8	134
Prêts à des conditions particulièrement favorables						
Montant	6 825,8	948,6	1 315,4	1 283,9	291,9	10 665,6
Nombre de prêts	545	55	61	62	11	734
Prêts à des conditions durcies						
Montant	-	8,5	50,6	-	-	59,1
Nombre de prêts	-	1	4	-	-	5
Prêts à des conditions intermédiaires						
Montant	1 605,8	171,4	197,4	-	-	1 974,7
Nombre de prêts	133	9	6	-	-	148
Prêts à des conditions mixtes						
Montant	-	-	-	249,5	159,0	408,5
Nombre de prêts	-	-	-	13	7	20
Prêts à des conditions ordinaires						
Montant	950,8	186,5	441,5	594,0	180,6	2 353,4
Nombre de prêts	69	17	24	25	9	144
Montant total	9 382,4	1 716,6	2 685,6	2 584,4	737,3	17 106,3
Nombre total de prêts et de dons au titre du CSD^{b, c}	747	125	145	133	35	1 185

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts au titre du programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD, ainsi qu'un prêt à des conditions particulièrement favorables approuvé en 2005 en faveur de l'Indonésie et financé par le produit inutilisé d'un prêt à des conditions intermédiaires approuvé en 1997. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Un programme ou projet peut être financé par plus d'un prêt ou don au titre du CSD, ce qui explique que le nombre de prêts et de dons au titre du CSD ne correspond pas nécessairement à celui des programmes et projets figurant dans d'autres tableaux.

^c Les prêts intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

améliorée par le biais d'une révision de la structure du portefeuille et d'une rationalisation du processus de réapprovisionnement des comptes opérationnels.

Compte tenu de l'évolution de la structure des ressources du FIDA, la gestion du portefeuille et des liquidités, la capacité de prévision des flux de trésorerie et les processus de surveillance ont également été renforcés afin d'améliorer l'appui à la gestion fiduciaire des ressources empruntées et de garantir la durabilité à long terme des flux de trésorerie du Fonds. Des recommandations ont été intégrées à l'examen annuel de l'Exposé de la Politique de placement, qui a été approuvé par le Conseil d'administration à sa session de décembre. Dans ce contexte, l'organisation a restructuré son modèle financier pour consolider les flux de trésorerie

provenant de diverses sources de financement et renforcer l'élaboration de scénarios et de projections.

Le FIDA continue de jouer un rôle de chef de file dans les initiatives prises à l'échelle du système des Nations Unies en vue d'optimiser l'efficacité opérationnelle des services de trésorerie, et copréside depuis 2008 le Groupe de travail du Réseau finances et budget sur les services de trésorerie communs. Le FIDA héberge également un site web spécialisé, principale plateforme d'interaction entre ces services. La rencontre annuelle entre les membres du groupe a été présidée en 2016 par le FIDA et a été accueillie à Copenhague par le Programme des Nations Unies pour le développement, en présence de représentants de 30 entités des Nations Unies.

TABLEAU 8
Récapitulatif des prêts du FIDA par conditions de prêt et des dons au titre du CSD, par région, 1978-2016^a
Montants en millions d'USD

	Afrique de l'Ouest et du Centre	Afrique orientale et australe	Asie et Pacifique	Amérique latine et Caraïbes	Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	Total
Dons au titre du CSD						
Montant	596,8	483,2	296,7	51,2	217,1	1 644,9
Nombre de dons	45	33	25	9	22	134
Prêts à des conditions particulièrement favorables						
Montant	2 348,1	2 923,1	3 970,9	431,9	991,7	10 665,6
Nombre de prêts	209	181	215	42	87	734
Prêts à des conditions durcies						
Montant	-	-	-	-	59,1	59,1
Nombre de prêts	-	-	-	-	5	5
Prêts à des conditions intermédiaires						
Montant	105,2	108,9	607,5	488,0	665,0	1 974,7
Nombre de prêts	11	11	35	51	40	148
Prêts à des conditions mixtes						
Montant	7,7	11,1	277,4	40,1	72,2	408,5
Nombre de prêts	1	1	8	4	6	20
Prêts à des conditions ordinaires						
Montant	21,3	23,3	450,2	1 258,0	600,6	2 353,4
Nombre de prêts	3	5	11	86	39	144
Montant total	3 079,1	3 549,6	5 602,6	2 269,3	2 605,7	17 106,3
Pourcentage du total des prêts du FIDA et des dons au titre du CSD	18	21	33	13	15	100
Nombre total de prêts^{b, c} et de dons au titre du CSD	269	231	294	192	199	1 185

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts au titre du programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD ainsi qu'un prêt à des conditions particulièrement favorables approuvé en 2005 en faveur de l'Indonésie et financé par le produit inutilisé d'un prêt à des conditions intermédiaires approuvé en 1997. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Un programme ou projet peut être financé par plus d'un prêt ou don au titre du CSD, ce qui explique que le nombre de prêts et de dons au titre du CSD ne correspond pas nécessairement à celui des programmes et projets figurant dans d'autres tableaux.

^c Les prêts intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

Approche et soutien du FIDA en matière d'allègement de la dette et de gestion de la dette

L'allègement de la dette et la gestion de la dette apportent une importante contribution à la réduction de la pauvreté. Au cours de l'année 2016, nous avons poursuivi notre soutien total au travail mené, au niveau international, pour chercher à résoudre le problème de la dette actuelle des pays pauvres, par le biais de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE). Nous avons aussi continué à utiliser notre Cadre pour la soutenabilité de la dette afin de faire en sorte que les pays vulnérables n'accumulent pas, à l'avenir, une nouvelle dette.

Depuis le lancement de l'Initiative PPTE, de nombreux pays ont sensiblement progressé sur la

voie de l'accès à l'allègement de la dette. Plus de 92% des pays répondant aux conditions requises (35 pays sur 38) ont atteint le point d'achèvement – stade auquel ils obtiennent une réduction complète et irrévocable de leur dette. Au total, nos engagements représentent à ce jour un allègement du service de la dette d'environ 622 millions d'USD en valeur nominale. Au 31 décembre 2016, le FIDA avait accordé aux 35 pays parvenus au point d'achèvement des allègements de dette d'un montant total de 445,1 millions d'USD en valeur nominale.

Au cours de l'année 2016, les dons au titre du CSD ont représenté 14,3% de la valeur totale des financements approuvés pour des programmes et projets d'investissement (graphique 12). Huit dons ont été approuvés pour un montant total de 105,7 millions d'USD (tableau 7).

TABLEAU 9
Montant annuel des décaissements de prêts au titre du programme ordinaire, par région, 1979-2016^a
Montants en millions d'USD

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	1979-2016
Afrique de l'Ouest et du Centre	61,8	64,4	66,8	66,0	74,4	94,2	74,8	82,3	81,0	80,6	1 550,8
Afrique orientale et australe	84,6	82,6	103,4	96,5	102,5	139,0	134,4	98,9	99,2	111,9	1 963,5
Asie et Pacifique	122,0	99,1	129,2	158,0	230,7	172,2	148,0	180,6	201,5	230,7	3 681,1
Amérique latine et Caraïbes	63,4	79,1	61,6	64,0	72,9	65,7	54,2	63,5	51,2	62,9	1 551,1
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	66,9	98,9	76,5	73,0	69,1	63,4	71,2	59,4	53,7	53,2	1 681,9
Total^b	398,7	424,1	437,5	457,5	549,6	534,5	482,6	484,7	486,6	539,3	10 428,4

Source: Système prêts et dons.

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

^b Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 10
Montant annuel des décaissements de dons au titre du CSD, par région, 2007-2016
Montants en millions d'USD

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2007-2016
Afrique de l'Ouest et du Centre	-	0,9	1,9	9,1	23,8	36,7	49,2	46,9	42,1	36,4	247,1
Afrique orientale et australe	1,0	3,6	5,7	15,9	25,1	38,5	40,4	54,3	31,7	33,1	249,3
Asie et Pacifique	1,0	1,7	3,9	6,8	11,6	21,0	22,9	31,8	23,9	27,5	152,1
Amérique latine et Caraïbes	-	-	0,6	0,9	3,4	6,6	6,2	6,3	5,2	3,8	33,0
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	-	0,1	1,6	6,7	12,4	15,8	23,9	18,1	22,7	23,1	124,3
Dons au niveau mondial	-	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	0,1
Total^a	2,0	6,5	13,7	39,4	76,3	118,6	142,6	157,4	125,6	123,9	805,9

Source: Système prêts et dons.

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 11**Décaissements de prêts au titre du programme ordinaire, par région et par conditions de prêt, 1979-2016^a**

Montants en millions d'USD

	Particulièrement favorables	Intermédiaires ^b	Ordinaires	Durcies	Total
Afrique de l'Ouest et du Centre					
Montant	1 472,9	60,3	17,6	-	1 550,8
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	76	89	97	-	77
Afrique orientale et australe					
Montant	1 856,2	102,1	5,2	-	1 963,5
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	71	91	23	-	72
Asie et Pacifique					
Montant	3 058,2	479,8	143,1	-	3 681,1
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	84	56	29	-	73
Amérique latine et Caraïbes					
Montant	390,2	419,7	741,2	-	1 551,1
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	89	88	63	-	74
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe					
Montant	906,6	462,5	282,1	30,7	1 681,9
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	92	74	48	66	75
Montant total	7 684,1	1 524,4	1 189,2	30,7	10 428,4
Pourcentage total de l'engagement effectif sous forme de prêts	80	71	51	66	74

Source: Système prêts et dons.

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, ni les financements sous forme de dons au titre du CSD.

^b La catégorie "Conditions intermédiaires" inclut les prêts à des conditions mixtes.

Une femme traite et conditionne, sur son exploitation d'Ikorodu, à Lagos, des silures qu'elle vendra dans les États voisins. >
Nigéria: Programme de renforcement des institutions financières rurales

©FIDA/Andrew Esiebo/Panos



Récompenses

En 2016, le Président du FIDA, M. Kanayo F. Nwanze, a été honoré pour les progrès significatifs réalisés dans la promotion du développement agricole et rural. Tout particulièrement, le Prix de l'alimentation en Afrique, attribué pour la toute première fois, a été décerné à M. Nwanze; cette importante récompense distingue les personnes ou les institutions à la tête de l'action pour transformer l'agriculture en Afrique. Le Comité du Prix de l'alimentation en Afrique a choisi M. Nwanze pour son leadership exceptionnel et son plaidoyer passionné pour que les petits exploitants agricoles africains soient placés au centre du programme agricole mondial.

M. Nwanze a également été reconnu pour l'action menée en vue de réorienter les interventions du FIDA afin que la petite exploitation agricole devienne davantage une entreprise viable, et également afin d'élargir la présence du FIDA dans les pays en développement pour accroître l'efficacité de

l'organisation. Le prix salue aussi le courage dont a fait preuve M. Nwanze en rappelant aux dirigeants africains qu'ils ne doivent pas se limiter à promettre le développement et le changement, mais qu'ils doivent aussi réaliser leur promesse. Cette récompense a été remise à M. Nwanze au mois de septembre, au cours du Forum sur la révolution verte en Afrique, à Nairobi.

Les gouvernements de plusieurs États membres ont aussi rendu hommage aux réalisations de M. Nwanze en tant que Président du FIDA. En juillet, il a été nommé Officier de l'Ordre du mérite du Niger en reconnaissance des 30 années de partenariat entre le Niger et le FIDA. En août, à l'occasion d'une visite au Sénégal, le Président Macky Sall a conféré à M. Nwanze la plus haute distinction nationale pour un étranger, celle de Grand Chancelier de l'Ordre national du lion.



Les membres du personnel récompensés en 2016, autour du Président du FIDA (de gauche à droite): Matteo Giacobbe, Maurizio Georgieff, Stefano Ventimiglia, Sarah Mirmotahari, James Heer, Ndaya Beltchika, Kanayo F. Nwanze, Chitra Achyut Deshpande, Henning Pedersen, Domenico Passafaro, Bruce Murphy, Karen Zagor, Michael Hamp et Francesco Rispoli.

Récompenses du personnel

Chaque année, les membres du personnel sont invités à proposer les noms de collègues dont ils estiment qu'ils méritent une reconnaissance spéciale pour leur leadership, leurs contributions innovantes, leurs réalisations extraordinaires et leur engagement en faveur des valeurs fondamentales du FIDA. Ce sont les collègues qui, de par leurs actions et leur conduite, nous inspirent par leur dévouement, leur enthousiasme et leur réflexion créatrice. Les récompenses du personnel pour 2016 ont été remises lors d'une cérémonie tenue au mois de décembre, en même temps que les récompenses dans la catégorie "reconnaissance présidentielle".

Leadership

Chitra Achyut Deshpande
James Heer

Projet novateur/initiative extraordinaire

Domenico Passafaro
*Équipe chargée du Projet de finance rurale et
d'amélioration communautaire en Sierra Leone*
Charlotte Basciu Marini
Ndaya Beltchika
Susan Brown
Kelly Feenan
Mariatu Kamara
Thokozile Theodora Newman
Francesco Rispoli

Facilitation du changement

Sarah Mirmotahari
Stefano Ventimiglia

Valeurs fondamentales du FIDA

Maurizio Georgieff
Matteo Giacobbe
Michael Hamp
Henning Pedersen

Reconnaissance présidentielle

Bruce Murphy
Karen Zagor

RÉSUMÉ DES PROGRAMMES, PROJETS ET DONNS APPROUVÉS EN 2016

Programmes et projets

Afrique de l'Ouest et du Centre

MAURITANIE: Projet de développement de filières inclusives

Un précédent projet appuyé par le FIDA en Mauritanie a montré que l'accès aux marchés améliore la sécurité alimentaire des populations pauvres. Il a identifié des filières favorables aux pauvres et présentant un fort potentiel nutritif, dans lesquelles les populations vulnérables et les femmes en particulier peuvent bénéficier ainsi de la valeur ajoutée créée par des partenariats avec le secteur privé. Ce projet fera franchir une étape supplémentaire à cette observation en faisant participer les populations rurales pauvres à des filières résilientes et rentables. Il identifiera des points d'entrée dans les marchés et analysera la demande avant d'appuyer des augmentations de la production. Il fera également entrer les populations rurales dans le système bancaire, formalisera les échanges commerciaux, favorisera les contrats entre acteurs des filières et facilitera les partenariats, en particulier les partenariats public-privé-producteurs dont les petits agriculteurs tireront des avantages.

Montant approuvé du don du FIDA: 10,8 millions de DTS (équivalant approximativement à 15,0 millions d'USD)

Montant approuvé du don de l'ASAP: 4,3 millions de DTS (équivalant approximativement à 6,0 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 45,2 millions d'USD, dont 5 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 2,2 millions d'USD par les bénéficiaires et 2,0 millions d'USD par le secteur privé

Nombre approximatif de personnes concernées: 42 600 bénéficiaires directs

Supervision directe par le FIDA

Afrique orientale et australe

ÉRYTHRÉE: Programme de gestion des ressources halieutiques

L'Érythrée possède des ressources marines et halieutiques abondantes et relativement sous-exploitées, et ce programme appuiera les initiatives ayant pour objectif une exploitation de ces ressources de façon durable pour améliorer les moyens d'existence des communautés côtières. L'initiative appuiera la création de l'infrastructure et des technologies nécessaires aux opérations de production et d'après récolte, de commercialisation et de consommation. Elle renforcera aussi les capacités entrepreneuriales des coopératives et veillera à ce qu'elles aient accès aux intrants nécessaires pour entreprendre des activités économiquement viables et durables en rapport avec le poisson. Le groupe cible comprend des artisans-pêcheurs et des petits exploitants ruraux intéressés par une participation à la filière des pêches continentales, ainsi que des jeunes entrepreneurs (pêcheurs et non pêcheurs) désireux de répondre à une demande du marché de produits et de services de la pêche. Les femmes représenteront au moins 30% des bénéficiaires du programme, et l'initiative ciblera également des soldats démobilisés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Montant approuvé du don du FIDA: 10,7 millions de DTS (équivalant approximativement à 15,0 millions d'USD)

Coût total du programme: estimé à 32,1 millions d'USD, dont 1,4 million d'USD seront apportés par le gouvernement national et 1,4 millions d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 6,0 millions d'USD par la République fédérale d'Allemagne, 7,9 millions d'USD par le Fonds pour l'environnement mondial et 0,5 million d'USD par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Nombre approximatif de personnes concernées: 293 942 ménages ruraux

Supervision directe par le FIDA

ÉTHIOPIE: Programme de développement participatif de la petite irrigation – Phase II (PASIDP-II)

La petite irrigation offre des perspectives intéressantes en matière de réduction des effets du changement climatique, de dynamisation de la croissance et de réduction de la pauvreté en Éthiopie. La première phase de ce programme, achevée en 2015, a contribué à réduire la vulnérabilité du pays face aux risques climatiques et à la sécheresse, et à réduire également la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire. La seconde phase affinera le modèle d'intervention élaboré durant la première phase et servira de test pour l'expansion géographique qui interviendra durant la troisième phase. Le programme vise à mettre en place au moins 18 000 hectares de petits périmètres d'irrigation, et à remettre en état et accroître la résilience face au climat de 60 000 hectares de terres dans les bassins versants contigus. Il adoptera une approche participative et renforcera les associations d'usagers de l'eau et les organisations paysannes, y compris les coopératives, afin de développer les entreprises agroalimentaires, les liaisons commerciales et l'accès aux services financiers. La productivité agricole sera accrue grâce à l'amélioration des pratiques culturales et à un accès plus facile aux semences améliorées. Le programme inclura des activités prenant en compte la problématique hommes-femmes et favorisera une agriculture sensible aux enjeux nutritionnels.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 72,1 millions de DTS (équivalant approximativement à 102 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 1,1 million de DTS (équivalant approximativement à 1,5 million d'USD)

Montant approuvé du don de l'ASAP: 7,9 millions de DTS (équivalant approximativement à 11 millions d'USD)

Coût total du programme: estimé à 145,3 millions d'USD, dont 18,7 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et 12,1 millions d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 108 750 ménages

Supervision directe par le FIDA

RWANDA: Projet de développement de la production laitière

Le sous-secteur des produits laitiers offre un moyen de sortir de la pauvreté à de nombreux ménages rwandais. La production laitière annuelle a déjà augmenté de façon significative depuis 2000, mais la performance du secteur est encore inférieure à celle d'autres pays de la région. Le projet a pour but de contribuer à une croissance économique nationale favorable aux pauvres et d'améliorer les moyens d'existence des ménages ruraux économiquement faibles. Il mettra l'accent, à cet effet, sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et sur

l'autonomisation des femmes et des jeunes dans le cadre du développement d'une filière laitière durable et résiliente face au climat. Le projet a pour objectif d'intensifier la production laitière et d'accroître la productivité parmi les petits exploitants, et d'accroître leurs revenus par le biais de l'augmentation de la production et d'un meilleur accès au marché. Il appuiera l'intensification de la production laitière intelligente face au climat grâce à l'accroissement de la capacité des producteurs laitiers de fournir au marché des produits laitiers, de manière durable, des volumes élevés de lait de qualité. Il vise aussi à accroître leurs gains grâce au renforcement des capacités des coopératives sur le plan de la collecte et de la commercialisation du lait, de la fourniture d'intrants, des services de santé animale et de services financiers. En outre, le projet investira dans une infrastructure permettant d'augmenter le volume de lait de qualité offert sur les marchés national et régional, et mobilisera un financement pour le développement d'entreprises laitières résilientes face au climat. Il facilitera en outre l'établissement d'un cadre d'action des pouvoirs publics et d'une structure institutionnelle pour le secteur laitier.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 31,3 millions de DTS (équivalant approximativement à 43,6 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 0,8 million de DTS (équivalant approximativement à 1,1 million d'USD)

Coût total du projet: estimé à 65,1 millions d'USD, dont 3,9 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 5,9 millions d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 4,0 millions d'USD par Heifer Project International et 6,6 millions d'USD par le secteur privé

Nombre approximatif de personnes concernées: 100 000 ménages ruraux économiquement faibles, dont 80 000 participeront aux activités dans le secteur laitier et 20 000 à des activités hors exploitations

Supervision directe par le FIDA

ZAMBIE: Programme renforcé de promotion des petites agro-industries

En Zambie, le Programme de promotion des petites agro-industries (SAPP) a fait d'importants progrès en matière de commercialisation de la production paysanne et de promotion des agro-industries. Cette initiative marquera le lancement du Programme renforcé de promotion des petites agro-industries (E-SAPP). Elle mettra l'accent sur l'établissement de partenariats destinés à faciliter le passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture à vocation commerciale.

Faisant fond sur les réalisations du SAPP, le programme vise à accroître le volume et la valeur des produits agroalimentaires vendus par les petits producteurs. Le programme E-SAPP s'intéressera d'abord aux politiques et à la création d'un environnement favorable, avec notamment des efforts visant à l'intégration, dans les politiques, de la gestion du risque climatique. Ensuite, par le biais de partenariats avec les agro-industries, il s'attachera à renforcer l'aptitude des petits exploitants et de leurs prestataires de services à obtenir des dons de contrepartie et à les utiliser. Ces partenariats sont un facteur clé pour faciliter l'intégration des petits agriculteurs dans les filières, tout en améliorant leur productivité, leurs revenus et leurs résultats sur le plan nutritionnel.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 15,5 millions de DTS (équivalant approximativement à 21,3 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 0,7 million de DTS (équivalant approximativement à 1,0 million d'USD)

Coût total du programme: estimé à 29,7 millions d'USD, dont 2,0 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 1,2 million d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 3,5 millions d'USD par le secteur privé, 0,5 million d'USD par l'Institut Indaba de recherche sur les politiques agricoles et 0,2 million d'USD par la Plateforme pour la gestion des risques agricoles
Nombre approximatif de personnes concernées: 60 000 ménages
Supervision directe par le FIDA

ZIMBABWE: Programme de relance de l'irrigation paysanne

Parmi les pays de la région, le Zimbabwe a l'un des plus hauts niveaux d'utilisation de l'irrigation, mais plus de la moitié des réseaux d'irrigation paysanne sont hors d'état de fonctionnement ou ne fonctionnent qu'en partie seulement. La remise en état de ces réseaux est largement tributaire du financement des pouvoirs publics et des donateurs. Le programme a pour objectif de briser le cercle vicieux construction/exploitation/relance des réseaux d'irrigation. Le programme relancera de façon durable des périmètres d'irrigation paysanne d'une superficie de 16 000 hectares, situés principalement dans des parties semi-arides de quatre provinces. La zone cible du programme contient environ la moitié de la superficie totale estimée, dans le pays, couverte par des équipements d'irrigation. Il est prévu de renforcer les capacités des ministères en vue de fournir des services de qualité aux petits irrigants. Le renforcement des capacités aura aussi pour objectif de donner aux agriculteurs une capacité accrue d'adopter une approche de la production axée sur le marché et d'assurer la rentabilité et la durabilité de leurs systèmes d'irrigation, en partie grâce à l'utilisation de pratiques agricoles intelligentes face au climat. Un mécanisme de gestion des ressources naturelles sera mis en place pour accorder des dons de contrepartie aux agriculteurs des zones pluviales en vue de lancer des projets générateurs de revenus utilisant les ressources naturelles de façon durable.

Montant approuvé du don du FIDA: 18,3 millions de DTS (équivalent approximativement à 25,5 millions d'USD)

Coût total du programme: estimé à 51,5 millions d'USD, dont 7,9 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 2,9 millions d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 15,0 millions d'USD par le Fonds de l'OPEP pour le développement international

Nombre approximatif de personnes concernées: 29 750 ménages
Supervision directe par le FIDA

Asie et Pacifique

CAMBODGE: Projet de promotion de marchés inclusifs en faveur des petits agriculteurs

La plupart des 4,3 millions de personnes libérées de la pauvreté au Cambodge restent vulnérables, et la croissance agricole est au point mort. Elle doit être relancée par des actions d'intensification, de diversification et de commercialisation. Ce projet a pour objectif d'augmenter, moyennant des investissements publics efficaces, les rendements que les petits agriculteurs, et notamment les jeunes, tirent de l'activité agricole. Il s'attachera à développer cinq filières de produits de grande valeur dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage et à accroître l'investissement privé dans ce domaine. Appliquant le

modèle de partenariats public-privé-producteurs (4P) du FIDA, le projet développera et favorisera l'instauration de liens entre les acheteurs, les producteurs et les prestataires de services. Il privilégiera les innovations au sein des filières locales, en faisant notamment appel au Fonds d'innovation pour les filières, qui apportera un appui financier direct pour stimuler l'investissement privé. L'initiative s'associera dans un premier temps avec trois grandes institutions de microfinancement, reconnaissant l'importance d'une augmentation significative du financement en faveur des agriculteurs, des coopératives agricoles, des agroentreprises et des prestataires de services.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 36,3 millions d'USD

Coût total du projet: estimé à 61,6 millions d'USD, dont 8,7 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 8,1 millions d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 8,6 millions d'USD par le secteur privé

Nombre approximatif de personnes concernées: 75 000 ménages

Supervision directe par le FIDA

INDE: Projet d'atténuation des effets de la sécheresse dans l'État de l'Andhra Pradesh

Les petits exploitants agricoles de la région du Rayalseema et de la zone de Prakasam, dans l'Andhra Pradesh, sont affectés par leur vulnérabilité à la sécheresse et à l'épuisement des ressources en eaux souterraines dans un contexte de changement climatique et de variabilité climatique. Les deux buts principaux de la stratégie adoptée par le Projet d'atténuation des effets de la sécheresse dans l'État de l'Andhra Pradesh sont: i) le renforcement de la capacité d'adaptation des agriculteurs face à la sécheresse, grâce à une gestion plus efficace de l'eau à usage agricole et à une diversification des revenus par le biais de l'élevage; et ii) la gestion des ressources en eau existantes grâce au développement de la capacité des Gram Panchayats en matière de planification et de suivi hydrologiques. Le projet interviendra aux côtés des agriculteurs pour améliorer leurs pratiques en matière d'utilisation et de production de variétés végétales résistantes à la sécheresse; de gestion de la fertilité et de l'humidité du sol; d'accès à l'information météorologique, aux alertes sur la situation des cultures et aux fermes-écoles pour aider les agriculteurs à évoluer vers des systèmes de culture plus économes en eau et plus diversifiés mais néanmoins rentables. Les systèmes de production animale seront améliorés par une aide apportée aux éleveurs ovins (amélioration de la stabulation, de l'alimentation et de la reproduction), et par un programme d'élevage de volaille de basse-cour ciblant les femmes les plus pauvres. Les organisations paysannes seront également renforcées.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 75,5 millions d'USD

Coût total du projet: estimé à 148,8 millions d'USD, dont 13,9 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 8,8 millions d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 6,2 millions d'USD par le Fonds pour le développement de l'infrastructure rurale, 42,0 millions d'USD par le Plan national Mahatma Gandhi de garantie de l'emploi rural et 2,4 millions d'USD par Rashtriya Krishi Vikas Yojana

Nombre approximatif de personnes concernées: 165 000 ménages

Supervision directe par le FIDA

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO: Projet d'appui stratégique en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition – Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP)

L'agriculture demeure la source principale d'emplois dans le pays, mais le taux de malnutrition est élevé et, dans les zones rurales, 44% des enfants de moins de 5 ans souffrent de dénutrition chronique. Le projet est destiné à expérimenter de nouvelles approches et technologies afin d'accélérer le progrès vers la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition au niveau national. Il sous-tendra le développement des capacités, des procédures et des compétences techniques du gouvernement pour appuyer la mise en œuvre par les communautés d'interventions en matière de nutrition. Il s'agira notamment d'apporter des améliorations durables dans la production, en fonction du marché, d'aliments riches sur le plan nutritionnel, et dans l'emploi rural. Le projet aura pour buts spécifiques l'autonomisation des femmes en vue d'améliorer l'alimentation de la famille, et en particulier celle des enfants pendant les 1 000 premiers jours de vie; le développement des organisations paysannes assurant le lien entre les agriculteurs et les marchés; l'appui à des services de vulgarisation répondant à la demande et mettant l'accent sur une approche d'agriculteur à agriculteur; et l'appui aux investissements de l'agro-industrie privée. Toutes les interventions devront avoir un impact neutre ou positif sur l'aptitude des communautés à s'adapter au changement climatique.

Fonds du GAFSP supervisés par le FIDA: 24,0 millions d'USD

Fonds du GAFSP supervisés par le Programme alimentaire mondial: 6,0 millions d'USD

Coût total du projet: estimé à 38,8 millions d'USD, dont 5,4 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 2,9 millions d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 0,5 million d'USD par le secteur privé

Nombre approximatif de personnes concernées: 34 000 ménages

Supervision directe par le FIDA

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO: Projet relatif à la commercialisation des produits du petit élevage dans la région nord: Programme de services financiers ruraux

Le Gouvernement lao vise à augmenter considérablement la production animale du pays d'ici à 2020 pour faire face à la demande croissante de viande sur le marché intérieur et sur les marchés des pays voisins. Le programme renforcera les pratiques d'élevage à orientation commerciale pour permettre aux petits exploitants d'être plus concurrentiels sur les marchés régionaux et capables de substituer la production nationale aux importations. Il vise à améliorer l'accès des petits exploitants aux services financiers ruraux et à renforcer les groupements paysans; la Banque asiatique de développement investira dans les infrastructures essentielles et l'appui technique. Focalisé sur 12 districts à niveau de pauvreté élevé, le programme établira des groupes de production et de commercialisation des produits du petit élevage et travaillera avec les membres de ces groupes. Les systèmes villageois d'épargne et de crédit fourniront à leurs membres un accès aux services financiers ruraux, et l'appui technique et financier sera adapté pour assurer l'inclusion des villageois pauvres et marginalisés par l'intermédiaire des fonds villageois. Le programme renforcera son soutien aux femmes et aux groupes ethniques par le biais de programmes de formation intensifs. L'initiative comporte aussi des études de marché sur le

secteur de l'élevage, la production de fourrage, l'appui aux pratiques d'élevage et à la planification de l'utilisation des terres.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 7,3 millions de DTS (équivalant approximativement à 10,0 millions d'USD)

Coût total du programme: estimé à 19,7 millions d'USD, dont 4,3 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 0,6 million d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 2,9 millions d'USD par la Banque asiatique de développement et d'autres partenaires de développement bilatéraux (sous forme de dons)

Nombre approximatif de personnes concernées: 20 000 ménages
Supervision directe par le FIDA

VIET NAM: Projet d'appui aux petits agriculteurs commerciaux dans les provinces de B c Kan et Cao B ng

Le développement économique du Viet Nam a amélioré les niveaux de vie dans les zones rurales, mais il a également contribué aux inégalités de revenus et à la dégradation de l'environnement. Ce projet s'appuie sur de précédentes initiatives appuyées par le FIDA, axées sur le développement des entreprises dans les zones rurales et sur le développement de l'agroforesterie. Il élaborera d'abord un plan d'investissement stratégique parallèlement à un plan d'adaptation au changement climatique. Il s'agira notamment de préparer des plans d'action et de prévoir une sensibilisation pour améliorer la résilience. On préparera ensuite des plans de développement socioéconomique tenant compte des considérations climatiques et axés sur le marché. Le projet appuiera aussi la propriété équitable et l'utilisation efficace des ressources forestières. Près de 2 000 groupes d'intérêt communs seront créés ou renforcés en vue de mettre en œuvre des technologies et des pratiques rentables d'adaptation au changement climatique. Un appui sera fourni aux fonds de développement pour la femme nouvellement créés, et un Fonds de promotion des investissements dans le secteur de l'industrie agroalimentaire mobilisera environ 25 investissements d'entreprises agroalimentaires du secteur privé.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 42,5 millions d'USD

Montant approuvé du don du FIDA: 0,5 million d'USD

Coût total du projet: estimé à 74,3 millions d'USD, dont 20,6 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et 10,7 millions d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 30 000 ménages
Supervision directe par le FIDA

Amérique latine et Caraïbes

ARGENTINE: Programme de développement des filières caprines

Ce programme vise à insérer les petits éleveurs de chèvres dans les filières, en particulier celles de la viande, des fibres et des produits laitiers. L'initiative renforcera le développement de nouvelles filières en se concentrant sur les aspects liés à la commercialisation, aux politiques et aux normes, afin de développer des débouchés pour les produits caprins. Il appuiera les visites d'échanges techniques, et les participants bénéficieront de services d'éducation financière de base et d'une aide à la formulation de plans d'entreprise. La mise en œuvre des plans d'entreprise approuvés sera appuyée par le biais de fonds renouvelables permettant d'accorder des crédits, administrés par les

organisations de producteurs. Le programme financera par ailleurs des fonds de garantie afin de faciliter l'octroi, par les institutions financières, de prêts pour la constitution de fonds d'exploitation. Intervenant par l'intermédiaire d'organisations existantes, le programme encouragera la participation des groupes vulnérables, et spécialement les peuples autochtones, les femmes et les jeunes.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 12,3 millions d'USD

Montant approuvé du don du FIDA: 1,0 million d'USD

Coût total du programme: estimé à 25,5 millions d'USD, dont 7,0 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et 2,2 millions d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 8 000 familles

Supervision directe par le FIDA

BRÉSIL: Projet de réduction de la pauvreté rurale au Maranhão

Le Maranhão est le deuxième par la taille des États du nord-est du Brésil, et l'un des plus pauvres du pays. Les conditions se prêtent néanmoins à la réduction de la pauvreté rurale dans cet État par l'amélioration de la production de l'agriculture familiale. Ce projet vise à accroître de 20% les propriétés et les ressources des familles bénéficiaires, à abaisser de 25% le taux de malnutrition des enfants et à réduire de 20% la part du budget familial consacrée à l'alimentation. Il se concentrera sur 43 municipalités, dont quatre où vivent des communautés autochtones. Le projet s'attachera d'abord à renforcer la capacité des bénéficiaires à participer au processus de développement local, à mieux gérer leurs organisations, à réduire les inégalités entre les sexes et à créer des opportunités pour les jeunes. Il œuvrera ensuite à augmenter la production agricole par le biais de l'assistance technique, du cofinancement d'investissements productifs, de l'amélioration de l'accès aux marchés, et de l'adaptation au changement climatique.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 14 millions de DTS (équivalant approximativement à 19,7 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 40,0 millions d'USD, dont 16,0 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et 4,0 millions d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 30 000 ménages

Supervision directe par le FIDA

CUBA: Projet de développement des coopératives d'éleveurs dans la région centre-est

Ce projet a pour objectif d'augmenter la production et la vente de lait et de viande, afin d'accroître les revenus des familles membres des coopératives. À l'heure actuelle, les coopératives disposent d'importantes capacités de travail manuel mais, en raison de l'insuffisance de l'équipement, des intrants et des services, elles connaissent un taux élevé de mortalité et un faible taux de reproduction du bétail, ainsi que des pâturages insuffisants et des disponibilités en eau limitées. Le projet renforcera ces coopératives de petits éleveurs sur le plan des capacités de production et de gestion. Il développera la capacité des prestataires de services, ce qui conduira à une augmentation du pourcentage de vaches inséminées, à une amélioration des pâturages et à la remise en état des infrastructures de captage de l'eau. Le projet met aussi l'accent sur le renforcement des capacités de transport et de transformation industrielle du lait et de la viande dans la zone du projet.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 10,9 millions d'EUR (équivalant approximativement à 11,9 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 50,0 millions d'USD, dont 10,0 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et, à titre de cofinancement, 25 millions d'EUR par l'Agence française de développement

Nombre approximatif de personnes concernées: 11 500 familles

Supervision directe par le FIDA

ÉQUATEUR: Projet de dynamisation de partenariats inclusifs dans les filières (DINAMINGA)

La chute des prix du pétrole a compromis les progrès accomplis en Équateur et a provoqué une recrudescence de la pauvreté rurale entre 2014 et 2015. Il existe des écarts sensibles entre les zones urbaines, les zones rurales et les groupes de populations vulnérables, notamment les autochtones, les métis montubios et les afro-équatoriens. Ce projet a pour objectif d'améliorer les revenus des familles de petits agriculteurs produisant du cacao, des mûres et des physalis dans 11 provinces. Il s'agira d'augmenter les marges obtenues par l'apport de valeur ajoutée et de répartir les revenus au sein des filières, afin que les avantages parviennent jusqu'aux petits producteurs. L'initiative assurera la promotion de partenariats commerciaux et les échanges au sein des sous-secteurs sélectionnés, en même temps qu'un accès aux produits et aux services financiers. Elle aidera aussi les petits producteurs à accroître leur productivité, à améliorer la qualité de leurs produits, à produire de la valeur ajoutée et à améliorer la gestion et la gouvernance de leurs entreprises. Les activités devront aussi promouvoir les bonnes pratiques agricoles et après récolte; renforcer les capacités sur le plan entrepreneurial et sur celui de l'égalité entre les sexes; et améliorer l'accès aux services financiers.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 25,7 millions d'USD

Montant approuvé du don du FIDA: 0,3 million d'USD

Coût total du projet: estimé à 35,2 millions d'USD, dont 5,6 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et 3,6 millions d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 20 000 familles

Supervision directe par le FIDA

EL SALVADOR: Programme national de transformation économique des zones rurales pour "bien vivre"

Après avoir reculé au cours des dernières années, la pauvreté a légèrement augmenté en 2014 en raison de la hausse des prix alimentaires et de l'augmentation du chômage. El Salvador figure parmi les pays les plus vulnérables de la planète au changement climatique. Ce programme a pour objectif d'accroître durablement les revenus et la résilience face au changement climatique des familles rurales pauvres dans les régions centre, est, ouest et paracentrale du pays. L'initiative visera d'abord à renforcer les capacités de production durable adaptée au changement climatique. À cet effet, elle conduira des activités de recherche, de vulgarisation, d'enseignement et de formation axées sur le développement de filières prioritaires. Elle favorisera ensuite un accès durable aux meilleurs marchés pour les groupes cibles (petits producteurs, femmes, jeunes et populations autochtones) comme moyen d'accroître leurs revenus. Le programme s'attachera en outre à renforcer le cadre général des politiques publiques de développement rural par le biais d'un appui à l'analyse

des politiques et à la définition et à l'exécution d'activités en rapport avec les filières sélectionnées.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 13,9 millions d'USD

Coût total du programme: estimé à 67,2 millions d'USD, dont 2,9 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 1,7 million d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 30 millions d'USD par le Fonds de l'OPEP pour le développement international

Nombre approximatif de personnes concernées: 23 000 personnes
Supervision directe par le FIDA

GUYANA: Projet de développement écologiquement durable de l'agriculture dans l'hinterland

La pauvreté persistante et le changement climatique mettent à rude épreuve la résilience et la cohésion sociale dans l'hinterland du Guyana. Ce projet vise à renforcer la résilience des moyens d'existence, à accroître l'accès aux actifs, ainsi qu'à améliorer la nutrition et l'adaptation à la variabilité climatique. Il a pour objectif de déterminer les produits de base qui peuvent favoriser l'intégration au marché des petits agriculteurs, accroître la demande de services et de main-d'œuvre, et appuyer la participation aux débouchés sur le marché. La résilience de la communauté sera renforcée par un accès accru à la technologie et à l'information pour améliorer la planification et la gestion des ressources naturelles, ainsi que la disponibilité en eau pour l'agriculture et la consommation humaine. Le projet introduira de meilleures pratiques de gestion du sol et adoptera des sources d'énergie renouvelables. Des produits de base seront introduits pour améliorer les régimes alimentaires des ménages, et l'éducation nutritionnelle encouragera les changements de comportements.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 8,0 millions d'USD

Montant approuvé du don du FIDA: 0,5 million d'USD

Coût total du programme: estimé à 11,2 millions d'USD, dont 2,4 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et 0,3 million d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 6 000 ménages
Supervision directe par le FIDA

NICARAGUA: Projet de développement durable des familles rurales dans le couloir sec du Nicaragua

Ce projet apportera un appui aux familles rurales pauvres, y compris celles appartenant aux peuples autochtones, afin d'augmenter leurs revenus, d'améliorer la qualité nutritionnelle de leurs régimes alimentaires et de renforcer leurs capacités d'adaptation au changement climatique. Il se concentrera sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des familles, sur la gestion des ressources naturelles et sur l'adaptation au changement climatique, en aidant les populations à planifier leur propre itinéraire de développement. Une aide sera apportée à l'élaboration, par les participants, de plans d'activité ayant pour but d'encourager la diversification et les activités génératrices de revenus, agricoles et non agricoles, notamment des microentreprises. Des plans territoriaux seront élaborés pour la construction d'infrastructures productives, la gestion des ressources naturelles et l'amélioration de l'accès à l'eau et aux routes. Le projet appuiera ensuite la mise en œuvre des plans d'activité par l'intermédiaire d'un fonds d'investissement.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 20,5 millions d'USD

Coût total du projet: estimé à 48,5 millions d'USD, dont 6,0 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 7,0 millions d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 15 millions d'USD par la Banque centraméricaine d'intégration économique
Nombre approximatif de personnes concernées: 30 000 familles
Supervision directe par le FIDA

PÉROU: Projet d'amélioration des services publics pour le développement territorial durable dans les zones d'influence des fleuves Apurímac, Ene et Mantaro (Projet de développement territorial durable)
La mauvaise intégration des zones rurales dans l'économie de marché est l'une des causes des taux élevés de pauvreté que l'on y observe. Ce projet a pour objectif d'appuyer la création d'organisations de producteurs ruraux afin d'aider les communautés à améliorer leurs stratégies de subsistance et à accroître leur participation aux marchés de biens et de services. Il renforcera d'abord les capacités institutionnelles dans les sept provinces couvertes par le projet, notamment les collectivités locales et provinciales, en soutenant des initiatives destinées à améliorer les actifs communaux et patrimoniaux. Il aidera aussi les bénéficiaires et leurs associations, communautaires et autochtones, à développer leurs capacités en matière de gestion et de développement durables des ressources naturelles et à faire face au changement climatique. La dégradation des routes rurales et le manque de services de communication conduisent à l'isolement de sorte que le projet vise aussi à faciliter l'accès au marché. Il créera, à cet effet, des emplois avec des start-ups ou des microentreprises pour l'entretien courant des routes et le développement de l'infrastructure d'irrigation.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 20,7 millions de DTS (équivalant approximativement à 28,5 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 74,5 millions d'USD, dont 38,8 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et 7,2 millions d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 50 000 familles
Supervision directe par le FIDA

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

DJIBOUTI: Programme de gestion des eaux et des sols

Djibouti figure parmi les 10 pays les plus "pauvres en eau", d'où le faible développement du secteur agricole, qui représente à peine 4% du PIB, principalement sous la forme de l'élevage de bétail. Ce programme a pour objectif d'améliorer durablement l'accès des ménages ruraux à l'eau et leur résilience face au changement climatique. Il aidera les communautés à élaborer des plans de gestion de l'eau et des terres de parcours, et à assurer la formation des comités chargés de la mise en œuvre de ces plans. Il appuiera ensuite la construction d'infrastructures hydrauliques – réservoirs, citernes et forages. Le programme contribuera aussi à la régénération des parcours grâce à la lutte contre l'érosion et à la plantation d'arbres. Un autre volet du programme aura pour but de diversifier les revenus des ménages ruraux et d'améliorer les conditions d'hygiène, de nutrition et de santé des populations cibles.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 5,8 millions d'USD

Montant approuvé du don du FIDA: 0,3 million d'USD

Coût total du programme: estimé à 17,1 millions d'USD, dont 2,5 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 0,7 million d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 1,7 million d'USD par le Programme alimentaire mondial
Nombre approximatif de personnes concernées: 11 075 ménages
Supervision directe par le FIDA

KIRGHIZISTAN: Projet d'amélioration de l'accès aux marchés

La production animale, bien qu'en déclin, constitue encore une part importante de l'économie kirghize, mais sa productivité est bien inférieure à son potentiel. Ce projet a pour objectif d'améliorer l'accès des petits éleveurs de bétail à des marchés pour leurs produits, avec pour résultat des revenus plus élevés et plus équitables. Il améliorera aussi les capacités de production, de transformation et de commercialisation efficaces des produits de l'élevage. Les participants élaboreront des propositions à financer qui seront ensuite précisées par le centre de conseil aux entreprises et donneront lieu à des plans d'activité à financer par des dons ou des prêts. Le projet prévoit un appui au renforcement des capacités des agriculteurs et du personnel des entreprises agroalimentaires, à travers des démonstrations en exploitation, le pilotage de technologies innovantes et intelligentes face au climat, des services de conseil et l'exposition aux meilleures pratiques internationales. L'initiative s'attachera également à renforcer l'autorité vétérinaire kirghize, qui facilite le commerce des produits de l'élevage et assure la sécurité alimentaire. Le but est d'accroître de 10% les exportations d'animaux sur pied et de produits de l'élevage.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 9,4 millions de DTS (équivalant approximativement à 12,7 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 9,4 millions de DTS (équivalant approximativement à 12,7 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 55,5 millions d'USD, dont 1,7 million d'USD seront apportés par le gouvernement national, 8,4 millions d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 20,0 millions d'USD par des prestataires de services financiers

Nombre approximatif de personnes concernées: 14 000 ménages
Supervision directe par le FIDA

RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA: Projet de renforcement de la résilience en milieu rural

Le secteur agroalimentaire et agricole moldave se heurte à deux obstacles majeurs: l'accès aux services financiers et l'accès à des infrastructures résilientes face au climat. Ce projet a pour objectif de renforcer la résilience des populations rurales pauvres et de leur ouvrir de nouvelles perspectives économiques. Ciblent les entreprises agroalimentaires, les petits exploitants agricoles (spécialement les femmes vulnérables) et les jeunes entrepreneurs, le projet améliorera les compétences des participants en les intégrant dans les filières de manière plus rentable. Il les aidera aussi à renforcer l'adaptation de leurs pratiques au changement climatique et leur fournira un accès à des infrastructures résilientes face au climat. En outre, le projet œuvrera à élargir l'accès aux services financiers et aux marchés pour la transformation du monde rural. À cet effet, les micro, petites et moyennes entreprises bénéficieront de financements, de garanties de crédit et de soutien technique.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 18,2 millions d'USD

Montant approuvé du don du FIDA: 0,5 million d'USD

Montant approuvé du don de l'ASAP: 5,0 millions d'USD
Coût total du projet: estimé à 38,7 millions d'USD, dont 2,9 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 9,5 millions d'USD par les bénéficiaires et 2,6 millions d'USD par les institutions financières participantes
Nombre approximatif de personnes concernées: 17 658 ménages
Supervision directe par le FIDA

MAROC: Projet de développement rural des montagnes de l'Atlas

La production agricole au Maroc se caractérise par une forte volatilité due aux conditions climatiques changeantes et irrégulières. Dans ce contexte, le projet vise à renforcer l'aptitude des personnes à accroître leurs revenus par le biais du renforcement des filières, de l'amélioration de l'accès aux marchés, de la gestion durable des ressources naturelles et de la diversification des sources de revenus. Il mettra l'accent sur le développement des filières végétales et animales et sur l'irrigation. L'initiative prévoit la création et la réhabilitation des vergers de pommiers, d'amandiers et de cerisiers et l'extension de la culture de la pomme de terre. Elle développera aussi l'élevage des ovins et des caprins. Les filières des produits laitiers et du miel recevront également un appui. Afin de réduire la pression sur les ressources forestières, le projet appuiera le lancement par des jeunes – femmes et hommes – de petits projets générateurs de revenus. Il fournira une formation pratique dans le domaine de la gestion technique et financière de microentreprises et un accompagnement pour l'acquisition d'équipement et l'accès au financement.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 45,1 millions d'USD
Montant approuvé du don du FIDA: 1,4 million d'USD
Coût total du projet: estimé à 61,3 millions d'USD, dont 13,6 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et 1,2 million d'USD par les bénéficiaires
Nombre approximatif de personnes concernées: 27 600 ménages
Institution coopérante: FIDA

TUNISIE: Projet de promotion des filières pour le développement territorial de Siliana

Le projet vise à aider les petits agriculteurs, y compris les femmes et les jeunes, à exploiter le potentiel existant dans les filières, notamment arboricoles. Il s'agira d'organiser les participants des filières, de développer des activités économiques pour assurer leur participation et accroître leurs capacités professionnelles. Le projet établira aussi des plateformes pour le développement de partenariats et aidera les participants à préparer des plans d'activité. Ces plans apporteront en particulier un appui à la reconversion arboricole au niveau des exploitations agricoles et un appui aux activités liées à l'élevage. Une assistance sera également apportée aux micro-start-ups de production et de services. Afin de créer un environnement propice au développement des filières, le projet aidera les organisations de producteurs à obtenir, de la part du secteur privé, une assistance technique et des conseils économiques. Il contribuera aussi au financement de la remise en état ou la création des infrastructures comme les systèmes d'irrigation, l'ouverture de pistes pour l'accès au marché et les lacs collinaires.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 21,6 millions d'EUR (équivalant approximativement à 23,6 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 0,45 million d'EUR (équivalent approximativement à 0,5 million d'USD)
Coût total du projet: estimé à 34,2 millions d'USD, dont 7,6 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et 2,5 millions d'USD par les bénéficiaires
Nombre approximatif de personnes concernées: 14 000 ménages
Supervision directe par le FIDA

Dons

Le FIDA a recours aux dons pour générer, mettre à l'essai et appliquer des idées et des approches innovantes pour le développement agricole et rural, en partenariat avec les gouvernements, mais aussi avec les organisations de la société civile, les instituts de recherche, le monde universitaire, les acteurs du secteur privé et d'autres centres d'excellence. Le programme de dons constitue un instrument important qui sert de complément à notre programme d'investissement en promouvant les innovations, la participation à l'élaboration des politiques, la recherche et les partenariats. Depuis 1978, le FIDA a engagé, sous forme de dons, environ 1 100,6 millions d'USD.

Après l'approbation, en 2015, de notre Politique en matière de dons et des procédures de mise en œuvre qui l'accompagnaient, l'année 2016 a été une année importante marquée par l'entrée en vigueur de cette politique et des procédures. En vertu de la nouvelle politique, le but assigné aux dons du FIDA est d'élargir et d'ajouter de la valeur à l'appui apporté à l'agriculture familiale et à la transformation du monde rural, contribuant ainsi à l'élimination de la pauvreté rurale, au développement agricole durable et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde. Les populations rurales pauvres et leurs organisations sont au cœur de chaque proposition de don.

Le FIDA octroie deux types de don selon la nature de l'innovation et la portée de l'intervention: les dons régionaux et mondiaux, et les dons spécifiques à un pays. En 2016, le montant total des dons approuvés a été de 56,9 millions d'USD: 44,7 millions d'USD pour les dons régionaux et mondiaux; et 12,2 millions d'USD pour les dons spécifiques à un pays, incluant un montant de 0,4 million d'USD pour des petits dons octroyés au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) (tableau 12).

Les dons octroyés à des activités exécutées dans des pays spécifiques sont principalement destinés au renforcement des capacités institutionnelles, opérationnelles et politiques, et à l'innovation dans des domaines thématiques. Les dons spécifiques à un pays peuvent aussi être utilisés pour le pilotage de nouvelles technologies, approches et méthodologies susceptibles d'être reproduites ensuite à plus grande échelle par le biais des programmes de pays du FIDA et par d'autres parties prenantes.

Les dons régionaux et mondiaux financent des réponses innovantes aux défis agricoles et ruraux rencontrés par plusieurs pays partenaires. Ils obéissent à des priorités stratégiques, thématiques et régionales établies au niveau de l'institution et concernant le partenariat, la recherche, la participation à l'élaboration des politiques et le renforcement des capacités. Les priorités sont déterminées dans le contexte du Plan triennal à moyen terme du FIDA et

affinées en lignes d'action prioritaires par le biais des notes d'orientation annuelles. En conséquence, le FIDA alloue les ressources destinées aux dons sur une base stratégique. En 2016, les dons régionaux et mondiaux ont privilégié les domaines suivants:

- jeunesse rurale et emploi
- inclusion financière du monde rural
- amélioration de la collecte des données et de la mesure des résultats
- recherche agricole pour le développement afin de renforcer durablement l'intensification et la résilience de l'agriculture familiale.

La nouvelle Politique en matière de dons a eu pour conséquence l'introduction d'un autre changement important qui a pris la forme d'une évolution vers le choix des bénéficiaires par des processus concurrentiels, y compris par le biais d'appels à manifestation d'intérêt. Cette année, le FIDA a choisi de cette manière 14 bénéficiaires de dons. En outre, nous encourageons fortement, maintenant, les bénéficiaires des dons et d'autres partenaires de projets financés par un don du FIDA à mobiliser des cofinancements afin de garantir une plus grande appropriation et de meilleures perspectives de reproduction des résultats à plus grande échelle. En 2016, le cofinancement mobilisé par les partenaires de projets financés par un don du FIDA a été de 1,39 USD pour chaque dollar fourni par le FIDA. Afin d'optimiser l'efficacité et l'efficacité, le FIDA s'est également attaché à réduire le nombre de dons approuvés mais à en augmenter le montant. Dans le même temps, le nombre de dons d'un faible montant (inférieur à 500 000 USD) a été réduit et ne représentait plus, en 2016, que 8% du portefeuille total de dons.

Résumé des dons d'un montant élevé

Dans le courant de l'année, le Conseil d'administration a approuvé 24 dons d'un montant individuel supérieur à 500 000 USD, pour un total de 44,3 millions d'USD.

Centre du riz pour l'Afrique. Exploitation du potentiel des vallées intérieures à des fins de sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest (2 millions d'USD). Le programme a pour but d'améliorer la sécurité alimentaire, de réduire la pauvreté, de préserver la biodiversité et de renforcer la résilience face au changement climatique dans les vallées intérieures de la Côte d'Ivoire et du Ghana.

Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA). Projet d'appui à la fourniture aux petits agriculteurs de technologies améliorées en matière de semences et de fertilité des sols (1 million d'USD). Le projet doit accroître la productivité des petits agriculteurs en Éthiopie, au Malawi et au Mozambique, par le biais du développement des capacités nationales de fourniture, à ces petits agriculteurs, de technologies améliorées dans les domaines des semences et de la fertilité des sols.

Bioversity International (au nom du programme de recherche du CGIAR "Agriculture pour la nutrition et la santé"). Établir des liens entre recherche et impact: amélioration de l'efficacité de l'agriculture et des systèmes alimentaires au service de la nutrition (2,5 millions d'USD).

Le projet utilisera des investissements agricoles sensibles aux enjeux nutritionnels pour établir des liens entre les chercheurs et les décideurs, et pour constituer une base de données plus complète concernant l'impact de l'agriculture sur la nutrition.

Association des coopératives du Canada. Projet d'amélioration de l'inclusion financière en milieu rural grâce aux coopératives financières (2,7 millions d'USD). Le projet améliorera l'inclusion financière des ruraux en Éthiopie, au Malawi et en Tanzanie en renforçant les capacités des coopératives financières, en favorisant les produits et les services innovants et de meilleure qualité, et en promouvant auprès des pouvoirs publics des politiques et une réglementation favorables aux coopératives financières, au profit des populations rurales pauvres.

Centre pour les données du développement par l'intermédiaire de la Banque mondiale. Amélioration de la disponibilité et de la qualité des données individuelles concernant les femmes et les jeunes dans les études sur la mesure des niveaux de vie par le biais de la recherche méthodologique et du renforcement des capacités (2,3 millions d'USD). Le programme utilisera les données pour éclairer l'élaboration des politiques susceptibles d'améliorer le bien-être des femmes et des jeunes et contribuer ainsi à la réalisation des ODD.

Centre international pour l'agriculture et les sciences biologiques (CABI). Intégration d'outils TIC dans le programme Plantwise pour améliorer l'efficacité de l'acquisition et de l'utilisation des données (1,7 million d'USD). Le programme réduira les pertes de récoltes provoquées par les ravageurs et les maladies, augmentera la productivité des principales cultures et améliorera les revenus que les ménages tirent de l'agriculture au Kenya, au Mozambique, au Rwanda et en Ouganda.

Centro de Investigación y Docencia Económicas A.C. Programme en faveur de la formation et d'un cadre mondial de certification pour le suivi-évaluation et l'évaluation de l'impact dans le secteur du développement rural (3,5 millions d'USD). Le programme améliorera la collecte des données nécessaires à une prise de décisions éclairée grâce à la mise en place d'un programme de formation mondial sur le thème du suivi-évaluation et de l'évaluation de l'impact dans le secteur du développement rural.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Exploitation des savoirs et des réseaux en vue de renforcer les capacités en finance rurale inclusive (CABFIN) pour le portefeuille d'investissement du FIDA (1 million d'USD). Le programme appliquera les bonnes pratiques définies par CABFIN et ses réseaux de partenaires pour faciliter le développement de marchés financiers ruraux et agricoles, durables et inclusifs, dans les pays en développement.

Fundación Capital (Fundak). Projet de promotion de l'inclusion financière des jeunes femmes rurales (1,5 million d'USD). Le projet améliorera l'accès des femmes rurales à des services financiers adaptés à leurs besoins spécifiques, leur permettant ainsi de se constituer un capital, le protéger et le faire fructifier afin d'échapper à la pauvreté.

Réseau mondial des jeunes pour l'innovation (GYIN). Accès à plus grande échelle des jeunes ruraux à des services financiers inclusifs en faveur de l'entrepreneuriat et de l'emploi (1 million d'USD). Le programme améliorera le processus actuel de mobilisation de capitaux pour les entreprises développées par des jeunes ruraux pauvres en atténuant les risques pour les institutions financières, en renforçant les relations avec les spécialistes du secteur, en acquérant de nouvelles connaissances et en partageant les expériences fructueuses.

Institut d'études sur le développement (IDS). Défis et perspectives pour l'emploi des jeunes ruraux en Afrique subsaharienne: une étude associant plusieurs méthodes pour éclairer les politiques et les programmes (1,5 million d'USD). L'étude a pour objectif d'informer et d'influencer les politiques, les stratégies et les programmes qui affectent la capacité des jeunes ruraux de progresser vers un avenir de possibilités économiques.

Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture. Renforcement des capacités nécessaires à la gestion axée sur les résultats et la reproduction à plus grande échelle des innovations dans les politiques publiques de lutte contre la pauvreté rurale dans la région du Nordeste au Brésil (2,5 millions d'USD). Le programme renforcera l'impact et l'efficacité des programmes et politiques de lutte contre la pauvreté rurale par le biais du renforcement des capacités institutionnelles des organismes publics en matière de suivi-évaluation des résultats.

Centre international d'agriculture tropicale. Un parcours commun – le développement des capacités dans le domaine de l'agriculture intelligente face au climat en Amérique centrale pour renforcer les politiques et les prises de décision favorisant les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation (1 million d'USD). Le programme renforcera les politiques favorisant l'adaptation au changement climatique, en portant une attention particulière aux petits exploitants et aux pratiques agricoles intelligentes face au climat.

Centre international d'agriculture tropicale. Systèmes laitiers intelligents face au climat en Afrique de l'Est grâce à l'amélioration des stratégies fourragères et d'alimentation: améliorer la productivité et la capacité d'adaptation tout en atténuant les émissions de gaz à effet de serre (2 millions d'USD). Le programme élaborera des solutions fourragères favorables aux pauvres et adaptées au contexte pour les systèmes associant l'élevage et la culture, et améliorera l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. Il appuiera également l'adoption généralisée de stratégies fourragères et d'alimentation animale durables.

Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Renforcer l'impact des politiques et des investissements ruraux sur la pauvreté, la sécurité alimentaire et l'emploi au Proche-Orient et en Afrique du Nord: le Programme d'investissement des pays arabes en faveur de l'élaboration d'un analyseur du développement (1,6 million d'USD). Le programme contribuera aux politiques et aux investissements visant à permettre aux populations rurales de sortir de la pauvreté et d'assurer leur sécurité alimentaire en Égypte, en Jordanie, au Liban et en Tunisie.

Institut international d'agriculture tropicale. Lutter contre la maladie de la striure brune du manioc et la maladie de la mosaïque du manioc grâce au déploiement d'un nouveau germoplasme résistant et de semences saines au Burundi et au Rwanda (2 millions d'USD). Le programme a pour but d'accroître la sécurité alimentaire et les revenus des ménages de producteurs ruraux de manioc.

Institut international d'agriculture tropicale. Les jeunes mènent des recherches sur les jeunes: octroi de bourses à de jeunes chercheurs africains effectuant des recherches sur la participation des jeunes aux activités économiques rurales en Afrique (2 millions d'USD). Le programme a pour but de renforcer la compréhension des facteurs influant sur la participation des jeunes à l'agro-industrie et à l'économie rurale, agricole et non agricole, augmentant ainsi sensiblement la quantité d'informations factuelles disponible sur la façon dont les politiques et les investissements peuvent contribuer à la croissance économique et à la création d'un environnement favorable aux jeunes ruraux.

Institut international d'agriculture tropicale. Projet d'évaluation du secteur de l'aquaculture et d'initiatives pilotes de développement des filières afin d'améliorer l'offre de poisson, l'emploi et la nutrition en Angola et en République démocratique du Congo (2,4 millions d'USD). Le programme a pour but d'accroître la production des exploitations aquacoles de grande et de petite taille, et d'améliorer les capacités du secteur public en matière de gestion du développement de l'aquaculture.

Centre latino-américain pour le développement rural. Jeunes ruraux, territoires et opportunités: une stratégie de participation à l'élaboration des politiques (1,8 million d'USD). Le programme a pour but d'améliorer les possibilités économiques territoriales pour les jeunes ruraux par le biais d'analyses des politiques fondées sur des données probantes et de la participation à l'élaboration des politiques avec les Gouvernements de la Colombie, de l'Équateur, du Mexique et du Pérou.

Centre de microassurance pour la gestion des risques en matière de développement rural. Promouvoir les innovations dans le domaine de la microassurance (1,8 million d'USD). Le programme renforcera la résilience et la gestion du risque afin d'améliorer les moyens d'existence de ménages ruraux pauvres qui dépendent d'activités génératrices de revenus hors exploitation et/ou sur les exploitations, en Chine, en Éthiopie et en Géorgie.

Oxfam Italie. Motiver les communautés de la diaspora installées en Italie à participer aux efforts collaboratifs en faveur du développement rural et de l'emploi des jeunes au Maroc et au Sénégal (1,5 million d'USD). Le programme a pour objectif d'accroître les possibilités de création d'emplois pour les jeunes ruraux en mobilisant des investissements à long terme de leur diaspora.

Rainforest Alliance. Programme relatif à l'utilisation de l'outil de la certification pour intégrer les petits producteurs dans des filières créatrices de valeur ajoutée (1 million d'USD). Le programme, qui cible les petits exploitants agricoles en Indonésie, au Brésil, au Libéria et en Sierra Leone, éliminera les obstacles à des filières d'approvisionnement durables pour permettre aux familles des petits producteurs de bâtir des avenir plus prospères.

Transtec. Amélioration des moyens d'existence dans les zones arides de Djibouti et de la Somalie grâce à la diffusion de technologies contribuant à accroître la productivité (2 millions d'USD). Le programme encouragera l'adoption de technologies améliorées pour les activités agricoles et pour la gestion durable de l'eau, des bassins versants, des parcours et des petits ruminants.

Centre mondial d'agroforesterie. Renforcer l'évaluation de référence à l'échelle du paysage et le suivi d'impact en Afrique orientale et australe. (2 millions d'USD). Le projet améliorera l'accès à des données de qualité sur la santé des écosystèmes et sur la résilience des ménages pour les parties prenantes nationales et leurs partenaires. Ces données seront utilisées pour affiner l'élaboration des interventions et des investissements des programmes.

Récits recueillis sur le terrain

Une nouvelle recherche met en évidence le potentiel de réutilisation des déchets pour les petits exploitants du monde entier

En plaidant en faveur de l'utilisation des déchets – alimentaires, agro-industriels et même humains –, un don financé par le FIDA et la Direction suisse de développement et de coopération (DDC) a apporté un appui à la sécurité alimentaire et la durabilité dans le monde. De 2011 à 2015, le Projet de récupération et de réutilisation des ressources – exécuté par l'Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI) sous l'égide du programme de recherche Eau, terre et écosystèmes du CGIAR – a analysé 110 entreprises de récupération de déchets afin d'établir des directives applicables à l'évaluation, l'exécution et la reproduction à plus grande échelle de programmes du même ordre. Les conclusions du projet commencent maintenant à susciter l'intérêt des donateurs et encouragent des petites entreprises, partout dans le monde, à exploiter l'eau, les nutriments et l'énergie que recèlent les déchets.

La principale innovation du Projet de récupération et de réutilisation des ressources a consisté à démontrer que les activités d'assainissement et de gestion des déchets – habituellement dépendantes des subventions publiques – peuvent être rentables. La recherche a constaté que les entreprises de réutilisation des déchets pourraient accroître le recouvrement de leurs coûts, dégager des bénéfices et récupérer des ressources pour améliorer la nutrition du sol, la durabilité des cultures et la résilience face au climat.

Pour les habitants des villes des pays en développement, les activités de réutilisation des ressources peuvent offrir des incitations à la collecte et au traitement de 30 à 60% des déchets qui ne sont pas traités par les services municipaux. Pour les ruraux – et en particulier pour les petits exploitants agricoles –, ces activités créent des emplois et fournissent des intrants, comme les engrais organiques, qui peuvent stimuler la sécurité alimentaire et l'agriculture durable. Les programmes de réutilisation des déchets créent aussi un circuit fermé pour les liaisons entre zones rurales et zones urbaines: l'eau et les nutriments qui entrent dans les zones urbaines sous la forme de produits agricoles peuvent retourner aux zones rurales par le biais de la récupération des ressources.

Le projet a analysé 60 études empiriques, dans 24 pays, et élaboré 21 modèles génériques de réutilisation des déchets pouvant être mis en œuvre dans les pays en développement. Les chercheurs ont ensuite testé ces modèles dans le cadre d'études de faisabilité à Bangalore, Hanoï, Kampala et Lima, et mis leurs résultats à disposition dans le domaine public (voir: <http://ifadrrr.iwmi.org/approved-project-documents.aspx>). Le projet a apporté un appui financier à plus de 20 étudiants de troisième cycle travaillant sur des recherches connexes, et les résultats continuent d'orienter les décisions d'investissement dans les entreprises de réutilisation des déchets.

À ce jour, le projet a catalysé des dons de suivi de la part de la DDC et de l'Union européenne d'une valeur supérieure à 2,8 millions d'USD, et le programme Eau, terre et écosystèmes du CGIAR a établi une liste des liaisons rurales-urbaines durables mettant l'accent sur la récupération et la réutilisation des ressources dans les écosystèmes urbanisés comme programme phare pour de nouveaux financements et de nouvelles recherches. Il est également envisagé d'intégrer des modèles opérationnels issus des projets dans des programmes d'écoles de commerce afin que les futurs dirigeants puissent acquérir des connaissances en matière de récupération et de réutilisation des ressources.



Engrais sûr composté en pellets, obtenu à partir de déchets humains transformés sur un site d'essai à Dacca, au Bangladesh
©IWMI/Neil Palmer

Les conclusions du projet stimulent également des partenariats public-privé. Au Ghana, Jekora Ventures Ltd envisage la création d'une installation de cocompostage dans l'assemblée municipale de Yilo-Krobo pour transformer chaque année 5 000 mètres cubes de boue fécale et 300 tonnes de déchets

organiques solides en 200 tonnes d'engrais sûr composté en pellets. À Kumasi, il est prévu de créer une installation de traitement des eaux usées afin de produire des silures dans les eaux usées après traitement et de réinvestir les bénéfices dans l'entretien de l'installation.

Entre-temps, la recherche conduite dans le cadre du projet a débouché sur une collaboration avec le Programme eau et assainissement de la Banque mondiale en vue de la conduite d'évaluations de faisabilité pour différents modèles opérationnels de réutilisation des déchets en Inde, dans les États du Maharashtra et du Kerala. Le Gouvernement sri-lankais a signé un mémorandum d'accord avec l'IWMI pour une expérience pilote de transformation de déchets en engrais à Kurunegala, et pour analyser les moyens d'accroître le recouvrement des coûts dans ses 110 stations de compostage à travers le pays. Les résultats de la recherche ont aussi été intégrés par le Gouvernement béninois dans son Projet d'appui au développement du maraîchage, appuyé par le FIDA.

De meilleurs aliments pour les vaches apportent des avantages aux producteurs laitiers en Inde et en Tanzanie

Dans toutes les régions du monde, le bétail procure nourriture et revenus à près de 1,3 milliard d'êtres humains. Les vaches laitières sont particulièrement importantes sur le plan nutritionnel comme sur le plan économique. En Inde et en Tanzanie, des stratégies innovantes d'alimentation du bétail – introduites par le biais d'un don du FIDA – ont accru la production laitière et amélioré la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des petits exploitants agricoles.

De 2011 à 2014, le FIDA a financé un programme d'amélioration des moyens d'existence fondés sur la production laitière en Inde et en Tanzanie, par le biais d'une alimentation animale innovante et d'approches de développement de filières. Plus connu sous le nom de MilkIT, le programme a été conduit par l'Institut international de recherches sur l'élevage en collaboration avec le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) et d'autres partenaires. Le programme a mis en relation des producteurs laitiers pauvres – parmi lesquels de nombreuses femmes – avec des filières et des plateformes de partage des savoirs en vue d'améliorer les méthodes d'alimentation du bétail.

Certains des changements introduits étaient simples mais significatifs. En Inde, par exemple, les auges ont permis aux paysans de sept villages de réduire le gaspillage. Initialement, 1% seulement des paysans participants possédaient une auge. Les autres déposaient les aliments sur le sol, entraînant une perte élevée de fourrage, un supplément de travail lors du nettoyage des étables et un risque accru de transmission des maladies animales.

Avec l'aide d'artisans locaux, MilkIT a conçu une auge simple, fabriquée à partir de matériaux locaux et adaptée aux besoins des producteurs locaux. Afin de promouvoir l'utilisation de cette technologie, le Projet intégré d'appui aux moyens de subsistance, financé par le FIDA, et la Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural ont fourni des incitations financières aux participants au projet, en majorité des femmes. Cette intervention a contribué à l'adoption des nouvelles auges, avec pour résultat une réduction de moitié du gaspillage de fourrage.

Entre-temps, en Tanzanie, MilkIT a dispensé à des petits agriculteurs une formation aux différentes méthodes de production et de conservation du fourrage. Les producteurs laitiers ont appris à utiliser une botteleuse pour

préparer du foin à partir d'herbes naturelles ou de sous-produits du maïs. Quelques paysans de Mbuzii, un village du district de Lushoto, s'en sont inspirés pour produire leur propre botteuse, présentée pour une démonstration à l'occasion d'une foire agricole du district. Aujourd'hui, 40 agriculteurs à Ubiri ont adopté la nouvelle technologie.

La diffusion de la botteuse reflète une autre composante du MilkIT: la mise en place de plateformes d'innovation dans chaque pays. La concertation dans le cadre de ces centres de rassemblement a conduit à une rapide amélioration des modalités de commercialisation, comme la constitution de coopératives de producteurs, de centres de collecte du lait et de points de vente dans l'État d'Uttarakhand, en Inde. Par ailleurs, la Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural a élaboré des systèmes de crédit qui donnent aux petits agriculteurs la possibilité d'acheter des vaches issues de croisements, produisant plus de lait, et la coopérative laitière de l'État a assoupli ses règles pour permettre à des villages éloignés de devenir membres et de vendre leur lait par son intermédiaire.



Un centre de collecte du lait, au bord d'une route, pour un groupe d'agriculteurs du district de Mvomero.

Tanzanie: Programme MilkIT

©ILRI/Ben Lukuyu

Comme l'a montré le MilkIT, les interventions techniques sur l'alimentation animale et les interventions sur le plan de la commercialisation atteignent leur efficacité maximale lorsqu'elles sont menées en même temps, car chacune dépend du succès de l'autre et elles s'appuient mutuellement. Ainsi, les

participants aux plateformes d'innovation ont réalisé qu'il fallait, pour accroître la quantité d'alimentation animale de bonne qualité, trouver un moyen facile et peu coûteux de hacher la paille et de la rendre plus agréable au goût pour les animaux. Après que les petits producteurs laitiers ont testé les hacheuses à fourrage déjà disponibles dans les coopératives laitières locales, le MilkIT a trouvé un entrepreneur capable de livrer le modèle choisi dans les zones éloignées et a facilité l'acquisition de ces hacheuses par des groupes d'agriculteurs. Ceux-ci ont ainsi pu produire, et en plus grande quantité, des aliments de meilleure qualité pour le bétail, et accroître leur production de lait et leurs revenus.

Le FIDA étudie les moyens de reproduire à plus grande échelle les succès du MilkIT. Dans l'État d'Uttarakhand (Inde), les conclusions pourraient être mises en œuvre dans le cadre du Projet intégré d'appui aux moyens de subsistance, appuyé par le FIDA. À Tanga (Tanzanie), les enseignements tirés ont été intégrés à l'initiative nationale de développement du secteur laitier, Maziwa Zaidi, liée au programme de recherche du CGIAR sur l'élevage. Le processus des plateformes d'innovation a été adopté par les parties prenantes locales et appliqué dans d'autres contextes.

Les petits exploitants d'Amérique latine font entendre leur voix avec l'appui du FIDA

Donner aux populations rurales la possibilité d'avoir leur mot à dire dans les politiques et les décisions qui affectent leurs vies et leurs moyens d'existence est un aspect essentiel de l'action que mène le FIDA pour l'autonomisation des petits exploitants, des producteurs pauvres et des entrepreneurs ruraux. Depuis 2010, nous agissons en partenariat avec le Centre latino-américain pour le développement rural (RIMISP) pour créer des "groupes de concertation sur les questions rurales" dont l'objectif est de faire en sorte que les populations rurales puissent se faire entendre davantage dans les débats sur les politiques.

Malgré les progrès récents, la région Amérique latine continue de souffrir des taux d'inégalité les plus élevés au monde. Les populations rurales, en particulier, luttent pour avoir accès aux possibilités et aux avantages créés par la croissance économique et le développement social. La création d'un espace où les petits exploitants puissent participer à la concertation sur les politiques – et développer leur confiance à cet égard – est essentielle pour la réussite des efforts visant à induire un développement rural inclusif et à permettre aux producteurs pauvres de s'adapter au changement climatique.

Les agriculteurs d'El Salvador sont très vulnérables à plusieurs effets du changement climatique, et notamment l'érosion généralisée des sols, la dégradation de la terre et la sécheresse. Dans le Corredor Seco (couloir sec), par exemple, 104 municipalités et des milliers de petits agriculteurs sont sévèrement touchés par d'intenses sécheresses qui peuvent durer plusieurs semaines.

En 2010, pour aider à lutter contre ces problèmes, un don du FIDA a appuyé la création du Groupe de concertation sur les questions rurales d'El Salvador. Le groupe est conduit par 20 à 30 représentants de diverses entités – parmi lesquelles des universités, des organisations internationales, des organisations de la société civile et le gouvernement – possédant une vaste expérience aussi bien du développement rural que des questions environnementales. Ensemble, ils élèvent le niveau de la concertation sociale et politique dans le pays.

Le Groupe de concertation sur les questions rurales s'intéresse en particulier aux politiques qui donnent aux agriculteurs les moyens de s'adapter au changement climatique et favorisent la protection de l'environnement dans le contexte du développement rural. Collaborant directement avec le Ministère de l'agriculture et du développement rural et avec le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, le groupe peut aborder directement ces questions avec les responsables des politiques. La nutrition et la sécurité et la souveraineté alimentaires figurent aussi à son programme.

En Colombie, le Groupe de concertation sur les questions rurales a appuyé la nouvelle vision pour le secteur rural, promue dans le cadre des négociations de paix avec la guérilla des FARC. Le groupe a apporté une contribution particulièrement active à la Mission pour la transformation rurale de la Colombie. Il s'agit d'une initiative comprenant un nouveau programme institutionnel pour le secteur agricole et visant à améliorer la situation dans les zones rurales sévèrement négligées durant les 50 années du conflit violent qui a ravagé le pays.

Conduit par 12 membres d'horizons divers, parmi lesquels des représentants des syndicats, d'organisations multilatérales et d'universités, le groupe colombien s'inscrit dans un mouvement de plus grande ampleur qui cherche à réduire le fossé entre les populations urbaines et rurales. Donner aux petits producteurs la possibilité de participer pleinement aux filières et au développement social, par exemple, pourrait accroître la mobilité sociale dans l'ensemble du pays.

Avec l'appui du FIDA, le groupe colombien a contribué à la création d'un espace virtuel de communication nommé "La chaise rurale" (<http://lasillavacia.com/silla-llena/red-rural>). Cette plateforme a été influente dans la formation de l'opinion publique sur des thèmes en rapport, entre autres, avec l'investissement technologique pour les petits exploitants agricoles, les semences améliorées, la propriété foncière, la pénurie d'eau et le changement climatique.

Le Groupe de concertation sur les questions rurales a aussi apporté un appui à la préparation du nouveau COSOP-AR du FIDA pour la Colombie, entériné par le Conseil d'administration au mois de décembre. La contribution du groupe, sous la forme d'orientations politiques et de conseils techniques, a considérablement amélioré le programme.

Deux sous-groupes locaux ont également été constitués en Colombie. Le sous-groupe Caraïbes a participé à la formulation de lignes directrices pour une stratégie de développement rural comportant une approche territoriale dans la région. En partenariat avec l'École d'administration publique, le groupe a organisé 22 ateliers, dans 21 sous-régions, pour permettre aux populations locales de contribuer aux plans et aux processus de développement rural et territorial. Dans la région Atlantique, le sous-groupe a travaillé directement avec le gouvernement en vue de créer des systèmes d'innovation territoriaux pour stimuler le développement.



Un membre de la coopérative de San Isidro en Tamanique sur son exploitation à Chiltiupan.

El Salvador: Programme de pays © IFAD

Les produits de l'agriculture biologique offrent de nouvelles possibilités aux jeunes agriculteurs des îles du Pacifique

Dans les îles du Pacifique, un mouvement d'ampleur croissante appuyé par le FIDA aide les agriculteurs à accéder aux marchés internationaux des produits de l'agriculture biologique. En obtenant la certification biologique pour leurs produits, les agriculteurs des îles du Pacifique augmentent leurs revenus, renforcent leur résilience et maintiennent leurs cultures.

Les agriculteurs des îles du Pacifique utilisent depuis des siècles des méthodes de culture biologique, sans application d'engrais, de pesticides et d'herbicides chimiques. Mais les strictes exigences internationales relatives aux produits biologiques empêchaient les producteurs traditionnels d'exporter leurs produits et de tirer parti des lucratifs marchés d'outremer.

Pour permettre aux agriculteurs d'accéder à ces marchés, le FIDA a fourni un appui financier au Secrétariat de la Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom). POETCom considère les produits biologiques et le commerce éthique comme des facteurs clés contribuant au maintien de la culture et des communautés, et à l'amélioration des moyens d'existence des paysans, de la santé des habitants et de l'environnement dans le Pacifique. L'objectif est de développer le mouvement des produits biologiques et du commerce éthique et de favoriser l'avènement d'une région des îles du Pacifique productive, résiliente, durable et vigoureuse.



De jeunes agents de vulgarisation apprennent à cultiver les papayes sur l'île de Viti Levu.

Fidji: Projet en faveur des partenariats agricoles

©IFAD/Susan Beccio

Depuis 2014, POETCom a signé des accords avec trois organismes de certification accrédités sur le plan international pour créer la Norme océanienne d'agriculture biologique. En se conformant à cette norme, les petits agriculteurs ont développé leurs entreprises et accru leurs revenus. Avec l'aide de POETCom, 19 000 petits exploitants agricoles avaient en 2015 obtenu leur certification, et la production biologique était pratiquée sur 70 000 hectares.

Le marché international des produits biologiques continue à se développer, et présente par conséquent des débouchés croissants pour les petits agriculteurs du Pacifique habituellement trop éloignés pour participer à d'autres marchés principaux. Par l'intermédiaire de POETCom, les agriculteurs ont été en mesure d'accéder à des marchés en expansion pour l'huile vierge de coco, le sucre de coco et la papaye, et de vendre leurs produits à des prix plus avantageux.

Étant donné que POETCom encourage les agriculteurs du Pacifique à tirer pleinement parti de leurs pratiques agricoles traditionnelles, POETCom et le FIDA ont collaboré, en partenariat avec les organisations nationales d'agriculture biologique, en vue d'apporter un appui institutionnel aux petits exploitants agricoles et d'améliorer leurs compétences techniques. Utilisant l'approche du mentorat, les agriculteurs sont en mesure de partager compétences et expériences avec leurs pairs, et notamment les techniques qui préservent les relations traditionnelles des paysans avec la terre. Les jeunes agriculteurs ont acquis les compétences essentielles en matière de production et de commercialisation pour promouvoir l'emploi indépendant et l'expansion économique.

Dans le même temps, POETCom et le FIDA aident les jeunes agriculteurs à développer leur résilience face au réchauffement planétaire. Les petits exploitants de la région du Pacifique sont particulièrement exposés aux effets du changement climatique et des risques naturels – cyclones, tremblements de terre, tsunamis, éruptions volcaniques, sécheresse, intrusions salines et inondations extrêmes, entre autres. Le programme a été conçu de façon à aider les petits producteurs à protéger leurs moyens d'existence.

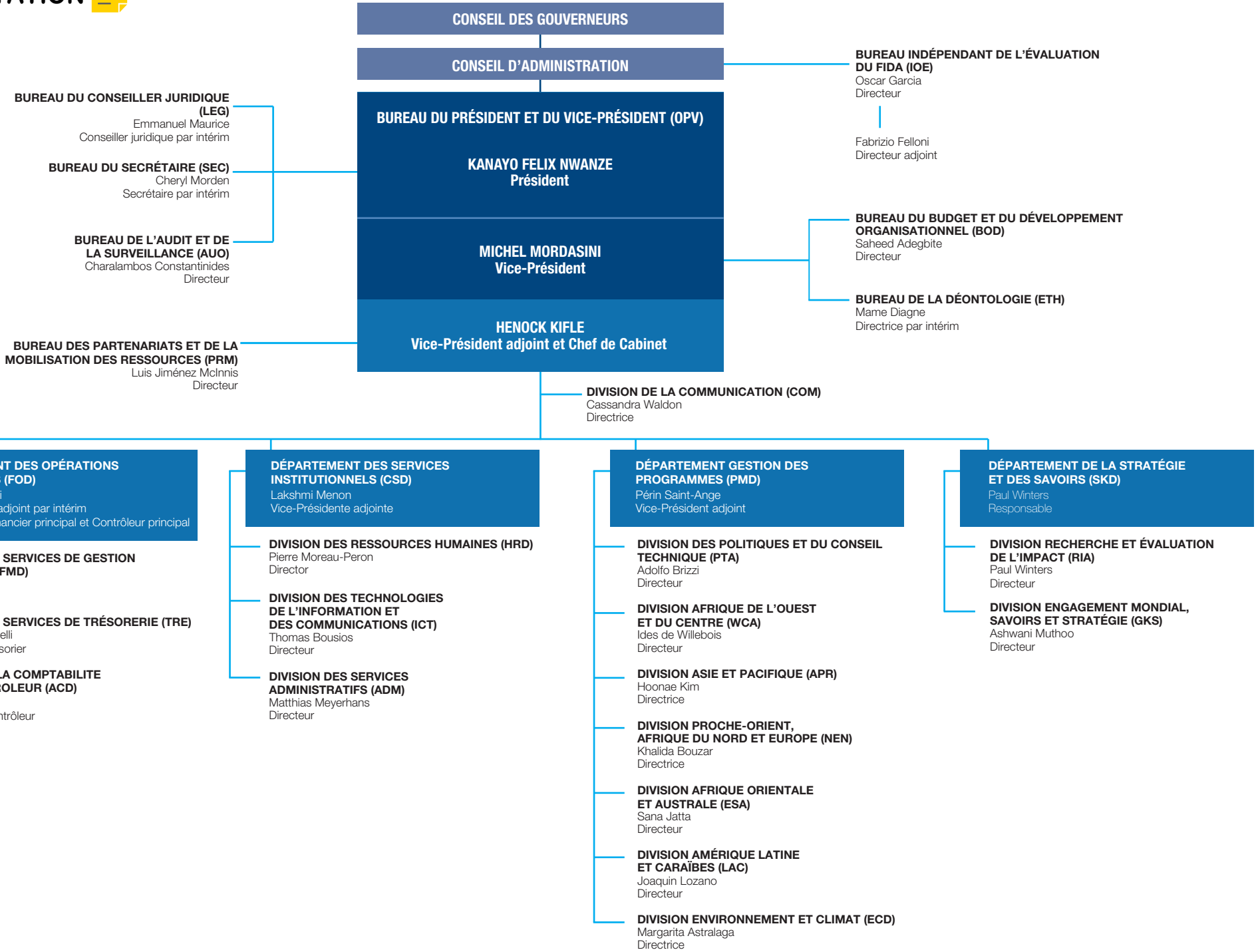
Tableau 12
 Récapitulatif des financements sous forme de dons, 2012-2016
 Montants en millions d'USD^a

		2012	%	2013	%	2014	%	2015	%	2016	%	2012-2016	%
Dons mondiaux/régionaux													
	Montant	53,7	75	42,9	86	39,5	78	54,9	75	44,7	78,6	235,7	77,9
	Nombre de dons	70		48		45		43		38		244	
Dons spécifiques à un pays													
<i>Don autonome</i>	Montant	1,5	2,1	3,5	7	5,4	11	9,2	13	3,2	5,6	22,8	7,5
	Nombre de dons	4		8		11		14		3		40	
<i>Composante d'un prêt</i>	Montant	14,8	21	3,6	7,2	4,7	9,3	9	12	8,6	15,1	40,7	13,5
	Nombre de dons	14		7		6		12		11		50	
Total dons spécifiques à un pays													
	Montant	16,3	23	7,1	14	10,1	20	18,2	25	11,8	20,7	63,5	21,0
	Nombre de dons	18		15		17		26		14		90	
Autres dons au titre du CSD													
	Montant	1,4	2	0	0	1	2	0,5	0,7	0,4	0,7	3,3	1,1
	Nombre de dons	2		0		2		1		1		6	
Total de tous les guichets													
	Montant	71,5	100	50	100	50,6	100	73,6	100	56,9	100	302,5	100
	Nombre de dons	90		63		64		70		53		340	

Source: Oracle Business Intelligence, feuille de suivi du groupe assurance qualité, Système de projets d'investissement et de dons.

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres

Organigramme du FIDA
(au 31 décembre 2016)



Membres et représentants

Au 31 décembre 2016, le FIDA comptait au total 176 pays membres – 25 pays de la Liste A, 12 de la Liste B et 139 de la Liste C (dont 50 appartenant à la Sous-Liste C1, 57 à la Sous-Liste C2 et 32 à la Sous-Liste C3).

Liste A

Allemagne
Autriche
Belgique
Canada
Danemark
Espagne
Estonie
États-Unis
Fédération de Russie
Finlande
France
Grèce
Hongrie
Irlande
Islande
Italie
Japon
Luxembourg
Norvège
Nouvelle-Zélande
Pays-Bas
Portugal
Royaume-Uni
Suède
Suisse

Liste B

Algérie
Arabie saoudite
Émirats arabes unis
Gabon
Indonésie
Iran (République islamique d')
Iraq
Koweït
Libye
Nigéria
Qatar
Venezuela (République bolivarienne du)

Liste C

Sous-Liste C1

Afrique

Afrique du Sud
Angola
Bénin
Botswana
Burkina Faso
Burundi
Cabo Verde
Cameroun
Comores
Congo
Côte d'Ivoire
Djibouti
Égypte
Érythrée
Éthiopie
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Kenya
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Maroc
Maurice
Mauritanie
Mozambique
Namibie
Niger
Ouganda
République centrafricaine
République démocratique du Congo
République-Unie de Tanzanie
Rwanda
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Seychelles
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Soudan du Sud
Swaziland
Tchad
Togo
Tunisie
Zambie
Zimbabwe

Sous-Liste C2

Europe, Asie et Pacifique

Afghanistan
Albanie
Arménie
Azerbaïdjan
Bangladesh
Bhoutan
Bosnie-Herzégovine
Cambodge
Chine
Chypre
Croatie
Ex-République yougoslave de Macédoine
Fidji
Géorgie
Îles Cook
Îles Marshall
Îles Salomon
Inde
Israël
Jordanie
Kazakhstan
Kirghizistan
Kiribati
Liban
Malaisie
Maldives
Malte
Micronésie (États fédérés de)
Mongolie
Monténégro
Myanmar
Nauru
Népal
Nioué
Oman
Pakistan
Palaos
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Philippines
République arabe syrienne
République de Corée
République démocratique populaire lao
République de Moldova
République populaire démocratique de Corée
Roumanie
Samoa
Sri Lanka
Tadjikistan

Sous-Liste C3

Amérique latine et Caraïbes

Antigua-et-Barbuda
Argentine
Bahamas
Barbade
Belize
Bolivie (État plurinational de)
Brésil
Chili
Colombie
Costa Rica
Cuba
Dominique
El Salvador
Équateur
Grenade
Guatemala
Guyana
Haïti
Honduras
Jamaïque
Mexique
Nicaragua
Panama
Paraguay
Pérou
République dominicaine
Sainte-Lucie
Saint-Kitts-et-Nevis
Saint-Vincent-et-les Grenadines
Suriname
Trinité-et-Tobago
Uruguay

Liste C

Sous-Liste C1
Afrique

Sous-Liste C2
Europe, Asie et
Pacifique

Thaïlande
Timor-Leste
Tonga
Turquie
Tuvalu
Vanuatu
Viet Nam
Yémen

Sous-Liste C3
Amérique latine et
Caraïbes

Membre	Gouverneur	Gouverneur suppléant
AFGHANISTAN	— (Janvier - Juin 2016) Abdul Waheed Omer (Juin 2016 -)	—
ALBANIE	Shkelqim Cani (Janvier - Avril 2016) Arben Ahmetaj (Avril 2016 -)	Alban Zusi (Janvier - Mai 2016) Roni Telegrafi (Mai 2016 -)
ALGÉRIE	Sid-Ahmed Ferroukhi (Janvier - Juin 2016) Chelgham Abdesslam (Juin 2016 -)	Rachid Marif (Janvier - Février 2016) — (Février - Juin 2016) Abdelhamid Senouci Bereksi (Juin 2016 -)
ANGOLA	Afonso Pedro Canga (Janvier - Décembre 2016) Marcos Alexandre Nhunga (Décembre 2016 -)	Florêncio Mariano da Conceição de Almeida
ANTIGUA-ET-BARBUDA	—	—
ARGENTINE	Claudio Javier Rozenzwaig	—
ARMÉNIE	Sergo Karapetyan (Janvier - Octobre 2016) Ignati Araqelyan (Octobre 2016 -)	Zohrab V. Malek
AUTRICHE	Edith Frauwallner	Günther Schönleitner
AZERBAÏDJAN	Vaqif Sadiqov (Janvier 2016) — (Janvier - Juin 2016) Heydar Khanish oglu Asadov (Juin 2016 -)	Mammad Bahaddin Ahmadzada (Juin 2016 -)
BAHAMAS	V. Alfred Gray	Eldred Edison Bethel
BANGLADESH	Abul Maal Abdul Muhith	Monzur Hossain

Membre	Gouverneur	Gouverneur suppléant
BARBADE	—	—
BELGIQUE	Patrick Vercauteren Drubbel	—
BELIZE	Jose Alpuche (Septembre 2016 -)	—
BÉNIN	Rufin Orou Nan Nansounon (Janvier - Avril 2016) Delphin Oloronto Kouzande (Avril 2016 -)	Rosemonde Deffon Yakoubou (Janvier - Octobre 2016) — (Octobre 2016 -)
BHOUTAN	Yeshey Dorji	Daw Penjo (Janvier - Mars 2016) Kinga Singye (Mars 2016 -)
BOLIVIE (ÉTAT PLURINATIONAL DE)	—	Roxana Oller Catoira (Janvier - Octobre 2016) — (Octobre 2016 -)
BOSNIE-HERZÉGOVINE	—	Vesela Planinic
BOTSWANA	Kgotla K. Autlwetse	Biopelo Khumomathhare
BRÉSIL	Nelson Henrique Barbosa Filho (Janvier 2016) — (Janvier 2016 -)	Maria Laura da Rocha
BURKINA FASO	Jean Gustave Sanon (Janvier 2016) Hadizatou Rosine Coulibaly (Janvier 2016 -)	Lassané Kabore (Janvier - Décembre 2016) Ambroise Kafando (Décembre 2016 -)
BURUNDI	Tabu Abdallah Manirakiza (Janvier - Juillet 2016) Phil Domitien Ndiwokubwayo (Juillet 2016 -)	Déo Guide Rurema
CABO VERDE	Manuel Amante da Rosa	Sónia Cristina Martins

Membre	Gouverneur	Gouverneur suppléant
CAMBODGE	Ouk Rabun <i>(Janvier 2016 - Mai 2016)</i> Veng Sakhon <i>(Mai 2016 -)</i>	—
CAMEROUN	Clémentine Ananga Messina	Dominique Awono Essama
CANADA	Diane Jacovella <i>(Janvier - Mai 2016)</i> Sarah Fountain-Smith <i>(Mai 2016 -)</i>	Michel Gagnon
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	Marie-Noëlle Koyara <i>(Janvier - Avril 2016)</i> Honoré Feizoure <i>(Avril 2016 -)</i>	Mahamat Yacoub Taïb
TCHAD	Amane Rosine Baïwong Djibergui <i>(Janvier - Novembre 2016)</i> Asseid Gamar Sileck <i>(Novembre 2016 -)</i>	Lagnaba Kakiang <i>(Janvier - Novembre 2016)</i> — <i>(Novembre 2016 -)</i>
CHILI	Luis Fernando Ayala González	—
CHINE	Shi Yaobin	Yang Shaolin <i>(Janvier - Juin 2016)</i> Chen Shixin <i>(Septembre 2016 -)</i>
COLOMBIE	Juan Sebastián Betancur Escobar <i>(Janvier - Mars 2016)</i> — <i>(Avril - Septembre 2016)</i> Juan Rafael Mesa Zuleta <i>(Septembre 2016 -)</i>	Adriana Isabel Vivas Rosero <i>(Janvier - Février 2016)</i> — <i>(Février 2016 -)</i>
COMORES	Siti Kassim	Mohamed Ali Soilihi <i>(Janvier - Novembre 2016)</i>

Membre	Gouverneur	Gouverneur suppléant
CONGO	Rigobert Maboundou <i>(Janvier - Mai 2016)</i> Henri Djombo <i>(Mai 2016 -)</i>	Mamadou Kamara Dekamo
ÎLES COOK	—	—
COSTA RICA	Marco Vinicio Vargas Pereira	Miguel Ángel Obregón López
CROATIE	Damir Grubiša	—
CUBA	Rodrigo Malmierca Díaz	Alba Beatriz Soto Pimentel
CHYPRE	George F. Poulides	Spyridon Ellinas
CÔTE D'IVOIRE	— <i>(Janvier 2016)</i> Mamadou Sangafowa Coulibaly <i>(Janvier 2016 -)</i>	Janine Tagliante-Saracino <i>(Janvier - Septembre 2016)</i> Seydou Cissé <i>(Septembre 2016 -)</i>
RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE	Kim Chun Guk <i>(Janvier - Mars 2016)</i> — <i>(Mars 2016 -)</i>	—
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	Emile Christophe Mota Ndongo Kang	Hubert Ali Ramazani
DANEMARK	Morten Jespersen	Vibeke Gram Mortensen
DJIBOUTI	Mohamed Ahmed Awaleh	—
DOMINIQUE	Matthew Walter	—
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	Antonio Vargas Hernández	Mario Arvelo Caamaño
ÉQUATEUR	Fausto Eduardo Herrera Nicolalde	Javier Ponce Cevallos
ÉGYPTE	Essam Osman Fayed	Amr Mostafa Kamal Helmy
EL SALVADOR	— <i>(Janvier - Mars 2016)</i> Sandra Elizabeth Alas Guidos <i>(Avril 2016 -)</i>	María Eulalia Jiménez Zepeda <i>(Janvier - Novembre 2016)</i> — <i>(Novembre 2016 -)</i>

Membre	Gouverneur	Gouverneur suppléant
GUINÉE ÉQUATORIALE	Francisco Mba Olo Bahamonde <i>(Janvier - Juillet 2016)</i> Víctor Grange Meile <i>(Juillet 2016 -)</i>	Salomón Nfa Ndong <i>(Janvier - Juillet 2016)</i> Miguel Mba Nchama Mikue <i>(Juillet 2016 -)</i>
ÉRYTHRÉE	Arefaine Berhe	Fessehazion Pietros
ESTONIE	Ruve Šank	Siim Tiidemann
ÉTHIOPIE	Tefera Derbew	Gessese Mulugeta Alemseged
FIDJI	Inia Batikoto Seruiratu	Joeli Cawaki
FINLANDE	Elina Kalkku	Riikka Laatu
FRANCE	Guillaume Chabert	—
GABON	Mathieu Mboumba Nziengui <i>(Janvier - Novembre 2016)</i> Yves Fernand Manfoumbi <i>(Novembre 2016 -)</i>	Rachelle Ewomba-Jocktane
GAMBIE	Ousman Jammeh <i>(Janvier - Février 2016)</i> Ismaila Sanyang <i>(Février 2016 -)</i>	Lang Yabou
GÉORGIE	Otar Danelia	Karlo Sikharulidze
ALLEMAGNE	Peter Failer	—
GHANA	Fifi Fiavi Franklin Kwetey <i>(Janvier - Avril 2016)</i> Alhaji Mohammed Muniru <i>(Avril 2016 -)</i>	Molly Anim Addo
GRÈCE	Themistoklis Demiris	Alexios Marios Lyberopoulos
GRENADE	Roland Bhola <i>(Janvier - Novembre 2016)</i> Yolande Bain-Horsford <i>(Novembre 2016 -)</i>	—
GUATEMALA	Stephanie Hochstetter Skinner-Klée	Sylvia Wohlers de Meie

Membre	Gouverneur	Gouverneur suppléant
GUINÉE	Jacqueline Sultan	Mohamed Chérif Diallo
GUINÉE-BISSAU	—	—
GUYANA	Noel Holder	George Jervis
HAÏTI	Wilson Laleau <i>(Janvier - Septembre 2016)</i> Yves Romain Bastien <i>(Septembre 2016 -)</i>	—
HONDURAS	Jacobo Páz Bodden	—
HONGRIE	— <i>(Janvier - Février 2016)</i> Katalin Tóth <i>(Février 2016 -)</i>	Zoltán Kálmán
ISLANDE	María Erla Marelsdóttir	Auðbjörg Halldórsdóttir
INDE	Shaktikanta Das <i>(Janvier - Février 2016)</i> Dinesh Sharma <i>(Février 2016 -)</i>	Dinesh Sharma <i>(Janvier - Février 2016)</i> Raj Kumar <i>(Février 2016 -)</i>
INDONÉSIE	Andin Hadiyanto <i>(Janvier - Novembre 2016)</i> Rionald Silaban <i>(Novembre 2016 -)</i>	—
IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')	Peiman Seadat <i>(Janvier 2016)</i> Majid Bizmark <i>(Janvier 2016 -)</i>	—
IRAQ	Falah Hassan Zeidan	Saywan Sabir Mustafa Barzani <i>(Janvier 2016)</i> Ahmad A.H. Bamarni <i>(Février 2016 -)</i>
IRLANDE	Bobby McDonagh	Damien Kelly
ISRAËL	—	—

Membre	Gouverneur	Gouverneur suppléant
ITALIE	Enrico Morando	—
JAMAÏQUE	Derrick Kellier <i>(Janvier - Mars 2016)</i> Karl Samuda <i>(Mars 2016 -)</i>	Wayne McCook
JAPON	Kazuyoshi Umemoto	Kenji Okamura
JORDANIE	Imad Fakhoury	Radi Al-Tarawneh
KAZAKHSTAN	Yermek Kosherbayev	Dina Sattybayeva
KENYA	Felix Kiptarus Koskei <i>(Janvier - Février 2016)</i> Willy Bett <i>(Février 2016 -)</i>	Josephine Wangari Gaita <i>(Janvier - Février 2016)</i> — <i>(Février 2016 -)</i>
KIRIBATI	Tiarite George Kwong <i>(Janvier - Mars 2016)</i> Tebao Awerika <i>(Mars 2016 -)</i>	Timi Kaiekieki <i>(Janvier - Février 2016)</i> Moannata lentaake <i>(Février 2016 -)</i>
KOWEÏT	Anas K. Al-Saleh	Hesham I. Al-Waqayan
KIRGHIZISTAN	—	—
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO	Liane Thykeo <i>(Janvier - Mai 2016)</i> — <i>(Mai - Juin 2016)</i> Somdy Douangdy <i>(Juin 2016 -)</i>	—
LIBAN	Gloria Abouzeid	Rania Khalil Zarzour
LESOTHO	Lisemelo 'Mapalesa Mothokho	Mathoriso Molumeli
LIBÉRIA	Moses Zinnah	Peter Korvah
LIBYE	—	—
LUXEMBOURG	Romain Schneider	Manuel Tonnar

Membre	Gouverneur	Gouverneur suppléant
MADAGASCAR	Ravatomanga Rolland <i>(Janvier - Mai 2016)</i> — <i>(Mai 2016 -)</i>	—
MALAWI	Jermoth Ulemu Chilapondwa	Jeffrey H. Luhanga
MALAISIE	Mohd Irwan Serigar Bin Abdullah	Abdul Samad Othman
MALDIVES	Mohamed Shainee	Abdulla Nashid
MALI	Bokary Treta <i>(Janvier 2016)</i> Kassoum Denon <i>(Janvier 2016 -)</i>	Bruno Maïga
MALTE	Justin Zahra	Stefan Cachia
ÎLES MARSHALL	—	—
MAURITANIE	Sid Ahmed Rais <i>(Janvier - Novembre 2016)</i> Moctar Ould Djay <i>(Novembre 2016 -)</i>	Marièm Aouffa
MAURICE	Mahen Kumar Seeruttun	Pushpawant Boodhun
MEXIQUE	— <i>(Janvier - Décembre 2016)</i> Perla Maria Carvalho Soto <i>(Décembre 2016 -)</i>	— <i>(Janvier - Novembre 2016)</i> Benito Santiago Jiménez Sauma <i>(Décembre 2016 -)</i>
MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)	Marion Henry	Alissa Takesy
MONGOLIE	Radnaa Burmaa <i>(Janvier - Novembre 2016)</i> Purev Sergelen <i>(Novembre 2016 -)</i>	Shijeekhuu Odonbaatar <i>(Janvier - Septembre 2016)</i> — <i>(Septembre - Novembre 2016)</i> Tserendorj Jambaldorj <i>(Décembre 2016 -)</i>
MONTÉNÉGRO	Petar Ivanović <i>(Janvier - Décembre 2016)</i>	Nataša Božović

Membre	Gouverneur	Gouverneur suppléant
	Milutin Simović <i>(Décembre 2016 -)</i>	
MAROC	Mohammed Sadiki	Mohamed El Gholabzouri
MOZAMBIQUE	Adriano Afonso Maleiane	Waldemar Fernando de Sousa <i>(Janvier 2016)</i> Ernesto Gouveia Gove <i>(Janvier - Novembre 2016)</i> Rogério Lucas Zandamela <i>(Novembre 2016 -)</i>
MYANMAR	Hlaing Myint <i>(Janvier - Avril 2016)</i> Aung Thu <i>(Avril 2016 -)</i>	Myint Naung
NAMIBIE	John Mutorwa	Petrus N. Iilonga
NAURU	Sasi Kumar	Michael Aroi
NÉPAL	Haribol Prasad Gajurel <i>(Janvier - Août 2016)</i> Gauri Shankar Chaudhary <i>(Août 2016 -)</i>	Uttam Kumar Bhattarai
PAYS-BAS	Lilianne Ploumen	Gerda Verburg <i>(Janvier - Juillet 2016)</i> — <i>(Juillet - Septembre 2016)</i> Hans Hoogeveen <i>(Septembre 2016 -)</i>
NOUVELLE-ZÉLANDE	Patrick John Rata	Anthe Crawley <i>(Janvier - Novembre 2016)</i> — <i>(Novembre 2016 -)</i>
NICARAGUA	Mónica Robelo Raffone	—
NIGER	Maïdagi Allambeye <i>(Janvier - Juillet 2016)</i> — <i>(Juillet 2016 -)</i>	—

Membre	Gouverneur	Gouverneur suppléant
NIGÉRIA	— (Janvier 2016) Audu Ogbah (Janvier 2016 -)	Mahmoud Isa-Dutse
NIOUÉ	—	—
NORVÈGE	Leni Stenseth (Janvier - Décembre 2016) Hans Jacob Frydenlund (Décembre 2016 -)	Mariann Murvoll (Janvier - Décembre 2016) Hilde Klemetsdal (Décembre 2016 -)
OMAN	Isshaq Al-Roqqeishy (Janvier 2016) — (Janvier - Août 2016) Ahmed bin Nasser bin Abdalla Al Bakry (Août 2016 -)	— (Janvier – Juillet 2016) Ahmed bin Salem Baomar (Août 2016 -)
PAKISTAN	Sikandar Hayat Khan Bosan	Muhammad Saleem Sethi
PALAOS	Fleming Umiich Sengebau	Secilil Eldebechel
PANAMA	Dulcidio de La Guardia	Iván Alexei Zarak Arias
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	Patrick Pruaitch	Dairi Vele
PARAGUAY	Santiago Peña Palacios	Pedro Daniel Correa Ramírez (Janvier - Mars 2016) Lea Raquel Giménez Duarte (Mars 2016 -)
PÉROU	Eda Adriana Rivas Franchini (Janvier - Juillet 2016) — (Juillet 2016 - Décembre 2016) Luis Carlos Antonio Ibérico Núñez (Décembre -)	—
PHILIPPINES	Cesar V. Purisima (Janvier 2016 - Juillet 2016)	—

Membre	Gouverneur	Gouverneur suppléant
	Carlos G. Dominguez III <i>(Juillet 2016 -)</i>	
PORTUGAL	Cláudia Isabel Anacleto Pereira da Costa de Cerca Coelho	Rosa Maria Fernandes Lourenço Caetano
QATAR	Abdulaziz Ahmed Al Malki Al-Jehani	—
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	Lee Yong-joon	Lee Eun Jeong <i>(Janvier - Mars 2016)</i> — <i>(Mars 2016 -)</i>
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	Vlad Loghin <i>(Janvier - Mai 2016)</i> Iurie Usurelu <i>(Mai 2016 -)</i>	Elena Matveeva
ROUMANIE	—	Dana Manuela Constantinescu <i>(Janvier - Septembre 2016)</i> George Gabriel Bologan <i>(Septembre 2016 -)</i>
FÉDÉRATION DE RUSSIE	Andrey Bokarev	—
RWANDA	Géraldine Mukeshimana	— <i>(Janvier - Août 2016)</i> Jacques Kabale Nyangezi <i>(Août 2016 -)</i>
SAINT-KITTS-ET-NEVIS	Eugene Alistair Hamilton	Ashton Stanley
SAINTE-LUCIE	Moses Jn Baptiste <i>(Janvier - Juillet 2016)</i> — <i>(Juillet 2016 -)</i>	Hurbert Emmanuel <i>(Janvier - Septembre 2016)</i> — <i>(Septembre 2016 -)</i>
SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES	— <i>(Janvier - Avril 2016)</i> Saboto Scofield Caesar <i>(Avril 2016 -)</i>	— <i>(Janvier - Avril 2016)</i> Raymond Ryan <i>(Avril 2016 -)</i>
SAMOA	Faumuina Tiatia Liuga	Tialavea F.T. Seigafolava Hunt

Membre	Gouverneur	Gouverneur suppléant
	<i>(Janvier - Avril 2016)</i> Sili Epa Tuioti <i>(Avril 2016 -)</i>	<i>(Janvier - Avril 2016)</i> Mulipola Leiataua Laki <i>(Avril 2016 -)</i>
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	Américo D'Oliveira Ramos	Teodorico De Campos
ARABIE SAOUDITE	Abdulrahman bin Abdulmohsin Al Fadley	Sulaiman M. Al-Turki
SÉNÉGAL	Papa Abdoulaye Seck	Mamadou Saliou Diouf
SEYCHELLES	Bernard Francis Shamlaye	—
SIERRA LEONE	Joseph Sam Sesay <i>(Janvier - Février 2016)</i> Monty Patrick Jones <i>(Février 2016 –)</i>	Jongopie Siaka Stevens
ÎLES SALOMON	—	—
SOMALIE	Ahmed Hassan Gabobe <i>(Janvier - Septembre 2016)</i> — <i>(Septembre 2016 -)</i>	Ibrahim Hagi Abdulkadir
AFRIQUE DU SUD	Nomatemba Tambo	—
SOUDAN DU SUD	Beda Deng Machar <i>(Janvier - Juillet 2016)</i> Lam Akol Ajawin <i>(Juillet 2016 -)</i>	—
ESPAGNE	Francisco Javier Elorza Cavenget	Vicente Canelles Montero
SRI LANKA	— <i>(Janvier - Février 2016)</i> Daya Srikantha John Pelpola <i>(Février 2016 -)</i>	Dolugala Watte Jinadasa <i>(Janvier - Septembre 2016)</i> — <i>(Septembre 2016 -)</i>
SOUDAN	Ibrahim Adam Ahmed Al-Dukheri	Majdi Hassan Mohamed Yasin
SURINAME	Jaswant Sahtoe	—

Membre	Gouverneur	Gouverneur suppléant
SWAZILAND	Moses Malindane Vilakati	Bongani S. Masuku <i>(Janvier 2016)</i> Eric Maziya <i>(Janvier 2016 -)</i>
SUÈDE	Ulrika Modéer	Per Örnéus <i>(Janvier - Octobre 2016)</i> Magnus Lennartsson <i>(Octobre 2016 -)</i>
SUISSE	Pio Wennubst	Daniel Birchmeier
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	Ahmad Fateh Al-Qadery	—
TADJIKISTAN	Davlatoli Hotamov	—
THAÏLANDE	Theerapat Prayurasiddhi	Sompong Nimchuar
EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE	—	—
TIMOR-LESTE	Estanislau Aleixo da Silva	—
TOGO	Ouro Koura Agadazi	Akla-Esso M'Baw Arokoum
TONGA	—	—
TRINITÉ-ET-TOBAGO	Devant Maharaj <i>(Janvier 2016)</i> — <i>(Janvier 2016 -)</i>	—
TUNISIE	Yassine Brahim <i>(Janvier - Novembre 2016)</i> Mohamed Fadhel Abdelkafi <i>(Novembre 2016 -)</i>	Saad Seddik <i>(Janvier - Novembre 2016)</i> Samir Taieb <i>(Novembre 2016 -)</i>
TURQUIE	Faruk Çelik	Aydin Adnan Sezgin
TUVALU	—	—
OUGANDA	—	—
ÉMIRATS ARABES UNIS	Obeid Humaid Al Tayer	Younis Haji Al Khouri

Membre	Gouverneur	Gouverneur suppléant
ROYAUME-UNI	—	Elizabeth Nasskau
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE	Stephen Masato Wasira <i>(Janvier 2016)</i> Mwigullu Nchemba <i>(Janvier - Décembre 2016)</i> Charles John Tizeba <i>(Décembre 2016 -)</i>	James Alex Msekela <i>(Janvier - Février 2016)</i> — <i>(Février 2016 -)</i>
ÉTATS-UNIS	Jacob J. Lew	—
URUGUAY	Gastón Alfonso Lasarte Burghi	—
OUZBÉKISTAN	Ravshan Usmanov	Yashin Khidirov
VANUATU	Howard Aru	Esra Tekon Tumukon
VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU)	Simón A. Zerpa Delgado	Elías Rafael Eljuri Abraham
VIET NAM	Truong Chi Trung	Nguyen Thanh Do
YÉMEN	Ahmed Ahmed Al-Maisari	— <i>(Janvier - Décembre 2016)</i> Asmahan Abdulhameed Altoqi <i>(Décembre 2016 -)</i>
ZAMBIE	— <i>(Janvier - Février 2016)</i> Given Lubinda <i>(Février - Octobre 2016)</i> Dora Siliya <i>(Octobre 2016 -)</i>	Pamela Chibonga Kabamba <i>(Février 2016 -)</i>
ZIMBABWE	Joseph M. Made	—

LISTE DES REPRÉSENTANTS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION
au 31 décembre 2016²

MEMBRE		MEMBRE SUPPLÉANT	
Liste A			
CANADA	Karen Garner	IRLANDE	Earnán O'Cléirigh <i>(Janvier – Octobre 2016)</i> — <i>(Octobre – Novembre 2016)</i> Aidan Fitzpatrick <i>(Novembre 2016 –)</i>
FRANCE	Martin Landais <i>(Janvier - Août 2016)</i> Arnaud Guigné <i>(Septembre 2016 -)</i>	BELGIQUE	Guy Beringhs
ALLEMAGNE	Otmar Greiff <i>(Janvier - Mai 2016)</i> Martina Metz <i>(Mai 2016 -)</i>	SUISSE	Liliane Ortega
ITALIE	Adolfo Di Carluccio	AUTRICHE	Seena Garcia <i>(Janvier - Juillet 2016)</i> Verena Hagg <i>(Juillet 2016 -)</i>
JAPON	Osamu Kubota	DANEMARK	Vibeke Gram Mortensen
PAYS-BAS	Wierish Ramsoekh	ROYAUME-UNI	Elizabeth Nasskau
SUÈDE	Victoria Jacobsson	NORVÈGE	Inge Nordang
ÉTATS-UNIS	John Hurley	ESPAGNE	Juan Claudio de Ramón Jacob-Ernest

² Les dates entre parenthèses sont celles de l'entrée en fonctions et du départ du représentant concerné. L'absence de date signifie que le représentant est entré en fonctions avant janvier 2016 et/ou qu'il/elle demeurera en fonctions après décembre 2016.

MEMBRE		MEMBRE SUPPLÉANT	
Liste B			
KOWÉÏT	Yousef Ghazi Al-Bader	ÉMIRATS ARABES UNIS	Yousuf Mohammed Bin Hajar
NIGÉRIA	Yaya O. Olaniran	QATAR	—
ARABIE SAOUDITE	— (Janvier - Novembre 2016) Mohammed Ahmed M. Alghamdi (Novembre 2016 -)	INDONÉSIE	Hari Priyono
VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU)	Vanessa Rowena Avendaño	ALGÉRIE	Nourdine Lasmi
Liste C			
Sous-Liste C1			
ANGOLA	Carlos Alberto Amaral	KENYA	Fabian Muya
LIBÉRIA	Mohammed S.L. Sheriff (Janvier - Mars 2016)	ÉGYPTE	Abdelbaset Ahmed Aly Shalaby (Janvier – Mars 2016)
ÉGYPTE	Abdelbaset Ahmed Aly Shalaby (Mars 2016 -)	GHANA	— (Mars – Décembre 2016) Nii Quaye-Kumah (Décembre 2016 -)
Sous-Liste C2			
CHINE	Zhang Zhengwei (Janvier - Juillet 2016) Liu Weihua (Juillet 2016 -)	PAKISTAN	—
INDE	Raj Kumar	RÉPUBLIQUE DE CORÉE	Lee Eun Jeong (Janvier 2016 - Mars 2016) — (Mars 2016 - Avril 2016) Joo Won Chul (Avril 2016 -)
Sous-Liste C3			
BRÉSIL	Rafael Ranieri	ARGENTINE	Claudio Javier Rozencwaig
MEXIQUE	—	RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	Antonio Vargas Hernández

PUBLICATIONS EN 2016³

La présente bibliographie contient une sélection de publications. Les publications et les documents techniques portent sur des sujets spécialisés, apportent une contribution originale aux questions examinées et sont publiés par le FIDA. Les publications diffusées par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) présentent des évaluations indépendantes de nos résultats. Les documents d'orientation, les rapports techniques, les articles et les textes rédigés par le personnel et publiés en dehors du FIDA figurent aussi sur cette liste, ainsi qu'une sélection de publications externes avec l'appui du FIDA.

Enfin, nous indiquons des liens vers certains de nos supports de communication. La présente section offre un échantillon des différents types de support d'information et de plaidoyer que nous produisons afin de faire mieux connaître l'impact de l'action du FIDA et ses principaux domaines d'activité.

Publications institutionnelles

- A Bucket of Water: Reflections on sustainable rural development (à paraître)
- Journal of Law and Rural Development, issue 1 (à paraître)
- Rapport sur le développement rural 2016: encourager une transformation inclusive du monde rural
 - Vue d'ensemble (Arabe | Anglais | Français | Espagnol)
 - Chapitre 1: Structural and rural transformation in Latin America and the Caribbean (Anglais | Espagnol)
 - Chapitre 2: Structural and rural transformation in Asia and the Pacific
 - Chapitre 3: Structural and rural transformation in Africa (Anglais | Français)
 - Chapitre 4: Structural and rural transformation in the Near East, North Africa, Europe and Central Asia (Arabe | Anglais)
- Rural Lives – Un recueil de photographies (à paraître)

Publications et documents techniques

- Changement climatique
 - Conservation agriculture in sub-Saharan Africa: Teaser | How to do note | Lessons learned
 - The biodiversity advantage. Global benefits from smallholder actions
 - L'avantage des terres arides. Protéger l'environnement, autonomiser les populations (Anglais | Français)
 - The economic advantage. Assessing the value of climate change actions in agriculture
- Contribution à l'élaboration des politiques au niveau des pays
 - Country-level policy engagement in IFAD. A review of experience
 - Country-level policy engagement case studies: Benin | Tonga | Tajikistan | Viet Nam
- Analyse économique et financière
 - IFAD's Internal Guidelines: Economic and Financial Analysis of rural investment projects. Volume 3: Case Studies
- Organisations paysannes et communautaires
 - Partenariats en action: 2014-2015: Volume 1 (rapport principal) | Volume II (annexes)
 - Engaging with farmers' organizations for more effective smallholder development: Teaser | How to do note | Module 1 | Module 2 | Module 3
 - How to support community-based commodity organizations: How to do note
 - IFAD in Tajikistan: The virtues of village organizations

³ Sauf indication contraire, toutes les publications sont rédigées dans la langue utilisée pour le titre.

- Égalité entre les sexes
- IFAD's Policy on Gender Equality and Women's Empowerment: Annual Report 2015 (July–December)
- Midterm Review of IFAD's Policy on Gender Equality and Women's Empowerment
- Reducing rural women's domestic workload through labour-saving technologies and practices: Teaser | How to do note | Lessons learned | Compendium of labour-saving technologies
- Services financiers inclusifs
- Rural finance: Sustainable and inclusive financing for rural transformation
- Digital financial services for smallholder households: Teaser | How to do note | Lessons learned
- L'assurance basée sur un indice climatique: potentiel d'expansion et de durabilité pour l'agriculture et les moyens de subsistance en milieu rural (Anglais | Français | Espagnol)
- Formalisation des organisations financières à assise communautaire. Aperçu général | Note pratique | Enseignements tirés (Anglais | Français)
- Peuples autochtones
- The Indigenous Peoples Assistance Facility: A promising new link between grassroots indigenous peoples' organizations and the international community
- L'avantage des savoirs traditionnels: les savoirs des peuples autochtones dans les stratégies d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets (Anglais | Français | Espagnol)
- Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM)
- Annual Report 2015
- Agricultural Risk Management Tools (Module 3) – Resource for the e-learning curriculum course on Agricultural Risk Assessment and Management for Food Security in Developing Countries
- Country Agricultural Risk Management Packages: Cameroon, Uganda
- Envois de fonds
- Global Forum on Remittances and Development 2015: Official report
- Transferts d'argent et bureaux de poste en Afrique: répondre aux besoins des migrants et de leurs familles en milieu rural (Anglais | Français)
- Brochure sur la Journée internationale des transferts d'argent familiaux (Anglais | Français)
- Improve partnerships between Post and Money Transfer Operators for better remittance services to rural Africa
- Cartographie des zones de migration et des entreprises rurales soutenues par les migrants sénégalais
- Somali diaspora investment survey report
- Liens entre milieu rural et milieu urbain
- Inclusive rural transformation and urbanization implementation
- Sustainable urbanization and inclusive rural transformation
- Territorial approaches, rural-urban linkages and inclusive rural transformation
- Objectifs de développement durable
- Leaving no one behind: Living Up to the 2030 Agenda
- Filières
- Livestock value chain analysis and project development: How to do note
- How to monitor progress in value chain projects
- Public-Private-Producer Partnerships (4Ps) in agricultural value chains: How to do note
- Eau
- Changing lives through IFAD water investments: A gender perspective
- Série - Documents FI DA sur la recherche
- Agricultural and rural development reconsidered: A guide to issues and debates
- Migration and transformative pathways: A rural perspective
- Fostering inclusive outcomes in African agriculture: Improving agricultural productivity and expanding agribusiness opportunities

- The effects of smallholder agricultural involvement on household food consumption and dietary diversity: Evidence from Malawi
- Rural-urban linkages and food systems in sub-Saharan Africa: The rural dimension
- Why food and nutrition security matters for inclusive structural and rural transformation
- Background paper to the synthesis of the lessons learned from the IFAD9 Impact Assessment Initiative

Documents d'orientation

- IFAD's engagement in Least Developed Countries: A review
- Leaving no-one behind. Living up to the 2030 Agenda
- Sustainable urbanization and inclusive rural transformation: Policy brief
- Inclusive rural transformation and urbanization: Implementation brief

Documents de stratégie

- Gender mainstreaming in IFAD10
- Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 (Arabe | Anglais | Français | Espagnol)

Publications du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA

- Rapport annuel 2016 sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI): Introduction | Overview | Report | Profile | Infographic
- Overview of the IFAD Independent Office of Evaluation
- Manuel de l'évaluation, deuxième édition (Arabe | Français | Espagnol)
- Évaluations au niveau de l'institution
- Le Système FIDA d'allocation fondé sur la performance
- L'expérience du FIDA en matière de décentralisation
- Rapports de synthèse d'évaluations
- Gestion des ressources naturelles et de l'environnement
- Activités hors prêts dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire
- Accès des petits exploitants aux marchés
- Évaluations de programme de pays
- Éthiopie
- Gambie
- Inde
- Nigéria
- Turquie
- Évaluations d'impact
- Mozambique: Projet de pêche artisanale dans la zone du banc de Sofala
- Évaluations de la performance des projets
- Bangladesh. Projet relatif au financement du développement des entreprises et de la création d'emplois
- Chine. Programme de protection de l'environnement et de réduction de la pauvreté dans le Ningxia et le Shanxi
- Djibouti. Projet de développement du microfinancement et de la microentreprise
- Éthiopie. Projet de développement des communautés pastorales, Phase II
- Kirghizistan. Projet relatif aux investissements et aux services dans le secteur agricole
- Mauritanie. Programme de développement durable des oasis
- Nigéria. Programme de développement agricole et rural à assise communautaire
- République démocratique du Congo. Programme de réhabilitation de l'agriculture dans la Province orientale
- Philippines. Programme de promotion de la microentreprise rurale

- Articles de périodiques et autres matériels publiés par les auteurs du FIDA
- Bouzar, K. No Peace, No Sustainable Development A Vicious Cycle That We Can Break, UN Chronicle, Vol. 52/4.
- Brizzi, A. Sustainable Incentives: How Not to Eat the Planet. Huffington Post, 16 novembre 2016.
- Cantero, S. et Gentile, L.E. (IFAD) La experiencia de las Ferias Campesinas en el Paraguay. De la finca del productor a la mesa del consumidor.
- Camagni, M. et Ketting, C. The four Ps – A market-led development for smallholders. Rural 21. No. 4, 2016: 23-25.
- Davis, B., Handa, S., Hypher, N., Rossi, N.W., Winters, P. (IFAD) et Yablonski J. (éds.) (2016). From Evidence to Action: The Story of Cash Transfers and Impact Evaluation in sub-Saharan Africa. Oxford University Press: Oxford, Royaume-Uni.
- Delve, R. et Rui, B. (IFAD) and AGRA colleagues. Chapter 5 – Agricultural Productivity through intensification and local institutions. AGRA African Agriculture Status Report 2016: Progress towards Agricultural Transformation.
- D’Errico, M., Garbero, A. (FIDA), Constan M. (2016). Quantitative Analyses for Resilience Measurement. Guidance for constructing variables and exploring relationships among variables. Resilience Measurement Technical Working Group. Technical Series No. 7. Rome: Food Security Information Network.
- Garbero, A. et Songsermsawas, T. Impact of modern irrigation on household production and welfare outcomes: Evidence from the PASIDP project in Ethiopia. Décembre 2016.
- Garcia, O.A., Muthoo, A.K. et Felloni, F. Evaluating IFAD’s Support to Rural Development in Fragile States and Situations. The European Evaluation Society (EES) Newsletter: Evaluation Connections, avril 2016: 12-13.
- Liversage, H. et Jonckheere, S. Documents préparés pour la conférence Terre et pauvreté organisée par la Banque mondiale en 2016: Scaling up Responsible Land Governance, Washington, D.C., 14-18 mars 2016.
- Maldonado, J.H. et Rosada, T. (FIDA) (2016). Conclusiones en protección, producción, promoción: explorando sinergias entre protección social y fomento productivo rural en América Latina. Maldonado, J.H., Pilar Moreno-Sánchez, R., Gómez, J.A., León Jurado, V. (compiladores) Bogotá: Université des Andes, Faculté d’économie, CEDE, Ediciones Uniandes.
- Mordasini, M. Addressing forced displacement: Investing in agriculture and rural people. Huffington Post, 16 septembre 2016.
- Nwanze, K.F. Eradicating Poverty: A Lofty Ideal or Achievable Goal? Inter Press Service, 16 octobre 2016.
- Nwanze, K.F. Refugees and rural poverty. Project Syndicate, 9 septembre 2016.
- Nwanze, K.F. We grow enough food. Getting it on to people’s plates is the problem. Huffington Post, 29 août 2016.
- Nwanze, K.F. et Fan, S. (IFPRI). Climate change and agriculture: Strengthening the role of smallholders. 2016 Global Food Policy Report, 2: 12-21. Washington, D.C.: Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).
- Nwanze, K.F. Striking hunger and poverty at the roots by investing in rural communities. Voices against Hunger. BMZ, 2017 (à paraître).
- Nwanze, K.F. Climate, food security and smallholders – an essential connection. Climate Change The New Economy.
- Salazar, L., Aramburu, J., González-Flores, M. et Winters, P. (IFAD) (2016) Sowing for Food Security: A Case Study of Smallholder Farmers in Bolivia. Food Policy 65: 35-52.
- Songsermsawas, T. (IFAD), Baylis, K., Chhatre A. et Michelson, H. (2016) Can peers improve agricultural revenue? World Development 83: 163-178.
- Stecklov, G., Weinreb, A. et Winters, P. (IFAD) (2016) The exclusion from welfare benefits: Resentment and survey attrition in a randomized controlled trial in Mexico. Social Science Review 60: 100-109.
- Suttie, D. et Hussein, K. Territorial approaches, rural-urban linkages and inclusive rural transformation. FIDA, avril 2016.

- Twomlow, S. (IFAD), Delve, R. et Critchley, W. Facts, Fallacy and the Future of Good Agricultural Practices. Lesson from IFAD's sub-Saharan Africa Programmes. Société américaine d'agronomie, réunion de 2016, 6-9 novembre, Phoenix, Arizona. Symposium spécial sur la transformation de l'agronomie des petits exploitants en Afrique.
- Twomlow, S. (IFAD), Wondie, M. (IFAD), Rossiter, J. et Minale M.W. A Communities Eden – Grazing Enclosure Success in Ethiopia. International Journal of Agricultural Sustainability. 2016.

Publications de la Coalition internationale pour l'accès à la terre

- Boroowa, K. Manual on Land Monitoring: How to Establish an Effective Land Monitoring Initiative.
- Herrera, J., Soumoulou, L., Seghezze, G., Rivera, R. et Gómez, M. La tierra un recurso en disputa. Instituciones, actores y procesos en Argentina, Colombia y Venezuela.
- Coalition internationale pour l'accès à la terre. Nomadic Custodians: A Case for Securing Pastoralist Land Rights.
- Coalition internationale pour l'accès à la terre. Participatory Rangeland Resource Mapping in Tanzania. A Field Manual to Support Planning and Management in Rangelands including in Village Land Use Planning. January 2016.
- Kahn, F. Framing the Debate: Islamic Inheritance Laws and their Impact on Rural Women.
- Tefera, S., Enawgaw, C., Loyale, D.T., Eid, A., Olibui, O., LaTosky, S., Detona, M. et Nigatu, A. Pastoralists Do Plan! Community-led Land Use Planning in the Pastoral Areas of Ethiopia.

Publications conjointes et externes avec l'appui du FIDA

- Alvarado, J., Puente, A., Rubio, M.S. et Villarreal, F. (2016). La cadena de valor de embutidos y otras conservas de carne de cerdo en México, Ciudad de México, Nations Unies, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et Fonds international de développement agricole (FIDA).
- Arraes, M. F. (ed.). United Nations Agenda for the Reduction of Chronic Undernutrition in Mozambique (2015-2019). Maputo, Mozambique: Unité d'action des Nations Unies. Février 2016.
- Corredor, A. (2016). Empleo y productividad laboral agropecuaria en Colombia, Serie Macroeconomía del Desarrollo No. 176, Santiago de Chile, Nations Unies, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et Fonds international de développement agricole (FIDA).
- Garry, S. et Martínez, R. (2016). Fortalecimiento de la cadena de turismo en el Departamento de La Libertad, El Salvador, Ciudad de México, Nations Unies, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et Fonds international de développement agricole (FIDA).
- ICEFI. Bases para el desarrollo rural en Centroamérica, Guatemala. Avril 2016.
- ICEFI. Incidencia de política fiscal en la desigualdad y la pobreza - Guatemala, Guatemala. Février 2016.
- ICEFI. Incidencia de política fiscal en la desigualdad y la pobreza - Honduras, Guatemala. Février 2016.
- ICEFI. Incidencia de política fiscal en la desigualdad y la pobreza - Nicaragua, Guatemala. Février 2016.
- FIDA et les BRICS. Préparé pour le Groupe de travail des BRICS sur l'agriculture et la réunion des Ministres de l'agriculture et du développement agricole des BRICS, New Delhi, 22-23 septembre 2016.
- IFPRI et FIDA. Highlights of the IFPRI and IFAD partnership: Working together to ensure food and nutrition security.
- Kerrigan, G. (2016). Tendencias del empleo y la productividad laboral en el sector agropecuario de Chile, Serie Macroeconomía del Desarrollo No. 177, Santiago de Chile, Nations Unies, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et Fonds international de développement agricole (FIDA).

- Linares, L., Narciso, R. et Prado, P. (2016). Tendencia del empleo agropecuario en Guatemala, Serie Macroeconomía del Desarrollo No. 178, Santiago de Chile, Nations Unies, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et Fonds international de développement agricole (FIDA).
- Luis Gómez, O. (2016). Evolución del empleo y de la productividad en el sector agropecuario en México, Serie Macroeconomía del Desarrollo No. 180, Santiago de Chile, Nations Unies, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et Fonds international de développement agricole (FIDA).
- Maldonado, J.H., Moreno-Sánchez, R., Gómez, J.A., Alexander, J. et Jurado, V.L. (compiladores) (2016). Protección, producción, promoción: explorando sinergias entre protección social y fomento productivo rural en América Latina. Bogotá: Université des Andes, Faculté d'économie, CEDE, Ediciones Uniandes.
- Minzer, R. et Solís, V. (2016). Análisis estructural de la economía costarricense: el mercado laboral, Ciudad de México, Nations Unies, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et Fonds international de développement agricole (FIDA).
- Nolte, K., Chamberlain W. et Giger, M. International Land Deals for Agriculture. Fresh insights from the Land Matrix: Analytical Report II. Land Matrix, 2016.
- Oddone, N. et Alarcón, P. (2016). Fortalecimiento de la cadena de turismo de Antigua Guatemala y de los municipios rurales del Departamento de Sacatepéquez, Ciudad de México, Nations Unies, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et Fonds international de développement agricole (FIDA).
- Oddone, N., Salido, J., Santamaría, J. et Magdalena, M. (2016). Fortalecimiento de la cadena de valor de tomate y chile verde dulce en El Salvador, Ciudad de México, Nations Unies, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et Fonds international de développement agricole (FIDA).
- OCDE. Afrique subsaharienne. Rapport régional de l'indicateur institutions sociales et égalité femmes-hommes (SIGI). 2016.
- Padilla P., Oddone, R. et Oddone, N. (2016). Manual para el fortalecimiento de cadenas de valor, Ciudad de México, Nations Unies, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et Fonds international de développement agricole (FIDA).
- RIMISP (2016). Informe Latinoamericano Sobre Pobreza Y Desigualdad 2015. Género y Territorio. Santiago: Rimisp.
- Robinson-Pat, A. Learning knowledge and skills for agriculture to improve rural livelihoods. Publication. Paris et Rome: UNESCO et FIDA, 2016.
- Romero, I., Díaz, V. et Aguirre, A. (2016). Fortalecimiento de la cadena de valor de los snacks nutritivos con base en fruta deshidratada en El Salvador, Ciudad de México, Nations Unies, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et Fonds international de développement agricole (FIDA).
- Sanchez, L. et Juárez, M. (2016). Análisis de viabilidad y estudios de oferta y demanda para el fortalecimiento de un seguro agropecuario sostenible e incluyente para los medianos y pequeños productores rurales en Costa Rica, Ciudad de México, Nations Unies, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et Fonds international de développement agricole (FIDA).
- Groupe des Nations Unies pour le développement. The Role of UN Pooled Financing Mechanisms to deliver the 2030 Sustainable Development Agenda, document de travail du GNUD, préparé pour l'atelier du Groupe d'examen interinstitutions, février 2016.
- Assemblée générale des Nations Unies. Concept Note, High-Level Meeting: Way forward to enhancing Innovative Financing for 2030 Sustainable Development Goals: Recommendations from 2015 Tbilisi International Solidarity and Innovative Financing Forum, en marge de la 71^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, septembre 2016.
- United Nations Multi-Partner Trust Fund Office and Dag Hammarskjöld Foundation. Financing the United Nations Development Systems: Current Trends and New Directions. Part One: The case of IFAD: A replenishment model, juin 2016.

Weller, J. (ed.) (2016). Brechas y transformaciones: la evolución del empleo agropecuario en América Latina, Libros de la CEPAL No. 141, Santiago de Chile, Nations Unies, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et Fonds international de développement agricole (FIDA).

Weller, J. (2016). Transformaciones y rezagos: la evolución del empleo agropecuario en América Latina, 2002-2012, Serie Macroeconomía del Desarrollo No. 174, Santiago de Chile, Nations Unies, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et Fonds international de développement agricole (FIDA).

Support de communication

Le FIDA produit aussi un vaste éventail d'éléments d'information et de plaidoyer.

La banque d'images révèle les multiples visages de la vie rurale dans les pays en développement.

<http://photos.ifad.org/asset-bank/action/viewHome>

La salle des dépêches publie les communiqués les plus récents sur nos activités.

<http://www.ifad.org/media/index.htm>

Bulletins électroniques, sur les cinq régions du FIDA ou sur des thèmes spécifiques:

- Afrique orientale et australe
Regional Seeds of Innovation series (Anglais)
<http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pf/seeds/index.htm>
Progress in East and Southern Africa series (Anglais)
<http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pf/newsletter.htm>
- Proche-Orient et Afrique du Nord
Rural echoes series (Arabe | Anglais)
<http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pn/newsletters.htm>
- Bulletin électronique sur l'égalité des sexes: informations sur les activités menées, au FIDA ou à l'extérieur, à l'appui de la promotion de l'égalité hommes-femmes et de l'autonomisation des femmes. (Anglais | Espagnol | Français)
<http://www.ifad.org/gender/>
- Régimes fonciers
<http://us12.campaign-archive1.com/?u=e2b764c5d0e9a72da24d69265&id=6f16a93cbf&e=>
- Bulletin du Bureau indépendant de l'évaluation
<https://www.ifad.org/ar/evaluation/newsletter>
- Bulletins Environnement et climat
https://www.ifad.org/pub/newsletter/list/tags/climate_change

Le blog social du FIDA permet de rester informé des événements et des faits nouveaux sur le terrain et au siège.

<http://ifad-un.blogspot.com>

Les récits recueillis sur le terrain présentent l'aspect humain des projets réussis.

<http://www.ifad.org/story/index.htm>

Les fiches techniques fournissent des informations pertinentes sur des questions de développement, les pays et les régions du monde entier.

<http://www.ifad.org/pub/factsheet/index.htm>

Nos vidéos font connaître les succès et les activités que nous appuyons dans le monde entier.

<http://www.youtube.com/IFADTV>

Sans parler de notre page web Documents et publications.

<http://www.ifad.org/pub/index.htm>

Pour plus d'informations sur nos publications diffusées sur le terrain, prière de consulter le lien suivant: <http://www.ifad.org/contacts.htm#country>

États financiers consolidés du FIDA

pour l'exercice clos le 31 décembre 2016*

Sigles et acronymes	i
Appendice A Bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement)	1
Appendice B État consolidé du résultat global	2
État du résultat global (FIDA seulement)	3
Appendice B1 État consolidé de la variation des bénéfices non distribués	4
État de la variation des bénéfices non distribués (FIDA seulement)	4
Appendice C État consolidé des flux de trésorerie	5
Appendice C1 États récapitulatifs du flux de trésorerie des autres entités consolidées	6
Appendice D Notes relatives aux états financiers consolidés	7
Appendice E1 État des contributions complémentaires et supplémentaires	26
Appendice E2 État des contributions complémentaires cumulées de 1978 à 2016 et état des contributions des États membres et des donateurs pour l'Initiative PPTE	28
Appendice E3 Contributions reçues en 2016	29
Appendice E4 Fonds non dépensés en 2016 et 2015	30
Appendice E5 Fonds pour l'environnement mondial	32
Appendice F États récapitulatifs du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne	33
Déclaration de la direction sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière	35
Rapport du Commissaire aux comptes	36
Attestation du Commissaire aux comptes sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière	39
Appendice G Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en droits de tirage spéciaux (DTS)	41
Appendice H États des contributions	42
Appendice I État des prêts	50
Appendice I 1 Programme spécial pour l'Afrique	55
Appendice I 2 État des dons	57
Appendice I 3 Cadre pour la soutenabilité de la dette (FIDA seulement)	58
Appendice J État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE)	59
Appendice K État récapitulatif des contributions liées à l'Initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti	60
Appendice L Analyse des dépenses d'exploitation (FIDA seulement)	61

Les présents états financiers ont été préparés en utilisant les codes établis par l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Les notes relatives aux états financiers consolidés (appendice D) font partie intégrante des états financiers.

* Tels que soumis pour approbation à la cent vingtième session du Conseil d'administration, en avril 2017, lequel les soumettra ensuite à la quarante et unième session du Conseil des gouverneurs pour approbation, conformément à l'article XII, paragraphe 6, du Règlement financier du FIDA.

Sigles et acronymes

AMACS	Plan d'assurance maladie après cessation de service
ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
CSD	Cadre pour la soutenabilité de la dette
DTS	Droit de tirage spécial
ELM	Exigence de liquidité minimale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
IFRS	Normes internationales d'information financière
Initiative PPTE	Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés

État consolidé du résultat global

Pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015
(en milliers d'USD)

	Note	2016	2015
Recettes			
Produit des prêts		52 661	57 937
Produit/(pertes) sur liquidités et des placements	17	48 815	2 689
Recettes provenant d'autres sources	18	10 761	7 951
Recettes provenant des contributions	19	184 523	184 779
Total des recettes		296 760	253 356
Dépenses de fonctionnement			
Rémunération du personnel (salaires et prestations)	21	(83 825)	(88 156)
Dépenses administratives courantes		(34 657)	(36 393)
Consultants et personnel extérieur		(44 166)	(40 056)
Frais financiers directs (banques et placements)	24	(2 616)	(2 653)
Sous-total des dépenses d'exploitation		(165 264)	(167 258)
Autres dépenses			
Charges d'intérêt des prêts		(1 051)	(2 749)
(Provision)/reprise sur provision pour dépréciation des prêts	9 a)	(25 868)	20 130
(Dépenses)/recettes au titre de l'Initiative PPTE	26	(4 173)	(7 893)
Dépenses au titre des dons	22	(223 187)	(213 794)
Dépenses au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD)	23	(123 892)	(125 586)
Dotations aux amortissements	8	(2 585)	(1 815)
Sous-total des autres dépenses		(380 756)	(331 706)
Total des dépenses		(546 020)	(498 965)
(Déficit) avant ajustement sur la base de la juste valeur et du taux de change		(249 260)	(245 609)
Ajustement sur la base de la juste valeur	25	(4 324)	(31 102)
(Pertès)/gains de change	16	(169 541)	(274 680)
Profit net ou (perte)		(423 125)	(551 391)
Autres éléments du résultat global (pertès)/produit:			
(Pertès)/gains de change résultant de la conversion d'entités consolidées	16	6 489	(15 218)
Variation de la provision pour le Plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS)	21	(22 173)	21 188
Total des autres éléments du résultat global – (pertès)/gains		(15 684)	5 970
Total des éléments du résultat global – produit/(pertès)		(438 809)	(545 421)

État du résultat global (FIDA seulement)

Pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015
(en milliers d'USD)

	Note	2016	2015
Recettes			
Produit des prêts		51 843	57 373
Produit/(pertes) sur liquidités et des placements	17	46 002	852
Recettes provenant d'autres sources		14 714	9 724
Recettes provenant des contributions	19	5 659	2 661
Total des recettes		118 218	70 610
Dépenses de fonctionnement			
	20		
Rémunération du personnel (salaires et prestations)	21	(80 531)	(85 167)
Dépenses administratives courantes		(33 130)	(34 608)
Consultants et personnel extérieur		(40 110)	(35 404)
Frais financiers directs (banques et placements)		(2 415)	(2 449)
Sous-total des dépenses d'exploitation		(156 186)	(157 628)
Autres dépenses			
Charges d'intérêt des prêts		(874)	(1 717)
(Provision)/reprise sur provision pour dépréciation des prêts	9 a)	(25 868)	20 130
(Dépenses)/recettes au titre de l'Initiative PPTE	26	(4 173)	(7 893)
Dépenses au titre des dons	22	(55 020)	(44 840)
Dépenses au titre du CSD	23	(123 892)	(125 586)
Dotations aux amortissements	8	(2 584)	(1 815)
Sous-total des autres dépenses		(212 411)	(161 720)
Total des dépenses		(368 597)	(319 349)
(Déficit) avant ajustement sur la base de la juste valeur et du taux de change		(250 379)	(248 737)
Ajustement sur la base de la juste valeur		(5 328)	(29 526)
(Pertès)/gains de change	16	(169 541)	(274 680)
Profit net ou (perte)		(425 248)	(552 943)
Autres éléments du résultat global (pertès)/produit:			
Variation de la provision pour l'AMACS	21	(22 173)	21 188
Total des autres éléments du résultat global – (pertès)/gains		(22 173)	21 188
Total des éléments du résultat global – produit/(pertès)		(447 421)	(531 755)

État consolidé de la variation des bénéfices non distribués

Pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015
(en milliers d'USD)

	<i>Total des bénéfices non distribués</i>
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2014	(523 147)
2015	
Profit net ou (perte)	(551 391)
Total des autres éléments du résultat global	5 970
Compensation du CSD	1 612
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2015	(1 066 954)
2016	
Profit net ou (perte)	(423 125)
Total des autres éléments du résultat global (pertes)	(15 684)
Compensation du CSD	564
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2016	(1 505 200)

État de la variation des bénéfices non distribués (FIDA seulement)

Pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015
(en milliers d'USD)

	<i>Total des bénéfices non distribués</i>
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2014	(534 611)
2015	
Profit net ou (perte)	(552 943)
Total des autres éléments du résultat global	21 188
Compensation du CSD	1 612
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2015	(1 064 754)
2016	
Profit net ou (perte)	(425 248)
Total des autres éléments du résultat global (pertes)	(22 173)
Compensation du CSD	564
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2016	(1 511 611)

État consolidé des flux de trésorerie

Pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015
(en milliers d'USD)

	2016	2015
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation du FIDA		
Intérêts sur prêts (FIDA)	51 117	47 783
Intérêts sur prêts (autres fonds)	837	481
Contributions autres que celles destinées aux reconstitutions	132 341	101 489
Dépenses d'exploitation et autres paiements	(162 842)	(187 799)
Décaissements au titre des dons (FIDA)	(39 270)	(48 204)
Décaissements au titre des dons (fonds supplémentaires)	(90 477)	(78 835)
Décaissements au titre des dons CSD	(123 892)	(125 586)
Transfert aux liquidités soumises à restrictions	-	3 934
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(232 186)	(286 737)
Flux de trésorerie provenant des activités de placement		
Décaissement des prêts (FIDA)	(539 409)	(486 701)
Décaissement des prêts (autres fonds)	(50 355)	(50 346)
Remboursements de prêts – principal (FIDA)	248 121	226 652
Remboursements de prêts – autres fonds	3 411	1 293
Transfert (des)/aux placements au coût amorti	82 141	236 754
Somme reçue au titre des placements	39 520	8 975
Flux nets de trésorerie liés aux activités de placement	(216 571)	(63 373)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		
Contributions aux reconstitutions	242 685	287 024
Fonds empruntés	106 827	168 764
Emprunt au titre du fonds fiduciaire	(17 074)	(3 668)
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	332 438	452 120
Effet des variations de change sur les liquidités et équivalents	(40 787)	(109 285)
(Diminution) nette des liquidités et équivalents non soumis à restrictions	(157 106)	(7 275)
Liquidités et équivalents non soumis à restrictions en début d'exercice	1 590 046	1 597 321
Liquidités et équivalents non soumis à restrictions en fin d'exercice	1 432 940	1 590 046
Dont:		
Liquidités non soumises à restrictions	260 292	325 480
Placements non soumis à restrictions, à l'exclusion des placements détenus jusqu'à échéance et des comptes de dettes	1 172 648	1 264 566
Liquidités et équivalents en fin d'exercice	1 432 940	1 590 046

États récapitulatifs du flux de trésorerie des autres entités consolidées

Au 31 décembre 2016
(en millions d'USD)

	<i>Initiative PTE</i>	<i>Initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti</i>	<i>Fonds fiduciaire pour l'AMACS</i>	<i>Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol)</i>	<i>Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP)</i>	<i>Fonds supplémentaires</i>
Bilan						
Total actifs	2,6	26,0	69,2	293,4	251,1	442,1
Total passif	17,5	27,4	78,9	285,6	245,4	439,8
Bénéfices non distribués	(14,8)	(1,4)	(9,7)	7,8	5,6	2,3
État du résultat global						
Total des recettes	-	-	0,2	1,6	60,5	118,4
Total des dépenses d'exploitation	-	-	0,2	2,3	58,9	117,5
Solde net (recettes moins dépenses d'exploitation)	-	-	-	(0,6)	(1,6)	0,9
Flux de trésorerie nets	(0,4)	0,4	0	(4,7)	4,5	5,5

Au 31 décembre 2015
(en millions d'USD)

	<i>Initiative PTE</i>	<i>Initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti</i>	<i>Fonds fiduciaire pour l'AMACS</i>	<i>Fonds fiduciaire espagnol</i>	<i>Fonds fiduciaire de l'ASAP</i>	<i>Fonds supplémentaires</i>
Bilan						
Total actifs	3,0	28,7	63,4	319,9	295,9	448,7
Total passif	15,1	30,1	71,8	311,2	296,7	452,5
Bénéfices non distribués	(12,1)	(1,4)	(8,4)	8,7	(0,8)	(3,8)
État du résultat global						
Total des recettes	-	-	0,2	1,8	81,1	100,9
Total des dépenses d'exploitation	-	-	0,2	4,9	79,9	100,4
Solde net (recettes moins dépenses d'exploitation)	-	-	-	(3,1)	1,2	0,5
Flux de trésorerie nets	(1,5)	2,5	(3,9)	(3,8)	75,8	14,9

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTE 1

BRÈVE DESCRIPTION DU FONDS ET DE LA NATURE DE SES OPÉRATIONS

Le Fonds international de développement agricole (ci-après le FIDA ou le Fonds) est une institution spécialisée des Nations Unies. Le FIDA, qui a son siège à Rome (Italie), a officiellement vu le jour le 30 novembre 1977, date à laquelle l'Accord portant création du FIDA est entré en vigueur. Le Fonds et ses opérations sont régis par cet accord.

Tout État membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées, ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) peut devenir membre du Fonds. Celui-ci tire ses ressources des contributions des États membres, des contributions spéciales provenant d'États non membres et d'autres sources, et du produit de ses opérations.

Le Fonds a pour objectif de mobiliser des ressources additionnelles qui devront essentiellement être affectées, à des conditions de faveur, au financement de projets expressément conçus pour améliorer les systèmes de production alimentaire, le niveau nutritionnel et les conditions de vie des populations les plus pauvres des pays en développement. Le Fonds mobilise ressources et savoirs dans le cadre d'une coalition dynamique associant les ruraux pauvres, les gouvernements, les institutions financières et les organismes de développement, les organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, y compris des cofinanceurs. Les financements provenant d'autres sources que les reconstitutions, sous forme de fonds supplémentaires et de ressources humaines, font partie intégrante des activités opérationnelles du FIDA.

NOTE 2

RÉCAPITULATIF DES PRINCIPALES RÈGLES COMPTABLES

Les principales règles comptables appliquées pour établir ces états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, elles sont appliquées de manière homogène pour tous les exercices présentés.

a) Principes de base

Les états financiers consolidés du Fonds sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) et selon une approche de continuité. Des informations sont données séparément dans les états financiers là où elles sont jugées présenter un intérêt pour le lecteur.

Pour établir les états financiers conformément aux normes IFRS, il faut procéder à un certain nombre d'estimations comptables essentielles. Cela suppose aussi que la direction fasse usage de jugement pour l'application des règles comptables. Les domaines dans lesquels l'exercice de ce jugement est plus poussé ou plus complexe ou dans lesquels les hypothèses et estimations sont importantes pour les états financiers consolidés sont indiqués dans la note 3.

b) Périmètre de consolidation

Les financements sous forme de fonds supplémentaires et autres sources de financement autres que les ressources de base font partie intégrante des activités opérationnelles du FIDA. C'est pourquoi le Fonds établit des comptes consolidés qui incluent les opérations et les soldes des entités suivantes:

- le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification (PSA);
- le Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie (FFGC);
- d'autres fonds supplémentaires, notamment les dons d'assistance technique, les cofinancements, les financements obtenus pour le programme de cadres associés, les fonds supplémentaires thématiques et programmatiques; le Programme conjoint du Fonds belge pour la sécurité alimentaire (FBSA); et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM);
- le fonds fiduciaire du FIDA au titre de l'Initiative PPTÉ;
- le fonds fiduciaire du FIDA pour l'AMACS;
- le compte administratif de l'Initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti;
- le Fonds fiduciaire espagnol; et
- le Fonds fiduciaire de l'ASAP.

Ces entités sont directement liées aux activités de base du FIDA et dans une large mesure contrôlées par ce dernier. Conformément aux recommandations et accords sous-jacents établissant ces entités, le FIDA a le pouvoir de régir les règles financières et opérationnelles les concernant; le FIDA est responsable des résultats ou des effets de ses relations avec ces entités, et il est en mesure d'influer sur ces résultats et effets dans le cadre du pouvoir qu'il exerce sur les éléments qui les composent. En conséquence, elles figurent dans ses états financiers consolidés. Toutes les opérations et tous les soldes constatés entre ces entités ont été éliminés. Des états financiers supplémentaires peuvent être établis sur demande pour ces fonds à l'intention des donateurs qui en auraient besoin. L'exercice financier de toutes les entités incluses dans le périmètre de consolidation correspond à l'année civile.

Entités hébergées par le FIDA

Il existe d'autres entités que le FIDA héberge, mais dont les opérations ne font pas partie de ses activités principales, et le FIDA n'a pas le pouvoir de régir les règles financières et opérationnelles les concernant. Elles ne sont donc pas consolidées dans ses comptes, car elles échappent dans une large mesure à son contrôle. Au 31 décembre 2016, la seule entité hébergée par le FIDA était la Coalition internationale pour l'accès à la terre (dénommée auparavant Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté).

c) Conversion des monnaies et variations de change

Les postes inclus dans les états financiers consolidés sont chiffrés dans la monnaie en usage dans l'environnement économique principal dans lequel s'exercent les activités de l'entité ("la monnaie fonctionnelle"). Dans le cas du FIDA, cette monnaie est le dollar des États-Unis.

Les opérations en devises sont converties dans la monnaie fonctionnelle sur la base des taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et pertes de change résultant du règlement de ces transactions ainsi que de la conversion, aux taux de change en

vigueur à la fin de l'exercice, des actifs et passifs monétaires libellés en devises sont comptabilisés au compte de résultat pour la période correspondante.

Les résultats et la situation financière des entités/fonds consolidés dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation de l'information financière sont convertis dans cette dernière monnaie et sont comptabilisés comme suit:

- Les actifs et passifs sont convertis au taux en vigueur à la date de clôture de l'exercice, et les recettes et dépenses sont converties au taux moyen annuel; et
- Toutes les différences de change qui en résultent sont comptabilisées comme éléments distincts à la rubrique "autres éléments du résultat global".

d) Comptabilisation des actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés et inscrits au compte de résultat au coût amorti ou à la juste valeur. Leur classement dépend des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie (les conditions contractuelles donnent lieu, à des dates non déterminées, à des flux de trésorerie qui consistent seulement en paiements du principal et des intérêts sur le principal non remboursé) et du modèle de gestion qui leur est appliqué (l'intention ou non de détenir ces actifs et passifs financiers jusqu'à leur échéance). Les actifs et passifs financiers ne sont comptabilisés au coût amorti que lorsque le modèle de gestion du Fonds est de détenir ces actifs et passifs jusqu'à leur échéance et de percevoir les flux de trésorerie contractuels qui y sont rattachés (principal et intérêts seulement). Tous les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur au compte de résultat.

e) Équité

Elle s'articule autour des trois composantes suivantes: i) Contributions (fonds propres); ii) Réserve générale; et iii) Bénéfices non distribués.

i) Contributions (fonds propres)

Généralités

Les contributions que chaque Membre doit verser au Fonds sont payables à l'échéance en monnaies librement convertibles; toutefois, jusqu'à la fin de la période couverte par la troisième reconstitution, les Membres de la catégorie III pouvaient verser leur contribution dans leur propre monnaie, qu'elle soit ou non librement convertible. Les contributions doivent être versées en espèces mais, dans la mesure où le Fonds n'a pas un besoin immédiat d'une partie de la contribution pour ses opérations, cette partie peut être versée sous forme de billets à ordre non négociables, irrévocables et ne portant pas intérêt ou d'obligations payables à vue.

Une contribution à la reconstitution des ressources du FIDA est comptabilisée intégralement au titre des contributions en fonds propres et des contributions à recevoir lorsqu'un Membre dépose un instrument de contribution, à l'exception des instruments de contribution conditionnels, qui sont soumis à des décisions nationales d'ouverture de crédits et dont le montant diminuera proportionnellement à mesure que ces conditions seront remplies. Conformément à la norme IFRS 9, les montants à recevoir des États membres au titre de leur contribution et les autres sommes à recevoir, y compris les billets à ordre, sont initialement comptabilisés à leur juste valeur au compte de résultat.

Provision pour dépréciation des contributions
Les principes applicables aux provisions pour arriérés de contribution des États membres sont les suivants:

Si des éléments indiquent qu'un prêt ou une créance est déprécié, une provision pour dépréciation spécifique est comptabilisée. Le montant de la dépréciation correspond à l'écart entre la valeur comptable et la valeur qu'il est possible de recouvrer. Les critères utilisés pour déterminer s'il existe des éléments objectifs attestant d'une dépréciation sont:

- l'existence d'arriérés sur le versement des échéances (principal et intérêts) prévues au contrat;
- des difficultés de trésorerie rencontrées par l'emprunteur;
- le non-respect des dispositions contractuelles ou des conditions; et
- l'ouverture d'une procédure de faillite.

Dans ces cas de figure, une provision est constituée.

- Chaque fois qu'un versement au titre d'un instrument de contribution ou d'un tirage sur un billet à ordre accuse un retard de 24 mois, il est constitué une provision égale à la valeur de tous les arriérés de contribution ou de tous les tirages non honorés sur l'encours du billet ou des billets à ordre en question.
- Chaque fois qu'un versement au titre d'un instrument de contribution ou d'un tirage sur un billet à ordre accuse un retard de 48 mois ou plus, il est constitué une provision égale à la valeur totale des contributions impayées du Membre concerné ou à la valeur totale du billet ou des billets à ordre souscrits par celui-ci pour la période de financement considérée (c'est-à-dire pour la période de reconstitution).
- La date de clôture de l'exercice sert actuellement de point de référence pour le calcul des délais de 24 et de 48 mois.

ii) Réserve générale

La Réserve générale, qui ne peut être utilisée qu'à des fins autorisées par le Conseil des gouverneurs, a été établie pour répondre à la nécessité de se prémunir contre le risque de surengagement des ressources du Fonds qui pourrait découler des fluctuations des taux de change, et contre les retards éventuels dans la perception par le Fonds des paiements au titre du service des prêts ou dans le recouvrement des sommes qui lui sont dues au titre du placement de ses avoirs liquides. Elle a également pour fonction de couvrir le risque de surengagement qui pourrait découler d'une diminution de la valeur des actifs du Fonds par suite de fluctuations de cours affectant ses placements.

Le niveau de la Réserve générale fait l'objet d'un examen tous les trois ans au moins, afin de vérifier s'il est adapté. Le dernier examen a été conduit en 2016. Le Comité d'audit a décidé que le prochain examen formel serait mené en 2017.

iii) Bénéfices non distribués

Les bénéfices non distribués représentent l'excédent cumulé des recettes sur les dépenses, net des effets des variations de change.

f) Prêts

i) Généralités

Les prêts du FIDA sont uniquement accordés à des pays en développement qui sont membres du Fonds ou à des organisations intergouvernementales dont ces pays font partie. Dans ce dernier cas, le Fonds peut exiger des

garanties gouvernementales ou autres. Un prêt entre en vigueur à la date à laquelle le Fonds et l'emprunteur signent l'accord de prêt, à moins que celui-ci ne stipule qu'il est soumis à un acte de ratification; en ce cas l'accord entre en vigueur à la date où le Fonds reçoit l'instrument de ratification. Tous les prêts du FIDA sont approuvés et leur remboursement ainsi que le paiement des intérêts dont ils sont assortis doivent être effectués dans la monnaie spécifiée dans l'accord de prêt. Les prêts approuvés sont décaissés en faveur des emprunteurs conformément aux stipulations de l'accord de prêt.

Actuellement, les conditions de prêt sont les suivantes:

- a) Les prêts consentis à des conditions particulièrement favorables sont exempts d'intérêts mais supportent une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an; ils comportent un délai de remboursement de 40 ans, dont un différé d'amortissement de 10 ans;
- b) les prêts consentis à des conditions durcies sont exempts d'intérêts mais supportent une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an; ils comportent un délai de remboursement de 20 ans, dont un différé d'amortissement de 10 ans;
- c) les prêts consentis à des conditions mixtes (applicables à compter de 2013) sont exempts d'intérêts mais supportent une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an plus une majoration; ils comportent un délai de remboursement de 20 ans, dont un différé d'amortissement de 10 ans;
- d) les prêts consentis à des conditions intermédiaires supportent un taux d'intérêt annuel équivalant à 50% du taux d'intérêt variable de référence déterminé chaque année par le Conseil d'administration; ils comportent un délai de remboursement de 20 ans, dont un différé d'amortissement de 5 ans;
- e) les prêts consentis à des conditions ordinaires supportent un taux d'intérêt annuel équivalant à 100% du taux d'intérêt variable de référence déterminé chaque année par le Conseil d'administration; ils comportent un délai de remboursement compris entre 15 ans et 18 ans, dont un différé d'amortissement de 3 ans;
- f) aucune commission d'engagement ne sera prélevée sur les prêts.

ii) Prêts à des États non membres

À sa vingt et unième session, tenue en février 1998, le Conseil des gouverneurs a, dans sa résolution 107/XXI, approuvé l'établissement d'un fonds spécifiquement destiné à financer des prêts pour Gaza et la Cisjordanie (FFGC). Il a été à cet effet dérogé à l'application de l'article 7, section 1 b), de l'Accord portant création du FIDA. L'aide financière, y compris sous forme de prêts, est transférée au FFGC par décision du Conseil d'administration, et son remboursement, le cas échéant, est imputé directement aux ressources ordinaires du FIDA.

iii) Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés

Le FIDA participe à l'Initiative – initiale et renforcée – du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés dans le cadre de sa politique générale en matière de gestion des partenariats opérationnels avec des pays susceptibles d'avoir des arriérés à l'égard du FIDA en raison du poids du service de leur dette. Plus précisément, le FIDA accorde des allègements de dette en annulant, au profit des pays qui remplissent les conditions requises, une fraction de leurs obligations au titre du service de la dette, à mesure que celles-ci deviennent exigibles.

En 1998, le FIDA a établi un fonds fiduciaire au titre de l'Initiative PPTE. Ce fonds reçoit du FIDA et d'autres sources des ressources spécifiquement destinées à compenser la diminution convenue au titre de

l'Initiative PPTE des remboursements au(x) compte(s) de prêt. Les montants correspondant aux obligations au titre du service de la dette qui sont annulés doivent être remboursés au fur et à mesure par le fonds fiduciaire (c'est-à-dire au moment où lesdites obligations arrivent à échéance), dans la limite des ressources disponibles.

Le Conseil d'administration approuve chaque allègement de dette consenti à un pays en valeur actuelle nette, et la fraction de principal correspondant à cet allègement, estimée en valeur nominale, est ensuite inscrite au poste Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE et comptabilisée en charge au poste Dépenses au titre de l'Initiative PPTE sur l'état du résultat global. Les hypothèses sur lesquelles reposent ces estimations font l'objet de révisions périodiques. L'estimation de la valeur des imputations effectuées au titre de l'Initiative PPTE comporte un élément discrétionnaire important.

La dépense comptabilisée est compensée et la provision cumulée réduite à proportion des sommes fournies par les donateurs extérieurs, dans la mesure où des ressources de ce type sont disponibles. La provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE est réduite lorsque le fonds fiduciaire fournit la contrepartie des allègements de dette.

En novembre 2006, le FIDA a été autorisé à accéder aux ressources propres du fonds fiduciaire pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés administré par la Banque mondiale afin de contribuer au financement des allègements de dette à accorder aux pays qui atteignent le point d'achèvement. Les financements consentis sont calculés sur la base de la valeur actuelle nette de l'estimation des flux futurs liés aux allègements de dette.

iv) Comptabilisation des prêts

Les prêts sont initialement comptabilisés sur la base de leur juste valeur le premier jour (c'est-à-dire le jour du versement du montant du prêt à l'emprunteur), puis sur la base du coût amorti selon la méthode des intérêts effectifs. La juste valeur est calculée au cas par cas à l'aide d'un outil perfectionné, en actualisant la valeur estimée des flux de trésorerie futurs générés par le prêt, dans la monnaie dans laquelle celui-ci est libellé. Le facteur d'actualisation appliqué n'est pas ajusté en fonction du risque-pays, compte tenu de la très faible probabilité de non-recouvrement qui caractérise le portefeuille de prêts du FIDA. Cependant, chaque prêt en cours est analysé et, s'il existe des éléments suffisants en faveur d'une dépréciation de ces actifs, une provision est constituée.

v) Provision cumulée pour dépréciation

À l'instar des critères relatifs à la provision pour dépréciation pour les contributions à recevoir, s'il existe des éléments qui démontrent une forte détérioration de la solvabilité des emprunteurs du FIDA, une provision est établie de sorte que, si un prêt ou une créance est déprécié, une provision pour dépréciation spécifique est comptabilisée. Le montant de la dépréciation correspond à l'écart entre la valeur comptable et la valeur qu'il est possible de recouvrer. Enfin, les retards dans les paiements au titre des prêts entraînent des pertes en valeur actuelle pour le Fonds puisqu'il ne prélève pas de commissions ou d'intérêts supplémentaires sur les arriérés dus au titre des intérêts ou du principal des prêts. La provision, constituée sur une base spécifique pour ces pertes, est égale à la différence entre la valeur comptable du prêt et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs actualisés sur la base du taux d'intérêt effectif initial (c'est-à-dire le taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation du prêt). Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer avec quelque degré de certitude ce que

seront les flux de trésorerie produits par un prêt (comme c'est le cas pour tous les prêts ayant jusqu'à présent donné lieu à la constitution d'une provision), une provision sera constituée dès lors qu'un versement dû au titre du prêt aura plus de 24 mois de retard. Une provision est également constituée pour les échéances du même prêt en retard de moins de 24 mois. Tous les montants impayés à la date d'expiration de ce délai doivent être inclus dans la provision, même si une partie de l'encours du prêt est ultérieurement remboursée. Lorsque le retard dépasse 48 mois, le principal non remboursé est provisionné dans son intégralité. La date à partir de laquelle les délais susmentionnés commencent à courir est celle du bilan. Compte tenu du fait que, habituellement, les rentrées au titre des prêts sont effectives, aucune perte n'ayant jusqu'ici été comptabilisée à ce titre, le Fonds n'a pas mis en place une provision globale de dépréciation pour les prêts qui ne font pas l'objet d'une dépréciation spécifique.

vi) Situation de non-comptabilisation

Les recettes au titre des prêts sont comptabilisées selon le système de l'exercice. En cas de retard de paiement de plus de 180 jours, les intérêts et commissions de service ne sont comptabilisés comme produits que lorsqu'ils sont effectivement reçus. Des démarches sont entreprises auprès des gouvernements intéressés afin d'obtenir le règlement de ces impayés.

g) Investissements

Les placements du Fonds sont comptabilisés à la juste valeur au compte de résultat ou au coût amorti. Ils sont comptabilisés au coût amorti lorsqu'ils appartiennent à un portefeuille géré par le Fonds suivant un modèle de gestion prévoyant que ces actifs seront détenus jusqu'à leur échéance, seuls étant perçus les intérêts et le principal échus conformément aux caractéristiques contractuelles. Si les conditions ci-dessus ne sont pas remplies, le Fonds comptabilise les placements à leur juste valeur au compte de résultat. La juste valeur est déterminée conformément aux trois niveaux indiqués à la note 3. Les plus-values et moins-values réalisées ou latentes sur les titres sont comptabilisées au fur et à mesure dans le produit des placements. Les gains et les pertes de change réalisés ou latents sont inscrits au fur et à mesure au compte des variations de change. Tous les achats et ventes de titres de placement sont comptabilisés à la date de la transaction. Les produits dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de signature du contrat correspondant, puis réévalués sur cette même base ultérieurement. La majeure partie des produits dérivés étant utilisés comme instruments de couverture (bien que non comptabilisés comme tels), les variations de leur juste valeur sont immédiatement constatées sur l'état du résultat global.

h) Liquidités et équivalents

Les liquidités et équivalents comprennent les disponibilités et les dépôts à vue auprès des banques ainsi que les placements immédiatement réalisables à la date du bilan. Le montant net des sommes à payer au titre des placements et les titres détenus jusqu'à échéance ne sont pas compris dans les placements immédiatement réalisables à des fins de trésorerie.

i) Contributions (non comptabilisées dans les fonds propres)

Les contributions non destinées à la reconstitution des ressources sont inscrites comme produits dans les comptes de l'exercice d'imputation des dépenses correspondantes. Pour les activités de cofinancement de projets, les contributions reçues sont inscrites

comme produits dans les comptes de l'exercice au cours duquel le don entre en vigueur. Les contributions pour les dons programmatiques, le programme de cadres associés, le Programme conjoint du FBSA et les autres fonds supplémentaires sont inscrites au bilan comme recettes reportées et sont comptabilisées comme produits dans l'état du résultat global, à hauteur du montant des charges liées aux projets. Lorsque cela est spécifié dans les accords avec les donateurs, les contributions reçues (y compris les frais de gestion), auxquelles ne correspondent pas encore de dépenses directes, sont reportées à des exercices ultérieurs pour imputation des coûts correspondants, de même que l'intérêt produit. Cette méthode est conforme aux principes comptables adoptés en ce qui concerne les fonds supplémentaires combinés du FIDA, et présente plus clairement la nature sous-jacente des soldes en question. On trouvera une liste de ces contributions à l'appendice E.

Certains donateurs ont apporté leur concours au FIDA sous forme de ressources humaines (cadres associés) pour l'aider dans ses activités. Les contributions ainsi reçues des donateurs sont comptabilisées comme des recettes, et les coûts correspondants sont imputés aux dépenses de personnel.

j) Dons

L'Accord portant création du FIDA habilite ce dernier à accorder des dons à ses États membres ou à des organisations intergouvernementales auxquelles participent ses Membres, selon les modalités qu'il juge appropriées.

Les dons sont comptabilisés comme des dépenses à la date à laquelle ils deviennent décaissables à hauteur du montant approuvé et sont portés au passif pour les montants non décaissés à leur juste valeur conformément à la norme IFRS 9. À la suite de l'approbation par le Conseil d'administration de la version révisée des Conditions générales applicables au financement du développement agricole (avril 2009), les dons peuvent être décaissés à compter de la date à laquelle le bénéficiaire est en droit d'engager des dépenses admissibles.

Les dons annulés sont déduits des dépenses de l'exercice au cours duquel l'annulation prend effet.

k) Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD)

Dans le cadre du CSD, les pays admis à emprunter à des conditions particulièrement favorables reçoivent une aide financière sous forme de dons et non de prêts. Le manque à gagner sur le montant principal de l'aide doit être compensé par les États membres bénéficiaires au fur et à mesure des échéances (selon le calendrier de remboursement du prêt sous-jacent), tandis que les commissions de service ne sont pas censées être compensées. Conformément aux principes comptables applicables aux contributions, la contribution en fonds propres destinée à compenser les remboursements du principal non perçus au titre du CSD est comptabilisée intégralement au titre des contributions en fonds propres et des contributions à recevoir lorsqu'un Membre dépose un instrument de contribution, à l'exception des instruments de contribution conditionnels, qui sont soumis à des décisions nationales d'ouverture de crédits et dont le montant diminuera proportionnellement à mesure que ces conditions seront remplies. Conformément à la norme IFRS 9, les montants à recevoir des États membres au titre de leurs contributions et les autres sommes à recevoir, y compris les billets à ordre, sont initialement comptabilisés à leur juste valeur au compte de résultat. Les modalités de compensation du principal seront

négoziées lors de futures consultations sur les reconstitutions (voir la note 28 b) sur les éléments d'actif éventuels). Les financements consentis dans le cadre du CSD sont régis par les Conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole. Les projets financés au titre du CSD sont exécutés sur une période assez longue; ils sont comptabilisés comme des dépenses sur l'état du résultat global de l'exercice au cours duquel leurs bénéficiaires remplissent les conditions requises pour le décaissement des financements correspondants.

l) Emprunteur

Le passif correspondant est comptabilisé au coût amorti.

Emprunt au titre du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (ci-après le Fonds fiduciaire espagnol)

Le Fonds fiduciaire espagnol a été créé en 2010 après la réception des fonds à titre de prêt. Le passif correspondant est comptabilisé au coût amorti. Les fonds ont servi à financer des prêts aux emprunteurs du FIDA (à l'exception des pays bénéficiaires du CSD), selon les procédures en vigueur.

Les remboursements d'emprunt versés par le fonds fiduciaire à l'Espagne s'effectueront parallèlement aux remboursements des pays emprunteurs sur une période de 45 ans, avec un différé d'amortissement de cinq ans.

S'il s'avère que le Fonds fiduciaire espagnol ne dispose pas de ressources suffisantes pour faire face à ses engagements de paiement, l'Espagne fournira des fonds additionnels.

L'emprunt et l'accord-cadre conclu avec KfW
À sa cent douzième session, le Conseil d'administration a approuvé la signature d'un accord-cadre avec la banque de développement KfW prévoyant l'octroi de prêts individuels au FIDA. Par la suite, le prêt KfW à hauteur de 400 millions d'EUR, négocié au titre de l'accord-cadre, a été signé le 24 novembre 2014 par le Président du FIDA. Le premier accord de prêt individuel signé portait sur 100 millions d'EUR, le second sur 200 millions d'EUR et le troisième a été signé le 9 décembre 2016 pour 100 millions d'EUR. Cet emprunt sert exclusivement à financer des prêts accordés à des conditions ordinaires, libellés en euros.

Les prêts accordés par KfW sont remboursables sur 20 ans, avec un différé d'amortissement de cinq ans. Cet accord de financement a été inscrit au bilan du FIDA.

m) Régimes applicables au personnel

Obligations concernant les pensions

Le FIDA est membre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer aux fonctionnaires concernés des prestations de retraite ainsi que des indemnités en cas de décès, d'invalidité et autres. Son personnel est donc couvert par un régime de retraite par capitalisation à prestations définies. L'obligation financière du Fonds vis-à-vis de la Caisse se compose d'une cotisation obligatoire au taux établi par l'Assemblée générale des Nations Unies majorée, le cas échéant, d'une part du déficit actuariel, conformément aux dispositions de l'article 26 des statuts de la Caisse des pensions. Cette part de déficit ne doit être payée que lorsque l'Assemblée générale décide de recourir aux dispositions de l'article 26, après qu'une estimation actuarielle de l'actif de la Caisse a déterminé la

nécessité d'un tel paiement à la date d'évaluation. Au moment où les présents états ont été établis, l'Assemblée générale n'avait pas eu recours aux dites dispositions.

La méthode actuarielle adoptée pour la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies repose sur l'approche globale avec entrants. Le coût des prestations est comptabilisé en charge dans l'état des recettes et des dépenses de manière à être réparti sur les années de service des employés, conformément aux conseils des actuaires, qui effectuent une évaluation complète du régime tous les deux ans. La Caisse expose les organisations participantes à des risques actuariels liés aux actuels et anciens fonctionnaires d'autres organisations et, en conséquence, il n'existe pas de base cohérente et fiable pour répartir l'obligation, les avoirs de la Caisse et les coûts entre les organisations participantes. Le FIDA – comme les autres organisations participantes – n'est pas en mesure de déterminer avec suffisamment de fiabilité, à des fins comptables, ce que représente sa part de la position financière et de la performance de la Caisse des pensions.

Plan d'assurance maladie après cessation de service

Le FIDA participe, sur la base d'un partage des coûts, à un AMACS géré par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à l'intention des anciens fonctionnaires touchant une pension des Nations Unies et d'autres anciens fonctionnaires remplissant les conditions requises. Ce plan d'assurance maladie repose sur le principe de la répartition, c'est-à-dire qu'il finance les dépenses annuelles sur les budgets annuels et les cotisations du personnel. Depuis 2006, une évaluation indépendante du Plan d'assurance maladie a lieu chaque année.

Conformément à la norme comptable internationale (NCI) 19R, le FIDA a créé un fonds fiduciaire dans lequel il transfère les fonds nécessaires pour financer les engagements actuariels. Le coût des prestations est comptabilisé comme dépense d'exploitation. Le solde net entre les charges d'intérêts et le produit attendu des actifs du plan est inscrit au compte de résultat, tandis que les réévaluations des actifs et des passifs sont comptabilisées comme position nette dans le résultat global.

n) Provisions pour cessation de service

Les indemnités à verser aux fonctionnaires au titre des congés annuels et de l'ancienneté sont comptabilisées au moment où elles sont dues. Une provision est constituée à hauteur du montant estimatif de ces indemnités, à raison des services rendus par les fonctionnaires jusqu'à la date d'établissement du bilan.

o) Imposition

Le FIDA est une institution spécialisée des Nations Unies et, en tant que telle, jouit du privilège d'exemption fiscale en vertu de la Convention de 1947 sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées des Nations Unies et de l'accord entre l'Italie et le Fonds concernant le siège provisoire du FIDA. Les prélèvements fiscaux s'appliquant aux éléments pour lesquels l'exemption n'a pas encore été obtenue sont déduits directement du produit des placements correspondants.

p) Comptabilisation des recettes

Les recettes provenant des commissions de service et d'autres sources sont inscrites dans les comptes de l'exercice d'imputation des dépenses correspondantes (fourniture de biens ou de services).

q) Actifs corporels et incorporels

Actifs fixes

Les achats de biens mobiliers et d'équipements d'une certaine importance sont inscrits au bilan. Ces actifs sont amortis de manière linéaire sur leur durée d'utilisation estimée, selon le schéma suivant:

Aménagements et installations	10 ans
Mobilier	5 ans
Matériel de bureau	4 ans
Véhicules	5 ans

Actifs incorporels

Les coûts de développement de logiciels sont comptabilisés comme des actifs incorporels lorsque des avantages économiques futurs en sont attendus pour l'organisation. L'amortissement est calculé de manière linéaire sur la durée d'utilisation estimée du logiciel considéré (quatre à dix ans). Les aménagements des locaux loués sont comptabilisés comme des actifs. L'amortissement est calculé de manière linéaire sur la durée d'utilisation estimée, qui n'excède pas la durée du bail relatif au siège du FIDA.

NOTE 3

ESTIMATIONS ET ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION SIGNIFICATIFS

a) Estimations et hypothèses

Les estimations et éléments d'appréciation retenus, qui sont régulièrement évalués, se fondent sur l'expérience historique et d'autres facteurs, notamment l'anticipation d'événements dont la probabilité est jugée raisonnable au vu des circonstances. Par définition, les estimations comptables qui en résultent équivalent rarement aux résultats effectifs. Les estimations et hypothèses les plus susceptibles d'entraîner un ajustement significatif des actifs et passifs comptabilisés au cours du prochain exercice sont exposées ci-dessous.

Juste valeur et coût amorti des prêts, dons non décaissés, recettes reportées et sommes à recevoir au titre des billets à ordre et des contributions

On se reportera à la note 2 pour de plus amples détails sur les modèles appliqués au calcul de la juste valeur des prêts.

Pour déterminer la juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, on prend en considération les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs analogues et les prix cotés sur des marchés inactifs pour des actifs identiques, ou on applique des techniques d'évaluation.

Les actifs et passifs financiers comptabilisés au bilan à leur juste valeur sont affectés à l'une des catégories suivantes:

Niveau 1. Actifs et passifs financiers dont la valeur est calculée sur la base des prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2. Actifs et passifs financiers dont la valeur est calculée sur la base des prix cotés pour des actifs ou passifs analogues, ou de modèles de valorisation dans lesquels toutes les données significatives sont observables soit directement, soit indirectement pour toute la durée de vie de l'actif ou du passif concerné.

Niveau 3. Actifs et passifs financiers dont la valeur est calculée sur la base de prix ou de techniques d'évaluation utilisant des données qui ne sont pas

observables et qui ont des conséquences sur la mesure globale de la juste valeur.

b) Éléments d'appréciation intervenant dans l'application des règles comptables

Comptabilisation à la juste valeur

Conformément aux normes IFRS, le FIDA établit ses comptes sur la base de la juste valeur. Le rapprochement des chiffres calculés selon cette méthode et selon celle du coût amorti a été effectué sur la base des intérêts effectifs et des valeurs nominales pour les prêts, les sommes à recevoir, les dons non décaissés et les recettes reportées.

NOTE 4

SOLDES DES LIQUIDITÉS ET PLACEMENTS

Ventilation des soldes (consolidés)

Tableau 1
Au 31 décembre

	En milliers d'USD	
	2016	2015
Liquidités non soumises à restrictions	260 292	325 480
Liquidités soumises à restrictions	102	102
Sous-total des liquidités	260 394	325 582
Placements non soumis à restrictions en juste valeur	1 172 882	1 266 765
Placements au coût amorti	374 733	466 665
Placements soumis à restrictions	370	368
Sous-total des placements	1 547 985	1 733 798
Total des liquidités et placements	1 808 379	2 059 380

La composition du portefeuille par entité était la suivante:

Tableau 2
Au 31 décembre

Entité	En milliers d'USD	
	2016	2015
FIDA	1 334 547	1 525 161
Fonds fiduciaire pour l'AMACS	63 101	63 036
Fonds fiduciaire PPTE	2 647	3 007
Fonds supplémentaires	128 625	123 121
Fonds fiduciaire espagnol	169 610	237 068
Initiative pour l'allégement de la dette d'Haïti (appendice K)	26 037	28 693
ASAP	83 812	79 294
Total des liquidités et placements	1 808 379	2 059 380

a) Liquidités et placements soumis à restrictions

Conformément à l'Accord portant création du FIDA, l'utilisation des montants versés au Fonds par les États membres de l'ancienne catégorie III dans leur monnaie nationale, au titre de leurs contributions initiales ou de leurs contributions additionnelles, est soumise à restrictions.

Le FIDA a ouvert deux comptes séquestres, dont le solde total se montait au 31 décembre 2016 à 55 605 USD.

b) Composition du portefeuille de placements (consolidé) par instrument

Au 31 décembre 2016, les liquidités et les placements évalués aux cours du marché, y compris les sommes à payer et à recevoir, se chiffraient à 1 802,2 millions d'USD (2 047,6 millions d'USD en 2015), répartis comme suit:

Tableau 3

	En milliers d'USD	
	2016	2015
En espèces	260 394	325 582
Titres à revenu fixe	1 519 809	1 600 451
(Perte)/gain non réalisé sur contrats à terme	(5 256)	4 280
Dépôts à terme et autres effets bancaires	27 388	120 095
(Perte)/gain latent sur contrats à terme	6 044	8 972
Total des liquidités et placements	1 808 379	2 059 380
Sommes à recevoir sur cessions de titres et taxes récupérables	15	360
Sommes à payer sur achats de titres	(6 160)	(12 103)
Total des placements	1 802 234	2 047 637

Les placements en titres à revenu fixe et les liquidités comprenaient, au 31 décembre 2016, 381,8 millions d'USD au coût amorti (478,3 millions d'USD en 2015). Au 31 décembre 2016, la juste valeur des placements au coût amorti se montait à 383,3 millions d'USD (476,3 millions d'USD en 2015).

c) Composition du portefeuille de placements (consolidé) par monnaie

La composition par monnaie des liquidités et des placements au 31 décembre était la suivante:

Tableau 4

Devise	2016	2015
Renminbi chinois	27 825	-
Euro	791 705	874 920
Yen japonais	53 516	81 914
Livre sterling	120 749	167 259
Dollar des États-Unis	808 705	923 544
Total des liquidités et du portefeuille de placements	1 802 234	2 047 637

d) Composition du portefeuille de placements (consolidé) par échéance

Au 31 décembre, la composition par échéance des liquidités et des placements était la suivante:

Tableau 5

	En milliers d'USD	
	2016	2015
Moins de 1 an	528 633	622 178
1 à 5 ans	887 417	770 001
5 à 10 ans	301 299	506 275
Plus de 10 ans	84 885	149 183
Total des liquidités et du portefeuille de placements	1 802 234	2 047 637

Au 31 décembre 2016, la durée moyenne des placements à revenu fixe restant à courir jusqu'à l'échéance dans le portefeuille consolidé était de 43 mois (55 mois en 2015).

e) Gestion des risques financiers

Les placements du FIDA sont exposés à divers risques financiers: risque de marché, risque de crédit, risque de change, risque de garde et risque de liquidité. Ses activités exposent également le Fonds à un risque en capital qui est toutefois limité au portefeuille de placements.

f) Risque de marché

Conformément à sa politique de placement, le FIDA investit dans plusieurs catégories d'actifs à revenu fixe. Lorsqu'il y a lieu, la direction du FIDA prend les mesures tactiques qui s'imposent à court terme pour protéger l'ensemble du portefeuille de placements contre les évolutions défavorables du marché.

Le risque de marché concernant les autres entités figurant dans les états financiers consolidés est considéré comme négligeable.

Les tableaux 6 et 7 ci-après indiquent la part relative et le montant effectifs des placements effectués dans les différentes classes d'actifs que comporte le portefeuille aux 31 décembre 2016 et 2015. Les chiffres présentés ci-dessous concernent uniquement le FIDA et correspondent à la valeur actuelle nette.

Tableau 6
2016

Classe d'actifs	Allocation		Politique de placement
	%	En millions d'USD	%
En espèces	6,8	91,3	-
Dépôts à terme	1,5	20,6	-
Obligations d'État multimarchés/ d'organismes	38,0	504,7	50,0
Obligations multimarchés	32,5	431,9	25,0
Titres multimarchés indexés sur l'inflation	11,0	146,4	10,0
Titres d'emprunt des marchés émergents	10,0	133,5	15,0
Total	100,0	1 328,4	100,0

Tableau 7
2015

Classe d'actifs	Allocation		Politique de placement
	%	En millions d'USD	%
Liquidités à court terme	3,7	56,0	6,3
Portefeuille stratégique multimarchés	14,0	212,6	15,3
Portefeuille d'actifs et de passifs	10,0	151,8	10,0
Obligations d'État multimarchés	24,1	364,4	32,4
Titres multimarchés diversifiés à revenu fixe	16,3	246,9	9,0
Titres multimarchés indexés sur l'inflation	17,4	263,2	18,0
Titres d'emprunt des marchés émergents	14,5	218,8	9,0
Total	100,0	1 513,7	100,0

Appendice D

Les classes d'actifs sont gérées selon des lignes directrices, et celles-ci limitent le choix des instruments admissibles et d'autres restrictions:

1. Indices de référence et limitation de l'écart autorisé par rapport à ces indices (écart de suivi).
2. Notes de crédit minimales (voir ci-après la note 4 g) Risque de crédit).
3. La valeur exposée conditionnelle (CVaR) mesure la perte moyenne potentielle à attendre d'un portefeuille dans des conditions extrêmes. Elle donne une indication de la valeur que le portefeuille pourrait perdre au cours d'une période donnée.
4. La durée mesure la sensibilité du prix du marché d'un placement à taux fixe par rapport à une variation des taux d'intérêt.

Les indices de référence retenus pour les différentes catégories d'actifs sont indiqués dans le tableau 8 ci-après.

Tableau 8
Indices de référence par portefeuille

Portefeuille	Indice de référence
Liquidités opérationnelles	Identique au rendement
Portefeuille stratégique multimarchés	Indice sectoriel étendu équipondéré (calculé en interne sur une base trimestrielle)
Portefeuille de liquidités multimarchés	Zéro
Portefeuille de renminbis chinois	Zéro
Portefeuille d'actifs et de passifs	Taux de rendement des remboursements de dette
Obligations d'État multimarchés	Indice Barclays pour les obligations d'État multimarchés à échéance de 1 an
Obligations multimarchés	Indice Barclays pour les titres multimarchés à revenu fixe (A- ou plus)
Obligations d'État mondiales indexées sur l'inflation	Indice Barclays Capital pour les obligations d'État indexées sur l'inflation (1 à 10 ans)
Titres d'emprunt des marchés émergents	Indice Barclays pour les titres de dette des marchés émergents de qualité investissement (BBB- ou plus)

L'exposition au risque de marché est ajustée par restructuration des échéances en fonction de l'évolution des cours de titres.

En matière de durée, les limites supérieures sont les suivantes:

- un an de plus que la référence pour les obligations d'État mondiales;
- deux ans de plus que la référence pour les obligations multimarchés;
- deux ans de plus que la référence pour les obligations multimarchés indexées sur l'inflation; et
- deux ans de plus que la référence pour les titres de dette des marchés émergents.

Les liquidités, le portefeuille stratégique multimarchés, le portefeuille de renminbis chinois et le portefeuille d'actifs et de passifs sont tous gérés en interne, et leur durée n'est pas plafonnée, exception faite de l'imposition d'une durée maximale pour les placements admissibles. La durée actuelle du portefeuille de placements du FIDA aux 31 décembre 2016 et 2015 et les valeurs de référence

correspondantes sont indiquées au tableau 9 ci-dessous.

Tableau 9
Duration moyenne des placements et durée de référence, en nombre d'années (FIDA seulement)
Aux 31 décembre 2016 et 2015

Portefeuille	Portefeuille		Référence	
	2016	2015	2016	2015
Liquidités opérationnelles	-	-	-	-
Portefeuille stratégique multimarchés	1,9	2,1	s.o.	s.o.
Portefeuille de liquidités multimarchés	0,1	-	s.o.	-
Portefeuille de renminbis chinois	0,1	-	s.o.	-
Portefeuille d'actifs et de passifs	1,6	4,3	s.o.	s.o.
Obligations d'État multimarchés	0,6	0,8	1,0	1,0
Obligations multimarchés	4,5	4,2	4,8	4,6
Titres multimarchés indexés sur l'inflation	5,9	6,3	5,3	5,3
Titres d'emprunt des marchés émergents	6,0	6,6	6,6	6,5
Duration moyenne totale	2,8	3,5	3,0	2,9

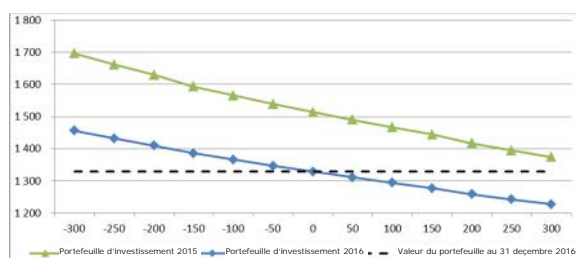
L'analyse de sensibilité du portefeuille de placements du FIDA présentée au tableau 10 ci-après montre l'incidence qu'un déplacement positif et négatif symétrique de la courbe de rendement (de -300 à +300 points de base) aurait sur la valeur du portefeuille de placements au 31 décembre 2016 et au 31 décembre 2015.

Tableau 10
Analyse de sensibilité de la valeur du portefeuille de placements (FIDA seulement)

Variation de la courbe de rendement en points de base	2016		2015	
	Variation de la valeur du portefeuille sous mandat de gestion (en millions d'USD)	Total portefeuille (en millions d'USD)	Variation de la valeur du portefeuille sous mandat de gestion (en millions d'USD)	Total portefeuille (en millions d'USD)
-300	128	1 456	183	1 697
-250	104	1 432	148	1 662
-200	81	1 410	116	1 630
-150	57	1 386	79	1 593
-100	37	1 366	52	1 566
-50	18	1 347	25	1 539
0	0	1 311	-	1 514
50	(18)	1 311	(24)	1 490
100	(35)	1 293	(47)	1 467
150	(51)	1 277	(69)	1 445
200	(70)	1 258	(97)	1 417
250	(86)	1 242	(119)	1 395
300	(102)	1 227	(140)	1 374

Le graphique ci-après illustre la relation négative entre rendement et valeur des placements à revenu fixe.

Analyse de sensibilité de la valeur du portefeuille de placements (FIDA seulement)
(en millions d'USD)



Au 31 décembre 2016, si le niveau général des taux d'intérêt sur les marchés mondiaux avait été supérieur de 300 points de base (déplacement positif parallèle de la courbe de rendement), la valeur de l'ensemble du portefeuille aurait été inférieure de 102 millions d'USD du fait des pertes enregistrées sur les placements évalués au cours du marché. Si le niveau général des taux d'intérêt sur les marchés mondiaux avait été inférieur de 300 points de base (déplacement parallèle de la courbe de rendement), la valeur de l'ensemble du portefeuille aurait été supérieure de 128 millions d'USD du fait des gains enregistrés sur les placements évalués au cours du marché.

Le tableau 11 ci-dessous indique l'écart de suivi (tracking error) maximal autorisé par les lignes directrices de la politique de placement. L'écart de suivi, qui correspond à l'écart type annualisé de la performance relative du portefeuille par rapport à l'objectif de référence, mesure les positions actives prises dans la gestion d'un portefeuille par rapport à l'objectif de référence.

Tableau 11
Écart de suivi maximal autorisé par classe d'actifs

Portefeuille	Erreurs de réplification maximales (pourcentage par an)
Portefeuille stratégique multimarchés	s.o.
Portefeuille d'actifs et de passifs	s.o.
Portefeuille de liquidités multimarchés	1,5
Portefeuille de renminbis chinois	1,5
Obligations d'État multimarchés	1,5
Obligations multimarchés	3,0
Obligations d'État mondiales indexées sur l'inflation	2,5
Titres d'emprunt des marchés émergents	4,0

Au 31 décembre 2016, l'écart de suivi de l'ensemble du portefeuille était de 0,15% (contre 0,57% en 2015). Aucun écart de suivi maximal n'a été défini pour le portefeuille stratégique multimarchés ni pour le portefeuille d'actifs et de passifs.

g) Risque de crédit

L'Exposé de la Politique de placement du FIDA et les lignes directrices en la matière fixent des normes de qualité minimales pour le choix des titres et des contreparties. Ces normes reflètent les notes attribuées aux établissements bancaires et aux émissions obligataires par les grandes agences de notation financière. Les notes de crédit minimales pour les classes d'actifs entrant dans la composition du

portefeuille de placements du FIDA admissibles au titre de l'Exposé de la Politique de placement et des directives en la matière sont indiquées au tableau 12 ci-dessous.

Tableau 12
Notes de crédit minimales exigées aux termes de l'Exposé de la Politique de placement au 31 décembre 2016

Catégories d'actifs admissibles	Notes de crédit minimales (Standard & Poor's [S&P] 500, Moody's et Fitch)
Marché monétaire	Note minimale des titres à court terme de la contrepartie: A-1 (S&P), F1 (Fitch) ou P-1 (Moody's)
Titres à revenu fixe, nominaux ou indexés sur l'inflation	Valeur d'investissement
Titres d'État et d'organismes publics à taux fixe au niveau national et infranational	Valeur d'investissement
Titres d'émetteurs supranationaux	Catégorie investissement
Titres adossés à des actifs (uniquement émis ou garantis par des agences)	AAA
Obligations d'entreprises	Catégorie investissement
Actions des marchés développés	Valeur d'investissement
Contrats de change à terme ^a	Note minimale des titres à court terme de la contrepartie: A-1 (S&P), F1 (Fitch) ou P-1 (Moody's)
Contrats à terme et options négociés sur des marchés organisés ^{a, b}	
Swaps de taux d'intérêt ^a	
Swaps de devises	
Échange d'actifs	
Swaps de défaut de crédit ^a	

^a Instruments dérivés à des fins de couverture uniquement.

^b Seuls sont autorisés les contrats à terme et les options négociés sur des marchés organisés.

Au 31 décembre 2016, la note de crédit moyenne de chaque classe d'actifs était égale ou supérieure à la notation minimum admissible au titre de l'Exposé de la Politique de placement et des directives relatives aux placements (tableau 13).

Tableau 13
Notes de crédit moyennes par classe d'actifs
(FIDA seulement)

Aux 31 décembre 2016 et 2015

Portefeuille	Note de crédit moyenne ^a	
	2016	2015
Liquidités opérationnelles	P-1	P-1
Portefeuille stratégique multimarchés	Aa2	Aa2
Portefeuille d'actifs et de passifs ^b	A2	Aa3
Portefeuille en renminbis chinois ^c	Dépôts à terme	-
Obligations d'État multimarchés	Aa1	Aaa
Obligations multimarchés	A1	A2
Titres multimarchés indexés sur l'inflation	Aaa	Aaa
Titres d'emprunt de marchés émergents	A3	A3

^a La note de crédit moyenne est calculée sur la base des valeurs de marché aux 31 décembre 2016 et 2015, excepté pour les placements multimarchés stratégiques, la note moyenne étant dans ce cas calculée sur la base du coût amorti. Les notations retenues dans le présent rapport se fondent sur les meilleures notations disponibles auprès de Standard & Poor's (S&P), Moody's ou Fitch.

^b Environ 20% du portefeuille d'actifs et de passifs est sous forme de liquidités opérationnelles dans une banque commerciale ayant l'agrément du FIDA et bénéficiant d'une notation de crédit équivalente à P3 ou BBB telle que signalée par Fitch.

^c La contrepartie des dépôts à terme du portefeuille en renminbis chinois est la Banque des règlements internationaux (BRI).

h) Risque de change

La plupart des engagements du FIDA sont constitués par les prêts et dons non décaissés et sont libellés en droits de tirage spéciaux (DTS). Le portefeuille de placements du FIDA est donc utilisé de manière à réduire au minimum le risque de change global auquel le Fonds est exposé du fait de ces engagements. Dans la mesure du possible, le Fonds s'efforce donc de faire en sorte que ses actifs soient libellés dans les monnaies composant le panier du DTS et répartis selon les mêmes ratios. Les montants affectés à la Réserve générale et les engagements au titre des dons libellés en dollars des États-Unis ont aussi pour contrepartie des actifs libellés dans la même monnaie.

En cas de défaut d'alignement jugé important et persistant, le FIDA entame une procédure de réalignement en modifiant la part relative des différentes monnaies à l'intérieur du portefeuille de placements de manière que l'ensemble de l'actif reflète à nouveau les pondérations du DTS.

Le tableau 14 ci-dessous indique le degré d'alignement de l'ensemble de l'actif du FIDA sur le panier du DTS au 31 décembre 2016. Le renminbi chinois a été inclus dans le panier du DTS en octobre 2016.

Tableau 14
Alignement de l'actif sur le panier du DTS (FIDA seulement)
Au 31 décembre 2016

Groupe de monnaies	Montant net des actifs (%)	Coefficient de pondération dans le panier du DTS	Écart
Dollar des États-Unis	44,91	43,34	1,57
Renminbi chinois	1,83	10,89	(9,06)
Euro	26,75	30,32	(3,57)
Yen japonais	9,95	7,58	2,37
Livre sterling	16,55	7,86	8,68
Total	100,0	100,0	0,0

Au 31 décembre 2016, si le dollar des États-Unis s'était déprécié (ou apprécié) de 10% par rapport aux trois autres monnaies composant le panier du DTS, la composition de l'actif du FIDA aligné sur le panier du DTS aurait été celle indiquée au tableau 15 ci-dessous.

Tableau 15
Sensibilité de l'actif aligné sur le panier du DTS (FIDA seulement)
Au 31 décembre 2016

Groupe de monnaies	Écart par rapport aux pondérations du DTS	
	USD en baisse de 10% (%)	USD en hausse de 10% (%)
Dollar des États-Unis	(2,6)	2,4
Renminbi chinois	0,5	(0,5)
Euro	1,4	(1,3)
Yen japonais	0,3	(0,3)
Livre sterling	0,4	(0,3)
Total	-	-

Afin de diversifier les placements et d'améliorer les rendements, le Fonds peut investir dans des titres libellés dans des monnaies autres que celles du panier du DTS et effectuer des opérations à terme sur devises négociées de gré à gré afin de maintenir l'équilibre monétaire entre ses engagements libellés en DTS et en dollars des États-Unis.

i) Risque de liquidité

Une gestion prudente du risque de liquidité suppose notamment de conserver suffisamment d'actifs liquides ou équivalents pour faire face s'il y a lieu aux décaissements de prêts et de dons ainsi qu'aux autres dépenses administratives.

Le risque de liquidité est limité au moyen de l'établissement d'une exigence de liquidité minimale (ELM). La politique du FIDA en matière de liquidités, de même que l'ELM révisée approuvée pour la période de la Dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10) (2016-2018), prescrit que le niveau des actifs très liquides détenus dans le portefeuille de placements du FIDA doit rester supérieur à 60% du niveau projeté des décaissements bruts annuels (sorties de fonds), établi en tenant compte des besoins supplémentaires susceptibles de survenir en cas de crise de liquidité.

Les dernières hypothèses du modèle financier du FIDA, établies sur la base du niveau des ressources disponibles pour engagement en 2016 selon le principe du flux de trésorerie durable, donnent une ELM de 582,5 millions d'USD que le solde du portefeuille de placements permet de couvrir largement puisqu'il s'établit à 1 328,3 millions d'USD.

j) Risque de ressources

La politique générale du FIDA en matière de ressources est soumise périodiquement à l'examen de la direction et fait également l'objet d'une évaluation de la part des principales parties prenantes une fois au moins lors de chaque cycle de reconstitution. Le FIDA surveille de près et à intervalles réguliers l'état de ses ressources, afin de garantir la poursuite de ses activités. En conséquence, il ajuste le montant de ses nouveaux engagements de prêts et dons au cours de chaque année civile en fonction des ressources disponibles. La prévision des ressources à plus long terme est réalisée dans le cadre de l'analyse du modèle financier du FIDA.

NOTE 5

BILLETS À ORDRE ET SOMMES À RECEVOIR DES CONTRIBUANTS

Tableau 1

	En milliers d'USD	
	2016	2015
Billets à ordre à encaisser		
Contributions aux reconstitutions	308 812	213 119
ASAP	169 931	202 696
Total	478 743	415 815
Ajustement sur la base de la juste valeur	(6 638)	(13 565)
Billets à ordre à encaisser	472 105	402 250
Contributions à recevoir		
Contributions aux reconstitutions	475 127	624 561
Contributions supplémentaires	319 855	331 044
ASAP	1 150	25 112
Total	796 132	980 717
Ajustement sur la base de la juste valeur	(18 320)	(10 933)
Contributions à recevoir	777 812	969 784
Instruments de contribution conditionnels	(65 248)	(5 912)
Total billets à ordre et contributions à recevoir	1 184 669	1 366 120

a) Contributions initiales et contributions aux première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième et neuvième reconstitutions des ressources

Ces contributions ont été intégralement acquittées, excepté dans les cas indiqués à la note 6 et dans le tableau 2 ci-dessous :

Tableau 2

Contributions non versées/encaissées

Au 31 décembre 2016

Donateur	En milliers d'USD	
	Reconstitutions	Montant
États-Unis ^a	Septième	1 754
États-Unis ^a	Huitième	560
Brésil ^b	Neuvième	16 700
Ghana	Neuvième	140
Japon ^b	Neuvième	12 710
États-Unis ^a	Neuvième	18 000

^a Cas dans lesquels l'État membre et le FIDA sont convenus d'un calendrier d'encaissement ou dans lesquels la contribution

est soumise à ratification.

^b Cas dans lesquels l'État membre et le FIDA sont convenus d'un calendrier d'encaissement particulier.

b) Dixième reconstitution

Des précisions sur les contributions et paiements effectués pour FIDA9 et FIDA10 sont données à l'appendice H. FIDA10 est entrée en vigueur le 2 décembre 2015.

c) Programme spécial pour l'Afrique (PSA)

Des précisions sur les contributions au PSA au titre des première et seconde phases sont données au tableau 3 de l'appendice H.

d) Risque de crédit

Les contributions des donateurs au FIDA étant garanties par les États, le Fonds part du principe que chacune des contributions pour lesquelles un instrument juridiquement contraignant a été déposé sera finalement versée. Le risque de non-recouvrement est couvert par la constitution de provisions sur les contributions.

e) Instruments de contribution et billets à ordre conditionnels

Au 31 décembre 2016, le montant des contributions à recevoir et billets à ordre encore soumis à des décisions nationales d'ouverture de crédits s'élevait à 65,2 millions d'USD (5,9 millions d'USD au 31 décembre 2015).

NOTE 6

PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES CONTRIBUTIONS

La juste valeur des provisions est identique à leur valeur nominale étant donné que les sommes à recevoir et billets à ordre correspondants sont déjà exigibles à la date du bilan. Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions dont le montant au 31 décembre est indiqué ci-après:

Tableau 1

	En milliers d'USD	
	2016	2015
Solde en début d'exercice	168 446	168 448
(Diminution)/augmentation nette de la provision	(46 816)	-
Réévaluation	-	(2)
Solde en fin d'année	121 630	168 446
Décomposés comme suit:		
Billets à ordre des contribuants a)	36 045	80 861
Sommes à recevoir des contribuants b)	85 585	87 585
Total	121 630	168 446

a) Provisions au titre des billets à ordre

Au 31 décembre 2016, les contributions aux reconstitutions des ressources du FIDA jusques et y compris FIDA9, déposées sous forme de billets à ordre, avaient été tirées à 100%.

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions au titre des billets à ordre, dont le montant au 31 décembre est indiqué ci-après:

Tableau 2

	En milliers d'USD	
	2016	2015
Contributions initiales		
Iran (République islamique d) [*]	29 358	29 358
Iraq	-	13 717
	29 358	43 075
Première reconstitution		
Iraq [*]	-	31 099
	-	31 099
Troisième reconstitution		
République populaire démocratique de Corée	600	600
Libye	6 087	6 087
	6 687	6 687
Total	36 045	80 861

* En 2016, le Conseil a approuvé la proposition de rééchelonnement des contributions dues par la République d'Iraq.

b) Provisions au titre des sommes à recevoir des contribuants

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions au titre de certaines de ces sommes à recevoir, comme indiqué ci-dessous:

Tableau 3

	En milliers d'USD	
	2016	2015
Contributions initiales		
Comores	8	8
Iran (République islamique d')	83 167	83 167
	83 175	83 175
Deuxième reconstitution		
Iraq	-	2 000
	-	2 000
Troisième reconstitution		
Iran (République islamique d')	2 400	2 400
Sao Tomé-et-Principe	10	10
	2 410	2 410
Total	85 585	87 585

NOTE 7

AUTRES SOMMES À RECEVOIR

	En milliers d'USD	
	2016	2015
Sommes à recevoir sur cessions de titres	15	360
Autres sommes à recevoir	20 800	14 447
Total	20 815	14 807

Les sommes ci-dessus devraient toutes être reçues dans l'année qui suit la date du bilan. Les autres montants à recevoir comprennent les remboursements du pays hôte au titre des dépenses encourues durant l'exercice.

NOTE 8

IMMOBILISATIONS

	En milliers d'USD			31 déc. 2016
	1 ^{er} janv. 2016	Augmentation/ diminution	Réévaluation/ ajustement	
Coût				
Informatique - matériel	3 540	93		3 633
Informatique - logiciels	14 384	4 058		18 442
Véhicules	349	86		435
Mobilier et installations	419	79	(9)	489
Aménagement des locaux loués	1 090	147		1 237
Coût total	19 782	4 463	(9)	24 236
Dotation aux amortissements				
Informatique - matériel	(2 515)	(444)		(2 959)
Informatique - logiciels	(4 932)	(2 017)		(6 949)
Véhicules	(60)	(71)		(131)
Mobilier et installations	(344)	(13)	9	(348)
Aménagement des locaux loués	(904)	(40)		(944)
Total dotation aux amortissements	(8 755)	(2 585)	9	(11 331)
Immobilisations nette:	11 027	1 878		- 12 905

* Résultat dû à des variations de change sur une immobilisation détenue dans une unité libellée en euros.

NOTE 9

PRÊTS

a) Provision cumulée pour dépréciation

La provision cumulée pour dépréciation des prêts se décompose comme suit:

Tableau 1

	En milliers d'USD	
	2016	2015
Solde en début d'exercice	35 518	58 156
(Diminution)/augmentation nette de la provision	25 868	(20 130)
Réévaluation	(1 827)	(2 508)
Solde en fin d'exercice en valeur nominale	59 559	35 518
Ajustement sur la base de la juste valeur	(54 545)	(30 961)
Total	5 014	4 557

Tous les prêts couverts par la provision cumulée sont dépréciés à 100%, à l'exception de la provision constituée pour couvrir ceux du Yémen et un prêt de la République populaire démocratique de Corée, qui sont dépréciés à hauteur des échéances impayées.

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions au titre des prêts non remboursés, dont le montant au 31 décembre est indiqué ci-après:

Tableau 2

Montants en DTS	2016	2015
République populaire démocratique de Corée	24 637	8 370
Somalie	17 299	17 299
Yémen	2 355	-
Total	44 291	25 669
Équivalent en USD	59 559	35 518
Ajustement sur la base de la juste valeur	(54 545)	(30 961)
Total	5 014	4 557

On trouvera à l'appendice I un état détaillé des prêts approuvés, des décaissements effectués et des remboursements perçus.

b) Situation de non-comptabilisation

Si les montants impayés au titre des prêts en situation de non-comptabilisation avaient été comptabilisés, le produit des prêts indiqué dans l'état du résultat global pour l'exercice 2016 aurait été supérieur de 876 710 USD (650 159 USD en 2015).

c) Ventilation de l'encours des prêts

La ventilation de l'encours des prêts par entité au 31 décembre était la suivante:

Tableau 3

	En milliers d'USD	
	2016	2015
FIDA	6 377 221	6 270 436
Fonds fiduciaire espagnol	133 208	90 875
Total	6 510 429	6 361 311
Ajustement sur la base de la juste valeur	(1 192 146)	(1 196 156)
Total	5 318 283	5 165 155

Une ventilation plus détaillée est présentée dans le tableau 4:

Tableau 4

	En milliers d'USD	
	2016	2015
FIDA – prêts approuvés moins annulations moins remboursements en totalité et ajustement pour variation en USD de la valeur totale des prêts en DTS et EUR (appendice I, tableau 1) [*]		
Prêts approuvés	11 828 772	11 605 710
Solde non décaissé	(3 323 099)	(3 333 550)
Remboursements	(2 316 600)	(2 202 679)
Intérêts/principal à recevoir	13 297	13 001
Encours des prêts en valeur nominale	6 202 370	6 082 482
Ajustement sur la base de la juste valeur	(1 127 486)	(1 127 016)
Encours des prêts	5 074 884	4 955 466

PSA – prêts approuvés moins annulations moins remboursements en totalité et ajustement pour variation en USD de la valeur totale des prêts en DTS (appendice I1)

Prêts approuvés	303 850	312 658
Remboursements	(129 487)	(125 274)
Intérêts/principal à recevoir	488	570
Encours des prêts	174 851	187 954
Ajustement sur la base de la juste valeur	(55 295)	(61 097)
Encours des prêts	119 556	126 857

Total des prêts approuvés moins annulations moins remboursements en totalité et ajustement pour variation en USD

Prêts approuvés	12 132 622	11 918 367
Solde non décaissé	(3 323 099)	(3 333 550)
Remboursements	(2 446 087)	(2 327 953)
Intérêts/principal à recevoir	13 785	13 571
Encours des prêts en valeur nominale	6 377 221	6 270 436
Ajustement sur la base de la juste valeur	(1 182 781)	(1 188 113)
Encours des prêts	5 194 440	5 082 323

* Ce solde comprend des prêts libellés en euros financés sur le produit du mécanisme d'emprunt.

Tableau 5

Fonds fiduciaire espagnol – prêts approuvés moins annulations moins remboursements en totalité et ajustement pour variation en USD de la valeur totale des prêts en EUR		
Prêts approuvés	308 194	314 413
Solde non décaissé	(170 689)	(225 409)
Remboursements	(4 519)	(1 293)
Intérêts/principal à recevoir	222	164
Encours des prêts en valeur nominale	133 208	90 875
Ajustement sur la base de la juste valeur	(9 365)	(8 043)
Encours des prêts	123 843	82 832

À la fin de l'année, la juste valeur du portefeuille de prêts non remboursés s'élevait à 5 851,6 millions d'USD.

d) Risque de crédit

En raison de la nature de ses emprunteurs, le Fonds part du principe que chacun de ses prêts est assorti d'une garantie souveraine et sera donc un jour remboursé. Le risque de non-recouvrement est couvert à la fois par la provision cumulée pour dépréciation des prêts et par la provision cumulée au titre de l'Initiative PPTe. Les prêts ayant accumulé des arriérés de plus de 180 jours sont placés en situation de non-comptabilisation.

e) Risque de marché

Le risque de taux d'intérêt encouru par le FIDA sur son portefeuille de prêts est jugé minime étant donné que celui-ci se compose pour 87,5% (90,3% au 31 décembre 2015) de prêts consentis à des conditions particulièrement favorables, c'est-à-dire assortis de taux qui ne sont pas susceptibles de varier chaque année. On trouvera une ventilation du portefeuille en fonction des conditions de prêt à l'appendice I, tableau 4, et à l'appendice I1, tableau 4.

f) Estimation de la juste valeur

En dehors de l'évaluation et de la comptabilisation initiales, les hypothèses retenues pour le calcul de la juste valeur ne sont pas sensibles aux variations des taux d'actualisation. L'incidence de la variation du taux de change est étroitement surveillée.

NOTE 10

INSTRUMENTS FINANCIERS
PAR CATÉGORIE

Selon les principes comptables applicables aux instruments financiers, les actifs et les passifs du Fonds se répartissent en plusieurs catégories comme suit:

Tableau 1
2016

2016	En millions d'USD			
	Liquidités et dépôts bancaires	Placements à la juste valeur par le compte de résultat	Placements au coût amorti	Prêts au coût amorti
Niveau 1				
Liquidités et soldes bancaires	260			
Placements à la juste valeur par le compte de résultat		963		
Placements au coût amorti			258	
Niveau 2				
Placements à la juste valeur par le compte de résultat		204		
Placements au coût amorti			117	
Encours des prêts				5 301
Total	260	1 167	375	5 301

Tableau 2
2015

2015	En millions d'USD			
	Liquidités et dépôts bancaires	Placements à la juste valeur par le compte de résultat	Placements au coût amorti	Prêts au coût amorti
Niveau 1				
Liquidités et soldes bancaires	326			
Placements à la juste valeur par le compte de résultat		988		
Placements au coût amorti			399	
Niveau 2				
Placements à la juste valeur par le compte de résultat		268		
Placements au coût amorti			137	
Encours des prêts				5 142
Total	326	1 255	467	5 142

NOTE 11

INITIATIVE POUR LA
RÉDUCTION DE LA DETTE DES
PAYS PAUVRES TRÈS
ENDETTÉS (PPTE)

a) Impact de l'Initiative PPTE

Le FIDA a financé l'Initiative PPTE à hauteur de 204 670 000 USD au cours de la période 1998-2016. On trouvera à l'appendice E2 un état détaillé des financements cumulés apportés par les donateurs extérieurs.

L'appendice J contient un état récapitulatif des allègements de dette déjà consentis depuis le début de l'Initiative PPTE et de ceux qui devraient l'être à l'avenir. Les allègements de dette approuvés à ce jour par le Conseil d'administration sont exclusifs de tous les montants relatifs à l'Initiative renforcée pour la réduction de la dette des pays suivants: Érythrée, Somalie et Soudan. Il est prévu que le FIDA recevra du Conseil d'administration entre 2017 et 2019 l'autorisation de financer sa part des nouveaux allègements ainsi consentis. Au moment où les états financiers consolidés de l'exercice 2016 ont été établis, la contribution du FIDA à l'allègement global de la dette de ces pays, au titre aussi bien du principal que des intérêts, était estimée à 135 211 000 USD (145 181 000 USD en 2015, pour l'Érythrée, la Somalie et le Soudan). Le produit des placements du solde du fonds fiduciaire PPTE s'est élevé à 8 040 000 USD (8 008 000 USD en 2015).

b) Provision cumulée au titre de
l'Initiative PPTE

Les soldes des deux exercices clos au 31 décembre sont indiqués ci-après:

Tableau 1

	En milliers d'USD	
	2016	2015
Solde en début d'exercice	27 624	36 808
Nouveaux allègements approuvés	-	-
Variation de la provision	(5 207)	(7 685)
Variations de change	(4 732)	(1 499)
Solde en fin d'exercice	17 685	27 624
Ajustement sur la base de la juste valeur	(5 610)	(8 550)
Total	12 075	19 074

NOTE 12

MONTANTS À PAYER ET
PASSIF EXIGIBLE

	En milliers d'USD	
	2016	2015
Somme à payer sur achats de titres et dépréciation	6 160	12 103
Engagements au titre de l'AMACS	106 484	80 035
Autres sommes à payer et engagements exigibles	78 625	70 280
Total	191 269	162 418

Sur le total ci-dessus, une somme estimée à 129 533 553 USD (103 047 000 USD en 2015) est à payer dans plus d'un an à compter de la date du bilan.

NOTE 13

RECETTES REPORTÉES

Les recettes reportées représentent des contributions reçues dont la comptabilisation est reportée à des exercices ultérieurs pour imputation des coûts correspondants. Les produits reportés comprennent des sommes provenant des commissions de service reçues en paiement de frais qui n'ont pas encore été encourus.

	En milliers d'USD	
	2016	2015
Total	309 523	429 705
Ajustement sur la base de la juste valeur	(10 486)	(16 596)
Recettes reportées	299 037	413 109

NOTE 14

DONS NON DÉCAISSÉS

Les dons entrés en vigueur mais non encore décaissés se répartissent comme suit:

	En milliers d'USD	
	2016	2015
FIDA	80 521	68 057
Fonds supplémentaires	293 412	264 218
ASAP	164 496	124 420
Solde en fin d'année	539 429	456 695
Ajustement sur la base de la juste valeur	(10 818)	(7 177)
Dons non décaissés	527 854	449 518

NOTE 15

PASSIF LIÉ À L'EMPRUNT

Le solde correspond aux fonds reçus au titre des activités d'emprunt plus les intérêts échus.

	En milliers d'USD	
	2016	2015
FIDA	263 690	162 948
Fonds fiduciaire espagnol	285 670	311 153
Total du passif lié à l'emprunt	549 360	474 101

NOTE 16

GAINS/PERTES DE CHANGE NETS

Les taux de conversion du DTS en USD appliqués au 31 décembre étaient les suivants:

Année	Dollars des États-Unis
2016	1,34472
2015	1,38370
2014	1,44582

Les variations de change sont les suivantes:

Tableau 2

	En milliers d'USD	
	2016	2015
FIDA	(169 541)	(274 680)
Autres entités	6 489	(15 218)
Total des variations sur l'année	(163 052)	(289 898)

Les effets des variations de change sont détaillés ci-après:

Tableau 3

	En milliers d'USD	
	2016	2015
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier	154 271	444 169
Variation de change pour l'année:		
Encaisse et placements	(33 218)	(77 284)
Montants nets à recevoir/à payer	42 812	13 806
Encours des prêts et des dons	(140 820)	(209 183)
Billets à ordre et montants à recevoir des Membres	(42 005)	(33 609)
Contributions des États membres	10 182	16 372
Total des variations sur l'année	(163 052)	(289 898)
Solde de clôture au 31 décembre	(8 781)	154 271

NOTE 17

PRODUIT DES LIQUIDITÉS ET DES PLACEMENTS

a) Gestion du portefeuille de placements (FIDA seulement)

Depuis 1994, la gestion de la majeure partie du portefeuille de placements du FIDA est confiée à des gestionnaires extérieurs qui agissent conformément aux lignes directrices du Fonds. Au 31 décembre 2016, les fonds sous mandat de gestion externe se chiffraient à 0,8 milliard d'USD (1,1 milliard d'USD en 2015), ce qui représente 59% du total des liquidités et placements (72% en 2015).

b) Instruments dérivés

Les lignes directrices du FIDA en matière de placements autorisent le recours aux types d'instruments dérivés suivants, principalement pour assurer l'alignement sur le panier du DTS:

i) Contrats à terme standardisés

Tableau 1

	31 décembre	
	2016	2015
Nombre de contrats en cours:		
Achat	402	352
Vente	(986)	(1 436)
Gains nets latents à la valeur de marché (en milliers d'USD)	(38)	884
Échéances (en jours)	67 à 627	68 à 993

ii) Contrats à terme de gré à gré

Au 31 décembre 2016, les contrats à terme affichaient une perte latente de 2,2 millions d'USD (gain de 3,8 millions d'USD en 2015). À la même date, leurs échéances étaient comprises entre 6 et 75 jours (entre 7 et 77 jours au 31 décembre 2015).

c) Produit des liquidités et des placements (consolidé)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, le produit brut des liquidités et des placements s'est élevé à 48,8 millions d'USD (produit brut de 2,7 millions d'USD en 2015).

Tableau 2
2016

	En milliers d'USD		
	Juste valeur	Placements au coût amorti	Total
Intérêts bancaires et intérêts sur titres à revenu fixe	24 736	5 148	29 884
Revenu net sur les contrats à terme/options et swaps	(6 988)	-	(6 988)
Plus-value/(moins-value) sur titres à revenu fixe	11 815	11	11 826
Plus-value/(moins-value) latente sur titres à revenu fixe	14 705	(612)	14 093
Total	44 268	4 547	48 815

Tableau 3
2015

	En milliers d'USD		
	Juste valeur	Placements au coût amorti	Total
Intérêts bancaires et intérêts sur titres à revenu fixe	28 753	6 137	34 890
Revenu net sur les contrats à terme/options et swaps	(1 728)	-	(1 728)
Plus-value/(moins-value) sur titres à revenu fixe	(5 868)	(519)	(6 387)
Plus-value/(moins-value) latente sur titres à revenu fixe	(24 057)	(29)	(24 086)
Total	(2 900)	5 589	2 689

Dans le cas des placements au coût amorti, les plus-values/(moins-values) effectives correspondent à l'amortissement et aux ventes de titres.

Dans le tableau ci-dessous, les chiffres ci-dessus ont été ventilés entre les entités consolidées, comme suit:

Tableau 4

	En milliers d'USD	
	2016	2015
FIDA	46 002	852
Fonds fiduciaire pour l'AMACS	1 923	545
Fonds fiduciaire PPTE	33	4
Fonds fiduciaire espagnol	812	1 258
Initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti	262	197
ASAP	719	351
Fonds supplémentaires	320	152
À déduire: recettes reportées/reclassées	(1 256)	(670)
Total	48 815	2 689

Le taux de rendement annuel des liquidités et placements du FIDA en 2016 s'est établi à 2,91% net de charges (rendement négatif de 0,06% net de charges en 2015).

NOTE 18

RECETTES PROVENANT D'AUTRES SOURCES

Ces recettes proviennent principalement de remboursements de frais de fonctionnement spécifiques par le gouvernement hôte. Elles comprennent également les commissions de service reçues des entités hébergées par le FIDA pour le paiement de services administratifs. Ces sommes sont détaillées ci-dessous:

Montants consolidés	En milliers d'USD	
	2016	2015
Remboursement du gouvernement hôte	7 704	7 923
Recettes provenant d'autres sources	3 057	28
Total	10 761	7 951

NOTE 19

RECETTES PROVENANT DES CONTRIBUTIONS

	En milliers d'USD	
	2016	2015
FIDA	5 659	2 661
ASAP	60 487	81 148
Fonds supplémentaires	118 377	100 970
Total	184 523	184 779

À partir de 2007, les contributions au titre de l'Initiative PPTE tiennent compte des charges correspondantes.

NOTE 20

DÉPENSES D'EXPLOITATION

Les dépenses d'exploitation (FIDA seulement) ventilées par principales sources de financement sont présentées à l'appendice L. Le tableau ci-dessous fait apparaître la ventilation des chiffres consolidés:

	En milliers d'USD	
	2016	2015
FIDA	156 186	157 628
Autres entités	9 078	9 630
Total	165 264	167 258

Les dépenses encourues sont comptabilisées selon la nature des charges auxquelles elles correspondent.

NOTE 21

EFFECTIFS, PENSIONS ET ASSURANCE MALADIE

a) Agents du FIDA

Les agents figurant sur les états de paie du FIDA sont affiliés aux régimes de retraite et d'assurance maladie proposés par le Fonds, à savoir la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et

l'AMACS géré par la FAO.

En 2016, les effectifs en équivalents temps plein du FIDA et des autres entités consolidées, classés par principales sources budgétaires, se décomposaient comme suit:

Équivalent temps plein	Cadre organique	Services généraux	Total
Budget administratif du FIDA	288	195	484
APO/SPO *	14	-	14
Autres	20	8	28
Fonds programmatiques	8	2	10
Total 2016	330	205	535
Total 2015	317	208	525

Personnel extérieur

b) Personnel extérieur

Comme les années précédentes, pour faire face à ses besoins opérationnels, le FIDA a recouru aux services de consultants, de personnel de conférence et d'autres agents temporaires, lesquels sont également couverts par un régime d'assurance.

c) Pensions

La Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies procède à une évaluation actuarielle tous les deux ans; la dernière a été effectuée au 31 décembre 2015. Cette évaluation a révélé un excédent actuariel s'élevant à 0,16% de la rémunération considérée aux fins de la pension. Par conséquent, il a été jugé que les avoirs de la Caisse commune des pensions étaient suffisants, et l'Assemblée générale des Nations Unies n'a pas invoqué les dispositions de l'article 26, selon lequel les organisations affiliées sont tenues de verser à la Caisse les sommes nécessaires en cas de déficit. Le FIDA verse des cotisations pour le compte de son personnel, et il serait donc responsable, au prorata de sa part, des éventuels engagements non provisionnés (les taux de cotisation actuellement appliqués à la rémunération considérée aux fins de la pension sont de 7,9% pour l'agent et de 15,8% pour le FIDA). Le total des cotisations versées à la Caisse des pensions en 2016 s'est élevé à 10 846 355 USD (10 490 112 USD en 2015).

d) Plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS)

La dernière évaluation actuarielle de l'AMACS a été effectuée au 31 décembre 2016, à l'aide d'une méthode rétrospective de répartition des prestations au prorata des années de service. Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes: taux d'actualisation, 2,5%; rendement des placements, 3,5%; augmentations de salaires prévues, 3,0%; augmentation des frais médicaux, 5,0%; inflation, 2,5%; et taux de change, 1,04 USD pour 1 EUR. D'après ce calcul, la part des engagements non provisionnés revenant au FIDA au 31 décembre 2016 était de 106 483 000 USD. Les états financiers des exercices 2016 et 2015 comprennent une provision et les actifs suivants au 31 décembre:

Tableau 1

	En milliers d'USD	
	2016	2015
Passif (correspondant à des prestations antérieures)	(106 483)	(80 035)
Actifs du plan	69 223	62 722
Excédent/(déficit)	(37 260)	(17 313)
Variations annuelles		
Solde d'ouverture – excédent/(déficit)	(17 313)	(29 081)
Contributions versées	6 122	-
Charges d'intérêts	(570)	(820)
Coût actuel des prestations	(3 705)	(4 468)
Gain/(perte) actuariel	(22 173)	21 188
Intérêts sur soldes	1 745	435
Variations de change	(1 366)	(4 567)
Solde de clôture – excédent/(déficit)	(37 260)	(17 313)
Passif (correspondant à des prestations antérieures)		
Provision totale au 1 ^{er} janvier	(80 035)	(95 935)
Charges d'intérêts	(570)	(820)
Coût actuel des prestations	(3 705)	(4 468)
Gain/(perte) actuariel	(22 173)	21 188
Provision au 31 décembre	(106 483)	(80 035)
Actifs du plan		
Total des actifs au 1 ^{er} janvier	62 722	66 854
Contributions versées	6 122	-
Intérêts sur soldes	1 745	435
Variations de change	(1 366)	(4 567)
Total des actifs au 31 décembre	69 223	62 722

Les actifs de l'AMACS sont actuellement investis conformément à l'Exposé de la Politique de placement du FIDA relatif au fonds fiduciaire pour l'AMACS approuvé par le Conseil des gouverneurs en février 2015.

Le FIDA inscrit dans ses comptes, pour cette couverture médicale, le coût total des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice, y compris pour les retraités. En 2016, ce coût, inclus dans les traitements et indemnités du personnel, s'est élevé à 4 275 001 USD (5 289 000 USD en 2015).

Sur la base de l'évaluation actuarielle de 2016, le montant des actifs nécessaires pour couvrir les engagements de l'AMACS est de 69 223 000 USD en valeur actuelle nette (y compris les actifs appartenant à la Coalition internationale pour l'accès à la terre). Comme il est indiqué ci-dessus, le montant des actifs déjà détenus par le fonds fiduciaire au 31 décembre 2016 s'élève à 69 223 000 USD, ce qui est plus que suffisant pour couvrir les engagements.

e) Risque d'évaluation actuarielle de l'AMACS

Le tableau ci-dessous présente les résultats d'une analyse de sensibilité des principales hypothèses retenues pour l'évaluation actuarielle des engagements et du coût des prestations au titre de l'AMACS au 31 décembre 2016:

Tableau 2

<i>Incidence</i>	<i>Engagements</i>
Hausse des frais médicaux:	
5,0% au lieu de 4,0%	28,2
3,0% au lieu de 4,0%	(22,3)

NOTE 22**DÉPENSES AU TITRE DES DONS**

Les dons consolidés se décomposent comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2016</i>	<i>2015</i>
Dons du FIDA	55 020	44 840
Fonds supplémentaires	107 680	89 186
ASAP	60 487	79 768
Total	223 187	213 794

NOTE 23**DÉPENSES AU TITRE DU CSD**

Le montant global des dépenses relatives aux projets financés au titre du CSD est indiqué ci-dessous:

<i>FIDA seulement</i>	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2016</i>	<i>2015</i>
Dépenses au titre du CSD	123 892	125 586
Total	123 892	125 586

Les financements au titre du CSD sont comptabilisés comme des dépenses pour l'exercice au cours duquel les conditions requises pour le versement des financements au bénéficiaire sont remplies.

NOTE 24**FRAIS FINANCIERS DIRECTS (BANQUES ET PLACEMENTS)**

	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2016</i>	<i>2015</i>
Frais de gestion des placements	1 696	2 048
Autres charges	920	605
Total	2 616	2 653

NOTE 25**AJUSTEMENT POUR VARIATION DE LA JUSTE VALEUR**

Les variations de la juste valeur se décomposent comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2016</i>	<i>2015</i>
Encours des prêts	4 011	42 638
Provision cumulée pour dépréciation des prêts	23 585	(22 808)
Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE	(2 940)	(2 573)
Encours net des prêts	24 656	17 257

Billets à ordre à encaisser	6 927	4 738
Contributions à recevoir	(7 386)	(6 111)
Contributions	6 568	6 026
Dons non décaissés	3 398	1 965
Recettes reportées	(6 110)	(4 192)
Variations de change	(32 378)	(50 785)
Total	(4 324)	(31 102)

NOTE 26**DÉPENSES AU TITRE DE L'ALLÈGEMENT DE LA DETTE**

Ce solde correspond au montant des allègements de dette consentis, au cours de l'exercice, aux PPTE remplissant les conditions requises au titre aussi bien du principal que des intérêts. Cela correspond à l'impact global net des nouveaux allègements consentis au titre de l'Initiative PPTE ou Top Ups, des montants versés au FIDA par le fonds fiduciaire au titre de l'Initiative PPTE et du déblocage de la part des recettes reportées pour les versements effectués les années antérieures.

NOTE 27**INFORMATIONS AFFÉRENTES AUX ENTITÉS HÉBERGÉES PAR LE FIDA**

Au 31 décembre, les dettes/(créances) des entités hébergées par le FIDA s'établissaient comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2016</i>	<i>2015</i>
ILC	855	887
Total	855	887

NOTE 28**ÉLÉMENTS DE PASSIF ET D'ACTIF ÉVENTUELS****a) Éléments de passif éventuels**

Le FIDA a accumulé des engagements conditionnels au titre des allègements de dette annoncés par la Banque mondiale/le FMI en faveur de trois pays. Voir la note 11 pour de plus amples détails sur le coût potentiel de l'allègement des montants dus par ces pays au titre du principal et des intérêts ainsi que de la non-comptabilisation des intérêts qu'auraient produits les prêts pour lesquels un allègement de dette a déjà été approuvé, comme indiqué à l'appendice J.

Le FIDA a un passif éventuel de 740,0 millions d'USD au titre des projets CSD entrés en vigueur mais dont le financement n'a pas encore été décaissé (780,4 millions d'USD en 2015). En particulier, au 31 décembre 2016, les financements au titre des projets CSD décaissables en attente de décaissement parce que les conditions requises pour le déblocage des fonds n'étaient pas encore réunies s'élevaient à 561,0 millions d'USD (562,9 millions d'USD en 2015), et le montant des projets financés au titre du CSD mais pas encore entrés en vigueur s'élevait à 179,0 millions d'USD (217,4 millions d'USD en 2015).

b) Éléments d'actif éventuels

À la fin de décembre 2016, le solde des instruments de contribution conditionnels représentait 65,2 millions d'USD. Ces contributions doivent faire l'objet d'une

décision nationale d'ouverture de crédits; par conséquent, ces sommes à recevoir seront considérées comme dues lorsque ces conditions auront été remplies, et comme probables à la date de clôture de l'exercice.

Le CSD applicable aux dons, approuvé en 2007, a pour objet de récupérer l'intégralité des remboursements du principal non perçus grâce à un mécanisme de compensation au fur et à mesure auquel contribuent les États membres. En conséquence, le FIDA a étudié avec ses organes directeurs le dispositif de mise en œuvre de ce mécanisme. Ces travaux ont conduit en 2013 à l'approbation des principes qui le sous-tendent. Ces travaux ont conduit en 2013 à l'approbation par le Conseil d'administration des principes qui le sous-tendent, qui ont reçu l'aval des États membres durant la Consultation sur la reconstitution des ressources du FIDA qui s'est déroulée en 2014, avant d'être approuvés par le Conseil des gouverneurs en 2015. Cela revient à donner une base concrète à partir de laquelle les États membres devront contribuer au remboursement du principal des prêts non perçus au titre du CSD en sus des contributions ordinaires.

En 2016, les États membres ont commencé à effectuer des engagements se rapportant au paiement des obligations au titre du CSD. La perception de sommes qui ont été apportées sous forme de dons au titre du CSD est donc considérée comme probable, et ces montants sont comptabilisés dans les actifs conditionnels. Le montant nominal des sommes ainsi décaissées s'élevait à 805,9 millions d'USD au 31 décembre 2016 (682,1 millions d'USD au 31 décembre 2016).

NOTE 29

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

La direction n'a pas connaissance d'événements survenus après la date du bilan qui révéleraient des éléments existant à la date du bilan ou apparus après la période considérée, qui justifieraient la correction des états financiers ou la divulgation d'informations.

NOTE 30

PARTIES LIÉES

Le Fonds a évalué les parties liées et les transactions effectuées en 2016. Sont concernées les transactions avec les principaux dirigeants des États membres (auxquelles le paragraphe 25 de la norme IAS 24 est applicable), et autres parties concernées identifiées dans la norme IAS 24. Les transactions avec les États membres et les soldes y afférents sont mentionnés aux appendices H et I. Les membres de la haute direction sont le Président, le Vice-Président et les vice-présidents adjoints qui ont l'attribution et le pouvoir de planifier, diriger et contrôler les activités du Fonds.

On trouvera au tableau ci-après des informations concernant la rémunération des membres de la haute direction au cours de l'année, ainsi que le solde des différentes charges à payer.

La rémunération globale versée aux membres de la haute direction comprend les traitements nets, l'ajustement de poste, les indemnités telles que les frais de représentation et autres, les primes d'affectation et autres subventions, l'allocation logement, les frais d'expédition des effets personnels, les avantages postérieurs à l'emploi, d'autres avantages à long terme du fonctionnaire et la contribution de l'employeur à la retraite et à l'assurance maladie. Les membres de la

haute direction sont affiliés à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

Sur la base de l'examen indépendant dont ont fait l'objet les derniers états financiers annuels, il n'existe aucun conflit d'intérêts, ni transaction ni solde, autres que ceux indiqués ci-dessous des membres de la haute direction ou autres parties concernées identifiées dans la norme IAS 24.

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2016	2015
Traitements et indemnités	1 756	1 864
Contribution aux plans de retraite et d'assurance maladie	260	280
Total	2 017	2 144
Total charges à payer	538	787

NOTE 31

DATE D'AUTORISATION DE LA PUBLICATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés sont établis par la direction et transmis au Comité d'audit pour examen en avril 2017, et le Conseil d'administration en est saisi pour approbation à sa session d'avril 2017. Les états financiers consolidés de l'exercice 2016 seront soumis au Conseil des gouverneurs pour approbation officielle à sa session de février 2018. Les états financiers consolidés de l'exercice 2015 ont été approuvés par le Conseil des gouverneurs à sa quarantième session, en février 2017.

État des contributions complémentaires et supplémentaires

Tableau 1
États membres
État des contributions supplémentaires cumulées, y compris le cofinancement des projets de 1978 à 2016^a
(en milliers d'USD)

<i>États membres</i>	<i>Cofinancement des projets</i>	<i>Cadres associés</i>	<i>Autres fonds supplémentaires</i>	<i>FEM</i>	<i>Total</i>
Algérie	-	-	74	-	74
Angola	-	-	7	-	7
Australie ^b	2 721	-	84	-	2 805
Autriche	755	-	-	-	755
Bangladesh	-	-	42	-	42
Belgique	10 214	1 960	146 411	-	158 585
Canada	11 012	-	8 472	-	19 484
Chine	-	-	302	-	302
Colombie	-	-	25	-	25
Danemark	21 564	4 888	3 946	-	30 398
Estonie	-	-	190	-	190
Finlande	2 834	5 071	6 933	-	14 838
France	1 032	1 131	8 680	-	10 843
Allemagne	46	7 421	8 139	-	15 606
Ghana	-	-	74	-	74
Grèce	-	-	74	-	74
Inde	-	-	1 000	-	1 000
Indonésie	-	-	50	-	50
Irlande	6 602	-	4 076	-	10 678
Italie	31 503	6 486	29 130	-	67 119
Japon	3 792	2 026	4 131	-	9 949
Jordanie	-	-	153	-	153
Koweït	-	-	116	-	116
Liban	-	-	82	-	82
Luxembourg	2 112	-	2 984	-	5 096
Malaisie	-	-	28	-	28
Mauritanie	-	-	50	-	50
Maroc	-	-	92	-	92
Pays-Bas	107 408	7 873	11 856	-	127 137
Nouvelle-Zélande	730	-	80	-	810
Nigéria	-	-	50	-	50
Norvège	20 669	2 604	6 116	-	29 389
Pakistan	-	-	25	-	25
Paraguay	-	-	15	-	15
Portugal	142	-	714	-	856
Qatar	-	-	105	-	105
République de Corée	5 027	5 064	103	-	10 194
Arabie saoudite	3 300	-	106	-	3 406
Sénégal	-	-	109	-	109
Sierra Leone	-	-	88	-	88
Espagne	11 958	-	6 076	-	18 034
Suriname	2 000	-	-	-	2 000
Suède	9 114	2 773	15 901	-	27 788
Suisse	8 498	1 191	17 682	-	27 371
Turquie	-	-	47	-	47
Royaume-Uni	19 074	-	16 859	-	35 933
États-Unis	-	322	86	-	408
Total	282 107	48 810	301 363	-	632 280

^a Les contributions dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis ont été converties au taux de change en vigueur à la fin de l'année.

^b L'Australie n'est plus membre du FIDA depuis le 31 juillet 2007.

Tableau 2

États non membres et autres sources**État des contributions supplémentaires cumulées, y compris le cofinancement des projets de 1978 à 2016 ***
(en milliers d'USD)

<i>États non membres et autres sources</i>	<i>Cofinancement des projets</i>	<i>Cadres associés</i>	<i>Autres fonds supplémentaires</i>	<i>FEM</i>	<i>Total</i>
Banque africaine de développement	2 800		1 096		3 896
Fonds arabe de développement économique et social	2983		-		2983
Fonds d'Abou Dhabi pour le développement	-		501		501
Banque arabe	-		25		25
Programme du Golfe pour le développement	299		-		299
Fondation Bill et Melinda Gates	-		1 760		1 760
Programme manioc	-		69		69
Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, Secrétariat, Genève	-		998		998
Congressional Hunger Center	-		183		183
Coopernic	-		3 164		3 164
Commission européenne	814		513 201		514 015
FAO	14		2 138		2 152
Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire	124 000		6 515		130 515
Fonds pour les pays les moins avancés (Fonds PMA)/ Fonds spécial pour les changements climatiques	-		92 910		92 910
Fédération nationale des coopératives agricoles	-		-		-
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	-		-		-
Fonds de l'OPEP pour le développement international	1 698		-		1 698
Autre	386		2 536		2 922
Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU)	382		240		622
Programme des Nations Unies pour le développement	467		933		1 400
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux	78		145		223
ONU	3 017				3 017
Banque mondiale	1 357		527	138 855	140 739
Total États non membres et autres sources	138 295		626 941	138 855	904 091
Total 2016	420 402	48 810	928 304	138 855	1 536 371
Total 2015	390 919	46 928	903 809	104 155	1 445 811

* Les contributions libellées dans d'autres devises que le dollar des États-Unis ont été converties au taux de change en vigueur à la fin de l'année.

État des contributions complémentaires cumulées de 1978 à 2016

(en milliers d'USD)

	<i>Montant</i>
Autres contributions complémentaires	
Canada	1 511
Allemagne	458
Inde	1 000
Arabie saoudite	30 000
Suède	13 827
Royaume-Uni	<u>12 002</u>
	58 798
Contributions cumulées reçues de la Belgique au titre du Programme conjoint du Fonds belge pour la sécurité alimentaire dans le cadre des reconstitutions	<u>80 002</u>
Sous-total	138 800
Contributions apportées au Fonds fiduciaire PPTE dans le cadre des reconstitutions	
Italie	4 602
Luxembourg	1 053
Pays-Bas	<u>14 024</u>
Sous-total	19 679
Contributions apportées à l'ASAP dans le cadre de la reconstitution	289 836
Contributions complémentaires non affectées à la Dixième reconstitution	
Canada	7 457
Allemagne	13 712
Fédération de Russie	3 000
États-Unis	<u>12 000</u>
Sous-total	36 169
Total contributions complémentaires 2016	484 484
Total contributions complémentaires 2015	471 532

État des contributions des États membres et des donateurs pour l'Initiative PPTE

(en milliers d'USD)

	<i>Montant</i>
Contributions afférentes aux reconstitutions (voir tableau ci-dessus)	19 679
Belgique	2 713
Commission européenne	10 512
Finlande	5 193
Allemagne	6 989
Islande	250
Norvège	5 912
Suède	17 000
Suisse	3 276
Fonds fiduciaire pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés administré par la Banque mondiale	<u>215 618</u>
Sous-total	267 463
Total contributions au Fonds fiduciaire du FIDA au titre de l'Initiative PPTE 2016	287 142
Total contributions au Fonds fiduciaire du FIDA au titre de l'Initiative PPTE 2015	282 417

Contributions reçues en 2016

	<i>Devise</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>
Pour le cofinancement de projets			
Canada	CAD	4 700	3 555
Danemark	DKK	37 831	6 206
Commission européenne	EUR	11 800	12 446
Département flamand des affaires étrangères	EUR	1 000	1 103
FAO	EUR	374	394
Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire	USD	9 136	9 136
Italie	EUR	3 500	3 692
Japon	USD	2 100	2 100
Pays-Bas	USD	1 417	1 417
République de Corée	USD	1 150	1 150
Banque mondiale	USD	15 085	15 085
Sous-total			56 284
Pour les cadres associés			
Finlande	USD	150	150
Allemagne	USD	279	279
Italie	USD	217	217
Pays-Bas	USD	773	773
Suisse	USD	470	470
Sous-total			1 889
Contributions supplémentaires			
Estonie	EUR	45	47
Commission européenne	EUR	33 030	34 896
FAO	USD	173	173
France		1 000	1 077
Allemagne	EUR	650	686
Irlande	EUR	1 000	1 055
Luxembourg	EUR	500	527
Pays-Bas	USD	3 000	3 000
République de Corée	KRW	1 000 000	835
Suisse	EUR	240	253
Programme des Nations Unies pour le développement	USD	318	318
Programme des Nations Unies pour l'évaluation	USD	20	20
Sous-total			42 887
Total général			101 060

Fonds non dépensés en 2016 et 2015

Tableau 1
État des contributions complémentaires et supplémentaires –montants non décaissés des États membres et non membres
 (en milliers d'USD)

<i>États membres</i>	<i>Cofinancement des projets</i>	<i>Cadres associés</i>	<i>Autres fonds supplémentaires</i>	<i>Total</i>
Belgique	-	-	1 797	1 797
Canada	-	3 551	3 426	6 977
Chine	-	-	121	121
Danemark	244	3 892	130	4 266
Estonie	-	-	111	111
Finlande	168	-	1	169
France	-	-	174	174
Allemagne	317	-	1 295	1 612
Inde	-	-	613	613
Italie	291	1 314	4 711	6 316
Japon	-	2 000	-	2 000
Liban	-	-	82	82
Luxembourg	-	127	709	836
Malaisie	-	-	13	13
Pays-Bas	472	1 832	34	2 338
Nouvelle-Zélande	-	580	40	620
Norvège	15	-	66	81
République de Corée	97	1 921	1	2 019
Arabie saoudite	-	450	-	450
Espagne	-	383	1 191	1 574
Suède	-	-	1 998	1 998
Suisse	420	-	531	951
Royaume-Uni	-	142	385	527
Total États membres	2 024	16 192	17 429	35 645

Tableau 2

État des contributions complémentaires et supplémentaires – autres montants non décaissés des États non membres

(en milliers d'USD)

<i>États non membres</i>	<i>Cofinancement des projets</i>	<i>Cadres associés</i>	<i>Autres fonds supplémentaires</i>	<i>Total</i>
Fondation Bill et Melinda Gates		-	130	130
Commission européenne		-	40 682	40 682
FAO		-	51	51
Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire		19 847	2 842	22 689
Fonds pour les pays les moins avancés		-	11 172	11 172
Autre		3	309	312
Plateforme pour la gestion des risques agricoles		-	1 828	1 828
Programme d'appui aux organisations paysannes africaines – phase principale			4 202	4 202
Mécanisme d'assistance technique		-	496	496
Fonds d'équipement des Nations Unies		23	4	27
Programme des Nations Unies pour le développement		-	325	325
Banque mondiale		6	11	17
Total – États non membres		19 879	62 052	81 931
Total général	2 024	36 071	79 481	117 576

Fonds pour l'environnement mondial

(en milliers d'USD)

<i>Pays bénéficiaires</i>	<i>Contributions cumulées reçues au 31 décembre 2016</i>	<i>Non décaissés au 1^{er} janvier 2016</i>	<i>Reçus des donateurs</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Non décaissés au 31 décembre 2016</i>
Arménie	4 011	3 948		(3 938)	10
Association des nations de l'Asie du Sud-Est	4 823	61		(60)	1
Brésil	5 931				
Burkina Faso	9 355	11	7 269	(10)	7 270
Chine	4 895				
Comores	945		(55)	55	
Équateur	2 783	1 720	(1 720)		
Érythrée	4 477				
Éthiopie	4 750				
Gambie	96				
Supplément mondial pour la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification	457				
Indonésie	4 867	2	4 767		4 769
Jordanie	7 886	15			15
Kenya	12 039	46	7 202	(7 246)	2
Malaisie	200		200	(159)	41
Malawi	183	33		(12)	21
Mali	4 796	1 519	(1 519)		
Mauritanie	4 350	14			14
MENARID* - suivi-évaluation	705				
Mexique	5 100				
Maroc	330				
Niger	12 032	57	7 636	(12)	7 681
Panama	150		(1 428)	1 428	
Pérou	7 255	7 075	(1 720)	(5 355)	
Sao Tomé-et-Principe	2 501				
Sénégal	3 690	25	3 610	(4)	3 631
Sri Lanka	7 270				
Soudan	3 750	2			2
Swaziland	9 205	15	7 016	168	7 199
Tunisie	5 350				
République-Unie de Tanzanie	183	53		(49)	4
Venezuela (République bolivarienne du)	3 735	19			19
Viet Nam	755				
Total	138 855	11 175	34 698	(15 194)	30 679

* Dont une somme de 326 000 USD reçue avant la signature de l'accord financier entre le FIDA et le gestionnaire du FEM, le MENARID.

États récapitulatifs du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne

Tableau 1

État récapitulatif des contributions complémentaires et supplémentaires du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne au 31 décembre 2016
(Montants exprimés en milliers)

États membres	Monnaie locale	Équivalent en USD			Total des versements reçus
		Annonces de contribution ^a	Versement billets à ordre ^b	Versement liquidités ^b	
Contributions complémentaires					
Belgique	EUR 6 000	8 584		7 855	
Canada	CAD 19 849	20 347		19 879	
Finlande	EUR 5 000	7 153		6 833	
Pays-Bas	EUR 40 000	57 225		48 581	
Norvège	NOK 63 000	11 580		8 981	
Suède	SEK 30 000	4 729		4 471	
Suisse	CHF 10 000	11 844		10 949	
Royaume-Uni	GBP 147 523	239 176	182 287		
Sous-total		360 638	182 287	107 549	289 836
Fonds supplémentaires					
Département flamand des affaires étrangères	EUR 2 000	2 486		2 331	
République de Corée	USD 3 000	3 000		1 850	
Total		366 124	182 287	111 730	294 017

^a Contre-valeur des annonces de contribution au taux de change fixé pour la reconstitution.

^b Contre-valeur des versements au taux de change en vigueur à la date de réception.

Tableau 2
État récapitulatif des dons du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
(montants exprimés en milliers)

<i>Bénéficiaire du don</i>	<i>Dons approuvés moins annulations</i>	<i>Décaissables</i>	<i>Décaissements en 2016</i>	<i>Portion non décaissée des dons décaissables</i>	<i>Dons non encore décaissables au 31 décembre 2016</i>
Dons en USD					
République de Moldova	5 000	-	-	-	5 000
Dons en DTS					
Bangladesh	9 900	9 900	-	7 565	-
Bénin	3 220	-	-	-	3 220
Bhoutan	3 580	3 580	582	2 998	-
Burundi	3 510	3 510	566	2 944	-
Bolivie (État plurinational de)	6 500	6 500	152	5 335	-
Cambodge	10 150	10 150	-	8 479	-
Cabo Verde	2 900	-	-	-	2 900
Tchad	3 240	3 240	125	2 905	-
Côte d'Ivoire	4 520	4 520	-	4 106	-
Djibouti	4 000	4 000	291	3 350	-
Équateur	2 850	-	-	-	2 850
Égypte	3 380	3 380	23	2 963	-
El Salvador	3 560	-	-	-	3 560
Éthiopie	7 870	-	-	-	7 870
Gambie	3 570	3 570	571	2 999	-
Ghana	6 500	6 500	13	5 909	-
Kenya	7 100	-	-	-	7 100
Kirghizistan	6 500	6 500	459	5 759	-
République démocratique populaire lao	3 550	3 550	382	3 168	-
Lesotho	4 610	-	-	-	4 610
Libéria	3 280	-	-	-	3 280
Madagascar	4 200	4 200	583	3 617	-
Malawi	5 150	-	-	-	5 150
Mali	6 500	6 500	1 289	3 842	-
Mauritanie	4 300	-	-	-	4 300
Maroc	1 295	-	-	-	1 295
Mozambique	3 260	3 260	923	1 994	-
Népal	9 710	9 710	698	9 002	-
Nicaragua	5 310	5 310	377	4 386	-
Niger	9 250	9 250	987	8 263	-
Nigéria	9 800	9 800	91	9 709	-
Paraguay	3 650	-	-	-	3 650
Rwanda	4 510	4 510	850	4 248	-
Soudan	6 880	4 730	481	2 985	2 150
Tadjikistan	3 600	3 600	-	3 600	-
Ouganda	6 770	6 770	710	6 060	-
République-Unie de Tanzanie	7 120	-	-	-	7 120
Viet Nam	7 820	7 820	853	6 141	-
Yémen	6 630	-	-	-	6 630
Total en DTS	210 045	144 360	11 006	122 327	65 685
Équivalent en USD	282 452	194 124	14 800	164 496	88 328
Total des dons en USD	287 452	194 124	14 800	164 496	93 328

Note: À titre de comparaison, au 31 décembre 2015, les dons approuvés n'étaient pas encore décaissables (126,9 millions d'USD).



Investir dans les populations rurales

Déclaration de la direction sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière

La direction du Fonds international de développement agricole (ci-après FIDA ou le Fonds) est responsable de la préparation, de la présentation fidèle et de l'intégrité d'ensemble de ses états financiers consolidés. Les états financiers du Fonds ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par le Conseil international des normes comptables (IASB).

En vertu du Règlement financier du FIDA, le Président est responsable de l'établissement et du maintien d'un système de contrôle interne et d'un système d'audit adéquats au sein du Fonds, y compris à l'égard de l'information financière externe.

Le Conseil d'administration du Fonds a mis en place un Comité d'audit ayant notamment pour mandat de l'assister dans sa fonction de supervision de l'administration financière et de contrôle interne du Fonds, y compris quant à l'efficacité du contrôle interne de l'information financière. Le Comité d'audit, qui est intégralement composé de membres du Conseil d'administration nommés à cet effet, supervise le processus de sélection du Commissaire aux comptes et adresse en ce sens une recommandation au Conseil d'administration, pour approbation. Le Comité d'audit rencontre le Commissaire aux comptes et les auditeurs internes pour discuter de la portée et de la conception de l'audit, ainsi que du plan de travail annuel et de toute autre question qui relève du mandat du Comité d'audit et qui pourrait mériter son attention.

Le système de contrôle interne de l'information financière met en place des mécanismes de suivi et prévoit des mesures visant à prévenir et détecter toute irrégularité et à faciliter la correction des anomalies ainsi décelées dans la mesure où elles pourraient se traduire par des faiblesses significatives au niveau du contrôle interne de l'information financière. Il existe des limitations intrinsèques à l'efficacité de tout système de contrôle interne, y compris la possibilité d'erreurs humaines, le contournement des contrôles mis en place ou la dérogation aux procédures établies. Un système de contrôle interne efficace ne peut donc fournir qu'une assurance raisonnable, et non pas absolue, à l'égard des états financiers. Par ailleurs, l'efficacité d'un tel système peut changer selon les circonstances.

La direction du Fonds a évalué l'efficacité du contrôle interne de l'information financière pour les états financiers présentés conformément aux normes IFRS au 31 décembre 2016. L'évaluation a été conduite sur la base des critères relatifs à l'efficacité du contrôle interne de l'information financière décrits dans le "Cadre intégré de contrôle interne" publié par le Comité des organisations coparrainantes de la Commission Treadway (COSO). Le Bureau de l'audit et de la surveillance a produit un rapport à l'intention de la direction, fournissant une assurance raisonnable de l'efficacité opérationnelle de ces contrôles. Sur la base des travaux effectués, la direction est convaincue que le Fonds a assuré le maintien d'un système efficace de contrôle interne de l'information financière au 31 décembre 2016 et déclare qu'elle n'a connaissance d'aucune anomalie significative susceptible d'avoir une incidence sur la fiabilité des états financiers de 2016. Le Commissaire aux comptes indépendant du FIDA, Deloitte & Touche SpA, a procédé à la vérification des états financiers et publié une attestation relative à la déclaration de la direction sur le contrôle interne de l'information financière du Fonds.

Kanayo F. Nwanze
Président

Mikio Kashiwagi
Vice-Président adjoint, a. i.
Responsable financier principal et
Contrôleur en chef

Advit Nath
Directeur et
Contrôleur

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES INDÉPENDANT

Au Fonds international de développement agricole

Opinion

Nous avons procédé à la vérification des états financiers consolidés du Fonds international de développement agricole (la "Société"), qui comprennent le bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement) au 31 décembre 2016, les états du résultat global (chiffres consolidés et FIDA seulement) et des bénéfices non distribués (chiffres consolidés et FIDA seulement), l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, l'état des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés, l'état récapitulatif du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

À notre avis, les états financiers consolidés joints présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière, les résultats financiers et les flux de trésorerie de la Société au 31 décembre 2016, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Base pour fonder notre opinion

Nous avons effectué l'audit conformément aux Normes internationales d'audit (ISA). Nos obligations au titre de ces normes sont décrites en détail dans la section Responsabilités du commissaire au comptes dans le cadre de la vérification des états financiers consolidés de notre rapport. Conformément aux exigences en matière d'indépendance et d'éthique du Code de déontologie des professionnels comptables, publié par le Conseil des normes internationales de déontologie comptable, nous n'avons aucun lien avec la Société et nous nous sommes acquittés de nos autres obligations éthiques conformément à ces exigences. Nous estimons que les données probantes que nous avons obtenues sont suffisantes et appropriées pour fonder notre opinion.

Informations autres que les États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2016 et Rapport du Commissaire aux comptes y relatif

La direction est responsable des autres informations. Celles-ci comprennent les informations figurant dans l'"Examen de haut niveau des états financiers du FIDA pour 2016", mais ne comprennent pas les états financiers consolidés ni notre rapport d'audit y relatif.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne porte pas sur les autres informations; nous n'exprimons donc aucune forme de conclusion les concernant en terme d'assurance.

Dans le cadre de notre vérification des états financiers consolidés, nous avons l'obligation de lire les autres informations et, ce faisant, de déterminer si les autres informations présentent des incohérences importantes avec les états financiers consolidés ou les connaissances acquises au cours de l'audit ou semblent par ailleurs présenter des inexactitudes importantes. Si, au terme de notre travail d'audit, nous remarquons une inexactitude importante dans ces autres informations, nous sommes tenus d'en rendre compte. Nous n'avons aucune observation à formuler en la matière.

Ancona Bari Bergamo Bologna Brescia Cagliari Genova Milano Napoli Padova Palermo Roma Torino Treviso Verona
Sede legale: Via Tortona 25, 20144 Milano | Capitale Sociale: Euro 10.328.220,00 interamente versato
Codice Fiscale e numero iscrizione al Registro Imprese Milano: 03049560166 R.E.A Milano 1720239 | Partita IVA: IT 03049560166

Il nome Deloitte si riferisce a una o più delle seguenti entità: Deloitte Touche Tohmatsu Limited, una società inglese a responsabilità limitata, e le member firm aderenti al suo network e le entità a esse correlate. DTTL e ciascuna delle sue member firm sono entità giuridicamente separate e indipendenti tra loro, DTTL (denominata anche "Deloitte Global") non fornisce servizi ai clienti. Si invita a leggere l'informativa completa relativa alla descrizione della struttura legale di Deloitte Touche Tohmatsu Limited e delle sue member firm all'indirizzo www.deloitte.com/about

Deloitte & Touche S.p.A.

Deloitte

Responsabilités du Président et des personnes chargées de la gouvernance en relation avec les états financiers consolidés

Le Président est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés, conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, le Président doit évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, en mentionnant, le cas échéant, les problèmes de continuité d'exploitation et en utilisant le principe de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention, ou n'a pas d'autre solution réaliste, que de liquider la Société ou de cesser son activité.

Les personnes chargées de la gouvernance sont chargées de superviser le processus d'établissement des états financiers.

Responsabilités du Commissaire aux comptes dans le cadre de la vérification des états financiers consolidés

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de dresser un rapport d'audit exposant notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé, mais ne garantit pas qu'un audit mené en conformité avec les normes ISA sera, à coup sûr, en mesure de détecter une anomalie significative, le cas échéant. Les anomalies peuvent être dues à une fraude ou à une erreur; elles sont jugées significatives si elles peuvent, individuellement ou collectivement, influencer les décisions économiques que prennent des utilisateurs sur la base de ces états financiers consolidés.

Dans le cadre d'un audit mené en conformité avec les normes ISA, nous exerçons un jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de la réalisation de l'audit. Nous devons également:

- Identifier et évaluer les risques d'anomalies significatives dans les états financiers consolidés, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevoir et exécuter des procédures d'audit répondant à ces risques, et recueillir des données probantes suffisantes et appropriées pour nous permettre de formuler une opinion. Le risque de ne pas détecter d'anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui de ne pas détecter d'anomalie significative résultant d'une erreur, la fraude pouvant impliquer des actes de collusion, des falsifications, des omissions intentionnelles, des assertions inexactes ou le contournement du contrôle interne.
- Acquérir une compréhension du contrôle interne pertinente dans le cadre de l'audit, en vue de définir des procédures d'audit adéquates et adaptées aux circonstances et non d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne.
- Évaluer l'adéquation des méthodes comptables appliquées et du caractère plausible des estimations comptables et des communications connexes effectuées par le Président.
- Conclure sur la pertinence comptable de l'usage par le Président du principe de la base de continuité d'exploitation et, à partir des données probantes recueillies au cours de l'audit, déterminer l'existence éventuelle d'incertitudes significatives liées à des événements ou à des circonstances qui peuvent jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous estimons qu'une telle incertitude significative existe, nous sommes tenus d'attirer l'attention dans notre rapport d'audit sur les informations y relatives figurant dans les états financiers consolidés ou, si ces informations sont inadéquates, de modifier notre opinion. Nos conclusions reposent sur les données probantes obtenues au cours de l'audit, à la date de notre rapport d'audit. Des événements ou circonstances ultérieurs pourraient cependant amener la Société à cesser son activité.

Deloitte

- Évaluer la présentation, la structure et la teneur d'ensemble des états financiers consolidés, notamment les informations, et déterminer si les états financiers consolidés sont représentatifs des transactions et événements sous-jacents permettant d'obtenir une image fidèle.
- Recueillir des données probantes appropriées suffisantes en matière d'information financière des entités consolidées ou des activités de la Société pour formuler une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la performance de l'audit du groupe. Nous sommes seuls responsables de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux personnes chargées de la gouvernance différentes informations, notamment l'étendue et le calendrier prévus de l'audit, ainsi que tout résultat significatif de ce dernier, en particulier les déficiences importantes du contrôle interne identifiées au cours de notre audit.

Nous remettons également aux personnes chargées de la gouvernance une déclaration indiquant nous avons respecté les règles pertinentes de déontologie en matière d'indépendance, et nous engageons à les informer de toute relation et autres éléments qui pourrait raisonnablement avoir une incidence sur notre indépendance et, le cas échéant, les garanties y afférentes.

Deloitte & Touche S.p.A.

Enrico Pietrarelli
Associé

Rome, le 2 mars, 2017

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES INDÉPENDANT RELATIF À L'ÉVALUATION DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au Fonds international de développement agricole

Nous avons entrepris une mission d'assurance raisonnable sur l'évaluation de la direction ci-jointe selon laquelle le Fonds international de développement agricole (FIDA) avait, au 31 décembre 2016, maintenu un contrôle interne efficace de l'information financière, comme indiqué dans la déclaration de la direction du FIDA sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière.

Responsabilité de la direction

La direction du FIDA est chargée de la préparation de son évaluation de l'efficacité du contrôle interne de l'information financière conformément aux critères relatifs à l'efficacité du contrôle interne de l'information financière décrits dans le Cadre intégré de contrôle interne publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (cadre de 2013), . Il appartient à la direction du FIDA de maintenir un contrôle interne efficace de l'information financière et d'évaluer l'efficacité dudit contrôle, y compris dans les états financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2016, ci-joints.

Indépendance et contrôle qualité

Nous avons respecté les exigences en matière d'indépendance et d'éthique du Code de déontologie des professionnels comptables, publié par le Conseil des normes internationales de déontologie comptable, qui repose sur les principes fondamentaux d'intégrité, d'objectivité, de compétence professionnelle et de principe de prudence, de confidentialité et de comportement professionnel.

Notre cabinet applique la norme internationale de contrôle qualité 1 (ISQC Italie 1) et, en conséquence, dispose d'un système complet de contrôle qualité comprenant des règles et des procédures documentées relatives au respect des exigences de déontologie, des normes professionnelles et des obligations légales et réglementaires applicables.

Responsabilité du Commissaire aux comptes

Notre responsabilité consiste à exprimer, sur la base de l'examen que nous avons réalisé, une opinion sur la déclaration de la direction concernant l'efficacité du contrôle interne de l'information financière. Nous avons entrepris notre mission d'assurance raisonnable conformément à la Norme internationale relative aux missions d'assurance "Assurance Engagements other than Audits or Reviews of Historical Information" (ISAE 3000 revised) publiée par le Conseil des normes internationales d'audit et d'assurance pour les missions d'assurance raisonnable. Cette norme nous oblige à planifier et à exécuter des procédures afin d'obtenir l'assurance raisonnable que l'évaluation de la direction sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière est dépourvue d'anomalie significative.

Ancona Bari Bergamo Bologna Brescia Cagliari Genova Milano Napoli Padova Palermo Roma Torino Treviso Verona

Sede legale: Via Tortona 25, 20144 Milano | Capitale Sociale: Euro 10.328.220,00 interamente versato

Codice Fiscale e numero iscrizione al Registro Imprese Milano: 03049560166 R.E.A Milano 1720239 | Partita IVA: IT 03049560166

Il nome Deloitte si riferisce a una o più delle seguenti entità: Deloitte Touche Tohmatsu Limited, una società inglese a responsabilità limitata, e le member firm aderenti al suo network e le entità a esse correlate. DTTL e ciascuna delle sue member firm sono entità giuridicamente separate e indipendenti tra loro, DTTL (denominata anche "Deloitte Global") non fornisce servizi ai clienti. Si invita a leggere l'informativa completa relativa alla descrizione della struttura legale di Deloitte Touche Tohmatsu Limited e delle sue member firm all'indirizzo www.deloitte.com/about

Deloitte & Touche S.p.A.

Deloitte

Une mission d'assurance raisonnable comprend la mise en œuvre de procédures permettant d'obtenir des données probantes sur l'évaluation de la direction relative à l'efficacité du contrôle interne de l'information financière. Le choix des procédures est laissé à l'appréciation du Commissaire aux comptes, de même que l'évaluation des risques que l'évaluation de la direction sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière contienne des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Nous estimons que les données probantes que nous avons obtenues sont suffisantes et appropriées pour fonder notre opinion d'audit.

Caractéristiques et limitations concernant le contrôle interne de l'information financière

Le contrôle interne de l'information financière d'une entité est un processus conçu, ou supervisé, par le premier dirigeant et les responsables financiers principaux d'une entité, ou des personnes ayant des attributions similaires, et mis en œuvre par le Conseil d'administration, la direction et d'autres membres du personnel afin d'offrir un degré d'assurance raisonnable concernant la fiabilité de l'information financière et la préparation des états financiers à des fins externes, conformément aux principes comptables généralement acceptés. Le contrôle interne de l'information financière d'une entité englobe les politiques et procédures qui: 1) ont trait à la tenue de registres reflétant, avec un degré raisonnable de détail, de précision et d'exactitude, les transactions et les dispositions relatives aux actifs de l'entité; 2) offrent un degré d'assurance raisonnable que les transactions sont enregistrées autant que de besoin afin de permettre la préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement acceptés, et que les recettes et les dépenses de l'entité sont expressément effectuées conformément aux autorisations de la direction de l'entité; et 3) offrent un degré d'assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection, en temps utile, de l'acquisition, de l'utilisation ou de la disposition non autorisées des actifs de l'entité susceptibles d'avoir des répercussions significatives sur les états financiers.

En raison des limitations inhérentes au contrôle interne de l'information financière, notamment la possibilité d'actes de collusion ou de non-observance du contrôle de la part de la direction, il se peut qu'il ne soit pas possible de prévenir ou de détecter en temps utile les anomalies significatives dues à des erreurs ou à des fraudes. Par ailleurs, les prévisions de toute évaluation de l'efficacité du contrôle interne de l'information financière pour des périodes futures sont soumises au risque d'une inadéquation des contrôles du fait de la modification des conditions, ou d'une diminution du degré de respect des politiques ou procédures.

Opinion

À notre avis, la déclaration de la direction selon laquelle le FIDA a maintenu un contrôle interne efficace de l'information financière, y compris dans les états financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2016, expose fidèlement la situation, à tous égards importants, conformément aux critères relatifs à l'efficacité du contrôle interne de l'information financière décrits dans le Cadre intégré de contrôle interne publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (cadre de 2013).

Deloitte & Touche S.p.A.

Enrico Pietrarelli
Associé

Rome, le 2 mars 2017

Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en droits de tirage spéciaux (DTS)

(Aux 31 décembre 2016 et 2015)

Actifs	Note/ appendice	En milliers d'USD		En milliers de DTS	
		2016	2015	2016	2015
Liquidités et avoirs en banque	4	94 373	131 299	70 181	94 890
Investissements	4	1 240 173	1 393 862	922 255	1 007 344
Billets à ordre à encaisser et contributions à recevoir					
Billets à ordre à encaisser	5	308 812	213 119	229 648	154 021
Contributions à recevoir	5	475 127	624 561	353 328	451 370
À déduire: provisions et instruments de contribution conditionnels		(186 878)	(174 357)	(138 972)	(126 009)
Montant net des contributions à recevoir et billets à ordre à encaisser		597 061	663 323	444 004	479 382
Autres sommes à recevoir		139 752	151 089	103 926	109 192
Immobilisations		12 905	11 027	9 597	7 969
Encours des prêts					
Encours des prêts	9 c)/I	6 377 221	6 270 436	4 742 420	4 531 645
Moins: provision cumulée pour dépréciation des prêts	9 a)	(59 559)	(35 517)	(44 291)	(25 669)
Moins: provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE	11 b)/J	(17 685)	(27 624)	(13 151)	(19 964)
Encours net des prêts		6 299 977	6 207 294	4 684 998	4 486 012
Total actifs		8 384 241	8 557 893	6 234 941	6 184 789

Éléments de passif et fonds propres	Note/ appendice	En milliers d'USD		En milliers de DTS	
		2016	2015	2016	2015
Passif					
Sommes à payer et passif exigible		186 417	171 319	136 631	123 812
Dons non décaissés	14	80 521	68 057	59 879	49 185
Recettes reportées		86 583	73 225	64 386	52 920
Passif lié à l'emprunt	15	263 690	162 948	196 093	117 762
Total passif		617 211	475 579	456 989	343 679
Fonds propres					
Contributions					
Ordinaires		8 043 135	7 884 776	7 436 207	7 309 220
Spéciales		20 349	20 349	15 219	15 219
Total contributions	H	8 063 484	7 905 125	7 451 426	7 324 439
Réserve générale		95 000	95 000	70 647	68 657
Bénéfices non distribués		(391 454)	82 219	(1 746 121)	(1 551 986)
Total des fonds propres		7 767 030	8 082 344	5 775 952	5 841 110
Total passif et fonds propres		8 384 241	8 557 893	6 234 941	6 184 789

Note: Le bilan du Fonds est établi en DTS étant donné que la majorité de ses actifs sont libellés en DTS et/ou dans des monnaies servant au calcul du DTS. Cet état est présenté uniquement pour information et est exprimé en valeurs nominales.

États des contributions

Tableau 1
État récapitulatif des contributions
(en milliers d'USD)

	2016	2015
Reconstitutions		
Contributions initiales	1 017 371	1 017 371
Première reconstitution	1 016 564	1 016 564
Deuxième reconstitution	567 053	567 053
Troisième reconstitution	553 881	553 881
Quatrième reconstitution	361 421	361 421
Cinquième reconstitution	441 401	441 401
Sixième reconstitution	567 021	567 021
Septième reconstitution	654 640	654 640
Huitième reconstitution	963 050	963 050
Neuvième reconstitution	978 411	976 894
Dixième reconstitution	760 072	590 197
Total FIDA	7 880 886	7 709 493
Programme spécial pour l'Afrique (PSA)		
PSA Phase I	288 868	288 868
PSA Phase II	62 364	62 364
Total PSA	351 232	351 232
Contributions spéciales^a	20 349	20 349
Total des contributions aux reconstitutions	8 252 466	8 081 074
Contributions complémentaires		
Fonds belge pour la sécurité alimentaire	80 002	80 002
Initiative PPTE	19 679	19 679
Contributions complémentaires ASAP	289 836	302 854
Contributions complémentaires non affectées – Dixième reconstitution	36 169	10 199
Autres contributions complémentaires	58 798	58 798
Total contributions complémentaires	484 484	471 532
Autre		
Contributions à l'Initiative PPTE n'entrant pas dans le cadre des contributions à la reconstitution des ressources	267 463	262 738
Contributions du Fonds belge pour la sécurité alimentaire n'entrant pas dans le cadre des contributions à la reconstitution des ressources	63 836	63 836
Contributions supplémentaires^b		
Cofinancement des projets	420 404	390 919
Programme de cadres associés	48 811	46 928
Autres fonds supplémentaires	928 301	903 809
FEM	138 855	104 155
Fonds supplémentaires ASAP	4 181	1 976
Total contributions supplémentaires	1 540 552	1 447 787
Total contributions	10 680 801	10 326 867
Total des contributions réparti comme suit:		
Total des contributions aux reconstitutions (cf. ci-dessus)	8 252 466	8 081 074
Moins provisions	(121 630)	(168 446)
Moins instruments de contribution conditionnels	(65 248)	(5 912)
Moins compensation au titre du CSD	(2 104)	(1 591)
Total net des contributions aux reconstitutions	8 063 484	7 905 125
Moins ajustement sur la base de la juste valeur	(14 472)	(7 903)
Total des contributions aux reconstitutions sur la base de la juste valeur	8 049 012	7 897 222

^a Y compris la contribution spéciale de l'Islande avant son admission et 20 millions d'USD provenant du Fonds de l'OPEP.

^b Y compris les intérêts perçus en vertu de chaque accord.

Tableau 2
Reconstitutions au titre de FIDA10: État des contributions des Membres^a
(Au 31 décembre 2016)

États membres	Reconstitutions au titre de FIDA9 (équivalent en milliers d'USD)	FIDA10					Total
		Instruments déposés			Versements (équivalent en milliers d'USD)		
		Devise	Montant (en milliers)	Équivalent en milliers d'USD	En espèces	Billets à ordre	
Afghanistan							
Albanie	60						
Algérie	72 430	USD	10 000	10 000	3 333		3 333
Angola	4 260						
Argentine	19 000						
Arménie	45	USD	10	10	10		10
Australie ^b	37 247						
Autriche	90 172	EUR	16 000	17 173	5 923	11 250	17 173
Azerbaïdjan	300						
Bangladesh	5 606						
Barbade	10						
Belgique	149 694						
Belize	205						
Bénin	429						
Bhoutan	195	USD	30	30	10		10
Bolivie (État plurinational de)	1 500						
Bosnie-Herzégovine	215						
Botswana	740						
Brésil ^c	81 996						
Burkina Faso	484	USD	125	125	40		40
Burundi	100	USD	10	10	10		10
Cabo Verde	46	USD					
Cambodge	1 050	USD	315	315	315		315
Cameroun	3 064	USD					
Canada	350 281	CAD	75 000	56 596	37 954		37 954
République centrafricaine	13						
Tchad	391						
Chili	860						
Chine	105 839	USD	60 000	60 000	20 000		20 000
Colombie	1 040						
Comores ^d	31						
Congo	818						
Îles Cook	5						
Côte d'Ivoire	1 629	USD	6	6	6		6
Cuba	9	EUR	44	48	48		48
Chypre	312	USD	60	60	20		20
République populaire démocratique de Corée	800						
République démocratique du Congo	1 870						
Danemark	152 614						
Djibouti	31	USD	6	6	6		6
Dominique	51						
République dominicaine	88						
Timor-Leste		USD	100	100	100		100
Équateur	1 241						
Égypte	23 409						
El Salvador	100						
Érythrée	70	USD	30	30	30		30
Estonie	59						
Éthiopie	291	USD	40	40	40		40
Fidji	300						
Finlande	71 895	EUR	13 000	13 858	4 893		4 893

États membres	Reconstitutions au titre de FIDA9 (équivalent en milliers d'USD)	FIDA10					
		Instruments déposés			Versements (équivalent en milliers d'USD)		
		Devise	Montant (en milliers)	Équivalent en milliers d'USD	En espèces	Billets à ordre	Total
France	329 774	EUR	35 000	37 565	13 095		13 095
Gabon	3 724						
Gambie	90	USD	30	30	30		30
Géorgie		USD	30	30	30		30
Allemagne	461 976	EUR	52 389	55 752	17 072	19 340	36 412
Ghana ^c	2 466						
Grèce	4 196						
Grenade	75						
Guatemala	1 043	USD	500	500	125		125
Guinée	490	USD	85	85	85		85
Guinée-Bissau	30						
Guyana	1 836	USD	480	480	480		480
Haïti	197						
Honduras	801						
Hongrie	100						
Islande	375						
Inde	135 497	USD	37 000	37 000	25 000		25 000
Indonésie	61 959						
Iran (République islamique d) ^d	128 750						
Iraq ^d	56 099						
Irlande	31 221	EUR	2 000	2 147	2 147		2 147
Israël	451	EUR	5	5	5		5
Italie	418 302						
Jamaïque	326						
Japon ^c	487 680	JPY	5 903 108	50 612		50 612	50 612
Jordanie	1 040						
Kazakhstan	20	USD	20	20	20		20
Kenya	5 190	USD	500	500	165		165
Kiribati	19	AUD	10	7	7		7
Koweït	188 041	USD	15 000	15 000		15 000	15 000
République démocratique populaire lao	357	USD	61	61	61		61
Liban	495						
Lesotho	589						
Libéria	64	USD	57	57	57		57
Libye ^d	52 000						
Luxembourg	7 634	EUR	1 800	1 941	676		676
Madagascar	624						
Malawi	123						
Malaisie	1 175						
Maldives	51	USD	50	50	50		50
Mali	379	USD	127	127	127		127
Malte	55						
Mauritanie	135	USD	49	49	49		49
Maurice	280	USD	5	5	5		5
Mexique	38 131	USD	5 000	5 000	1 667		1 667
Micronésie		USD	1	1	1		1
Mongolie	15						
Maroc	7 944	USD	1	1	1		1

États membres	Reconstitutions au titre de FIDA9 (équivalent en milliers d'USD)	FIDA10					
		Instruments déposés			Versements (équivalent en milliers d'USD)		
		Devise	Montant (en milliers)	Équivalent en milliers d'USD	En espèces	Billets à ordre	Total
Mozambique	570						
Myanmar	255	USD	5	5	5		5
Namibie	360						
Népal	270	USD	75	75	75		75
Pays-Bas	419 656	USD	75 221	75 221	25 221	50 000	75 221
Nouvelle-Zélande	11 579	NZD	4 500	3 080	988		988
Nicaragua	319	USD	50	50	50		50
Niger	275	EUR	91	101	101		101
Nigéria	128 959						
Norvège	265 008	NOK	315 000	36 650	12 254		12 254
Oman	350						
Pakistan	30 934						
Panama	249						
Papouasie-Nouvelle-Guinée	170						
Paraguay	1 356	USD	200	200	200		200
Pérou	1 635	USD	360	360	160		160
Philippines	2 178						
Portugal	4 384						
Qatar	39 980						
République de Corée	26 139	USD	8 000	8 000	2 270		2 270
République de Moldova	75						
Roumanie	250						
Fédération de Russie	6 000	USD	6 000	6 000	2 000		2 000
Rwanda	271	USD	50	50	50		50
Saint-Kitts-et-Nevis	20						
Sainte-Lucie	22						
Samoa	50						
Sao Tomé-et-Principe	10						
Arabie saoudite	432 778	USD	23 000	23 000		23 000	23 000
Sénégal	754	EUR	34	43	43		43
Seychelles	70						
Sierra Leone	37						
Îles Salomon	10						
Somalie	10						
Afrique du Sud	1 913						
Soudan du Sud	10						
Espagne	101 664						
Sri Lanka	9 887	USD	335	335	335		335
Soudan	1 372	EUR	237	237	237		237
Swaziland	293						
Suède	320 597	SEK	270 000	30 593	8 578	22 015	30 593
Suisse	170 445	CHF	45 086	45 094	15 576		15 576
République arabe syrienne	1 817						
Tadjikistan ^a	2						
Thaïlande	1 500						
Togo	133	USD	33	33	33		33
Tonga	55						
Tunisie	4 528	USD	273	273	273		273
Turquie	18 636	USD	1 000	1 000	1 000		1 000
Ouganda	430						
Émirats arabes unis	54 180	USD	3 000	3 000	900		900
Royaume-Uni	353 652	GBP	57 077	70 528		23 508	23 508
République-Unie de Tanzanie	564	USD	108	108	108		108

	<i>Reconstitutions au titre de FIDA9 (équivalent en milliers d'USD)</i>	<i>FIDA10</i>					
		<i>Instruments déposés</i>			<i>Versements (équivalent en milliers d'USD)</i>		
		<i>Devise</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>En espèces</i>	<i>Billets à ordre</i>	<i>Total</i>
<i>États membres</i>							
États-Unis ^c	881 674	USD	90 000	90 000	18 000	12 000	30 000
Uruguay	725						
Ouzbékistan	25	USD	5	5	5		5
Venezuela (République bolivarienne du)	196 258						
Viet Nam	2 703	USD	600	600	200		200
Yémen	4 348						
Yougoslavie	108						
Zambie	594						
Zimbabwe	2 103						
Total des contributions au 31 décembre 2016	7 120 813			760 072	222 354	226 725	449 079
Pour 2015	7 119 296			590 197	25 876	47 536	73 412

^a Les paiements se font en espèces ou sous forme de billets à ordre. Les montants étant exprimés en milliers de dollars des États-Unis, les contributions de moins de 500 USD n'apparaissent pas dans l'appendice H. Les contributions de l'Afghanistan (93 USD) ne figurent donc pas dans le tableau ci-dessus.

^b L'Australie n'est plus membre du FIDA depuis le 31 juillet 2007.

^c Voir note 5 a).

^d Voir notes 6 a) et 6 b).

Tableau 3
Programme spécial pour l'Afrique: État des contributions
 (Au 31 décembre 2016)

<i>Donateur</i>	<i>Devise</i>	<i>Première phase</i>		<i>Deuxième phase</i>		<i>Total</i>
		<i>Instruments déposés</i>		<i>Instruments déposés</i>		
		<i>Montant</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Montant</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	
Australie	AUD	500	389			389
Belgique	EUR	31 235	34 975	11 155	12 263	47 238
Danemark	DKK	120 000	18 673			18 673
Djibouti	USD	1	1			1
Union européenne	EUR	15 000	17 619			17 619
Finlande	EUR	9 960	12 205			12 205
France	EUR	32 014	37 690	3 811	4 008	41 698
Allemagne	EUR	14 827	17 360			17 360
Grèce	USD	37	37	40	40	77
Guinée	USD	25	25			25
Irlande	EUR	380	418	253	289	707
Italie	EUR	15 493	23 254	5 132	6 785	30 039
Italie	USD	10 000	10 000			10 000
Japon	JPY	2 553 450	21 474			21 474
Koweït	USD			15 000	15 000	15 000
Luxembourg	EUR	247	266			266
Mauritanie	USD	25	25			25
Pays-Bas	EUR	15 882	16 174	8 848	9 533	25 707
Nouvelle-Zélande	NZD	500	252			252
Niger	EUR	15	18			18
Nigéria	USD			250	250	250
Norvège	NOK	138 000	19 759			19 759
Espagne	USD	1 000	1 000			1 000
Suède	SEK	131 700	19 055	25 000	4 196	23 251
Suisse	CHF	25 000	17 049			17 049
Royaume-Uni	GBP	7 000	11 150			11 150
États-Unis	USD	10 000	10 000	10 000	10 000	20 000
31 décembre 2016			288 868		62 364	351 232
31 décembre 2015			288 868		62 364	351 232

Tableau 4
État des contributions reçues des États membres en 2016
 (Aux 31 décembre 2016 et 2015)
 (en milliers d'USD)

États membres	Instruments déposés ^{a,b}	Dépôt sous forme de billets à ordre ^b	Versements	
			En espèces	Encaissement de billets à ordre
FIDA6				
États-Unis		459		459
Total FIDA6		459		459
FIDA7				
États-Unis		1 471		1 471
Total FIDA7		1 471		1 471
FIDA8				
Brésil				8 743
Total FIDA8				8 743
FIDA9				
Bosnie-Herzégovine			50	
Botswana			45	
Chypre			40	
Fidji			25	
Indonésie			4 000	
Japon				13 335
États-Unis				18 000
Total FIDA9			4 160	31 335
FIDA10				
Algérie	10 000		3 333	
Arménie			5	
Autriche	17 319	18 015		5 926
Bhoutan	30		10	
Burkina Faso			40	
Canada			28 448	
Chine			20 000	
Chypre			20	
Éthiopie			40	
Érythrée			30	
Finlande			4 894	
France			13 102	
Gambie			30	
Allemagne		19 665	17 077	
Guinée	85		45	
Guyana			240	
Inde			12 000	
Irlande			2 147	
Israël			5	
Japon		29 382		
Kazakhstan			10	
Kenya			146	
Kiribati			7	
Koweït		15 000		
Libéria			32	
Luxembourg	2 006		676	
Maldives			35	
Mali			127	
Maurice			5	
Myanmar			5	
Pays-Bas		75 000	221	25 000
Nouvelle-Zélande	2 993		988	
Niger			101	
Norvège			12 254	
Paraguay			200	

Appendice H

Pérou	360		160	
République de Corée	8 000		2 270	
Fédération de Russie			2 000	
Sri Lanka			334	
Suède	31 585	31 585		8 594
Suisse			15 580	
Tunisie			273	
Turquie			1 000	
Émirats arabes unis			900	
Royaume-Uni		23 575		
États-Unis	90 000	30 000		18 000
Ouzbékistan			5	
Viet Nam			200	
Total FIDA10	162 378	242 222	138 995	57 520
Total général	162 378	244 151	143 155	99 528

^a Les montants étant exprimés en milliers de dollars des États-Unis, le paiement effectué par le Tadjikistan (150 USD) n'apparaît pas.

^b Les instruments déposés comprennent également les équivalents comptabilisés au titre des versements en espèces ou des tirages sur billets à ordre lorsque ces paiements n'étaient pas assortis d'un instrument de contribution.

^c Les instruments et billets à ordre libellés dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis sont convertis dans cette monnaie à la date où ils sont déposés.

État des prêts

Tableau 1
État de l'encours des prêts
 (Aux 31 décembre 2016 et 2015)
 (En milliers)

<i>Emprunteur ou garant</i>	<i>Prêts approuvés moins annulations</i>	<i>Décaissés</i>	<i>Non décaissés</i>	<i>Remboursements</i>	<i>Encours des prêts</i>
Prêts en USD					
Argentine	12 300	-	12 300	-	-
Bangladesh	30 000	30 000	-	21 000	9000
Cabo Verde	2 003	2 003	-	1 402	601
Cambodge	36 300	-	36 300	-	-
Djibouti	5 770	-	5 770	-	-
Équateur	25 660	-	25 660	-	-
El Salvador	13 890	-	13 890	-	-
Guyana	7 960	-	7 960	-	-
Haïti	3 500	3 500	-	2 494	1 006
Inde	75 500	-	75 500	-	-
Nicaragua	20 504	-	20504	-	-
Népal	11 538	11 538	-	8 082	3 456
Philippines	10 350	-	10 350	-	-
République de Moldova	18 200	-	18 200	-	-
Sri Lanka	12 000	12 000	-	8 700	3 300
République-Unie de Tanzanie	9 488	9 488	-	6 761	2 728
Viet Nam	42 500	-	42 500	-	-
Sous-total USD^a	337 464	68 530	268 934	48 439	20 091
Prêts en EUR					
Argentine	22 680	-	22 680	-	-
Bosnie-Herzégovine	11 120	-	11 120	-	-
Chine	73 100	11 000	62 100	-	11 000
Cuba	10 900	-	10 900	-	-
Équateur	14 250	-	14 250	-	-
Égypte	50 250	3 462	46 788	-	3 462
El Salvador	10 850	-	10 850	-	-
Fidji	3 100	100	3 000	-	100
Indonésie	93 150	-	93 150	-	-
Maroc	40 610	-	40 610	-	-
Mexique	5 870	-	5 870	-	-
Paraguay	15 800	-	15 800	-	-
Philippines	50 110	7 403	42 707	-	7 403
Swaziland	8 550	-	8 550	-	-
Tunisie	21 600	-	21 600	-	-
Turquie	15 950	-	15 950	-	-
Venezuela (République bolivarienne du)	6 810	-	6810	-	-
Sous-total EUR	454 700	21 965	432 735	-	21 965
Équivalent en USD^a	479 595	23 168	456 427	-	23 168
Prêts en DTS^a					
Albanie	34 976	34 526	450	8 640	25 886
Angola	24 400	17 207	7 194	3 977	13 230
Argentine	31 343	29 581	1 762	14 607	14 974
Arménie	61 430	55 136	6 294	7 880	47 256
Azerbaïdjan	44 905	41 616	3 290	4 056	37 560
Bangladesh	443 346	366 629	76 717	89 805	276 824
Belize	3 067	2 749	318	1 701	1 048
Bénin	100 357	75717	24 640	25 991	49 726
Bhoutan	38 496	33 315	5 181	7 747	25 568
Bolivie (État plurinational de)	72 570	53 677	18 894	15 995	37 682
Bosnie-Herzégovine	48 251	39 537	8 714	8 022	31 515
Botswana	2 600	636	1 964	260	376
Brésil	142 150	58 501	83 648	28 549	29 952
Burkina Faso	88 255	73 898	14 357	17 499	56 399
Burundi	40 859	40 859	-	14 877	25 982
Cabo Verde	20 191	15 821	4 371	3 477	12 344
Cambodge	62 954	43 080	19 874	4 832	38 248
Cameroun	67 260	51 298	15 962	9 095	42 203
République centrafricaine	26 494	25 653	842	10 817	14 836
Tchad	18 139	17 977	162	2 273	15 704
Chine	519 795	470 768	49 028	114 154	356 614
Colombie	32 024	16 216	15 807	4 357	11 859

Appendice I

<i>Emprunteur ou garant</i>	<i>Prêts approuvés moins annulations</i>	<i>Décaissés</i>	<i>Non décaissés</i>	<i>Remboursements</i>	<i>Encours des prêts</i>
Comores	4 182	4 182	-	1 875	2307
Congo	23 092	14 593	8 498	580	14 013
Côte d'Ivoire	27 645	17 089	10 555	4 756	12 333
Cuba	20 838	15 308	5 530	7 660	7 648
République populaire démocratique de Corée	50 496	50 496	-	10 538	39 958
République démocratique du Congo	51 793	38 270	13 522	12 592	25 678
Djibouti	7 146	5 194	1 952	1 325	3 869
Dominique	1 146	1 146	-	747	399
République dominicaine	27 444	23 538	3 906	9 493	14 045
Équateur	37 376	32 595	4 781	11 192	21 403
Égypte	197 593	142 522	55 071	59 391	83 131
El Salvador	68 418	64 428	3 990	27 242	37 186
Guinée équatoriale	5 794	5 794	-	4 851	943
Érythrée	23 92	23 892	-	4 414	19 478
Éthiopie	327 188	218 506	108 682	41 484	177 022
Gabon	3 800	3 476	325	1 269	2 207
Gambie	34 239	29 162	5 077	9 232	19 930
Géorgie	30 678	23 388	7 290	3 378	20 010
Ghana	154 237	121 708	32 528	26 321	95 387
Grenade	4 400	3 771	628	2 087	1 684
Guatemala	42 686	28 563	14 123	23 712	4 851
Guinée-Bissau	8 487	5 208	3 279	3 083	2 125
Guinée	64 160	64 160	-	21 808	42 352
Guyana	8 522	8 522	-	2 254	6 268
Haïti	60 221	58 236	1 986	19 137	39 099
Honduras	89 239	71 130	18 109	18 718	52 412
Inde	624 269	432 451	191 818	148 467	283 984
Indonésie ^b	160 774	144 854	15 920	25 280	119 574
Jordanie	24 257	17 143	7 114	10 963	6 180
Kenya	173 748	94 424	79 324	12 855	81 569
Kirghizistan	30 187	11 157	19 030	2 269	8 888
République démocratique populaire lao	55 763	48 463	7 300	12 858	35 605
Liban	6 429	4 861	1 568	4 019	842
Lesotho	30 606	25 998	4 608	6 941	19 057
Libéria	29 360	14 199	15 161	2 133	12 066
Madagascar ^b	175 945	118 016	57 929	24 872	93 144
Malawi ^b	103 281	75 596	27 685	25 324	50 272
Maldives	10 843	10 476	367	2 742	7 734
Mali	124 630	99 414	25 216	27 194	72 220
Mauritanie	49 971	46 441	3 530	12 210	34 231
Maurice	8 527	8 527	-	6 791	1 736
Mexique	48 232	37 399	10 833	23 906	13 493
Mongolie	27 169	19 386	7 783	2 335	17 051
Maroc	77 353	46 094	31 258	31 241	14 853
Mozambique	144 058	119 620	24 439	27 310	92 310
Myanmar	32 150	2 455	29 695	-	2 455
Népal	109 907	80 116	29 791	29 413	50 703
Nicaragua	49 535	44 904	4 631	8 903	36 001
Niger	90 970	59 140	31 830	10 951	48 189
Nigéria	179 949	97 871	82 078	13 604	84 267
Pakistan	303 416	218 576	84 841	60 817	157 759
Panama	-	-	-	-	-
Papouasie-Nouvelle-Guinée	23 450	6 651	16 799	-	6 651
Paraguay	16 318	14 821	1 497	786	14 035
Pérou	59 272	35 188	24 083	9 578	25 610
Philippines	85 200	71 248	13 952	12 024	59 224
République de Moldova	55 998	47 827	8 172	2 676	45 151
Roumanie	12 400	12 400	-	10 747	1 653
Rwanda ^b	141 248	103 947	37 301	23 534	80 413
Sainte-Lucie	-	-	-	-	-
Samoa	1 907	1 907	-	911	996
Sao Tomé-et-Principe	13 747	13 747	-	4 090	9 657
Sénégal	114 388	88 150	26 238	14 648	73 502
Seychelles	1 980	881	1 099	-	881
Sierra Leone	45 835	43 167	2 668	13 032	30 135
Îles Salomon	4 069	2 519	1 550	1 312	1 207
Somalie	17 710	17 710	-	411	17 299
Sri Lanka	159 948	134 008	25 940	29 057	104 951

<i>Emprunteur ou garant</i>	<i>Prêts approuvés moins annulations</i>	<i>Décaissés</i>	<i>Non décaissés</i>	<i>Remboursements</i>	<i>Encours des prêts</i>
Soudan	145 628	142 286	3 342	42 297	99 989
Swaziland	15 005	14 485	519	8 586	5 899
République arabe syrienne	56 198	24 697	31 501	12 556	12 141
Ex-République yougoslave de Macédoine	11 721	11 721	-	3 179	8 542
Tadjikistan	6 200	-	6 200	-	-
Togo	24 583	18 269	6 315	8 632	9 637
Tonga	4 837	4 837	-	2 069	2 768
Tunisie	61 318	41 315	20 003	27 666	13 649
Turquie	53 023	40 705	12 318	16 440	24 265
Ouganda	250 434	182 223	68 211	38 057	144 166
République-Unie de Tanzanie	266 408	187 791	78 616	26 131	161 660
Uruguay	12 902	10 677	2 225	8 704	1 973
Ouzbékistan	23 190	3 494	19 696	-	3 494
Venezuela (République bolivarienne du)	14 586	10 450	4 136	8 052	2 398
Viet Nam	216 901	188 022	28 879	17 440	170 582
Yémen	138 389	138 389	-	48 917	89 472
Zambie	135 133	97 639	37 494	25 027	75 612
Zimbabwe	26 512	26 512	-	8 216	18 296
Sous-total DTS	8 186 341	6 254 538	1 931 803	1 685 923	4 568 615
Fonds pour Gaza et la Cisjordanie ^c	2 513	2 513	-	793	1 720
Total DTS	8 188 854	6 257 051	1 931 803	1 686 716	4 570 335
Équivalent en USD	11 011 713	8 413 979	2 597 738	2 268 161	6 145 822
Total en USD des prêts en valeur nominale au 31 décembre 2016	11 828 772	8 505 676	3 323 099	2 316 600	6 189 073
Autres sommes à recevoir					13 297
Ajustement sur la base de la juste valeur					(1 127 486)
Total en USD sur la base de la juste valeur au 31 décembre 2016					5 074 884
Total en USD des prêts en valeur nominale au 31 décembre 2015	11 605 710	8 272 160	3 333 550	2 202 679	6 069 482
Ajustement sur la base de la juste valeur					(1 127 016)
Total en USD sur la base de la juste valeur au 31 décembre 2015					4 942 466

^a Les prêts approuvés en 1978 étaient libellés en dollars des États-Unis et sont remboursables dans les monnaies qui ont servi aux retraits. Depuis 1979, les prêts sont libellés en DTS, et leur montant cumulé est converti dans le bilan. Au 31 décembre 2016, le taux de conversion DTS/USD utilisé pour le calcul était de 1/1,34472. En 2016, le FIDA a conclu un accord de financement par l'emprunt afin d'emprunter des fonds en euros qui sont ensuite rétrocédés sous forme de prêts dans la même monnaie. Le montant cumulé des prêts libellés en euros a été évalué au taux de 0,9480920 USD pour 1 EUR au 31 décembre 2016.

^b Les remboursements incluent la contribution des Pays-Bas et de la Norvège à des prêts particuliers consentis à ces pays, ce qui s'est traduit par des remboursements partiels anticipés et par une augmentation correspondante des ressources disponibles pour engagement.

^c Le montant du prêt accordé au Fonds pour Gaza et la Cisjordanie est inclus dans le total ci-dessus. Voir note 2 f) ii).

Tableau 2
État récapitulatif des prêts approuvés en valeur nominale par monnaie et par année
(Au 31 décembre 2016)

Année	Prêts approuvés exprimés en milliers				Valeur en milliers d'USD					
		Au 1 ^{er} janvier 2016	Prêts annulés	Prêts entièrement remboursés	31 décembre 2016	Au 1 ^{er} janvier 2016	Prêts annulés	Prêts entièrement remboursés	Variations de change DTS/USD	Au 31 décembre 2016
1978	USD	68 530			68 530	68 530				68 530
2016	USD				268 934					268 934
1979	DTS	201 485			201 485	278 794			(7 854)	270 940
1980	DTS	176 647			176 647	244 427			(6 886)	237 541
1981	DTS	182 246			182 246	252 174			(7 104)	245 070
1982	DTS	103 109			103 109	142 672			(4 019)	138 653
1983	DTS	132 091			132 091	182 774			(5 149)	177 625
1984	DTS	131 907			131 907	182 520			(5 142)	177 378
1985	DTS	60 332			60 332	83 481			(2 352)	81 129
1986	DTS	23 663			23 663	32 743			(922)	31 821
1987	DTS	60 074			60 074	83 125			(2 342)	80 783
1988	DTS	52 100			52 100	72 091			(2 031)	70 060
1989	DTS	86 206			86 206	119 283			(3 360)	115 923
1990	DTS	40 064			40 064	55 437			(1 562)	53 875
1991	DTS	98 025			98 025	135 638			(3 821)	131 817
1992	DTS	79 888			79 888	110 541			(3 114)	107 427
1993	DTS	122 240			122 240	169 144			(4 765)	164 379
1994	DTS	122 598			122 598	169 638			(4 779)	164 859
1995	DTS	174 514		(25 414)	149 100	241 474		(34 341)	(6 637)	200 490
1996	DTS	200 774		(2 998)	197 776	277 811		(4 051)	(7 807)	265 953
1997	DTS	260 836		(13 900)	246 936	360 919		(18 782)	(10 077)	332 060
1998	DTS	266 578			266 578	368 865			(10 391)	358 474
1999	DTS	275 119			275 119	380 682			(10 724)	369 958
2000	DTS	272 919			272 919	377 638			(10 638)	367 000
2001	DTS	249 191	(958)		248 233	344 806	(1 289)		(9 714)	333 803
2002	DTS	234 875	(37)		234 838	324 996	(49)		(9 155)	315 792
2003	DTS	223 593	(123)		223 470	309 385	(165)		(8 716)	300 504
2004	DTS	254 595	(2 188)		252 407	352 283	(2 942)		(9 925)	339 416
2005	DTS	314 666	(6 561)		308 105	435 403	(8 820)		(12 268)	414 315
2006	DTS	321 196	(5 973)		315 223	444 439	(8 030)		(12 523)	423 886
2007	DTS	273 177	(5 384)		267 793	377 995	(7 237)		(10 651)	360 107
2008	DTS	268 024	(2 033)	(832)	265 159	370 865	(2 733)	(1 124)	(10 443)	356 565
2009	DTS	277 731	(1 290)		276 441	384 296	(1 734)		(10 826)	371 736
2010	DTS	419 276	(1 735)		417 541	580 152	(2 332)		(16 344)	561 470
2011	DTS	455 275	(80)		455 195	629 964	(108)		(17 747)	612 109
2012	DTS	408 287	(946)		407 341	564 946	(1 271)		(15 915)	547 760
2013	DTS	353 686			353 686	489 395			(13 787)	475 608
2014	DTS	337 626			337 626	467 173			(13 161)	454 012
2015	DTS	541 540			541 540	749 328			(21 109)	728 219
2016	DTS				203 153					273 184
2014	EUR	84 600			84 600	91 901			(2 669)	89 232
2015	EUR	274 310			274 310	297 983			(8 654)	289 329
2016	EUR				95 790					101 034
Total USD						68 530				337 464
Total DTS						11 147 296	(36 710)	(58 298)	(313 760)	11 011 713
Total EUR						389 884			(11 323)	479 595
Totaux						11 605 711	(36 710)	(58 298)	(325 083)	11 828 772

Tableau 3
Structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale
 (Aux 31 décembre 2016 et 2015)
 (en milliers d'USD)

<i>Échéance</i>	<i>2016</i>	<i>2015</i>
Moins de 1 an	292 242	280 639
1-2 ans	267 223	259 631
2-3 ans	285 772	275 687
3-4 ans	294 728	284 527
4-5 ans	294 276	281 677
5-10 ans	1 493 075	1 437 851
10-15 ans	1 258 800	1 229 942
15-20 ans	968 281	963 942
20-25 ans	677 019	679 358
Plus de 25 ans	357 656	376 228
Total	6 189 073	6 069 481

Tableau 4
État récapitulatif de l'encours des prêts en valeur nominale, selon les conditions de prêt
 (Aux 31 décembre 2016 et 2015)
 (en milliers d'USD)

<i>Conditions de prêt</i>	<i>2016</i>	<i>2015</i>
Conditions particulièrement favorables	5 512 865	5 481 409
Conditions durcies	28 060	23 220
Conditions intermédiaires	225 853	217 821
Conditions ordinaires	398 669	335 203
Conditions mixtes	23 626	11 829
Total	6 189 073	6 069 481

Tableau 5
Structure de décaissement des prêts non décaissés en valeur nominale
 (Projetés aux 31 décembre 2016 et 2015)
 (en milliers d'USD)

<i>Décaissements</i>	<i>2016</i>	<i>2015</i>
Moins de 1 an	392 126	507 758
1-2 ans	398 772	507 497
2-3 ans	382 156	477 287
3-4 ans	382 156	423 364
4-5 ans	372 187	363 031
5-10 ans	1 395 702	1 054 613
Total	3 323 099	3 333 550

Programme spécial pour l'Afrique

Tableau 1
État des prêts en valeur nominale
 (Aux 31 décembre 2016 et 2015)

<i>Emprunteur ou garant</i>	<i>Prêts approuvés moins annulations</i>	<i>Fraction décaissée</i>	<i>Fraction non décaissée</i>	<i>Rembourse ments</i>	<i>Encours des prêts</i>
Prêts en DTS (exprimés en milliers)					
Angola	2 714	2 714	-	1 028	1 686
Burkina Faso	10 546	10 546	-	4 653	5 893
Burundi	4 494	4 494	-	1 531	2 963
Cabo Verde	2 183	2 183	-	903	1 280
Tchad	9 617	9 617	-	3 922	5 695
Comores	2 289	2 289	-	917	1 372
Djibouti	114	114	-	48	66
Éthiopie	6 660	6 660	-	3 168	3 492
Gambie	2 639	2 639	-	1 121	1 518
Ghana	22 321	22 321	-	9 014	13 307
Guinée-Bissau	2 127	2 127	-	1 063	1 064
Guinée	10 762	10 762	-	4 843	5 919
Kenya	12 241	12 241	-	4 625	7 616
Lesotho	7 482	7 482	-	3 086	4 396
Madagascar	1 098	1 098	-	421	677
Malawi	5 777	5 777	-	1 878	3 899
Mali	10 193	10 193	-	4 840	5 353
Mauritanie	19 020	19 020	-	8 383	10 637
Mozambique	8 291	8 291	-	4 042	4 249
Niger	11 119	11 119	-	5 208	5 911
Sénégal	23 234	23 234	-	9 500	13 734
Sierra Leone	1 505	1 505	-	527	978
Soudan	26 012	26 012	-	10 768	15 244
Ouganda	8 124	8 124	-	3 859	4 265
République-Unie de Tanzanie	6 789	6 789	-	2 886	3 903
Zambie	8 607	8 607	-	4 059	4 548
Total	225 958	225 958	-	96 293	129 665
Équivalent en USD	303 850	303 850	-	129 487	174 363
Autres sommes à recevoir					488
Ajustement sur la base de la juste valeur					(55 295)
Total en USD sur la base de la juste valeur au 31 décembre 2016					119 556
Total en USD en valeur nominale au 31 décembre 2015	312 658	312 658	-	125 274	187 384
Ajustement sur la base de la juste valeur					(61 097)
Total en USD sur la base de la juste valeur au 31 décembre 2015					126 287

Tableau 2
État récapitulatif des prêts approuvés en valeur nominale par année
 (Au 31 décembre 2016)

Année		Prêts approuvés (en milliers de DTS)			Valeur (en milliers d'USD)			
		Au 1 ^{er} janvier 2016	Prêts annulés	Au 31 décembre 2016	Au 1 ^{er} janvier 2016	Prêts annulés	Variation du taux de change DTS/USD	Au 31 décembre 2016
1986	DTS	24 902	-	24 902	34 457	-	(971)	33 486
1987	DTS	41 292	-	41 292	57 135	-	(1 610)	55 525
1988	DTS	34 770	-	34 770	48 112	-	(1 355)	46 756
1989	DTS	25 756	-	25 756	35 638	-	(1 004)	34 634
1990	DTS	17 370	-	17 370	24 035	-	(677)	23 357
1991	DTS	18 246	-	18 246	25 247	-	(711)	24 536
1992	DTS	6 952	-	6 952	9 620	-	(271)	9 349
1993	DTS	34 268	-	34 268	47 418	-	(1 336)	46 081
1994	DTS	16 320	-	16 320	22 583	-	(635)	21 947
1995	DTS	6 082	-	6 082	8 415	-	(236)	8 179
Total	DTS	225 958	-	225 958	312 656	-	(8 806)	303 850

Tableau 3
Structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale
 (Aux 31 décembre 2016 et 2015)
 (en milliers d'USD)

Échéance	2016	2015
Moins de 1 an	7 883	8 040
1-2 ans	7 812	8 038
2-3 ans	7 812	8 038
3-4 ans	7 812	8 038
4-5 ans	7 812	8 038
5-10 ans	39 059	40 191
10-15 ans	39 059	40 191
15-20 ans	36 867	39 107
20-25 ans	17 926	23 374
Plus de 25 ans	2 322	4 329
Total	174 363	187 384

Tableau 4
État récapitulatif de l'encours des prêts en valeur nominale, selon les conditions de prêt
 (Aux 31 décembre 2016 et 2015)
 (en milliers d'USD)

Conditions de prêt	2016	2015
Conditions particulièrement favorables	174 363	187 384
Total	174 363	187 384

État des dons

(Aux 31 décembre 2016 et 2015)
(en milliers d'USD)

	Non décaissés au 1 ^{er} janvier 2016	Variations en 2016			Taux de change	Non décaissés au 31 décembre 2016
		Décaissables	Décaissements	Annulations		
Dons	68 057	54 910	(39 270)	(2 717)	(459)	80 521
Ajustement sur la base de la juste valeur						(2 467)
Total 2016 en juste valeur						78 054
Total 2015	74 951	46 402	(48 204)	(4 223)	(869)	68 057
Ajustement sur la base de la juste valeur						(1 629)
Total 2015 en juste valeur						66 428

Cadre pour la soutenabilité de la dette (FIDA seulement)

(Aux 31 décembre 2016 et 2015)
(en milliers d'USD)

<i>Emprunteur ou garant</i>	<i>Non décaissés au 1^{er} janvier 2016</i>	<i>En vigueur/ (annulations) en 2016</i>	<i>Décaissements en 2016</i>	<i>Variations de change</i>	<i>Non décaissés au 31 décembre 2016</i>
Cadre pour la soutenabilité de la dette – en USD	1 471		-		1 971
Cadre pour la soutenabilité de la dette (en DTS)					
Afghanistan	30 775	34 441	(8 315)		56 901
Bénin	8 682	-	(892)		7 790
Burkina Faso	44 625	-	(2 283)		42 342
Burundi	13 604	40 350	(9 013)		44 941
Cambodge	2 323	-	(2 092)		231
République centrafricaine	1 614	-	(773)		841
Tchad	11 819	-	(1 604)		10 215
Comores	127	(127)	-		-
Congo	1 342	-	-		1 342
Côte d'Ivoire	18 942	-	(1 610)		17 332
République démocratique du Congo	44 620	-	(4 068)		40 552
Érythrée	10 580	-	(4 733)		5 847
Éthiopie	13 718	-	(5 589)		8 129
Gambie	8 994	-	(3 171)		5 823
Guinée	16 242	-	(1 421)		14 821
Guinée-Bissau	3 279	-	-		3 279
Guyana	-	-	-		-
Haïti	8 780	-	(1 060)		7 720
Kiribati	1 713	-	(480)		1 233
Kirghizistan	11 151	-	(1 696)		9 455
République démocratique populaire lao	7 724	(250)	(2 941)		4 533
Lesotho	2 228	(247)	(1 049)		932
Libéria	48	-	(25)		23
Malawi	11 098	-	(2 810)		8 288
Maldives	1 423	-	(412)		1 011
Mali	9 814	-	(621)		9 193
Mauritanie	5 047	-	(1 517)		3 530
Népal	20 015	15 220	(4 494)		30 741
Nicaragua	6 196	(66)	(1 499)		4 631
Niger	17 100	-	(3 293)		13 807
Rwanda	10 316	-	(4 366)		5 950
Sao Tomé-et-Principe	1 310	2 163	(1 569)		1 904
Sierra Leone	6 171	-	(3 504)		2 667
Îles Salomon	-	1 550	(391)		1 159
Soudan du Sud	712	-	(701)		11
Soudan	25 659	(72)	(7 110)		18 477
Tadjikistan	4 776	6 062	(3 073)		7 765
Timor-Leste	3	-	-		3
Togo	7 180	-	(230)		6 950
Tonga	1 430	-	(673)		757
Yémen	14 621	-	-		14 621
Sous-total DTS CSD	405 801	99 024	(89 078)		415 747
Sous-total DTS CSD (équivalent en USD)	545 688	133 160	(119 785)		559 063
Total 2016 USD et DTS CSD	547 159	133 160	(119 785)		561 034
Variations de change			(4 107)		
Total des décaissements 2016			(123 892)		
Total 2015 USD et DTS CSD	556 893	130 318	(125 586)		562 979

État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTÉ)

(Au 31 décembre 2016)
(en milliers d'USD)

Pays au point d'achèvement	Allègements consentis au 31 décembre 2016		Allègements futurs approuvés par le Conseil d'administration			Total des allègements de dette
	Principal	Intérêts	À la charge du FIDA		À la charge de	
			Principal	Intérêts	Banque mondiale	
Bénin	4 568	1 643				6 211
Bolivie (État plurinational de)	5 900	1 890				7 790
Burkina Faso	6 769	2 668				9 437
Burundi	7 971	2 086	2 472	390	3 056	15 975
Cameroun	3 074	727				3 801
Comores	749	144	577	77	859	2 406
République centrafricaine	9 260	2 875	222	45	321	12 723
Tchad	793	150	634	106	525	2 208
Congo	-	99				99
Côte d'Ivoire	1 814	326				2 140
République démocratique du Congo	8 334	2 752	2 235	199	1 865	15 385
Éthiopie	20 569	5 905				26 474
Gambie	2 508	619				3 127
Ghana	15 585	5 003				20 588
Guinée	7 563	1 530	1 464	252	1 255	12 064
Guinée-Bissau	3 326	1 042	970	90	586	6 014
Guyana	1 526	299				1 825
Haïti	1 946	635				2 581
Honduras	1 077	767				1 844
Libéria	8 602	6 183	306	37	355	15 483
Madagascar	7 810	2 096				9 906
Malawi	13 459	3 273	2 280	388	3 164	22 564
Mali	6 211	2 431				8 642
Mauritanie	8 484	2 601				11 085
Mozambique	12 521	3 905				16 426
Nicaragua	7 259	943				8 202
Niger	9 993	2 628	338	61	428	13 448
Rwanda	16 747	5 211	32	6		21 996
Sao Tomé-et-Principe	1 384	371	746	107	639	3 247
Sénégal	2 247	882				3 129
Sierra Leone	8 304	1 995	877	117	731	12 024
République-Unie de Tanzanie	12 691	4 293				16 984
Togo	2 008	759				2 767
Ouganda	12 449	4 654				17 103
Zambie	19 169	4 921				24 090
DTS	252 670	78 306	13 153	1 875	13 784	359 788
Moins les allègements d'intérêts non échus *						(4 315)
Total des allègements de dette en DTS						355 473
Total équivalent en USD	339 773	105 295	17 685	2 523	8 536	478 011
Ajustement sur la base de la juste valeur			(5 610)			
31 décembre 2016 en juste valeur			12 075			
Au 31 décembre 2015						
DTS	241 734	76 212	19 964	3 158	16 714	357 782
Moins les allègements d'intérêts non échus *						(7 755)
Total des allègements de dette en DTS						350 027
Total équivalent en USD	334 489	105 454	27 624	4 368	23 127	484 332
Ajustement sur la base de la juste valeur			(8 550)			
31 décembre 2015 en juste valeur			19 074			

* Y compris les intérêts couverts par la contribution de la Banque mondiale.

État récapitulatif des contributions liées à l'Initiative pour l'allégement de la dette d'Haïti

(Aux 31 décembre 2016 et 2015)

	<i>En milliers d'USD</i>	<i>En milliers de DTS</i>
2016		
Contributions des États membres		
Autriche	685	438
Belgique	776	509
Canada	3 500	2 303
Danemark	513	339
France	1 700	1 080
Allemagne	2 308	1 480
Japon	2 788	1 743
Luxembourg	280	178
Maurice	5	3
Norvège	1 626	1 066
Suède	1 718	1 115
Suisse	962	637
Royaume-Uni	2 700	1 717
États-Unis	<u>8 000</u>	<u>5 217</u>
Sous-total	27 561	17 825
Intérêts perçus	840	
Allègements de dette accordés	(15 450)	
Total compte administratif États membres 2016	12 951	
FIDA		
Contribution du FIDA	15 200	10 088
Intérêts perçus	754	
Allègements de dette accordés	-	
Total compte administratif FIDA	15 954	
Total général	28 905	
Variations de change	(2 867)	
Total des liquidités et placements des PPTE	26 038	
2015		
Total général	31 488	
Variations de change	(2 794)	
Total des liquidités et placements des PPTE	28 694	

Analyse des dépenses d'exploitation (FIDA seulement)

(Pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015)

Ventilation des dépenses d'exploitation du FIDA par source budgétaire principale

(en milliers d'USD)

<i>Décaissement</i>	<i>Dépenses administratives^a</i>	<i>Dépenses directes^b</i>	<i>Autres sources^c</i>	<i>Total</i>
Rémunération du personnel (salaires et prestations)	79 340	-	1 191	80 531
Dépenses administratives courantes	23 851	531	8 748	33 130
Consultants et personnel extérieur	37 060	1	3 050	40 110
Frais financiers directs (banques et placements)	-	2 415	-	2 415
Total 2016	140 251	2 947	12 987	156 186
Total 2015	144 682	3 179	9 766	157 628

^a Il s'agit du budget ordinaire du FIDA, du budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), y compris les montants reportés et les dépenses relatives à l'AMACS.

^b Charges directes imputées sur le produit des placements.

^c Y compris les dépenses remboursables par le Gouvernement italien, les dépenses liées aux départs volontaires et les postes financés par les commissions de service.

Les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Fonds international de développement agricole (FIDA). Les appellations utilisées et la présentation du matériel dans cette publication ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de ses autorités, ou quant au tracé de ses frontières ou limites. Les appellations "pays développés" et "pays en développement" n'ont qu'une utilité statistique et ne reflètent pas nécessairement un jugement porté quant au niveau atteint par un pays ou un domaine spécifique dans le cadre du processus de développement.

Page de couverture:

Des agricultrices trient leurs produits au marché agricole à Bulbule, dans le Surkhet.

Népal: Projet d'appui à une agriculture de haute valeur dans les zones collinaires et montagneuses

©FIDA/Sanjit Das/Panos

© 2017 Fonds international de développement agricole (FIDA)

Imprimé par Palombi & Lanci, Rome, Italie

2017

Imprimé sur papier écologique



Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org

- ifad-un.blogspot.com
- www.facebook.com/ifad
- [instagram.com/ifadnews](https://www.instagram.com/ifadnews)
- www.twitter.com/ifadnews
- www.youtube.com/user/ifadTV

ISBN-978-92-9072-648-7



9 789290 726487